

le poing et la rose

10, rue de Solferino, Paris VII - Organe du Parti Socialiste - Mensuel N° 116 - Janvier 1987 - 7 F

CONTRIBUTIONS AU DEBAT

CONGRES DE LILLE

3, 4, 5 AVRIL 1987

Dès l'ouverture du processus de préparation du congrès de Lille un large débat s'est engagé dans le Parti comme l'a souhaité le Premier secrétaire, Lionel Jospin. L'épaisseur de ce numéro du *Poing et la Rose* en est le témoignage.

Le nombre de contributions que nous avons reçues nous a, comme pour les précédents congrès, conduits à établir des règles pour leur publication : le Bureau exécutif a décidé à l'unanimité que seuls seraient publiés dans le *Poing et la Rose* les textes adoptés par une fédération ou signés par un membre du Comité directeur. C'est d'ailleurs la règle qui avait été appliquée depuis le Congrès de Valence. La liste des contributions qui ne répondaient pas à ces conditions ou qui nous sont parvenues hors délai figure à la fin de ce numéro. Elles ont été classées et sont à la disposition des membres du Comité directeur. Elles seront présentées au Comité directeur de synthèse des 7 et 8 février et seront déposées sur le Bureau de la commission des résolutions du congrès.

Ce numéro présente, en plus des contributions au débat, un nombre important de propositions de modifications des statuts et du règlement intérieur, ainsi qu'un projet de réécriture de la déclaration de principes du Parti. Ces propositions vous sont faites par le Bureau exécutif unanime.

Ce *Poing et la Rose* a été réalisé dans des conditions difficiles. Nous avons fait le maximum pour qu'il vous parvienne dans les meilleurs délais malgré les diverses difficultés que nous avons vécues ces dernières semaines.

Je souhaite que ce journal aide tous les militants à participer pleinement aux débats de notre Congrès national de Lille.

Françoise SELIGMANN

CONTRIBUTIONS NATIONALES

Rassembler pour gagner présentée par Lionel Jospin	3 à 9
Pour le pays une nouvelle frontière pour le Parti, un nouveau départ présentée par Jean-Pierre Chevènement ..	10 à 14
Les voies de la reconquête présentée par Michel Rocard	15 à 19
Socialisme et réalité présentée par Pierre Mauroy	20 à 24
Contribution « transcourants » présentée par Jean-Pierre Worms	25 à 29

CONTRIBUTIONS FÉDÉRALES

Alpes-Maritimes	30 à 31
Aveyron	31 à 32
Creuse	32 à 33
Français à l'étranger	33 à 34
Loir-et-Cher	34 à 35
Loire	35 à 36
Sarthe	36 à 37
Haute-Savoie	37
Vendée	38
Yvelines	38 à 40

CONTRIBUTIONS THÉMATIQUES DES MEMBRES DU BUREAU EXÉCUTIF

Les conditions sociales de la victoire politique présentée par Jean-Paul Bachy	41 à 42
Contribution présentée par l'équipe nationale du M.J.S. transmise par Alain Barrau	42 à 44
L'entreprise moderne : s'armer dans la guerre économique mondiale présentée par Pierre Carassus	45 à 47
Coopération au développement et politique africaine : repandre l'initiative présentée par Louis Le Pensec	47 à 49
Construire l'Europe présentée par Didier Motchane	49 à 51
Sécurité et assurance présentée par Didier Motchane	51 à 53
Favoriser l'intégration à la pleine citoyenneté de la jeunesse issue de l'immigration présentée par Luc Soubré	53 à 54
Des ruraux pour gérer l'espace, une agriculture pour la France présentée par Bernard Thureau	55 à 58
Dix ans après le manifeste du P.S. sur les droits des femmes, où en sommes-nous ? présentée par Martine Buron	59 à 60

CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU COMITÉ DIRECTEUR

Pour l'école de la République présentée par Nicole Bricq	61 à 63
Communication et informatique : un enjeu pour demain présentée par Daniel Cholley	64
Le pari de l'avenir présentée par Catherine Coutard	65
Les problèmes des originaires d'outre-mer présentée par Gérard Collomb	66 à 67
Pour un outre-mer responsable présentée par Jean-Yves Dalleau	67 à 70
La santé au cœur présentée par Michel Debout	70 à 71
Socialisme et République, une indispensable mutation pour les socialistes de la Guadeloupe présentée par Jean-Louis Dieux	72 à 74
Congrès de Lille : congrès de la reconquête présentée par Yves Durand	74 à 76
Les immigrés et la société française un objectif, l'intégration présentée par Philippe Farine	77 à 78
Après le printemps présentée par Stéphane Fouks	78 à 80
Lille 87 : le congrès de l'espoir présenté par Robert Gilly	80 à 84
Pour une politique de développement et de justice sociale outre-mer présentée par Marie-Andrée Jaubert	84 à 86
Pour une stratégie d'ancrage à gauche présentée par Martine Lignières	86 à 87
Précarité et droits de l'homme présentée par Norbert Métairie	87 à 88
Pour la mémoire et l'histoire du Parti présentée par Louis Mexandeau	89
Militants, prenons nos responsabilités ! présentée par Marie-Thérèse Mutin	89 à 90
Pour un renouveau de la contractualisation des rapports sociaux présentée par Janine Parent	90 à 91
Les valeurs socialistes présentée par Jacques Piette	91
Planifier, c'est gouverner présentée par Jean-Paul Planchou	92
Quels objectifs pour l'éducation ? présentée par Jean-Pierre Sueur	94 à 95
Renouer pour inventer présentée par Eugène Teissière	96 à 97
Ecologie et socialisme en Europe présentée par Bernard Morin	98 à 101
Identité socialiste présentée par Philippe Lentschener	101 à 103
Une France ouverte et solidaire présentée par Marie-Claude Vayssade	104 à 105
Proposition de réécriture de la déclaration de principes	106
Propositions de modifications statutaires	107 à 112

Rassembler pour gagner

Contribution présentée par Lionel JOSPIN et,

Jean-Marc AYRAULT, Jean-Paul BACHY, Alain BARRAU, Pierre BÉRÉGOVOY, Marcel DEBARGE, Bertrand DELANOË, Jean-Pierre DESTRADE, Claude ESTIER, Laurent FABIUS, Anne-Catherine FRANCK, Claude GERMON, Christian GOUX, Jacques HUNTZINGER, Pierre JOXE, André LAIGNEL, André MÉRIC, Louis MERMAZ, Christiane MORA, Véronique NEIERTZ, Daniel PERCHERON, Michel PEZET, Jean POPEREN, Jean-Jack QUEYRANNE, Henri SABY, Françoise SELIGMANN, Luc SOUBRE, Dominique STRAUSS-KAHN, Bernard THAREAU, Daniel VAILLANT.

Notre congrès va se tenir en avril 87, à mi-chemin de l'échec des législatives de 86 et de l'espérance de la présidentielle de 88.

Notre rencontre se tiendra au bon moment. Le recul du temps est suffisant pour tirer les leçons de notre action au gouvernement ; plusieurs mois de « coexistence institutionnelle » nous ont appris notre nouveau rôle d'op-

position ; un an ne sera pas de trop pour, à partir des orientations du congrès, faire nos propositions au pays.

A chacun donc, dans cette phase préliminaire, d'avancer ses idées, sans crainte ni exclusive, et de prendre part au débat pour préparer notre congrès dans un esprit d'unité.

C'est pourquoi nous présentons cette contribution.

Comprendre la réalité

Toute réflexion politique doit partir de la vie, du monde dans lequel nous sommes, du pays où nous vivons.

Le monde bouge

Le monde bouge autour de nous, mais trop souvent aussi se bloque, en convulsions que sèment la misère, l'exploitation impitoyable de l'homme par l'homme, le despotisme politique et le fanatisme, idéologique ou religieux.

Les progrès de la science se poursuivent, capables de soulager l'homme de la peine du travail, de la maladie, de repousser plus loin la fatalité de la mort. Les techniques permettent de répandre à foison l'information, la connaissance, la culture. Ce mouvement, jadis limité au monde occidental, a fait souche dans le Tiers-Monde, montrant qu'il peut être généralisé à l'échelle de l'humanité.

Mais ce progrès n'est pas maîtrisé. Parce qu'il n'abolit pas les phénomènes d'exploitation et de domination mais au contraire les subit, il est inégalement réparti. Le chômage est devenu massif et chronique dans la plupart des pays développés, faisant ressurgir des situations de pauvreté.

La misère domine dans le Tiers-Monde. Dans les pays communistes, où le capitalisme a été aboli, l'économie est inefficace et les libertés n'ont toujours pas été conquises.

Les États-Unis, au formidable potentiel, commencent à mesurer le bilan négatif du « reaganisme ». L'Union soviétique cherche dans le rajeunissement de ses équipes, des remèdes aux maux plus profonds du despotisme, de la bureaucratie et du centralisme, qu'elle n'a pas encore eu le courage d'affronter. Aucun de ces deux grands pays n'a renoncé aux politiques impériales et n'offre aux peuples du monde un modèle qu'ils puissent faire leur.

L'Europe le pourrait. Parce qu'elle ne rêve plus de domination, qu'elle a besoin du Tiers-Monde, qu'elle a su forger dans son histoire un équilibre entre l'économique et le social, parce qu'elle est lieu de démocratie, elle peut travailler à un nouveau modèle de relations entre le Nord et le Sud. Encore faut-il qu'elle le veuille. Cela suppose qu'elle existe et qu'elle maîtrise ses problèmes intérieurs (chômage chronique, crise monétaire, excédents agricoles massifs, progrès social en panne, morcellement de son potentiel de recherche, mauvais fonctionnement de ses institutions), qu'elle sorte de la dépendance où elle se place trop souvent à l'égard des États-Unis (en matière d'échanges comme de défense) et qu'elle s'affirme d'une seule voix. Pour cette Europe, la France est indispensable. Mais la France s'interroge.

La France s'interroge

L'histoire de notre pays a toujours été double. Vieux pays capitaliste, à la bourgeoisie souvent dure et conservatrice, il est aussi l'héritier d'une histoire républicaine et progressiste, irriguée par le socialisme.

Notre histoire est faite d'antagonismes et de rencontres, de phases de division et de moment d'unité. Il a été le pays des révolutions, mais aussi des guerres civiles et des coups d'État. Il est aussi le pays des grandes rencontres qui lui rendent son équilibre et sa cohérence : celle des conservateurs avec la République, celle des républicains avec la réforme sociale.

La France d'aujourd'hui est confrontée, notamment, à trois grands problèmes : un chômage considérable qui risque d'entraîner une démolition sociale ; une compétitivité économique insuffisante qui peut conduire à



notre affaiblissement global ; une difficulté à poser correctement le problème de la « grandeur » de la France, c'est-à-dire sa façon de tenir dans le monde une place digne d'elle.

La France doute de ses valeurs et s'interroge sur son modèle de société. Et ceci, pour des raisons d'abord politiques. La décomposition du gaullisme accélérée par l'opportunisme chiraquien, la montée du « libéralisme » réactionnaire, la poussée de l'extrême droite antirépublicaine, la volonté de revanche contre la présence durable des socialistes au pouvoir ont conduit, avant et après le 16 mars, à des propositions du R.P.R. et de l'U.D.F. qui ruinent le consensus né de la Résistance et qui avait donné sa physionomie à la société française. Ainsi sont menacés, aujourd'hui ou à terme, le Plan, le rôle de l'État dans l'économie, la notion de service public, le contrôle des puissances d'argent, les droits des travailleurs ou la Sécurité sociale.

Notre pays, face aux défis du temps, a deux attitudes possibles. Ou bien il s'affaisse et se replie : sur la peur, l'hostilité vis-à-vis de l'étranger, le cynisme dans les relations sociales, une économie de spéculateurs et de rentiers, un modèle politique autoritaire fait pour un peuple de spectateurs. Ou bien il se dresse et s'ouvre : ouverture sur le monde, tolérance et justice dans les rapports sociaux, prise de risque en économie et dans la vie pour favoriser ceux qui cherchent, créent ou investissent, avec un peuple de citoyens qui s'impliquent dans la démocratie.

La France doit choisir l'une de ses deux faces. Et nous, socialistes, il nous revient de rassembler les Français autour d'un nouveau consensus, d'un modèle de société dans lequel ils puissent se reconnaître. Peut-être ce mouvement a-t-il déjà commencé ?

Les jeunes répondent

A certaines interrogations de la société française, les jeunes apportent leur réponse. En tout cas, leur mouvement victorieux de l'automne est le premier acte qui indique que le glissement à droite du 16 mars n'est pas irrésistible.

Aspirant au savoir et à une place dans la société qu'ils veulent ouverte et fraternelle, ils disent non à l'injustice et à l'inégalité érigées en théories. Ils acceptent la compétition mais loyale, ils refusent le racisme, la discrimination et les réponses autoritaires aux problèmes de société. Ils disent aux adultes : choisissez l'ouverture sur le monde, la création, la solidarité contre le repli frileux, la possession et l'égoïsme.

Leur action qui a ouvert une brèche à la revendication dans le monde salarial, lui aussi maltraité par le nouveau pouvoir, montre que la société française n'est pas passive devant la politique de la Droite. Ces mouvements éclairent d'un jour nouveau la situation politique dans notre pays. A nous de montrer à la jeunesse que ses préoccupations de justice et de fraternité rejoignent le combat démocratique mené depuis toujours par le mouvement socialiste.

La coexistence institutionnelle sert de révélateur

La situation politique prévalant depuis le 16 mars, celle de la coexistence d'un Président et d'un Premier Ministre tirant leur légitimité de deux majorités différentes et opposées, constitue un fait nouveau pour chacun des acteurs du jeu politique.

Cette coexistence institutionnelle n'est, en rien une formule d'union nationale : la politique conduite par le Gouvernement n'a jamais été aussi éloignée de nos valeurs. La coexistence est une phase transitoire de pouvoir partagé et donc disputé.

La coexistence n'est sans doute pas la meilleure solution pour gouverner. Elle est la réponse à une conjoncture nouvelle née du résultat des élections législatives de mars 1986. Elle permet de confronter deux visions de la société, deux pratiques face à une même réalité et de comparer deux hommes dans l'exercice des fonctions d'État.

Jacques Chirac déploie depuis le 16 mars l'activisme de ceux pour lesquels la détention du pouvoir est le seul projet ; candidat à la Présidence plus que chef de gouvernement, prompt à changer de position sur les questions les plus fondamentales, opportuniste et brutal, il sert sans vergogne les intérêts, à court terme, de ses partisans et de ceux dont il espère faire une clientèle.

François Mitterrand donne dans cette épreuve toute sa dimension d'homme d'État. Il agit selon des principes et en veillant à l'intérêt national. Le Président de la République s'impose là où la Constitution lui a donné des compétences : les choix en matière de défense et de politique étrangère, le respect des intérêts vitaux de la France. Pour le reste, il exerce l'influence qui s'attache à sa fonction de chef d'État. S'il est évident que la politique conduite par le Gouvernement sur les grands problèmes de politique intérieure n'est pas la sienne, il sait faire entendre sa voix pour défendre les acquis sociaux ou évoquer les aspirations des Français.

La Droite et la revanche

Le retour de la Droite a toutes les allures d'une revanche. Jusqu'en 1981, la Droite considérait l'alternance comme une utopie et déniait aux socialistes toute capacité à exercer le pouvoir. Elle mettait simplement en œuvre un projet de société conservateur.

L'arrivée de la Gauche au pouvoir a surpris nos adversaires, mais elle les a aussi durcis. Dans l'opposition, la Droite refusait toute légitimité au gouvernement de la Gauche. Revenue aux affaires, elle entend asservir le pouvoir à ses intérêts. Elle en organise la confiscation.

Une partie du pouvoir économique et des médias est distribuée à des groupes privés, amis et étroitement contrôlés. La privatisation des entreprises publiques, puis celle de TF1, chaîne symbolique du service public, n'ont pas d'autre signification.

Parallèlement, la Droite, et tout particulièrement le R.P.R., s'approprient le pouvoir politique. Dans l'appareil d'État, dans les entreprises publiques, dans le service public de la radio et de la télévision, est organisée une « chasse aux sorcières ». Maintenant que le pouvoir sent la situation politique se tendre, cette éviction systématique s'accélère et ne s'embarrasse plus d'aucune forme. Sous l'autorité directe du Premier ministre ou sous le couvert des décisions d'une C.N.C.L. zélée, l'État-R.P.R. se met en place.

C'est que la Droite poursuit aujourd'hui un projet de société qui n'est plus conservateur, mais ouvertement réactionnaire. L'application de l'idéologie dite libérale dans la politique économique, la mise en œuvre d'une politique de régression sociale, la restauration des privilèges par la fiscalité ou par la distribution de prébendes, la répression des aspirations de la jeunesse, les projets sur le Code de la nationalité et sur les prisons privées en témoignent. De plus, cette Droite, qui a montré son incompetence sur de nombreux problèmes, n'a eu d'autre priorité que de rétablir le mode de scrutin majoritaire avec un découpage inique, veut imposer le silence aux idées de progrès et de solidarité.

Cette Droite, apparemment soudée par sa vision de la société ne l'était que par une plate-forme programmatique (plate-forme R.P.R.-U.D.F.) ; aujourd'hui, elle tend à se désunir face aux difficultés qui naissent de la mise en œuvre de ce programme. Par ailleurs, la conviction partagée d'un droit naturel à l'exercice du pouvoir ne parvient pas à masquer les rivalités profondes qui surgissent entre les divers clans dès lors qu'il s'agit de déterminer qui exercera ce pouvoir.

Les Socialistes et le pouvoir

En choisissant de rompre l'Union de la Gauche, le Parti communiste s'est dérobé à ses responsabilités politiques et a cédé à sa fascination pour l'isolement. Aujourd'hui, à ne pas vouloir se démarquer nettement du modèle soviétique et pour être incapable de vraiment prendre en compte la situation économique et l'évolution de la société, le Parti communiste s'inscrit dans un déclin probablement durable et laisse une partie de l'électorat de gauche désespérée par ses attaques injustifiées contre le P.S. Le refus de la direction du Parti communiste d'avoir un véritable dialogue, à l'extérieur avec le Parti socialiste, en son sein avec ceux qui l'on nommé les « rénovateurs », élargit la fracture avec son électorat qui comprend de moins en moins cet irréalisme économique, social et politique.

Dans ce contexte, le Parti socialiste qui, dans des conditions difficiles, a réuni près du tiers des électeurs lors de la dernière consultation électorale, constitue le pôle autour duquel se rassembleront tous ceux qui voudront un changement de politique.

Notre ambition pour l'avenir, nous pouvons l'étayer sur le bilan des cinq années de notre législature. Ses maîtres mots sont connus de tous : avan-



cée des libertés et de l'État de droit ; respect des individus et progrès de la démocratie ; solidarité et justice dans l'action économique et sociale ; participation de tous à l'effort nécessaire ; modernisation de l'économie et des rapports sociaux ; décentralisation ; élan donné à la recherche, à la formation et à la culture. Et dans le domaine international : déblocage de la construction européenne ; essai de réactivation du dialogue Nord/Sud. Beaucoup de nos concitoyens regardent ce bilan autrement après neuf mois de gestion de la Droite.

Souhaite-t-on des exemples plus concrets de notre action ? La suppression de la peine de mort et des tribunaux d'exception ; la réforme du Code pénal et de la justice expéditive des flagrants délits ; l'égal accès de tous, sans distinction de sexe, à tous les emplois ; la cinquième semaine de congés payés et le droit à la retraite à 60 ans ; les radios locales et la reconnaissance de toutes les formes de culture ; la participation des salariés du secteur public à la direction de leur entreprise ; les lois sur les nouveaux droits des travailleurs et sur l'égalité professionnelle des hommes et des femmes ; la forte augmentation, en cinq ans, du pouvoir d'achat du S.M.I.C., des retraites, des allocations aux handicapés, des prestations sociales ; l'inflation ramenée de 14 % à 3 % ; une plus grande justice fiscale ou encore l'effort d'investissement et de recherche mené grâce aux entreprises publiques.

On nous avait dit que la nationalisation avait été un échec ! Nous voyons, aujourd'hui, les capitalistes du monde entier s'arracher des titres qu'ils considèrent comme des valeurs de premier choix.

Et l'élargissement de la Communauté, que presque tous, à droite considéraient comme impossible. Cancun, enfin !

Voici quelques exemples parmi beaucoup. Chacun d'entre nous en a d'autres plus personnels, tirés de la vie de tous les jours. Pour tous ceux qui dans ce pays n'appartiennent pas à la petite minorité des nantis, pour les jeunes comme pour les retraités, pour les salariés comme pour les chômeurs, pour les femmes qui voient ressortir de l'ombre du passé les nostalgiques d'une remise en cause de l'I.V.G., en un mot pour un grand nombre de Français, le socialisme reste une espérance.

Et cependant, le 16 mars, la Gauche a perdu.

Ce résultat est dû pour une part aux divisions de la Gauche et à l'état de la société française et pour une autre au décalage existant entre nos actes et les attentes des citoyens.

Dans plusieurs domaines, nous avons moins réalisé que ce que l'on attendait de nous. Le chômage n'a commencé à régresser qu'à partir du milieu de l'année 1985. On nous attendait au moins trois ans plus tôt. Qu'il y ait des raisons à cela, par exemple, que la dégradation de l'industrie ait été sous-estimée, que parti au-dessus de la moyenne européenne notre taux de

chômage se soit retrouvé en dessous cinq ans plus tard ne change rien à cette réalité : une large partie des couches populaires a été déçue.

Ayant conquis le pouvoir politique, nous avons accompli de grandes réformes et fait voter des lois de progrès. Mais nous nous sommes heurtés aux résistances d'une partie du corps social et des pouvoirs dominants. Ainsi, les lois sur les nouveaux droits des travailleurs n'ont-elles pas été entièrement appliquées du fait de l'opposition d'une fraction du patronat, de la faiblesse numérique et des divisions des syndicats.

Sans doute avons-nous aussi sous-estimé la force des émotions collectives. C'est aussi que l'inquiétude de l'opinion, malgré l'effort fait pour le renforcement et la rénovation de la police, a ouvert la voie aux surenchères et aux fantasmes de l'extrême droite relayée par la Droite classique.

Fiers de notre bilan, nous avons à en tirer la leçon. Il nous faudra mieux mesurer la diversité des attitudes sociales, de même que les difficultés du changement et tenir compte du fait que les comportements n'évoluent pas nécessairement au même rythme que la loi.

En nous engageant, dans la paix sociale, sur des orientations claires, sur la culture comme sur la justice, sur la recherche comme sur les droits des travailleurs, en exigeant des privilégiés un effort fiscal plus important, nous avons marqué l'identité socialiste de nos actions. La Droite l'a bien compris qui n'a de cesse de les détruire.

La présidentielle tranchera

L'action pour le socialisme se poursuivra dans notre pays, quel que soit le résultat de l'élection présidentielle. Mais une victoire d'une personnalité socialiste dans cette échéance décisive, et pour la seconde fois, aurait une importance considérable pour l'avenir politique de notre pays. Elle nous mettrait, sans doute, en position de rassembler autour de nous une majorité de progrès.

Depuis 1965, François Mitterrand a symbolisé, lors des plus grandes échéances, le combat pour la justice sociale, pour le rassemblement de la Gauche et des forces de progrès. Depuis 1971, la stratégie qu'il a mise en œuvre a permis le développement en France d'un grand mouvement socialiste. Élu en 1981 Président de la République, François Mitterrand a engagé une action de très grande portée nationale et internationale. Depuis mars 1986, dans une situation nouvelle de coexistence institutionnelle, il est resté fidèle à lui-même et à l'œuvre de cohésion nationale que lui ont confiée les Français. Il est le mieux à même de continuer cette action. Nous souhaitons que François Mitterrand soit, le moment venu, candidat devant le peuple pour poursuivre sa mission.

Des valeurs pour agir

Affirmer nos valeurs

La société dans laquelle nous vivons a connu de grands changements au cours des dernières décennies ; mais elle reste encore loin de celle dans laquelle nous voudrions vivre.

Certes, le capitalisme aujourd'hui n'est plus celui du XIX^e siècle. En mutation constante, notamment sous la pression des forces politiques et syndicales qui le contestaient, le capitalisme s'est transformé. Se métamorphosant à la suite de chacune des crises qu'il a traversées, intégrant des réformes que le mouvement dont nous sommes les héritiers a su lui imposer, évoluant diversement selon les points de la planète où il a étendu son empire, le capitalisme se présente aujourd'hui sous un aspect hétérogène. Mais cette organisation de notre société, et aujourd'hui d'une grande partie du monde, n'a en aucune manière réussi à apporter de solution aux principaux problèmes de l'humanité. Dans de nombreux domaines, elle a aggravé les situations existantes. Le chômage et la crise économique, le désordre monétaire et le fossé croissant sur la planète entre les riches et les pauvres, le poids énorme des dépenses militaires et la montée de la violence, les poussées politiques réactionnaires, parfois xénophobes, et la montée de

l'irrationalisme illustrent les échecs d'une organisation sociale que les socialistes veulent transformer.

Confronté à un nouvel ordre économique mondial qui peut affaiblir l'Europe, face aux vieilles conceptions sociales et économiques du néo-libéralisme qui laissent la société française désorientée et désabusée, le combat des socialistes s'organise autour de valeurs.

Mêlées à la tradition républicaine sans s'y réduire, les valeurs des socialistes doivent dépasser la République. Personne ne peut oublier que la République a été et peut être conservatrice ; personne ne peut nier que la moitié des pays d'Europe ne sont pas des Républiques et sont souvent plus que nous des démocraties et des démocraties sociales.

Pour les socialistes, la lutte contre les inégalités est une préoccupation majeure. L'égalité que nous recherchons doit permettre l'épanouissement de chacun, elle est réalisation de la liberté, elle porte en elle la réduction des injustices. L'égalité des chances dès le début de la vie se conjugue avec la solidarité qui vient compenser les injustices nées du fonctionnement de notre société. La recherche de l'égalité refuse tout nivellement, elle vise à permettre à la personnalité de chacun d'éclorre dans une société solidaire. C'est sur cette solidarité que doit se fonder toute politique qui vise à répondre au besoin de sécurité. Opposer sécurité et liberté, c'est prendre pour base le rejet de l'autre. Pour nous, la sécurité est liée à la solidarité ; il n'y a pas de véritable sécurité dans une société éclatée.



La recherche de l'autonomie est l'autre face de la liberté, elle est le refus de toute dépendance. Le « libéralisme » des conservateurs développe aujourd'hui une mise sous tutelle visant à la subordination des individus et des citoyens. Qu'il s'agisse du pouvoir des grands groupes privés qui menace celui des pouvoirs politiques démocratiquement établis, du risque de disparition du pluralisme de l'information ou de la différence de moyens financiers dont disposent les grands courants politiques, l'autonomie de notre réflexion et, partant, celle de nos choix est aujourd'hui en cause. Que signifient le respect des libertés individuelles et l'affirmation des libertés collectives si quelques-uns dominent les moyens de production et les possibilités d'expression ?

La croissance économique, les conquêtes sociales, l'évolution du salariat, l'uniformisation partielle des modes de vie, la communication de masse ont accru la dimension culturelle des engagements politiques. Même si la force des déterminismes sociaux est loin d'être épuisée, leur influence décroît et les socialistes s'adressent à un nombre de plus en plus grand de Français. Plus encore, au-delà de la société française, dans les relations entre le Nord et le Sud, dans le soutien des peuples qui luttent pour leur indépendance et pour la démocratie, les socialistes sont ouverts au monde. A l'intérieur de nos frontières, comme vers l'extérieur, les socialistes doivent porter un message qui s'adresse à tous.

Il n'existe pas aujourd'hui de société socialiste. D'ailleurs, l'histoire ne fournit aucune exemple d'un basculement puissant et rapide qui aurait transformé la société capitaliste en une société authentiquement socialiste et démocratique. Le mouvement socialiste est alors davantage un mouvement vers le socialisme, addition de réformes et de transformations des rapports sociaux, changement des attitudes et des comportements entre les hommes, que la quête d'une fin de l'Histoire.

Notre tâche est de poursuivre ce mouvement socialiste, de faire naître graduellement de nouveaux équilibres dans une société composite, d'organiser des relations nouvelles entre l'individu et l'État, entre les libertés individuelles et les institutions collectives, entre l'initiative privée et l'intervention publique.

Ces valeurs ne doivent pas rester l'objet d'un débat théorique. Elles sont le fondement de notre critique de la politique de la Droite, sur la justice et sur les prisons privées comme sur le Code de la nationalité, sur la liberté de l'audiovisuel comme sur la sécurité, sur l'éducation comme sur la justice fiscale. Elles sont aussi le fondement de nos propositions et des objectifs que nous nous fixons.

Nos objectifs pour la France

Pour une croissance sociale

• Lutter contre le chômage en modernisant l'économie

La France compte aujourd'hui 2,5 millions de chômeurs, 100 000 de plus qu'en mars 1986. La résignation que manifeste la Droite est d'autant plus choquante.

Les socialistes ont fait le choix de la recherche d'une plus grande compétitivité parce que l'emploi à long terme dans un pays non dominant ne peut être assuré que par la modernisation de son économie, tout particulièrement de son industrie, et par un effort considérable de formation, d'investissement et de recherche scientifique. Le redressement viendra d'un renforcement réel de notre compétitivité et non d'une dévalorisation de notre monnaie. Mais cette recherche d'une meilleure compétitivité doit être poursuivie en préservant le progrès social dans la perspective d'un nouveau modèle de développement.

La modernisation dans le progrès social passe par une formation de la main-d'œuvre beaucoup plus importante en vue de l'adapter aux nouvelles qualifications, et elle doit s'accompagner de la poursuite des plans de reconversion abandonnés par les conservateurs. Cette modernisation ne se fera pas si n'est pas menée parallèlement une modification tout aussi profonde des relations sociales dans l'entreprise et dans la nation. De nombreux pays européens nous ont montré l'exemple : les économies ont d'autant mieux résisté à la crise que les travailleurs étaient associés aux décisions les concernant.

Pour être créatrice d'emplois, la modernisation doit se dérouler dans le contexte d'une croissance suffisamment forte. Celle-ci doit être recherchée dans le respect des grands équilibres.

Comme nous ne pouvons compter sur la seule croissance pour réduire à court terme le nombre de chômeurs, toutes les autres politiques doivent parallèlement être mises en œuvre. Les initiatives locales devront être encouragées. Les modalités de l'aménagement et de la réduction du temps de travail qui favorisent les gains de productivité, notamment en permettant l'allongement de la durée d'utilisation des équipements, seront favorisées. Des contrats de modernisation passés entre l'État et les entreprises favoriseront cette évolution. Ils concerneront non seulement les salaires mais aussi la gestion et les investissements liés à l'aménagement et la réduction du temps de travail. Le choix qui est devant nous consiste soit à accepter passivement un clivage spontané entre un nombre croissant de chômeurs et des actifs ayant une durée de travail constante, soit à maîtriser l'aménagement du temps de travail afin de réduire le nombre de chômeurs. Nous refusons cet éclatement de la société entre d'un côté les chômeurs et de l'autre les détenteurs d'emploi.

• Améliorer la protection sociale et poursuivre la réforme des prélèvements obligatoires

La protection sociale est menacée par la politique de la Droite. Il est absurde de croire que c'est en réduisant leur protection que l'on conduira les Français à prendre des risques nouveaux. Après la prise en compte des risques liés à la maladie, l'accident ou la vieillesse, nous devons favoriser la mobilité en faisant prendre en charge une partie de ses risques par la collectivité.

Pour éviter les phénomènes de marginalisation dans notre société, personne ne doit se retrouver sans revenu. Nous devons donc aller vers la définition d'un revenu minimum associé à une insertion dans la vie sociale.

Les prélèvements obligatoires doivent continuer d'être réformés. D'une part en rééquilibrant l'imposition du capital par rapport à celle du travail, contrairement à ce que la Droite est en train de faire, d'autre part en réaménageant profondément la fiscalité locale et les prélèvements sociaux, lesquels devront prendre en compte l'ensemble du revenu et cesser d'être dégressifs.

• Faire un puissant effort de formation

Il faut faire un véritable bond en avant dans la formation des Français de tous âges. Trop de garçons et de filles sortent du système éducatif sans diplôme ou avec un diplôme inadapté. Ce gaspillage est économiquement coûteux, socialement injuste et moralement haïssable. Pour donner à chacun des chances égales, un effort considérable doit être fait pour améliorer le service public de l'enseignement dans le respect de la laïcité.

L'objectif d'amener 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat en l'an 2000 reste le nôtre. Mais cet effort et celui qu'il faut fournir pour les universités seront coûteux. Il nous faut donc dégager des ressources nouvelles si nous voulons que ces projets ne soient pas vains. Cette priorité donnée à la formation imposera des choix budgétaires importants dont nous devons avoir pleinement conscience.

La formation permanente, elle aussi, devra être fortement développée. Les sommes consacrées à cette fin peuvent être mieux utilisées. La formation est un investissement de l'entreprise et un droit du salarié qui devrait pouvoir être intégré dans le contrat de travail.

Pour améliorer la vie quotidienne

• Être à l'écoute de la population

La demande qui s'exprime dans le pays est multiple ; elle réclame à la fois la protection de la collectivité, la solidarité et le droit à l'autonomie. L'erreur des libéraux est de n'y voir que le rejet de la présence, jugée excessive, de l'État. Mais, dans le même temps, s'exprime le refus de voir disparaître la protection collective à laquelle chacun a le sentiment d'avoir droit. Les réticences, lorsqu'elles existent, portent surtout sur le caractère imposé et considéré comme non négociable de la prise en charge collective des problèmes individuels.

La demande n'est pas celle d'un désengagement social. Elle est celle de mécanismes collectifs plus accessibles, moins anonymes, sur lesquels on peut éventuellement agir et qui laissent à l'individu une possibilité de choix.

La façon dont s'organise la jeunesse face aux problèmes auxquels elle est confrontée constitue à cet égard un excellent révélateur. Elle doit nous faire réfléchir sur la mission des partis politiques, héritée d'une tradition



militante née dans le cadre de grandes organisations stables ayant vocation à structurer la vie démocratique et à étendre leur influence sur une large partie de la vie sociale.

Les jeunes générations ne sont pas forcément moins militantes parce qu'elles ont choisi des formes d'organisation différentes de celles qui structurent traditionnellement l'action des organisations de Gauche.

Cette démarche, à la fois individuelle et collective, sous-tend les réactions des Français sur bien des sujets. En témoigne la vitalité des mutuelles et de la vie associative.

Il nous appartient de tirer les conclusions politiques de cette évolution et de nous adapter à cette demande nouvelle faite d'autonomie et de responsabilité

● Équilibrer les relations entre l'individu, l'État et la société

L'idéologie de la Droite cherche à entretenir chez les Français une confusion entre l'État, le gouvernement et la bureaucratie. Personne n'aime la bureaucratie. En lui assimilant l'État, la Droite cherche à discréditer ce dernier. Seul le gouvernement garderait alors un certain prestige qui servirait à légitimer la colonisation de la haute administration à laquelle le R.P.R. se livre. En présentant l'intérêt général comme la somme des intérêts particuliers, les libéraux justifient le démantèlement des services publics lorsqu'ils sont rentables et dénigrent systématiquement le travail des fonctionnaires.

Nous voulons un État qui remplisse mieux qu'il ne le fait aujourd'hui les fonctions qu'il est seul à pouvoir assurer, nous voulons un État qui évite par sa présence la domination du fort sur le faible, mais nous voulons aussi un État qui soit plus efficace. Parce qu'il est le garant des libertés et l'instrument de la solidarité, nous voulons que l'État tienne toute sa place. Mais parce qu'il doit assurer ses missions au moindre coût, parce qu'il doit être au service de la population et non peser sur les hommes et gêner leurs initiatives, nous voulons moins de bureaucratie.

Le rapport avec l'administration ne doit plus être vécu comme une épreuve. Pour changer cette situation il faut entreprendre de traiter différemment l'énorme masse des situations banales et répétitives qui pèvent, dès lors qu'elles correspondent à des cas types, faire un large appel à l'informatique et les situations particulières qui doivent être beaucoup plus personnalisées.

Pour être plus efficace, il faut être plus près du terrain. Plusieurs instances regroupant les administrations, les collectivités locales et les associations ont été créées de 1981 à 1986 ; elles concernent la prévention de la délinquance, la réhabilitation des quartiers ou la promotion des banlieues. Aujourd'hui, elles sont vidées de leur substance, elles devront être réactivées et leurs compétences étendues, notamment pour entreprendre une grande politique de réhabilitation des logements sociaux.

Après plusieurs siècles de centralisme et quelques tentatives velléitaires des gouvernements de droite, la décentralisation a été vigoureusement engagée dès 1981. Aujourd'hui, elle est en panne. Il convient de faire en sorte que les problèmes qui n'ont pas besoin d'être abordés au niveau national puissent être traités là où ils se posent. Rien ne serait pire qu'une décentralisation en cascade où, à tous les étages, chacun s'exprimerait à tour de rôle sur chaque sujet. Sans revenir sur la répartition des compétences, la Droite a limité les transferts de ressources vers les collectivités locales. Faut-il d'un rapide réaménagement de leurs finances, elles risquent d'être paralysées. En panne, la décentralisation est en danger. Dans les D.O.M. et les T.O.M., cette panne peut conduire à des affrontements.

Cependant, le transfert des lieux de concertation et de décision au niveau local ne trouvera son efficacité que si tous les habitants concernés y sont associés. C'est pourquoi la question de l'association des immigrés à la gestion locale doit être clairement posée. Face à l'immigration nous devons, à la fois, maîtriser les flux et lutter contre l'emploi clandestin, mais nous devons aussi organiser l'intégration dans la société de ceux qui vivent en France.

Le monde associatif connaît aujourd'hui de grandes difficultés. Les associations permettent aux citoyens de s'organiser librement pour prendre en charge collectivement les différents aspects de la vie. Écoles de responsabilité, elles constituent dans plusieurs domaines des alternatives efficaces à la lourdeur de l'administration et au coût des services privés. Ce sont les associations qui dans notre pays permettent au plus grand nombre, notamment autour de l'école, de participer à des activités culturelles, sportives ou

sociales. En combattant l'isolement de l'individu face au pouvoir et aux grands intérêts, le tissu associatif est une des composantes les plus prometteuses et les plus dynamiques d'une société solidaire.

Mais les associations ne peuvent vivre uniquement du bénévolat, remplissant souvent des missions au service du public, elles ont besoin des fonds publics. La Droite méprise cette action collective. Aussi le budget de 1987 prévoit-il un recul sans précédent du soutien de l'État à la vie associative. Dès notre retour au pouvoir nous devons rétablir ces moyens budgétaires et engager avec les associations un dialogue sur leur développement futur.

L'égalité des chances entre les hommes et les femmes est loin d'être réalisée. Une politique globale en faveur des droits des femmes avait été amorcée. La Droite l'a interrompue. Elle devra être reprise, amplifiée et adaptée à l'évolution de la société.

Dans les relations entre l'individu et la société, le combat pour la liberté de la communication qui doit garantir l'expression pluraliste des idées et des opinions a pris une forme nouvelle avec le développement de l'audiovisuel.

La lutte des républicains au cours du XIX^e siècle a notamment cherché à assurer l'existence d'une presse libre, préservée de la censure de tous les pouvoirs. Aujourd'hui, l'évolution des techniques ne doit pas conduire à la confiscation de cette liberté par des puissances financières. Les concentrations qui se produisent dans la presse écrite comme dans l'audiovisuel constituent une menace pour le pluralisme et donc pour la démocratie. La Droite soumise à la pression de quelques grands groupes facilite leur mainmise sur les chaînes de télévision. La privatisation de TF1 et le démantèlement de l'audiovisuel public n'ont pas d'autre objet.

Pour nous, l'organisation de l'audiovisuel doit permettre une concurrence entre un secteur public fort garant de la qualité des programmes et les initiatives privées. De retour au pouvoir nous rétablirons la liberté et le pluralisme dans le domaine des médias. La commission-croupion qui a montré à l'occasion de la récente nomination des présidents de chaîne qu'elle ne disposait d'aucune autonomie sera supprimée et le principe de la Haute Autorité rétabli.

● Savoir protéger notre environnement

La protection de l'environnement est un problème auquel sont confrontés tous les pays industrialisés (pluies acides, déchets nucléaires et industriels, qualité de l'eau et de l'atmosphère, équilibre du paysage, etc.). Ces questions viennent d'être dramatiquement actualisées par des catastrophes récentes et nous pensons que l'opinion française, et notamment la jeunesse, ne restera pas longtemps insensible aux risques que fait courir une industrialisation non maîtrisée.

Les socialistes n'opposent pas écologie et développement économique. Nous ne voulons pas limiter la croissance économique parce qu'elle serait nuisible ; nous voulons orienter notre modèle de développement pour qu'il prenne en compte la protection de la population et de notre patrimoine naturel. De réelles possibilités de croissance et d'emploi peuvent en résulter.

Pour mieux répondre à ces préoccupations, il est nécessaire d'associer plus largement les citoyens aux décisions. La décentralisation et la vigueur de la vie associative constituent à cette fin des atouts essentiels.

Mais nous devons savoir que notre efficacité dans ce domaine dépend, pour une large part, des efforts de recherche scientifique et technologique que nous saurons mettre en œuvre et de la coopération internationale qu'il nous faudra promouvoir.

Pour tenir notre place sur la scène internationale

● Jouer totalement la carte de l'Europe

L'Europe constitue l'espace dans lequel notre pays doit continuer à affirmer sa présence au monde et développer les valeurs auxquelles il est attaché.

Les politiques actuelles doivent être aménagées et les modifications à apporter à la P.A.C. pour mettre fin aux surproductions constituent une tâche urgente. Les sommes qui lui sont consacrées ne pourront croître et



notre agriculture devra encore se moderniser pour résister à la compétition mondiale. Mais, pour corriger les déséquilibres dont pâtissent les régions déshéritées et les agriculteurs en difficulté, un effort financier particulier devra être fait.

Les étapes déjà engagées doivent être menées à leur terme dans les délais prévus. C'est notamment le cas pour la création du Grand Marché qui doit enfin permettre une libre circulation des biens, des services, des capitaux et des hommes. Au-delà, la recherche et la culture doivent devenir les prochaines politiques communes. Elles sont, en effet, deux des conditions majeures de la présence de l'Europe dans la compétition mondiale. Le P.S. prendra aussi l'initiative de susciter une action commune des socialistes européens en vue de créer les conditions d'une croissance plus forte et d'une réduction concertée du temps de travail pour faire reculer le chômage.

Mais ceci est insuffisant. La France a un rôle décisif à jouer dans tout processus d'unification des pays européens. Et en France, la position des socialistes sera déterminante. Dans une marche vers une union européenne, disposant d'un véritable pouvoir politique, une union monétaire complète, une politique extérieure et, à terme, une défense communes représentent des objectifs majeurs pour les socialistes qui mettront tout en œuvre pour en permettre la réalisation.

● Contribuer au développement du Tiers-Monde

La dette des pays du Tiers-Monde atteint aujourd'hui quelque 1 000 milliards de dollars. Nous vivons un scandaleux paradoxe qui veut que les P.V.D. versent maintenant quelque 30 milliards de dollars par an aux pays développés lesquels entretiennent à l'inverse des relations de charité tout en diminuant leur aide publique au développement. Ainsi, la dépendance s'accroît. Les solutions « orthodoxes », préconisées notamment par le F.M.I., ont montré leur nocivité. Un rééchelonnement négocié de la dette est nécessaire. Mais, à plus long terme, la communauté internationale devra prendre en charge un véritable allègement des créances, au risque de voir le Sud s'enfoncer de plus en plus dans le cercle vicieux de la pauvreté dont les économies du Nord, elles-mêmes, pâtiront à terme.

Quant à l'aide alimentaire, si elle est évidemment nécessaire en cas d'urgence, elle doit rester l'exception. Nous devons chercher à favoriser l'auto-développement en favorisant les regroupements régionaux et en faisant accepter par la Communauté internationale un protectionnisme sélectif permettant aux pays du Tiers-Monde d'augmenter leurs productions vivrières.

● Assurer notre défense et favoriser le désarmement

Les socialistes fondent leur approche de la sécurité sur des principes constamment défendus par eux : la sécurité collective, le règlement pacifique des conflits, le désarmement mutuel, équilibré et contrôlé des deux superpuissances.

L'avenir de notre défense doit rester fondé sur la dissuasion nucléaire. Celle-ci doit être constamment modernisée afin d'être maintenue en état. Destiné d'abord à garantir les intérêts vitaux de la France, mais aussi appelé, d'une façon ou d'une autre, à contribuer à la sécurité de nos partenaires européens, notre arsenal nucléaire doit pouvoir répondre à ces fonctions sans être redondant.

Face à la conception que la Droite se fait des problèmes militaires – plus proluxe en moyens, moins exigeante dans les conceptions stratégiques – et compte tenu des évolutions qui se dessinent à l'Est et à l'Ouest, les socialistes devront approfondir et actualiser leur réflexion sur la défense. Ils le feront notamment sur les sujets suivants : approche européenne de la défense, nouveaux systèmes d'armes (notamment chimiques), place et équilibre des armements conventionnels.

● Défendre les Droits de l'Homme

Les socialistes défendent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

La lutte pour les libertés et les Droits de l'Homme a pour eux un caractère universel, à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud. A ce titre, le combat contre le système qui institutionnalise le racisme sous le nom d'apartheid mobilise toute leur énergie.

Prendre les moyens d'agir

● Les moyens du pouvoir

Dans une économie comme la nôtre, l'intervention de l'État reste déterminante. N'en déplaise à certains, les économies occidentales qui fonctionnent le mieux sont celles où l'État est le plus efficace. Non seulement l'intervention de l'État est légitime pour prendre en compte les contraintes collectives (équilibre des échanges extérieurs, solidarité, etc.), mais encore elle est indispensable pour suppléer le marché lorsqu'il est défaillant.

On nous presse de dire si nous renationaliserons lors de notre retour au pouvoir. Outre que cette question sera sans doute, en 1988, d'une ampleur limitée (en raison de la lenteur des privatisations), le succès des nationalisations a été paradoxalement attesté par l'engouement que leur mise sur le marché occasionne. La nationalisation n'est pas une fin en soi, elle est un instrument qui ne saurait être adapté à toutes les situations mais qui a montré, dans de nombreux cas, qu'il pouvait être nécessaire. Nous n'avons aucune raison de renoncer, par principe, à une procédure qui a fait ses preuves. Lorsque l'intérêt général est en cause nous renationaliserons ; c'est notamment le cas de TF1.

Pour mettre en œuvre les grandes orientations nationales, un plus grand rôle devra être donné au Plan. Vigie qui signale à l'avance les évolutions perceptibles dans les changements technologiques ou sociaux ; lieu où se confrontent les différentes visions de l'avenir qu'ont les partenaires économiques et sociaux, le Plan doit être aussi l'arbitre des choix publics. Il doit en garantir la cohérence. Il faut lui donner les moyens et la place dans l'appareil d'État qui sont indispensables.

Mais la discussion autour du Plan qui se mène entre les partenaires sociaux ne doit pas éclipser le débat parlementaire. Le Parlement doit rester le lieu où les grandes visions de l'avenir de la société française se confrontent et où la loi s'élabore. Le dessaisissement de l'Assemblée, ramenée par le gouvernement R.P.R.-U.D.F. à une simple chambre d'enregistrement, met à mal la tradition démocratique de la France.

Nous devons, à l'inverse, restaurer le débat dans toutes les instances. D'abord, le Parlement, mais aussi les autres lieux où se détermine le rapport des forces sociales. A cet égard, il convient de créer les conditions d'un compromis social qui assure à chacun son dû. Les salariés, en particulier, doivent obtenir la juste contrepartie de l'effort qui leur est demandé pour assurer le redressement économique. Il est fondamental que, dans la définition et l'application de la politique économique et sociale, les divers groupes sociaux puissent voir les efforts à consentir et les progrès à espérer. Il est important que soient établies des dispositions permettant aux travailleurs des petites et moyennes entreprises, privés souvent de porte-parole et représentant syndical, de ne pas être abandonnés à l'arbitraire. Il est essentiel que les organisations syndicales puissent se renforcer car des partenaires sociaux puissants sont un atout essentiel pour la réussite du pays. Pour mettre en œuvre ce compromis social, la politique contractuelle devra être considérablement renouée et renforcée. Les pays dans lesquels le dialogue social est le plus développé sont aussi ceux qui obtiennent les meilleurs résultats en matière de formation ou d'emploi. La concertation est à rechercher à tous les niveaux. Des négociations séparées seront à ouvrir qu'il s'agisse de l'aménagement du travail ou de la formation professionnelle, de la mobilité ou de la politique salariale. L'objectif central de ces négociations – dont les formes pourront varier dans l'espace et le temps – sera de favoriser une politique de croissance génératrice d'emplois.

● La stratégie

Le Parti socialiste a été depuis 1971 (congrès d'Épinay) l'élément moteur du rassemblement des forces de gauche. A partir de 1974, il s'est affirmé la première force de gauche avant de devenir le premier parti de France.

La stratégie d'union a permis les victoires de 1981, car dans le même temps, la Droite, affaiblie par la crise et son incapacité à la surmonter, s'est profondément divisée.

Après cinq ans de gouvernement, en dépit d'un résultat électoral très élevé pour le Parti socialiste, nous avons perdu les élections législatives de



1986. La défection du Parti communiste à partir de 1983-1984 a contribué à affaiblir l'ensemble de la Gauche qui n'a réuni au printemps 1986 que 45 % des suffrages contre 55 % à la Droite et l'extrême droite.

Le Parti socialiste depuis les dernières élections n'a pas bénéficié, comme d'ailleurs l'ensemble de la Gauche, d'un regain de faveur à l'occasion des élections partielles, lui permettant de renverser cette tendance. Cependant, les socialistes sont perçus, à travers les sondages, comme le principal élément de l'alternative au pouvoir actuel. Ils bénéficient du fait que François Mitterrand est Président de la République. Celui-ci recueille une forte adhésion de toute la Gauche. Son rôle éminent en matière de politique étrangère et de défense est reconnu. Son comportement face aux tensions qui secouent le pays, ses appels à la cohésion sociale, condition de la cohésion nationale, ont renforcé son autorité morale auprès d'une grande majorité de Français.

Les socialistes soutiennent l'action du Président de la République. Dans le même temps, ils sont tout entier engagés dans l'opposition. Ils critiquent et combattent la politique réactionnaire du gouvernement et de sa majorité. Ils opposent à cette politique l'œuvre accomplie ces dernières années. Ce faisant, ils tiennent compte de l'expérience qu'ils ont acquise au pouvoir. Les socialistes ont prouvé leur capacité à conduire la France ; les succès remportés au cours des cinq ans commencent à faire contraste avec les échecs du gouvernement Chirac.

Pour l'avenir, l'ancienne stratégie de l'Union de la Gauche est bloquée pour deux raisons. La première est quantitative puisque le P.S., plus le P.C., ne font plus une majorité. La seconde est qualitative, dans la mesure où le P.C. ne veut plus de l'alliance. Une union brisée, recollée, puis brisée à nouveau peut difficilement être crédible dans l'opinion.

D'un autre côté, le Parti socialiste ne peut pas, à lui seul, être l'alternative politique. Il n'est pas dans la situation du Labour Party ou de la social-démocratie suédoise. Le Parti socialiste peut tenter d'avancer vers ce but, mais il n'y est pas, et il sera difficile d'y parvenir à court ou moyen terme.

Aussi, le Parti socialiste entend-il s'adresser, au-delà de ses propres forces, à toute la Gauche. Quelles que soient les difficultés de l'unité, il n'abandonnera jamais ce terrain-là. Sa vocation sera toujours de rassembler les forces de la Gauche. La création du Conseil national de la Gauche et des forces de progrès répond à cet objectif ; elle peut stimuler le mouvement de rassemblement dès lors que le Conseil national sera relayé par des conseils départementaux et par la multiplication de lieux de rencontre locaux.

Mais le Parti socialiste entend aussi s'adresser à tous ceux qui s'inquiètent des menaces qui pèsent aujourd'hui sur nos libertés, sur l'indépendance nationale comme sur la construction européenne.

Première force politique du pays, le Parti socialiste se sent responsable de l'avenir de la France. Il est le pôle naturel de rassemblement des femmes et des hommes de gauche qui demeurent fidèles à l'union des forces populaires. Il entend aussi être le principal instrument du rassemblement de toutes celles et tous ceux qui sont animés par un profond désir de justice et de progrès.

Pour rassembler, il nous faut nous appuyer d'abord sur la dynamique présidentielle. Car si nous gagnons l'élection présidentielle dans un rassemblement qui transgresse, dans ce moment politique, les frontières habituelles des électorats des partis, alors il sera possible d'utiliser la percée de la présidentielle pour rebâtir une majorité de progrès pour gouverner.

• Le P.S. et sa direction

Le congrès devra permettre à la direction du Parti socialiste de se renouveler.

Il lui faut d'abord fusionner les expériences : celle du pouvoir exercé, celle du parti maintenu. Des hommes et des femmes de qualité ont gouverné en notre nom, acquérant une expérience précieuse. D'autres ont assumé la vie du Parti, lui permettant d'exister malgré les contraintes des institutions de la V^e République. Les uns et les autres doivent être associés à la direction.

Il faut ensuite concentrer les responsabilités. Notre direction est trop nombreuse et trop lourde. Chacun de nos courants de pensée devra prendre sa part de la mise en place d'un dispositif plus rationnel et plus efficace.

Ainsi notre congrès aura-t-il permis de choisir les orientations et de désigner les hommes et les femmes pour les mener à bien.

La direction issue du congrès devra amplifier l'effort de modernisation du fonctionnement du Parti, déjà engagée par la Convention du Pré-Saint-Gervais. Il faudra poursuivre dans cette voie en particulier en ce qui concerne l'information des militants, les moyens de communication et d'expression du P.S., l'insertion du Parti dans la société et le développement de son potentiel d'adhérents. En tenant compte des contributions présentées par les fédérations, ces différents sujets feront l'objet de propositions concrètes dans le cadre de la motion préparée par les signataires de la présente contribution.

Si vous voulez être informés régulièrement chaque semaine sur la vie et l'action du Parti socialiste, vous pouvez vous abonner à notre journal :



PS info

organe officiel du Parti socialiste

Abonnement annuel ordinaire : 200 F.

Tout membre du Parti peut s'abonner, s'il le désire. Le journal est rédigé le mercredi, achevé à la fin du Bureau Exécutif, tiré le jeudi, expédié par la poste le vendredi matin. Il bénéficie du routage rapide réservé aux hebdomadaires. Il doit donc normalement parvenir au domicile des destinataires le samedi matin.

Tous les secrétaires fédéraux, tous les secrétaires de section et, dans chaque section, le responsable de l'information des militants et le responsable de la propagande sont abonnés d'office à cet hebdomadaire et le reçoivent automatiquement et gratuitement. Si certains d'entre eux ont été oubliés, ils doivent nous prévenir.

Afin de faciliter la circulation de l'information parmi les militants du Parti socialiste qui exercent des responsabilités dans les sections, tous les camarades membres de la Commission administrative de leur section peuvent bénéficier d'un

Abonnement réduit de 70 % sur le montant de cet abonnement, soit : 60 F.

Si ceux-ci désirent souscrire cet abonnement à prix réduit, il leur suffit d'adresser la somme de 60 F à « P.S. Info », 10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07. Chèque à libeller à l'ordre des « Nouvelles Éditions de l'An 2000 ».



Pour le pays une nouvelle frontière Pour le Parti un nouveau départ

Contribution présentée par Jean-Pierre CHEVÈNEMENT et,

Max GALLO, Edwige AVICE, Christian BATAILLE, Jean-Marie BOCKEL, Nicole BRICQ, Pierre CARASSUS, Roland CARRAZ, Michel CHARZAT, Michel COFFINEAU, Jean GATEL, Pierre GUIDONI, Didier MOTCHANE, Georges SARRE.

Le Congrès de Lille est, pour le Parti socialiste, une occasion unique : c'est le premier depuis que la Gauche a perdu le pouvoir. Ce sera le dernier avant la prochaine élection présidentielle.

Cette occasion unique, il faut la saisir. Nous devons tirer les leçons de cinq années de pratique gouvernementale, faire le bilan de nos succès et de nos échecs, confronter la réalité de notre action aux orientations que nous nous étions données au début des années 70, prendre la mesure des nouveaux défis que doit affronter une société française profondément modifiée, au cours des dernières années, dans ses structures et ses comportements. **Une mise au net est nécessaire**, urgente, attendue par les militants et l'opinion : elle se fera à Lille, ou jamais.

Nul n'imagine que nous puissions nous contenter de proposer aux Français de revenir, simplement, à la situation antérieure au 16 mars. La Droite est en train d'échouer. Un réveil se produit, dans bien des secteurs : le mouvement des lycéens et des étudiants, la remontée de la combativité des travailleurs, le mécontentement de la jeunesse ou des hommes de culture, autant de signes qui ne trompent pas. Mais le rapport de forces Droite-Gauche ne s'est pas encore modifié. La déception de certains milieux populaires, comme le remarquait Lionel Jospin, reste profonde. Le scepticisme à l'égard de la politique s'est répandu. Qu'apporteraient de neuf, demain, un gouvernement et une majorité de progrès, rassemblés autour des socialistes ? L'opinion ne le sait pas. Elle ne nous donnera à nouveau sa confiance et, cette fois, durablement, que si nous sommes capables, à la lumière de

l'expérience, d'éclairer l'avenir, bref, **d'offrir au pays une perspective neuve, une nouvelle frontière**. C'est à Lille que nous devons en tracer les grandes lignes et les proposer aux Français.

C'est la condition **d'un nouveau départ**. Quinze ans après Épinay, nous pouvons regarder avec fierté le chemin parcouru : la reconstruction du Parti, la mobilisation de la Gauche, la conquête du pouvoir, l'œuvre accomplie par notre gouvernement. Mais nous avons devant nous, pour les quinze ans qui nous séparent de l'an 2000, d'autres batailles, une autre étape. Il faut une dynamique nouvelle, un nouvel Épinay : c'est l'enjeu du Congrès de Lille.

C'est dire que l'heure est venue d'une vraie réflexion, honnête et ouverte, où chacun dise ce qu'il pense. Il est temps de dépasser, au sein de notre Parti, les clivages artificiels, les arrière-pensées tactiques, et les anciens courants. Ce texte n'a pas d'autre but que de contribuer à ce qui, pour nous comme pour tous les militants, doit être l'essentiel : porter une fois de plus au premier rang un Parti socialiste en ordre de marche, avec des idées claires et un bon plan de la route qu'il entend suivre. Le Parti socialiste ne doit pas seulement tout faire pour éviter à la France la profonde régression à laquelle conduirait l'installation durable de la Droite au pouvoir. Il a la responsabilité de répondre aux aspirations de la jeunesse et aux défis de l'avenir. Le débat qui s'ouvre, à partir des contributions par lesquelles chacun enrichit notre réflexion collective, n'a pas d'autre sens.

La nécessaire mise au net

L'échec de mars 1986 ne sera pas sans appel si nous savons en reconnaître les causes, procéder à temps et une fois pour toutes, comme nous y invitait récemment Pierre Joxe, à « un vigoureux retour sur nous-mêmes et notre action récente ». Si nous n'avons commis aucune erreur, pourquoi sommes-nous aujourd'hui dans l'opposition, et de quel droit faire des propositions nouvelles ? Disons-le franchement : dans bien des domaines, nous aurions pu mieux faire. Instruits par l'expérience, nous ferons mieux à l'avenir.

Tout s'est joué sur fond de crise, une crise mondiale que nous n'avons pas pu dominer, aux conséquences de laquelle nous n'avons pas pu échapper. Le Parti socialiste avait forgé ses concepts dans un autre contexte historique, celui des années précédant la crise économique. Il n'a pas su, n'a pas pu et sur certains points n'a pas voulu imposer ses solutions dans un contexte intérieur et international devenu défavorable. Les idées socialistes étaient à contre-courant de la dogmatique libérale partout triomphante : elles ont perdu du terrain dans les faits, dans les actes, dans les esprits.

L'union de la Gauche s'est brisée, en raison même de la conception que le Parti communiste se faisait de l'union – qui ne valait, à ses yeux, que s'il la dominait.

Cédant au triomphalisme, nous n'avons pas pris, d'emblée, la mesure du défi. Pour entreprendre la modernisation de l'industrie que la Droite avait négligée depuis 1973, l'appel à l'effort a tardé. Nous avons beaucoup sacrifié, dès les premiers jours, à la crainte de mettre en péril la construction européenne : mais au lieu de favoriser une relance économique concertée, l'Europe, à travers le système monétaire européen, tel qu'il fonctionne, a pesé dans le sens de la normalisation « libérale » de notre expérience. Nous espérions y trouver un tremplin : elle a été un carcan.

Nous n'avons pas su assez maîtriser l'appareil d'État. Sans doute peut-on le comprendre, en raison de notre trop longue (23 ans !) cure d'opposition. Mais, plus profondément, comment expliquer – autrement que par une trop grande sensibilité à l'idéologie libérale dominante – le déclin de la **planifi-**



cation que nous n'avons pas su renouveler en profondeur, alors qu'elle constituait la colonne vertébrale de notre projet, et demeure une ardente obligation ?

Comment admettre que l'autonomie de gestion des entreprises nationales, en elle-même justifiée dès lors que le cadre est fermement tracé, ait été trop souvent l'alibi du conservatisme ? Comment comprendre que la reconquête du marché intérieur n'ait pas été sérieusement envisagée, que le taux de pénétration pour les produits importés n'ait pas cessé d'augmenter, et que nos parts de marché à l'étranger reculent ?

Et comment faut-il analyser – pour le passé, mais aussi pour l'avenir – la confusion qui s'est si facilement établie entre les contraintes réelles et ce qui n'était, à bien y regarder, que des tabous conservateurs ? Le triple fétichisme qui s'est développé autour du montant des prélèvements obligatoires (notion trop ambiguë pour être opérationnelle), du déficit budgétaire (qui peut coexister – voire le Japon – avec une politique monétaire restrictive), de la parité de la monnaie (une monnaie forte est la traduction d'une économie forte, et la politique monétaire est au service du développement économique), avait une fonction essentiellement politique : réduire le champ d'intervention de l'État et nous aligner sur la norme des grands pays conservateurs.

On pourrait multiplier les exemples. Ces erreurs ont trouvé leur origine à la fois dans l'insuffisante clarté de nos conceptions initiales et dans les concessions faites, souvent d'avance, toujours inutilement, à l'idéologie adverse. Si l'État est le mal, si le « moins d'État » est l'alpha et l'oméga de la politique, comment notre gouvernement oserait-il jouer son rôle, et gouver-

ner ? Oublier la légitime autorité de l'État républicain, ou refuser d'en faire usage, c'est s'égarer trop souvent dans des concertations interminables ou dans des accommodements de facilité. Dévaloriser l'État républicain n'aide pas à lutter contre la bureaucratie, mais conduit à déprécier à la fois la nation et la politique, deux des principales cibles de l'idéologie libérale.

Cet examen ne doit pas faire oublier ce qui reste d'essentiel : le bilan des cinq ans de gouvernement de la Gauche est largement positif, et nous avons pu remonter le courant. Pas autant qu'il l'aurait fallu pour conserver le pouvoir. Assez pour sauvegarder les chances de l'avenir, et d'abord celle, pour les socialistes, de gagner la prochaine élection présidentielle. Encore faut-il, pour arracher cette victoire, et plus encore pour pouvoir ensuite l'exploiter, que le Parti socialiste ne se borne pas à sacraliser sa pratique gouvernementale des années 84-86, et ne s'enferme pas dans un discours exclusivement gestionnaire. Si, sous prétexte de « gérer », les socialistes devaient entériner l'idée d'un chômage incompressible, et abdiquer l'indépendance de la France et de l'Europe sur l'autel du « monde libre », ils perdraient leur raison d'être. Il ne nous appartient pas d'inventer le « socialisme libéral », cette impossible union des contraires. Aux voix qui nous invitent à nous y rallier, répondons que le socialisme, au sens où le définissait Jaurès, comme « la démocratie jusqu'au bout », embrassant aussi, par les moyens de la politique, l'économique et le social, ne peut, sans se renier, cesser d'être républicain. C'est-à-dire de travailler continuellement à la transformation sociale, vers plus de liberté, d'égalité et de fraternité réelles. Pourquoi aller camper sur le terrain de l'adversaire ? La Droite, elle, ne nous concède jamais rien.

Une nouvelle frontière

Aujourd'hui, en 1987, qu'avons-nous à dire aux Français ? Trop nombreux sont ceux qui, dans notre pays, se sont déjà résignés à la décadence et au déclin, ne croient plus qu'il soit possible, ni même souhaitable, de remonter la pente, acceptent que la bataille soit perdue, avant même de l'avoir livrée. C'est la logique profonde de la politique de la Droite. D'autres croient encore aux chances de la France, la croient capable de répondre aux défis de cette fin de siècle, pourvu qu'elle le veuille, appellent les Français à se mobiliser pour gagner : c'est l'appel que nous lance F. Mitterrand.

A nous, au Parti socialiste, de dire comment, et dans quelles conditions, le défi peut être relevé. A nous de dessiner un nouvel horizon, d'ouvrir la nouvelle frontière. Et d'abord, de refuser ce qui est inacceptable.

La guerre économique mondiale

Deux millions et demi, voire trois millions de chômeurs « incompressibles », cet aveu fait au début de l'été par le gouvernement de la Droite, celle-ci peut s'en accommoder. La Gauche, non.

Et la jeunesse, non plus, ne s'y résigne pas.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que le **chômage est le tribut que les faibles payent aux forts dans la guerre économique mondiale.**

La crise du capitalisme depuis 1971 (chute de la rentabilité, fuite dans l'endettement, essor de la spéculation) se traduit par une guerre économique mondiale qui oppose non seulement les entreprises mais les systèmes sociaux, les nations et les États. L'enjeu de cette guerre n'est rien d'autre qu'une nouvelle organisation du monde.

De cette guerre, on voit d'un côté les gagnants : le Japon et les États-Unis, et de l'autre, les perdants : les pays du Tiers-Monde, condamnés à la récession par les directives du F.M.I. et la plupart des pays d'Europe.

En effet, la mondialisation du capital conduit à la désindustrialisation de l'Europe. C'est l'identité même de celle-ci, coincée entre les empires, qui va se trouver de plus en plus mise en question. Et plus encore, l'avenir de la démocratie sur notre continent. Croit-on en effet que si l'Europe perd pied dans la compétition économique internationale, la démocratie n'y périliterait pas à son tour ?

Aussi bien le développement du Sud et une paix durable entre l'Est et l'Ouest ont besoin d'une Europe forte et active.

Penser juste, c'est penser mondial, et c'est la notion de « guerre économique mondiale » qui décrit le mieux la période historique dans laquelle nous sommes engagés. La France est largement ouverte aux échanges internationaux. Nous ne pouvons nous abstraire de cette guerre. Il nous faut la conduire, non seulement pour ne pas la perdre, mais pour inventer de nouvelles règles du jeu à l'échelle mondiale.

C'est le rôle du mouvement socialiste aujourd'hui. La réponse libérale au défi de la guerre économique mondiale est en effet une réponse réactionnaire.

En France même, le gouvernement de la Droite, en pénalisant les technologies nouvelles, en démantelant la filière électronique, en supprimant le fonds industriel de modernisation, en mettant la formation en panne et la recherche à l'encan, en resserrant les hiérarchies conservatrices au détriment du dialogue social, en ressuscitant les anciens blocages, tourne le dos à l'avenir. La privatisation des entreprises nationales va d'abord leur enlever l'argent frais dont elles auraient besoin pour se développer. Elle ouvre notre appareil productif à la colonisation par les intérêts étrangers.

Aux défis de l'avenir – la paix, le développement – les socialistes savent qu'il n'y a de réponses que politiques : dans la conscience et dans la volonté des hommes.

C'est dans la démocratie que résident, en France, la clé de l'emploi et celle de l'indépendance.

Le ressort de la démocratie

**La vraie ligne de clivage :
ceux qui ont gardé
et ceux qui ont perdu confiance
en l'avenir**

La crise conduit au repli sur soi. La démocratie, parce qu'elle mobilise en chacun des qualités enfouies et des potentiels ignorés, peut être le puissant moteur d'une véritable « sortie de crise ».

Le mal qui ronge notre pays et notre démocratie est d'abord celui-ci : la fascination du déclin, la perte de confiance en soi, la résignation à ne plus compter pour rien dans l'avenir du monde.

Notre combat est donc en tout premier lieu un combat culturel et moral.



La vraie ligne de clivage sépare aujourd'hui en France ceux qui croient en l'avenir du pays et de la démocratie et ceux qui n'y croient plus et, comme souvent dans notre histoire, cherchent ailleurs des solutions.

Le message de la jeunesse

Parce que l'intérêt de la jeunesse se confond avec l'avenir du pays tout entier, son message est riche d'enseignements : que nous dit-il ?

Tout d'abord, la **redécouverte de la citoyenneté** : les jeunes ont mesuré leur capacité d'action collective. Ils ont compris que la société n'était pas faite seulement d'individus isolés comme voulaient leur faire croire les libéraux et leurs émules.

Ils ont fait apparaître la **modernité de la République** et des valeurs simples et fortes inscrites dans sa devise mais toujours à remplir.

En se battant pour l'**égalité des chances**, dans l'accès au savoir, les jeunes ont montré qu'ils comprenaient fort bien que leur avenir dépend largement de la capacité du pays à faire le **pari sur l'intelligence** : sur la formation, la culture et la recherche.

Le refus du déclin et le pari sur l'intelligence sont une seule et même chose : parier sur la ressource humaine en France, c'est refuser de vivre sur la rente de situation que nous ont légué en tous domaines les siècles passés. C'est pour le peuple français refuser le destin qui ferait de lui le consommateur de son propre avenir.

C'est aussi le sens profond du socialisme qui implique une nouvelle culture et de nouveaux rapports entre les hommes.

Il n'y a **pas de liberté sans connaissance**.

Tel est aussi le message de la jeunesse qui retrouve ainsi le **sens profond de la laïcité**. Celle-ci ne saurait en effet se réduire à une institution. L'exigence de laïcité, c'est-à-dire l'**esprit de libre examen** doit irriguer toute la société. La République est fondée sur ce rationalisme élémentaire qui fait passer le dialogue avant la matraque et qui implique la tolérance, le souci de la vérité, le sens de l'intérêt général. La laïcité est l'esprit même de la République. De ce point de vue, l'audiovisuel est un enjeu aussi important aujourd'hui que celui de l'école. La démocratie est atteinte quand une coterie politique entend accaparer les médias pour son propre compte.

Le message de la jeunesse est enfin un message de **fraternité**, et d'abord avec les jeunes nés de l'immigration qui ont franchi un pas décisif dans la voie d'une **intégration**, qu'il s'agit maintenant de vouloir, de financer et d'organiser.

Les jeunes enfin, veulent réussir : quelle plus belle définition du socialisme que celle de Saint-Simon sur son lit de mort : « Je n'ai jamais eu d'autre souci que de permettre à chacun d'aller, autant qu'il le pouvait, au bout de ses capacités. »

Les jeunes ont raison et beaucoup de Français avec eux veulent gagner. Mais la voie de la réussite est étroite.

C'est la voie de l'effort et de la solidarité. Mais c'est la seule qui conduise à redonner à la France, et d'abord à sa jeunesse, toutes leurs chances.

La voie de l'effort

Le socialisme ne gagnera que s'il sait cultiver la rigueur, l'exigence, la compétence professionnelle, le goût de la création et du travail bien fait. Que si chacun est capable de se remettre en question par la formation, l'ouverture aux autres, la participation à l'effort collectif.

La compétitivité globale de l'économie est la somme des compétences de chacun. C'est pourquoi il faut mobiliser toutes les compétences, toutes les expériences reconnues dans les entreprises, si l'on veut gagner la bataille de la compétitivité globale de l'économie française. La participation active des travailleurs à l'élaboration, à la mise en œuvre et au contrôle de véritables projets d'entreprise permettrait de porter le dialogue social au niveau qu'exigent l'efficacité et la justice.

C'est en faisant fond sur la démocratie qu'on évitera les gâchis auxquels conduit l'application d'un libéralisme aveugle. Il n'y aura de réussite que collective.

La solidarité

L'effort indispensable devra être partagé à proportion des ressources de chacun. Cela est vrai pour le maintien et la modernisation de notre système de Sécurité sociale comme pour l'exploitation des nouveaux gisements d'em-

ploi (loisirs, service aux personnes âgées, emplois d'utilité sociale). La fiscalité des revenus sera, pour cela, revue et l'impôt sur la fortune rétabli.

L'instauration d'un minimum social garanti, contrôlé au niveau local, permettra de remédier aux situations d'extrême pauvreté mais ne devra pas favoriser des réflexes d'assistés : le but sera toujours la réinsertion dans une activité socialement utile.

Mieux partagé, l'effort sera ainsi mieux accepté.

L'essentiel est surtout qu'il soit dirigé dans la bonne direction : la justice sociale dépasse à la fois la charité, vertu privée, et la solidarité, exigence des temps difficiles. Elle implique que l'égalité des chances soit au cœur de toutes nos politiques. C'est là ce qui nous sépare le plus profondément de la politique de clientèles et de classe du gouvernement Chirac. Les conflits sociaux montrent que les travailleurs refusent une politique fondamentalement injuste, réduite à la seule police des salaires.

Le combat pour l'emploi et la croissance dans la guerre économique mondiale

Le chômage résulte du ralentissement de la demande mondiale et de la baisse de la compétitivité française.

Il a donc deux remèdes :

- l'un qui ne dépend que très partiellement de nous : la mise en place de **nouvelles règles du jeu** au niveau de l'économie mondiale (solvabilisation des pays du Tiers-Monde, stabilisation des taux de change, réglementation des marchés financiers internationaux, baisse des taux d'intérêts) ;
- l'autre, qui est à notre portée mais qui demande du temps et de la ténacité, passe par le **redressement de la compétitivité de notre appareil productif**. La France, actuellement, ne trouve son équilibre extérieur que si sa croissance est inférieure à celle de ses principaux partenaires. C'est cette situation qu'il faut renverser.

Pour gagner des emplois, il ne faut donc pas travailler moins. Il faut surtout travailler mieux. Élargir la base productive du pays. Gagner des parts du marché mondial. Reconquérir le marché intérieur. Créer des entreprises dans les secteurs nouveaux. Moderniser les secteurs dits traditionnels. Même si nos retards de productivité n'autorisent pas toujours, dans l'immédiat, des créations d'emplois dans le secteur directement productif, la modernisation et l'essor de celui-ci conditionnent la création d'emplois dans tout le reste de la société.

Pour gagner la guerre économique, le pays a besoin de plus d'ingénieurs, de techniciens, de plus de vendeurs, **de plus d'ouvriers qualifiés bien formés ayant en perspective une véritable carrière**, mais aussi, **de plus d'entrepreneurs ayant le goût de l'entreprise**. Rien n'est plus nécessaire que de démocratiser l'accès à la création d'entreprises et de favoriser les entrepreneurs vraiment entreprenants.

Si, le patronat français étant ce qu'il est, l'alliance des productifs restera par la force des choses une alliance conflictuelle, c'est bien dans cette direction que nous devons cependant nous acheminer : **bâtir une vaste alliance pour le progrès** sur la base d'un projet mobilisateur.

Tels pourraient être les objectifs d'une **planification moderne** ouverte sur le marché mondial mais structurée autour de quelques grands axes : la recherche, la formation, l'automatisation de nos industries manufacturières, le développement de la filière électronique et du secteur agro-alimentaire, la reconquête des villes, la réhabilitation du logement social, l'accélération de la mise en place du réseau des trains à grande vitesse : la coopération technologique européenne (espace, réseaux en fibres optiques, etc.).

Une telle planification, associant non seulement les forces sociales mais aussi, par une démarche contractuelle, les grandes entreprises et les régions, ne peut se passer d'un secteur public puissant.

La frontière entre le secteur privé et le secteur public ne relève pas du dogme. Elle doit être fixée et **évoluer** en fonction des enjeux de la guerre économique mondiale, des réalités du capitalisme français et, en dernier ressort, de l'intérêt national.

La profondeur de la crise dans notre pays vient de ce que, depuis douze ans, la France a trop peu investi.



La voie d'une politique ambitieuse est étroite : elle utilisera à la fois le **volet fiscal** (baisse de l'impôt sur les bénéfices réinvestis) et l'**action sur les taux d'intérêt**. Il faut tout faire pour que ceux-ci n'excèdent pas le niveau de rentabilité des investissements productifs. A cet effet, le Fonds de modernisation industriel sera rétabli.

Par ailleurs, il faudra aller au bout de la logique du système monétaire européen pour faire de l'ECU une véritable monnaie de réserve et de l'Europe une zone de dépression des taux d'intérêt.

La France doit épargner davantage pour rattraper son **retard d'investissement** et équilibrer sa balance commerciale.

Si la réduction de la durée du travail directement productif correspond à un progrès séculaire et à une aspiration ancienne des travailleurs, elle ne peut se réaliser que selon un arbitrage effectué en accord avec les travailleurs quant à l'affectation des richesses créées par le travail.

L'extension du chômage partiel n'est pas une solution. Aussi bien chacun comprend que ce n'est pas en travaillant moins que l'économie française peut sortir des difficultés dans lesquelles elle se trouve plongée du fait d'une compétition internationale exacerbée, mais au contraire en mobilisant toutes ses capacités.

De ce point de vue, l'aménagement du travail est souhaitable pour permettre avec l'accord des travailleurs une meilleure utilisation des équipements.

Le combat pour l'indépendance : la France, locomotive de l'Europe

La crise de l'identité française et l'affaiblissement de l'Europe, hier à travers deux conflits mondiaux, aujourd'hui à travers la guerre économique mondiale, ont partie liée.

Une grande question qui traverse d'ailleurs la plupart des familles politiques est celle de la France, de son avenir en tant que grand pays industriel développé et plus généralement de grande nation démocratique.

Le problème pour la Gauche est – comme elle avait su le faire dans la Résistance – de « redonner un sens à l'histoire de la France » et non de se laisser aller, dans le sillage de la bourgeoisie multinationale à considérer *a priori* tout ce qui est français comme « ringard ».

Donner un sens à la France à la fin du xx^e siècle consiste à lui rendre, à travers l'Europe, un rôle mondial.

Identité française et identité européenne

L'Europe est faite de nations irréductibles les unes aux autres, chargées d'histoire, dépositaires de grandes langues de civilisation, chacune dotée d'une puissante personnalité, ayant ses centres d'intérêts et sa façon d'être particulière.

Et pourtant que de références communes dans l'histoire, la spiritualité, la culture !

Et, en fonction d'une même situation géopolitique, combien de défis à relever ensemble : celui menaçant du condominium technologique nippo-américain ; celui d'une guerre qui transformerait l'Europe en champ de bataille entre les deux grands ; celui, enfin, de déséquilibre croissant entre le Nord et le Sud, principale menace qui guette la civilisation.

La priorité donnée à la solution des problèmes du Sud sur l'engrenage de la confrontation Est-Ouest, l'émergence d'un concept de défense proprement européen, distinct de la doctrine américaine de bataille sur notre continent, et enfin la recherche de l'autonomie technologique et culturelle de l'Europe peuvent fonder un grand dessein à l'échelle mondiale, dans lequel la France doit pouvoir retrouver, et l'Europe trouver, leur identité.

La France, l'Europe et les États-Unis

Seule une France forte peut faire avancer la prise de conscience de l'identité européenne face aux deux superpuissances militaires (E.U.-U.R.S.S.) et aux deux superpuissances technologiques (E.U.-Japon), face aussi à la montée des périls qui naissent des déséquilibres qui frappent les pays du Tiers-Monde. Le problème fondamental demeure cependant les

rapports entre l'Europe et les États-Unis. Une alliance n'est pas une hégémonie. Les États-Unis et l'Europe, s'ils partagent l'héritage de la démocratie, ne sont pas à la même place sur la carte. Leurs intérêts ne sont pas identiques. Une colonisation en prépare toujours une autre. Or, c'est la France, dans l'état actuel des choses, qui peut le mieux susciter puis vertébrer progressivement l'émergence d'une personnalité politique européenne. Sa situation géographique, au cœur de l'Europe, son rôle sur le continent (grâce à la dissuasion qu'il convient de moderniser en permanence [1]) aussi bien qu'en Méditerranée et en Afrique, son poids économique non négligeable le lui permettent, si elle en a la volonté.

Pour une confédération européenne

Ce dont souffre l'Europe, c'est de l'absence d'une volonté politique à longue portée. C'est à former cette volonté que nous devons préalablement travailler.

L'Europe politique dans un monde dominé par les hégémonies ne peut donc être pour longtemps encore qu'une **Europe confédérale** édifiée patiemment sur la base de volontés politiques clairement exprimées et à partir d'accords n'engageant que des partenaires résolus.

La fuite en avant institutionnelle est trop souvent l'alibi de l'impuissance.

Comment ne pas voir, par exemple, que l'élection d'un « président de l'Europe » au suffrage universel brouillerait encore un peu plus la perception du fonctionnement réel des institutions européennes et risquerait de poser un redoutable problème de légitimité ?

La démocratie n'implique pas seulement l'élection mais, en amont, un vrai débat et, en aval, la responsabilité. C'est pourquoi une volonté européenne ne pourra légitimement résulter, longtemps encore, que de la convergence des volontés nationales démocratiquement exprimées.

La prochaine étape

Une ambition réaliste peut se fixer deux objectifs :

a) Tirer toutes les conséquences de la constitution du marché unique à l'horizon 1992 :

- pas de déréglementation mais au contraire des règles et des normes communes ;
- réciprocité dans les échanges extérieurs (l'Europe n'a pas à être plus « ouverte » que ne le sont les États-Unis ou le Japon) ;
- priorité à la mise en œuvre de grands projets européens (T.G.V., espace, vidéo-câble) et à une politique industrielle et technologique européenne ;
- lancement d'un « Eurêka culturel » (apprentissage de deux langues, dans l'enseignement secondaire, audiovisuel européen) ;
- mener de front la réalisation de ces objectifs et celle du marché unique, lier toute réforme de la politique agricole commune à des progrès de l'Europe sur d'autres plans.

b) Mieux distinguer le domaine des « politiques communes » et celui des « politiques coordonnées » qu'il faut promouvoir.

La politique économique et monétaire, tant que l'ECU ne sera pas monnaie commune, la défense sans esquisser les problèmes posés par l'intégration militaire dans l'OTAN de nos principaux partenaires, la politique étrangère, les transports, la santé, l'éducation, etc., relèvent clairement de la coordination dont il serait réaliste de renforcer les instruments auprès du Conseil européen (secrétariat général doté de moyens importants, organisme de prospective et de concertation économiques, et autant d'agences que de grands projets décidés et financés (modèle Eurêka, Esprit, Race, Comett, Hermès, etc.).

L'identité de la France et celle de l'Europe, loin d'être des notions contradictoires, peuvent se révéler ainsi comme des projets complémentaires, si nous savons voir loin et tenir bon.

Croissance, démocratie, indépendance sont les trois axes d'une même stratégie visant à contrarier le destin que nous réserve le capitalisme en cette fin de siècle et à sauver les chances du socialisme en France et en Europe.

Inventer la démocratie de l'an 2000, reconquérir l'emploi, redevenir, à travers l'Europe, des acteurs de l'histoire, cette nouvelle frontière, avant d'être proposée à notre peuple, il faut que les socialistes la fasse leur.

(1) Sans renoncer à la poursuite des essais indispensables.



Un nouveau départ

Ainsi, le Parti socialiste doit retrouver le fil de son projet : celui d'une démocratie responsable, d'une société solidaire, d'une France et d'une Europe indépendantes.

Le coup d'arrêt donné par la jeunesse au libéralisme sur une ligne de défense qui n'est autre que celle des valeurs républicaines comporte pour les socialistes une haute leçon.

Le moment est venu, en effet, de dépasser au sein du Parti les anciens clivages des courants formés à Épinay.

Mais, il y a manière et manière de les dépasser. D'un côté, une régression du socialisme vers le libéralisme et de l'autre, un mûrissement du socialisme au contact de l'expérience.

« La référence de toutes les composantes du P.S. à la **culture de gouvernement** laisse donc entière la question de savoir pour qui, pour quoi et comment on gouverne : car il y a **manière et manière de gouverner**.

a) Le Parti socialiste doit avant tout compter sur lui-même.

S'il est normal de respecter autant que possible les échéances et s'il convient sans doute pédagogiquement de laisser l'expérience de la Droite s'enfoncer dans l'impasse, assez pour que l'électorat s'en détourne, ce qu'on appelle la « cohabitation » ne doit pas empêcher le Parti socialiste de mener son travail d'explication politique.

Pas davantage l'incertitude quant à la date de l'échéance présidentielle ou au nom du candidat ne doit paralyser le Parti socialiste.

Pour demain et pour après-demain, celui-ci doit compter sur lui-même avant tout. C'est l'intérêt du socialisme autant que celui du Président. Si, pour rassembler une majorité de progrès dont le Parti socialiste sera le môle essentiel mais non la composante unique, **François Mitterrand, par son expérience et sa stature incontestée d'homme d'État, est de toute évidence le mieux placé**, c'est en existant par lui-même que le Parti socialiste créera les conditions les plus favorables à la reconquête. Aussi bien ses statuts prévoient-ils les conditions de désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle. **Dans l'état actuel des choses, F. Mitterrand n'a pas de successeur. En cas de besoin, c'est la vie elle-même, avec ses défis, qui se chargera de lui en donner un.** Et qui pourrait douter que le Parti socialiste, le jour venu, saura le reconnaître ?

C'est parce que, stratégiquement, le Parti socialiste ne peut plus compter que sur lui-même qu'il doit être sûr de son projet.

Au moment où certains se prononcent en faveur d'un rapprochement avec telle ou telle formation, du centre, il est particulièrement nécessaire que le Parti socialiste fasse, vis-à-vis de lui-même, un effort de clarté et de rigueur. Héritier de toute la Gauche, il doit vertébrer sa réflexion et son action sur quinze ans. C'est dans la mesure seulement où il saura clairement où il veut aller, qu'il pourra rassembler et éviter les dérives opportunistes.

b) Ce que doit être un Parti socialiste moderne.

1. Un Parti socialiste moderne ne peut se borner au rôle de simple machine électorale. Nos élus jouent un rôle irremplaçable mais le Parti socialiste ne peut se contenter d'être une fédération d'élus, et encore moins

d'être voué au rôle d'un parti démocrate à l'américaine, tout juste bon à désigner tous les sept ans un candidat à l'élection présidentielle.

2. Le Parti socialiste doit être capable de penser et d'agir par lui-même, c'est-à-dire collectivement. Parce que son organisation est fondée sur les « courants de pensée », le Parti socialiste ne doit pas avoir peur de parler politique et d'élaborer un projet dans lequel le monde du travail et le peuple français puissent un jour se reconnaître.

3. Le Parti socialiste, principal parti représentatif du monde du travail, doit s'enraciner et intervenir dans les entreprises à travers ses sections et ses groupes d'entreprises, en veillant à maintenir avec les syndicats des rapports aussi étroits que possible, dans le respect de l'indépendance mutuelle. Mais il peut aussi à travers un réseau d'associations diversifié prendre en compte les aspirations nouvelles de notre peuple (dans le domaine de la santé, de la technologie au service de l'environnement, de l'éducation, de la jeunesse, du droit des femmes, de l'antiracisme, de l'internationalisme, en particulier vis-à-vis de l'Europe et des pays du Tiers-Monde, du dialogue des cultures...).

A travers un tel réseau d'associations, le Parti socialiste pourra ainsi s'adapter mieux au terrain et faire accéder en grand nombre aux responsabilités, les jeunes, les femmes, les militants syndicaux et associatifs dont il a besoin pour renouveler sa substance. Il devra veiller en particulier à accueillir et à promouvoir une génération de militants venus de l'immigration.

Rassembler une majorité de progrès

Le Parti socialiste, au-delà du peuple de Gauche, doit s'adresser au peuple de France.

L'intérêt de classe, référence traditionnelle du mouvement ouvrier, et l'intérêt national aujourd'hui se recourent.

Pour vaincre le libéralisme aujourd'hui dominant, il faut anticiper hardiment. C'est ainsi seulement que nous rassemblerons demain, non pas sur la facilité, mais sur la crête. Non pas au centre, mais en avant ; là où sont les intérêts indissociables de la France et des travailleurs.

Il s'agit de fonder une véritable « alliance pour le progrès » fédérant :

- les forces du travail dans les entreprises, décidées à innover et à aller de l'avant ;
- les forces de la jeunesse qui veulent que les portes de l'avenir soient grandes ouvertes et non pas fermées devant elles ;
- les forces de la création qui préfèrent au nivellement et à l'uniformisation de la pensée, l'air vif de la liberté.

Jamais le Parti socialiste n'a eu autant de chances pour réaliser en son sein ou autour de lui une telle alliance. Cela nous donne de grands devoirs. C'est l'enjeu de notre congrès : faire prendre au Parti socialiste un nouveau départ. Ouvrir au pays une nouvelle frontière. Lancer une dynamique de progrès. Les responsabilités du pouvoir ne sont pas, derrière nous, un souvenir qui s'estompé déjà. Elles sont devant nous et, cette fois, durablement, si nous savons dès aujourd'hui montrer que nous en sommes dignes.

AGENDA

- N'oubliez pas de passer vos commandes d'agendas 1987 :
 - format allongé 25 F
 - format petit 20 F

Commandes à passer au Secrétariat à la Communication - Chèques à l'ordre de André Laignel.



Les voies de la reconquête

Contribution présentée par Michel ROCARD et,

Jean-Pierre BALDUYCK, Jean-Claude BOULARD, Pierre BRANA, Robert CHAPUIS, Daniel FRACHON, Gérard FUCHS, Jean-Pierre JOSEPH, Marie-France LECUIR, Louis LE PENSEC, Marie-Noëlle LIENEMANN, Gérard LINDEPERG, Jean-Claude PETITDEMANGE, Pierre BOURGUIGNON, Jean-Pierre COT, Claude EVIN, Charles JOSSELINE, Alain RICHARD, Michel SAPIN, Jean-Pierre SUEUR.

SOMMAIRE

I - LES ENJEUX

- Exclusion ou solidarité
- Déclin ou redressement
- Guerre ou paix

II - LA DROITE N'EST PAS AU NIVEAU DES ENJEUX DE LA FRANCE

- Désolidariser
- Exclure
- Désengager
- Dénationaliser
- Déréglementer

III - RASSEMBLER

- 1 - Rassembler la Gauche
- 2 - Rassembler une majorité de progrès

IV - PASSER AVEC LES FRANÇAIS UN NOUVEAU CONTRAT

- 1 - Maîtriser la modernité pour l'emploi
- 2 - La responsabilité et l'autonomie comme moteur
- 3 - La liberté, une vieille histoire d'amour
- 4 - La solidarité au cœur de notre projet
- 5 - Lutter pour la paix et la coopération internationale

I - Les enjeux

L'unité du parti s'est renforcée à Toulouse sur la base d'une synthèse qui conserve toute sa valeur. Au moment où il faut rassembler les énergies pour vaincre la droite, l'opinion comprendrait mal que nous nous divisions. Restons rassemblés.

Sur proposition du premier secrétaire, nous avons décidé à l'unanimité d'avancer la date de notre congrès afin de dissocier le débat sur nos orientations du débat d'investiture. Cette dissociation est de l'intérêt de tous et surtout de l'intérêt du Parti. Préservons-la. Le moment venu, le candidat des socialistes à l'élection présidentielle de 1988 sera désigné dans les conditions prévues par notre loi commune.

Le seul objet de notre congrès, c'est de retrouver la confiance des Français. Pour cela, parlons intérêt général de la France. Les dix années qui viennent seront déterminantes quant aux conditions d'entrée de notre pays dans le troisième millénaire. Rarement les enjeux ont été aussi lourds : exclusion ou solidarité, déclin ou redressement, guerre ou paix.

Exclusion ou solidarité

Depuis le métier à tisser Jacquard, les travailleurs savent qu'on n'arrête pas le progrès. Mais ils savent aussi que le progrès est un processus destructeur des situations acquises, dur pour les faibles, déstabilisateur pour les plus fragiles.

Face aux mutations, il existe deux voies de modernisation d'une société. La première, dont l'histoire nous donne l'exemple, c'est la violence sociale. Sa loi : celle du plus fort. C'est le choix de la droite. La jeunesse s'est dressée contre ce choix fondé sur la sélection, l'exclusion, la ségrégation, le rejet.

L'autre voie, c'est la solidarité. Le refus de voir se creuser le fossé entre deux France. Une France qui gagne ou qui gère ses protections et une France que le chômage massif a plongée dans la précarité ou la pauvreté. Aujourd'hui, plus d'un million de Français n'ont plus de ressources ou vivent avec une allocation de fin de droit ou de solidarité de 1 900 F par mois. Beaucoup n'ont plus de couverture sociale. L'emploi précaire touche plus de deux millions de travailleurs. Cette situation est inacceptable.

La France doit se moderniser sans déchirer son tissu social et entrer dans le XXI^e siècle sans laisser au bord du chemin, en raison de la dureté des mutations, une partie des Français.

Déclin ou redressement

3,9 milliards de francs, tel était en 1984 le déficit intellectuel de la France. Il correspond au solde négatif de notre balance des brevets. La France achète sa matière grise à l'étranger. C'est plus dangereux pour son indépendance que d'y acheter son pétrole. La révolution industrielle s'est nourrie de charbon, d'électricité et d'hydrocarbures. La révolution informatique et robotique se nourrit de matière grise.

Grave également le recul de notre excédent des échanges industriels qui sanctionne le vieillissement de notre outil de production et la timidité du comportement exportateur de nos entreprises. La France est en train de perdre la bataille de la compétitivité.

Alors, selon sa capacité à mobiliser et à valoriser ses ressources humaines, la France restera une nation créatrice ou deviendra un espace historique classé témoin de la grandeur des vingt siècles écoulés. Recherche et formation représentent des investissements de survie pour la Nation. **La nouvelle frontière de la France, c'est l'intelligence des Français. A cette frontière se joue notre déclin ou notre redressement.**



Guerre ou paix

Être en paix ne garantit plus d'échapper à la guerre. Les conflits à la une des téléviseurs font, à travers le terrorisme entre autre, brutalement irruption dans la vie quotidienne des Français. L'écart grandissant des niveaux de développement, la paupérisation croissante de milliards d'hommes, les tensions ethniques et la montée des intégrismes, la prolifération de l'armement

nucléaire, la compétition entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. par conflit local interposé peuvent déboucher sur des réactions en chaîne difficilement maîtrisables.

La concentration des richesses dans quelques pays crée immanquablement, autour des îlots de prospérité, des cercles de frustration, de violence et au bout du compte des guerres. Les peuples n'ayant rien à perdre sont prêts à tout. Alors dans ce monde dur, difficile, conflictuel où les égoïsmes nationaux l'emportent sur les solidarités, la France doit prendre toute sa place dans la lutte pour la paix.

II - La Droite n'est pas au niveau des enjeux de la France

Les fissures du vieux masque libéral laissent apparaître le vrai visage de la Droite fait d'autoritarisme, de clientélisme et d'inaptitude au dialogue social. La Droite conjugue tous les replis. Désolidariser, exclure, désengager, dénationaliser, déréglementer. Tels sont les principes du dogme libéral.

Le Plan est condamné alors que jamais nous n'avons eu autant besoin d'explorer l'avenir.

Désolidariser

La crise exige l'effort de tous. Mais l'effort ne s'accepte qu'équitablement réparti. Au contraire, la Droite désolidarise en supprimant l'impôt sur les grandes fortunes et en abaissant l'imposition sur les revenus élevés. Avec cynisme, elle fait cadeau de 7 milliards aux plus riches et présente un plan de lutte contre la pauvreté de 400 millions.

Dénationaliser

Assouplir les frontières du secteur nationalisé n'est pas en soi condamnable. Nous l'avons admis en élaborant le projet de loi dit de respiration du secteur public. Mais dénationaliser par principe et massivement n'améliore en rien la santé retrouvée de ces entreprises, menace l'équilibre du marché financier et met en cause notre indépendance.

Exclure

Sur les grandes questions de société, qu'il s'agisse de l'immigration, de l'accès au savoir, des jeunes, des Beurs, du code de la nationalité, des prisons, la Droite propose des lois et développe des pratiques d'exclusion et de rejet. Elle tient un langage dont les excès peuvent faire couler le sang.

Déréglementer

Déréglementer comme l'a fait P. Bérégovoy pour le marché financier lorsque la règle nationale s'avère inadaptée à la mondialisation d'un secteur se justifie ; de même est utile l'achèvement de la libération des prix appuyé sur un véritable code de la concurrence.

Désengager

La Droite joue « suicide mode d'emploi » en abandonnant la priorité donnée par la Gauche à la recherche et à la formation. La renonciation à toute politique industrielle s'inscrit à contre-courant de l'attitude des grands pays qui veillent à rester présents dans les secteurs technologiquement straté-

En revanche, la libéralisation des échanges sans maîtrise collective des parités et plus encore la suppression de l'autorisation de licenciement sans contrepartie contractuelle constituent des évolutions négatives.

Enfin, faire de la déréglementation un principe est irresponsable là où la règle exprime une volonté ou assure une protection.

La Droite, coupée du monde du travail, est incapable d'assurer le dialogue social et de comprendre que la solidarité est aujourd'hui une condition indispensable de notre compétitivité. Gouvernant pour sa clientèle, elle amène dans le désordre une politique contraire à l'intérêt de la France. Contre cette politique rassemblons la Gauche et dans cette dynamique une majorité de Français.

III - Rassembler

1 - Rassembler la Gauche

Le Parti socialiste, parti de transformation sociale, s'affirme comme la seule force d'alternance à gauche. Le repli sectaire du Parti communiste, les difficultés des Radicaux de gauche, les incertitudes des écologistes, la dispersion des mouvements d'extrême-gauche ne permettent plus de concevoir le P.S. comme la composante d'une coalition, mais comme l'axe du rassemblement de toute la Gauche.

Il nous faut aussi ramener à gauche des couches entières de l'électorat populaire qui, touchées durement par la crise, se réfugient dans l'abstention ou s'égarer vers l'extrême-droite. Nous ne sommes pas parvenus à combler dans les cités populaires les vides laissés par la crise militante du P.C. A nous d'être plus présents auprès des Français en difficultés. Nous devons nous battre pour l'amélioration des logements H.L.M., nous engager dans les actions de réinsertion, être du côté des chômeurs, des jeunes sans emploi, de tous ceux qui souffrent. **Cet engagement militant constitue une condition de la réunification du mouvement populaire et de la protection de notre démocratie contre les aventures.**

Le courant radical et les républicains de progrès trouvent naturellement leur place à côté d'un Parti socialiste héritier des acquis de 1789. Ce rassemblement, ouvert aux communistes unitaires, n'exclut pas le Parti communiste s'il abandonne ses impasses idéologiques et stratégiques et retrouve la voie du rassemblement que lui montre, lors d'élections partielles, la discipline républicaine de son électoral.

C'est à ces conditions d'ailleurs que les militants écologistes pourront retrouver dans le P.S. l'authenticité d'un enracinement populaire dont eux aussi sont soucieux.

Et c'est à la même condition que les intellectuels verront dans le P.S. l'outil irremplaçable de leurs espoirs de transformation sociale.



2 - Rassembler une majorité de progrès

Le rassemblement de la Gauche a sa dynamique qui s'exprimera lors des prochaines élections présidentielles. Elle doit permettre de dégager autour du Parti socialiste une majorité de progrès ouverte à tous ceux qui refusent la politique réactionnaire de la Droite. Il est exclu de construire cette majorité par une négociation avec tel ou tel parti de l'actuelle coalition de Droite. Seul le suffrage universel est légitime pour définir les contours de cette majorité de progrès autour des socialistes.

Il serait dangereux de croire qu'il existe un conservatisme acceptable. Sur l'université, Barre avait un projet plus dur que Chirac et dans les conflits récents, l'U.D.F. a pris des positions parfois plus réactionnaires encore que le R.P.R.

Souvent dans notre histoire un courant politique a incarné l'intérêt de l'ensemble de la société. Ce fut le cas des républicains lors de la fondation de la République, des radicaux pour installer la démocratie politique. C'est aujourd'hui le cas des socialistes. Leur mission historique : **moderniser la France dans la solidarité.**

IV - Passer avec les Français un nouveau contrat

Aujourd'hui l'opinion se livre à une appréciation plus juste des acquis de la Gauche qui s'appellent réduction de l'inflation, rénovation de l'appareil productif, réussite technologique, modernisation des relations de travail, décentralisation des pouvoirs, réconciliation entre les Français et les entreprises et **paix sociale par la négociation.** La politique d'inégalité de la Droite révèle l'importance de l'action de sauvegarde et d'amélioration des mécanismes de solidarité assumée par les gouvernements de P. Mauroy et de L. Fabius. Mais si l'expérience du pouvoir nous a fait gagner en crédibilité comme gestionnaires elle nous a fait perdre en crédibilité comme force de propositions. **Alors attention à ce que nous allons dire aux Français. Il n'y aurait rien de plus dangereux que de créer un décalage entre nos actes d'hier et nos discours d'aujourd'hui.**

Programme-projet-valeurs-méthode

Parlons d'abord méthode. Surmonter le scepticisme des Français implique que nos propositions s'inscrivent dans une quadruple exigence, de vérité, de modestie, de sens de la durée et de volonté. Vérité d'abord même si elle est parfois difficile à assumer. Modestie ensuite – on pourrait aussi parler de lucidité – l'opinion se méfie à juste titre de ceux qui prétendent tout pouvoir changer. Sens de la durée, les Français préfèrent les évolutions aux ruptures. Volonté enfin : rien d'important ne se fera sans un effort continu dont les résultats ne coïncident pas nécessairement avec l'échéancier électoral. Le suffrage universel tire la politique vers le court terme. Ayons le courage de nous donner une perspective.

Sur le débat programme-projet-valeurs, évitons les fausses querelles. Personne ne soutient plus qu'il nous faut élaborer un programme détaillé avec un échéancier de réalisation dans le temps. Demander à un homme politique d'annoncer par avance l'ensemble des mesures qu'il prendra est aussi absurde que d'exiger d'un marin qu'il décrive par avance sa traversée. Mais il y a deux choses que gouvernants et navigateurs doivent dire : la destination qu'ils veulent atteindre et les moyens susceptibles de les y conduire. Les Français attendent que nous fixions le bon cap pour entrer dans le XXI^e siècle. **Alors passons avec eux un contrat d'objectifs** autour de nos valeurs que sont la maîtrise de la modernité, la responsabilité, la liberté, la solidarité et la paix.

1 - Maîtriser la modernité pour l'emploi

Engager avec résolution la bataille de la croissance

Les Français ressentent la crise comme une décadence alors qu'il s'agit d'abord d'une longue et profonde mutation liée au progrès des sciences et des techniques qui accélère le développement des formes automatisées de production et étend massivement l'utilisation de l'informatique et de l'image. **Ce progrès, destructeur des situations acquises, comporte un espoir pour l'homme : il ouvre des espaces de création, de richesses, d'utilités collectives et de liberté au-delà de toutes les limites actuellement connues ; intelligence artificielle, agriculture sans sol, biotechnologies et robots décuplent la productivité des hommes et accroissent les possibilités de progrès social...** A nous de mobiliser ces forces afin d'atteindre le

plus haut niveau possible de croissance compatible avec l'équilibre de nos échanges, la stabilité des prix et la défense de notre monnaie.

Valoriser les hommes

Priorité d'abord à la formation : l'accès au savoir constitue un enjeu central de notre société. Ouvrons un large débat décentralisé, comme celui lancé et réussi par Jean-Pierre Chevènement en matière de recherche. Le budget de l'éducation doit redevenir le premier de la nation. Attaquons-nous aux handicaps dès la petite enfance (P.M.I., crèche, maternelle) afin que les destins ne soient pas scellés au début de la vie. Poursuivons la recherche de l'égalité des chances en nous appuyant sur les zones d'éducation prioritaire et la rénovation des collèges. Formons plus de lycéens et d'étudiants. L'école de la réussite nécessite des parcours scolaires différenciés. Tous les jeunes peuvent réussir. Mais ils ne le peuvent pas tous au même rythme, de la même manière, et au même moment dans chaque matière.

Pour compenser les sorties prématurées du système éducatif, reconnaissons à chaque jeune un **crédit formation** utilisable pendant toute la durée de sa vie active et permettant l'alternance entre périodes de travail et périodes de recyclage.

Priorité aussi à la recherche : l'effort de recherche publique que nous avons intensifié doit s'accompagner d'un effort des entreprises. En 1984, la recherche des entreprises représente 1,2 % de la P.I.B. en France, 1,7 % au Japon, 2 % aux U.S.A. Il nous faut accroître les crédits de recherche, financer à taux privilégiés l'innovation, construire l'Europe de la matière grise à travers des programmes comme Eureka, Esprit, Hermès.

Équilibrer risque et solidarité : au nom de la modernisation la Droite organise le recul du droit du travail sur tous les fronts. On ne mobilisera pas les travailleurs dans la régression sociale. Ne faut-il pas proposer aux travailleurs dans les garanties et limites fixées par une loi-cadre, un nouveau contrat salarial échangeant plus de souplesse contre plus de participation aux décisions ? S'il faut plus de mobilité, d'adaptabilité, il faut en contrepartie plus de droit à la formation, à l'information et au partage des gains de productivité. De même, ne faut-il pas proposer au pays dans son ensemble une sorte de nouvelle culture économique et sociale, échangeant davantage de risque contre davantage de solidarité ?

En ce sens, la proposition de J. Poperen sur le nouveau contrat de croissance mérite un examen attentif sous réserve que la négociation soit décentralisée et s'appuie sur un cadre législatif permettant de compenser la faible organisation des salariés dans les P.M.E.

Renforcer la compétitivité de nos entreprises

Parlons clair sur l'entreprise. Le P.S. a comme projet, selon la formule de F. Mitterrand, la construction d'une société d'économie mixte où les entreprises privées ont leur place à côté d'un secteur public dynamique et où le marché joue son rôle d'ajustement à court terme et de mesure d'efficacité dans le cadre d'une planification exprimant les grandes orientations de développement.



Nous substituerons à la loi de dénationalisation une loi de respiration du secteur public favorisant notamment la construction d'une industrie européenne.

Engageons une transformation progressive du financement de la Sécurité sociale vers une assiette plus large. Il est absurde de faire supporter notre solidarité uniquement par l'emploi. Cet allègement de charges doit bénéficier à tous les emplois afin d'éviter de fragmenter le marché du travail. L'élargissement d'assiette indispensable pour consolider la protection sociale doit être l'occasion d'une répartition plus juste entre les bas, les moyens et les hauts revenus sans se limiter aux seuls salaires. Cet élargissement d'assiette permet de renforcer la compétitivité des entreprises sans remise en cause de notre protection sociale.

Encourageons l'investissement par la détaxation des bénéficiaires réinvestis et la baisse des taux d'intérêt pour les P.M.E. dans le cadre d'une maîtrise accrue du déficit budgétaire et de l'endettement de l'État.

Développons également une politique de reconquête des marchés à l'exportation.

Favorisons enfin l'acte d'entreprendre qui ne doit plus s'épuiser ou se briser sur la barrière des circulaires.

Construire l'emploi aussi au niveau européen

L'Europe doit être au cœur du projet des socialistes. Sa construction conditionne la sauvegarde de notre indépendance. Il faut faire de l'Europe, en s'appuyant sur l'acte unique, un espace économique puissant, progressivement unifié au plan monétaire, correctement protégé des formes sauvages de concurrence internationale.

La monnaie commune posera la question de l'unité politique qui, elle-même, entraîne celle de la défense européenne dont il faut creuser la problématique. Construisons aussi une Europe solidaire du Tiers-Monde dont le développement conditionne toute relance de la croissance mondiale. La politique de relance keynésienne conserve sa valeur à une échelle européenne voire mondiale. Quatre milliards d'hommes en état de sous-consommation représentent un champ immense de croissance potentielle.

Et si la croissance ne suffisait pas ?

Avec une population active augmentant en France de 150 000 par an jusqu'en 2003, la croissance à elle seule risque de ne pas assurer, à un horizon prévisible, le plein emploi d'autant que le lien entre croissance et emploi dépend de l'évolution de la productivité. Pas question pour autant de nous résigner à cette forme inacceptable de partage du travail qu'est le chômage. L'aménagement de la durée du travail, courageusement engagé par Michel Delebarre devra être repris. Les hommes peuvent travailler moins, si les machines travaillent plus.

Quant à la réduction de la durée du travail, forme de partage des gains de productivité, elle peut contribuer à sauver ou à créer des emplois dans le cadre d'une négociation sur l'évolution des salaires.

Les sociétés industrialisées connaissent un formidable processus de substitution du travail des machines à celui des hommes. **Le XXI^e siècle sera celui de la production d'une part de plus en plus importante des richesses par les robots et les biotechnologies.**

Les hommes nourrissent depuis longtemps un très vieux rêve : faire travailler les machines à leur place pour créer plus de richesses et libérer leur temps. Au moment où ce rêve commence à se concrétiser à travers la robotisation et l'automatisation, il tourne au drame faute d'avoir su organiser le partage des gains de productivité. Le développement du processus de robotisation et d'automatisation est encore largement devant nous. Il s'inscrit dans une évolution séculaire qui continuera de réduire le temps de travail de l'homme. Nous devons donc imaginer des formes nouvelles de répartition du temps et donc du revenu entre formation-travail-culture-loisirs et activités d'intérêt collectif et réactualiser ainsi une des idées les plus fortes du socialisme : l'homme ne se résume pas à sa fonction de production.

2 - La responsabilité et l'autonomie comme moteur

En 1974, François Mitterrand a dit aux Français « La Droite veut garder le pouvoir, mon projet est de vous le rendre ». Avec la décentralisation et les lois Auroux, nous avons franchi une étape : poursuivons dans cette voie. Diffusons largement les moyens d'information, d'expertise, de contrôle et de prévision. Encourageons les initiatives. Ouvrons de nouveaux espaces de

liberté créatrice. Il faut que toutes les entreprises, toutes les communes, toutes les cellules sociales établissent des relations interactives. Construire une société interactive permettra une mobilisation optimale de l'intelligence collective.

Compromis social, dialogue social et contrat constituent les modes adaptés de transformation des sociétés en mouvement.

Par sa confiance dans la créativité, la responsabilité et l'autonomie des hommes, notre socialisme n'est pas étatique. Il ne cède pas pour autant à la mode du dénigrement de l'État.

Sur l'État, l'opinion véhicule des contradictions. Elle suit volontiers ceux qui dénoncent l'hydre étatique, mais rêve pour ses enfants d'emplois de fonctionnaires, réclame davantage de policiers et défend avec raison la Sécurité sociale. Ceux qui critiquent son interventionnisme adorent ses protections et exigent ses subventions. L'État a perdu en densité ce qu'il a gagné en extension. S'il faut qu'il intervienne moins, c'est pour qu'il intervienne mieux. Il doit conserver la responsabilité de la règle générale. Tout recul de celle-ci conduit au triomphe des corporatismes ou à la loi du plus fort.

3 - La liberté, une vieille histoire d'amour

Attention, la liberté est une des valeurs les plus dévoyées. Tout didacteur, tel le vice rendant hommage à la vertu, évoque régulièrement les libertés au nom desquelles il tyrannise. Le mot de *Liberté* n'a jamais été autant détourné que par la Droite réactionnaire aujourd'hui au pouvoir.

Nous savons, et c'est pour cela que nous sommes socialistes, qu'entre le faible et le fort, c'est la liberté qui opprime et la loi qui protège. La liberté maximale de chacun implique donc des limites à l'exercice de la liberté des plus puissants.

Du côté des libertés individuelles, les menaces sont plus fortes qu'il n'y paraît. Un système qui tolère l'organisation des fausses reconstitutions, le trucage des rapports de police et les menaces sur ceux qui veulent témoigner commencent à se gangrener. La police de la République ne demande pas que l'on couvre par avance les fautes de quelques-uns, mais que l'on poursuive sa modernisation engagée par Pierre Joxe afin que ses moyens se situent au niveau des difficultés de sa mission.

En matière de sécurité, ce qui distingue la Gauche de la Droite, c'est que la Gauche n'a jamais dissocié la répression dans le respect de la règle de droit, de l'action de prévention et de réinsertion dont notre camarade Gilbert Bonnemaïson a éclairci les voies.

Menace également sur nos libertés en raison de la concentration des moyens d'influence au niveau des médias et du développement des techniques de manipulation génétique et psychique. Il faudra là aussi affirmer et adapter la règle de droit, rétablir le pluralisme de l'information et construire un code de déontologie de l'information et des sciences.

Face à la crise qui nourrit la montée des intolérances, des fanatismes, des intégrismes, des exclusions et des racismes, **la laïcité** comme valeur avec ce qu'elle implique de tolérance, de pluralisme et de respect de l'autre, n'a jamais eu autant d'actualité.

4 - La solidarité au cœur de notre projet

Face au développement d'une pauvreté inacceptable dans une France riche, **il est urgent de mettre en place un revenu garanti s'intégrant dans une perspective de réinsertion sociale.** Son niveau devrait s'aligner sur celui prévu par le Fond national de solidarité (1).

L'augmentation du nombre de personnes âgées (les personnes de plus de 60 ans passeront de 18,1 % à 20,4 % d'ici l'An 2003), l'abaissement de l'âge de la retraite et la prolongation de la durée de vie poseront le problème du financement de nos retraites. Pour couvrir le risque vieillesse, les mécanismes de répartition doivent conserver une place centrale dans nos régimes de retraite.

Les projections démographiques revèlent aussi l'augmentation forte de population très âgée (2). Développons nos services et nos équipements d'accueil et d'insertion des personnes en perte d'autonomie. **La prise en charge de la fin de la vie constituera une des grandes questions des prochaines années.**

(1) 2 550 F par mois pour une personne au 1^{er} novembre 1986.

(2) Les plus de 85 ans passeront de 700 000 à 1 million en 2003.



Il nous faudra aussi défendre le droit au logement social en poursuivant l'action de réhabilitation des H.L.M. et en sauvegardant l'aide au logement. Le maintien d'un niveau correct de solidarité rend inévitable le débat sur le niveau des prélèvements obligatoires. Certes il existe en matière de solidarité des marges de productivité comme le révèle la dispersion de la gestion du système de retraites en 1 000 caisses différentes. **Redistribuer mieux peut parfois permettre de prélever moins.**

Cependant, sauf redressement significatif de la croissance, la baisse des prélèvements ne peut constituer pour les socialistes un objectif en soi d'autant que la solidarité nourrit la croissance.

Le problème du financement des charges sociales doit par contre être rapidement traité. Nous devons aussi reprendre la réforme de l'impôt dans le sens de la justice sociale et notamment **rétablir l'impôt sur les grandes fortunes et sur les hauts revenus.**

La croissance de la part des richesses produites par les processus robotisés justifie d'intégrer ces modes robotisés de production dans l'assiette des prélèvements. A la cotisation du travail des hommes doit s'ajouter celle des robots.

5 - Lutter pour la paix et la coopération internationale

La France doit prendre toute sa place dans la lutte pour la paix : défense des droits de l'homme, lutte contre l'apartheid, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, négociation réelle sur le désarmement. Maîtriser la course aux armements peut aider à financer le développement. Il nous faudra donner un contenu concret à la solidarité Nord-Sud, à travers la stabilisation des cours des matières premières, la consolidation de l'endettement, les transferts technologiques, l'aide au développement.

Tchernobyl, Bopal, Seveso, les pluies acides, les nouvelles endémies, toutes les grandes questions de cette fin du XX^e siècle s'inscrivent dans une problématique internationale rendant vaine la recherche de solutions dans le seul cadre étroit des États. Le renforcement de l'organisation internationale

des hommes n'est pas une utopie mais une nécessité et même une condition de survie. La protection de notre environnement justifie la transparence de l'information, la coopération sur les risques industriels majeurs et les contrôles internationaux.

La fine pellicule de vie qui entoure la Terre exige une gestion commune des hommes.

Conclusion

Les hommes peuvent subir leur destin. La Droite les y pousse en parlant fatalité, inégalité naturelle, hérédité. Ils peuvent aussi tenter de maîtriser leur avenir. La Gauche les y appelle en parlant liberté, volonté, progrès.

Regarder l'avenir en face, débattre des conditions de sa maîtrise, mesurer quelle part de liberté les hommes peuvent introduire dans leur destin, telle est notre démarche.

En réaffirmant l'exigence morale en politique, les jeunes ont rappelé que la France n'est pas seulement un territoire ou un peuple mais aussi et surtout un ensemble de valeurs dont les composantes indissociables sont : la Liberté, l'Égalité et la Fraternité. Cette France-là doit guider notre action.

Briseurs intransigeants d'illusions, sachons en même temps ouvrir les voies de l'espérance. Elles sont tracées dans l'intelligence des hommes. Les hommes portent en eux-mêmes leur nouvelle frontière. Leur puissance créative n'a plus guère de limites. Mais prenons garde aux risques de déséquilibre entre une mobilisation efficace de l'intelligence collective et une gestion médiocre des passions humaines.

La stabilité de nos institutions étant assurée par l'autorité que sait mettre le président de la République, François Mitterrand, à la préserver, il sera possible à la France de débattre dans la sérénité du choix de son destin.

Le contrat avec les Français fondé sur nos valeurs doit créer à Gauche les conditions du rassemblement et de la victoire. Ainsi les Français à la veille du bicentenaire de la Révolution de 1789 redonneront le pouvoir à ceux qui en sont les héritiers.

Contributions non publiées

La Commission désignée par le Bureau exécutif, pour statuer sur la publication dans ce journal des contributions déposées avant la date limite, s'est réunie dans l'après-midi du 5 janvier. Elle était composée de Martine Buron, Pierre Carassus, Roger Fajardie, Gérard Fuchs, Jean Le Garrec, Françoise Seligmann et Daniel Vaillant. Elle a appliqué strictement les critères adoptés à l'unanimité par le Bureau exécutif : elle a donc retenu, pour être publiées, les contributions signées par un ou plusieurs membres du Comité directeur et celles qui avaient été adoptées par des fédérations.

Il nous paraît cependant utile de faire connaître à l'ensemble des militants du Parti la liste des contributions que nous avons reçues et que nous avons dû écarter, soit parce qu'elles ne répondaient pas aux critères retenus, soit parce qu'elles sont arrivées trop tard, la date du 6 janvier étant l'extrême limite pour permettre la diffusion de ce journal au moment où s'ouvre le débat dans les sections. Toutes ces contributions sont classées. Elles seront mises à la disposition du Comité directeur de synthèse qui se réunira les 7 à 8 février prochains et il en sera largement tenu compte.

Françoise SELIGMANN

ALPES-MARITIMES : G.S.E. formation d'adultes.
AUDE : plusieurs camarades de la section de Carcassonne.
CHER : Section de Baugy.
HAUTE-CORSE : Jean Motroni (Premier secrétaire fédéral).
CÔTE-D'OR : Pierre Vidal.
EURE : Daniel Héroult et Jean-François Launay.
EURE-ET-LOIR : Jean-Claude Tremel au nom de la Fédération.

MOSELLE : Contribution fédérale.
ORNE : Bernard Jourdain (Premier responsable fédéral et 2 camarades).
PAS-DE-CALAIS : Section de Saint-Omer.
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : Section d'Anglet.
VAUCLUSE : Jean-Louis Morand.
VOSGES : Michel Humbert et 11 camarades.

PARIS : XV^e : Gilles Carasso – XVIII^e : Christian Berthier et André Bellon – XIX^e : Pierre Bercis et 8 camarades de 5 fédérations – XX^e : Michel Ottaway et 6 camarades de 5 fédérations.
ESSONNE : Paul Jacouty.
HAUTS-DE-SEINE : Thierry Wahl – Une contribution émanant de : 7 camarades de la section de Vanves, 6 camarades de la section de Puteaux, 1 camarade de la section de Genevilliers, 5 camarades de la section de Clichy, 6 camarades de la section d'Issy-les-Moulineaux, 8 camarades de la section de Levallois-Perret – André Cassou et 2 camarades.
SEINE-SAINT-DENIS : André Ollier – Nicolas Nelson et 8 camarades de la Commission fédérale D.O.M.-T.O.M.
GUADELOUPE : Dominique Larifla (Premier secrétaire fédéral) – Barbe Fanhan.
MARTINIQUE : Michel Yoyo (Premier secrétaire fédéral).



Socialisme et réalités

Contribution présentée par Pierre MAUROY et,

Guy ALLOUCHE, Marie BASSET, Martine BURON, Alain CHENARD, Gérard COLLOMB, Michel DELEBARRE, Bernard DUPIN, Roger FAJARDIE, Georges FRECHE, Edmond HERVÉ, Jean-Paul HOUVION, Jean LE GARREC, Charles Emile LOO, Rodolphe PESCE, Bernard ROMAN, Frédéric ROSMINI, Jacques-Roger MACHART, Michel SAINTE-MARIE, Lucien WEYGAND.

Pour reconquérir le pouvoir

Alors que les mécontentements de toute nature s'expriment avec une exaspération croissante, alors que la surdité ministérielle et la brutalité policière constituent les seules réponses d'un pouvoir qui n'a su, pendant des mois, que rétablir les privilèges fiscaux de minorités nanties, alors que pour tenter de colmater les brèches, le gouver-

nement viole avec une impudeur croissante les règles de la démocratie parlementaire, la tentation peut être grande pour les socialistes de repousser à plus tard leur indispensable débat interne, de taire leurs divergences d'analyses pour ne se consacrer qu'à la préparation des échéances électorales. Une telle attitude serait à courte vue.

Débattre pour mieux combattre

Cette contribution n'obéit pas à un rite. Elle est celle de socialistes participant régulièrement à la discussion qui est la respiration naturelle du Parti. Les militants socialistes savent ce que nous représentons. En maintes circonstances nous avons œuvré pour la cohésion et l'unité, encore indispensables aujourd'hui pour aborder dans les meilleures conditions les prochaines élections.

Adeptes d'un socialisme réaliste et évolutif, nous souhaitons que le Congrès de Lille soit l'occasion de porter témoignage de la volonté des socialistes de concilier l'attachement à leurs principes et l'indispensable adaptation à une société qui se transforme.

Nous restons ainsi fidèles à ce qu'est notre « sensibilité », produit d'une filiation, d'une volonté, d'une rencontre.

Filiation du mouvement socialiste qui n'assurera son avenir qu'en restant fidèle à son histoire et à ses principes.

Volonté de renouveau et de rassemblement de tous les socialistes, comme les Assises de 1974 en offrirent une illustration.

Rencontre avec François Mitterrand au Congrès d'Epinau en 1971 qui assura les conditions de la victoire de mai 1981.

La grande force du président de la République aujourd'hui est pour les Françaises et les Français d'avoir assuré la continuité de l'Etat républicain et d'avoir permis sereinement le passage d'une pratique constitutionnelle à une autre. Cette expérience unique le désigne à l'évidence pour être notre candidat lors de l'élection présidentielle de 1988.

Car, pour nous, François Mitterrand a été l'initiateur d'une ligne politique et d'une pratique militante avec des résultats électoraux qui situent le Parti socialiste, après cinq ans de pouvoir, au plus haut niveau de son histoire. Il a été aussi le fédérateur d'un parti qui s'est successivement enrichi d'apports nouveaux sans que soit remis en cause l'orientation du congrès novateur.

Dans un contexte différent, la période qui s'ouvre attend de nous un congrès de Lille qui soit « un congrès d'Epinau 2 » pour la reconquête du pouvoir.

Avec la même audace et cette même capacité d'être davantage nous-mêmes tout en étant plus ouverts aux autres – c'est-à-dire à ceux qui ne partagent pas encore notre combat. Là ont été nos choix qui sont aussi nos engagements.

Après des années de foisonnement d'idées, de débats, de propositions multiples, les socialistes, mobilisés tour à tour par la campagne présidentielle de 1981 puis par les échéances imposées par la gestion gouvernementale, n'ont pas eu l'occasion de pousser leurs réflexions jusqu'à leur terme.

La solidarité qui nous lie à François Mitterrand, le soutien vigilant que nous lui apportons, ne doivent pas anesthésier le Parti. Il nous faut débattre pour mieux combattre.

Pour rétablir un rapport de forces entre la Gauche et la Droite plus conforme à la réalité sociale du pays et reconquérir le terrain perdu, nous ne pouvons nous borner à attendre passivement que les mécontentements se cristallisent en notre faveur. Il nous faut définir des orientations, proposer des solutions, tracer des perspectives en tirant les leçons des cinq années durant lesquelles nous avons dirigé l'Etat – conduit l'évolution de la société.

Si un tel débat est indispensable, encore doit-il être conduit avec une volonté de rassemblement et non de division, dans le souci constant de parvenir à une synthèse dans la clarté. De la maturité dont nous ferons preuve pour dominer notre débat découlera l'image que les Français auront de notre capacité à gouverner.



De nouvelles lectures de la Constitution

La situation institutionnelle inédite créée le 16 mars 1986 montre qu'il n'existe pas une, mais plusieurs lectures de la Constitution.

Lorsque majorité présidentielle et majorité parlementaire se confondent, le président de la République est le premier inspirateur d'une politique que le Premier ministre a mission de mettre en forme et d'appliquer. Lorsqu'elles divergent, le président de la République est avant tout le garant du bon fonctionnement des institutions et de l'indépendance nationale.

Ce glissement du centre de gravité du pouvoir politique est normal dans une période où il y a coexistence – et non plus coïncidence – des deux légitimités présidentielle et parlementaire.

Le président de la République, dans le parcours qui lui est imposé, témoigne de son sens aigu de la démocratie et de son attachement aux valeurs de liberté et de justice sociale qui ont fondé son action.

L'expérience qu'il a ainsi acquise, le désigne à l'évidence pour tirer les leçons de cette nouvelle pratique constitutionnelle et consolider éventuellement l'équilibre des pouvoirs qui peut en résulter entre le Chef de l'État, le Premier ministre et le Parlement. L'un des éléments consiste en la réduction à cinq ans du mandat présidentiel, réforme que nous préconisons depuis des années.

Tout autre, en revanche, est le jugement que l'on peut porter sur l'action de l'actuel Premier ministre. Faute d'une majorité réellement unie et donc

apte à conduire et à maîtriser le travail parlementaire, il réduit le rôle du Parlement à une fonction purement formelle. En utilisant régulièrement l'article 49, alinéa 3, de la Constitution – dont l'usage fut exceptionnel de 1958 à 1986 – il étouffe tout débat à l'Assemblée nationale. L'esprit de la Constitution est bafoué.

Un glissement de pouvoirs s'opère au profit du Premier ministre dont le comportement aboutit à l'affaiblissement des deux seules institutions directement issues du suffrage universel et donc seules détentrices véritables de la légitimité populaire : le président de la République et l'Assemblée nationale.

C'est la démocratie française qui s'en trouve affaiblie dans la mesure où, faute de pouvoir s'exprimer de manière institutionnelle, les oppositions n'ont d'autre issue que de se manifester dans la rue.

Le pouvoir se retrouve donc en équilibre d'autant plus instable que le Gouvernement est chaque jour fragilisé par ses erreurs répétées.

A cette situation, seul le P.S. peut apporter une réponse.

Pour cela, il convient que, rompant, avec la pratique hésitante qui fut la sienne pendant les premiers mois de la cohabitation, il poursuive hardiment le combat politique qu'il a engagé contre la Droite au cours des derniers mois.

Combattre l'esprit de revanche

En mars 1986, les Français n'ont pas reconduit la Gauche au pouvoir. Mais, à coup sûr ils ne souhaitaient pas la purge libérale qu'on veut aujourd'hui leur administrer. Le Parti socialiste, est demeuré la première force politique du pays, et les thèmes de solidarité qu'il défendait aux élections ont été repris par une jeunesse qui rejette les solutions inégalitaires de la Droite. Il est vrai que la politique mise en œuvre par le gouvernement est la plus réactionnaire que la France ait connue depuis la période de Vichy et de la « Révolution nationale ».

Comme à cette époque, l'esprit de revanche imprègne la pensée et l'action du gouvernement qui organise la régression des acquis sociaux et politiques de la démocratie et restaure la puissance et les privilèges du capitalisme financier et spéculateur.

Jamais majorité aussi réduite n'aura recherché aussi systématiquement la démolition rageuse de l'environnement économique et social établi après la Libération et complété par l'action législative menée entre 1981 et 1986.

Poussée par un appétit de pouvoir et un souci de clientélisme dont les excès peuvent mettre en péril le consensus qui fonde la nation, la Droite divise, méprise, exclut et spolie. Il suffit pour s'en convaincre de dresser une liste de ses hauts faits :

- Amnistie fiscale, autorisation d'exporter les capitaux et d'augmenter sans contrôle les prix des produits et services, disparition pure et simple de l'impôt sur les grandes fortunes qui régale les nantis alors que vont peser sur les moins favorisés l'augmentation des tarifs médicaux et le démantèlement de la protection sociale, en particulier pour les régimes de retraite.
- Indigence d'une politique économique quasiment gagée sur la seule liquidation du patrimoine public et menée par des « gestionnaires » aussi suffisants qu'insuffisants. Après une première dévaluation manquée et une dilapidation rapide des avantages tirés de la baisse du dollar et du pétrole, ces « compétences » en sont à chercher des alibis sociaux au regain d'une inflation pourtant jugulée de 1983 à 1986 et à l'affaiblissement de notre monnaie et de notre économie vis-à-vis du deutsche Mark.
- Echec de la lutte contre le chômage mais attaques insidieuses contre les organisations syndicales et agressions frontales contre les conditions de vie et le droit du travail à la faveur de textes arrachés au Parlement par une utilisation perverse de procédures démocratiques.
- Mainmise sur l'audiovisuel et bradage à des intérêts bien particuliers de l'énorme effort financier consenti depuis 30 ans par le contribuable pour équiper les chaînes publiques de radio et de télévision.

- Mise à l'écart et déstabilisation des corps intermédiaires et du mouvement associatif social, éducatif et culturel.
- Rodomontades sur l'ordre et la sécurité – inefficaces à l'égard d'un terrorisme accru – mais conduisant à une répression provoquée et parfois criminelle à l'encontre des plus faibles.
- Cadeaux somptueux accordés aux secteurs les mieux pourvus de l'agriculture dissimulés sous un brouillard d'aumônes anesthésiantes aux exploitants les plus jeunes et les plus exposés.
- Restauration du secteur privé dans l'hôpital public au profit d'une minorité de médecins et de malades. Privilèges accordés aux médecins libéraux dont seuls les mieux installés tireront bénéfice.
- Dénaturation de la loi Quilliot en vue de favoriser les propriétaires au détriment des locataires.

Une telle politique conduit au déchirement du tissu social et culturel de la nation tandis que son tissu économique, quelque peu régénéré de 1981 à 1986 par l'effort de tous, est proposé au pillage des brasseurs d'affaires. Rarement on avait assisté à pareil trafic de biens nationaux !

L'objectif de la Droite apparaît ainsi clairement. Distribuant pourboires et prébendes à ses bailleurs de fonds et de voix, elle arrache à la nation les bastions du pouvoir financier pour les donner aux maîtres de l'argent.

Elle espère ainsi rétablir à son profit l'emprise des puissances financières sur le pouvoir politique et l'administration, emprise dont le général de Gaulle, appliquant en connaissance de cause le programme de la Résistance, avait voulu débarrasser l'Etat par la nationalisation des banques et des assurances qui gèrent et orientent les dépôts et l'épargne du public.

Il est clair que les risques sociaux ne peuvent en conséquence, que continuer d'aller grandissant.

Il est certes possible de demander aux salariés, comme aux autres Français, des efforts parfois rudes à la condition que soient bien perçues par l'opinion la nécessité et l'efficacité des actions proposées et la justice dans la répartition des sacrifices.

Aujourd'hui, l'évidente inégalité dans l'effort conduit à refuser des sacrifices dont le fruit est confisqué par une minorité.

Cet aspect de la rupture du consensus social risque d'être la plus domageable et la plus impardonnable des erreurs du gouvernement.



Affirmer des valeurs

Depuis 1981 la Droite psalmodie la leçon fraîchement réapprise auprès d'idéologues d'un autre âge. Dans tous les journaux qu'elle contrôle, elle tente de redonner vie à des théories élitistes et inégalitaires qui n'avaient plus été développées depuis la Libération.

Le mouvement étudiant a balayé ces billevesées. Et toute une génération prend à nouveau conscience qu'il n'est pas de progrès possible si l'on abandonne les valeurs de solidarité et d'égalité.

Même si le mouvement actuel des idées, n'est pas en apparence favorable à nos valeurs fondamentales, au point que la tentation d'un langage purement gestionnaire a pu apparaître, le Parti socialiste serait mal avisé d'abandonner ces valeurs.

Nous ne rassemblerons à nouveau la Gauche qu'avec un Parti socialiste porteur d'espérance et non sur de simples thèmes gestionnaires. C'est pourquoi, plus que jamais, les socialistes doivent affirmer leurs valeurs.

Libérer l'homme, lui assurer le libre exercice de tous les droits attachés à la personne humaine, assurer à chacun, au sein d'une société solidaire, les conditions du plein épanouissement de sa personnalité, tels sont bien les buts du socialisme qui est une morale autant qu'une doctrine.

Si loin que l'on remonte dans l'étude des combats des hommes pour leur libération, on retrouve toujours leur cri contre l'injustice, contre l'inégalité. Les termes comme justice, égalité, auxquels vient très vite s'accoler le mot droit, sont souvent interprétés comme des synonymes. L'égalité n'a pas de sens si l'homme n'est pas libre, pas plus d'ailleurs que n'a de sens la liberté, sans égalité.

La liberté : cette valeur, la Droite avait cru pouvoir la confisquer. Les tentations d'une Droite extrême de revenir sur les conquêtes du mouvement des femmes, les lois de Charles Pasqua sur l'immigration, les mesures d'Albin Chalandon sur les prisons privées et sur la toxicomanie, le projet de réforme du code de la nationalité, nous rappellent qu'à travers toutes les étapes de son développement, la liberté dans notre pays a toujours été liée au combat de la Gauche.

La solidarité : seule une société solidaire pourra assurer le libre épanouissement des potentialités de chacun. Au stade de développement de la société française, la notion de solidarité s'impose avec celle de la liberté.

C'est pourquoi les socialistes défendent la politique sociale, quotidiennement attaquée par une Droite qui met sournoisement en cause sa raison d'être et réduit sa portée.

De plus, en période de crise, les solidarités doivent être renforcées et étendues. C'est même la condition du retour à la croissance, sans accentuer gravement les inégalités. Et la Gauche a fait justement appel à la solidarité pendant son exercice du pouvoir.

L'égalité des chances : à côté de la liberté, de la solidarité, l'égalité des chances est sans doute la notion la plus accessible et la plus facile à faire comprendre.

Par exemple, pour les socialistes, la lutte pour l'égalité consiste à donner à chaque enfant une chance nouvelle de s'épanouir compte tenu de ses capacités comme de ses faiblesses. Il s'agit de refuser une logique de

l'échec qui conduit une majorité de jeunes à n'avoir d'autre issue que le chômage. D'où les actions en direction des plus faibles, notamment par la création des zones d'éducation prioritaires ou des missions locales pour l'insertion des jeunes en difficulté.

De ces expériences qui se révélèrent très fructueuses, il nous faut tirer les leçons en multipliant les actions spécifiques, orientées vers toutes les minorités que l'évolution de notre société a tendance à marginaliser. C'est vrai notamment pour les populations immigrées ou d'origine étrangère dont l'insertion doit être un enjeu immédiat.

Cette lutte pour l'égalité des chances demande des moyens financiers considérables : le développement des actions en direction des minorités en difficulté ; la multiplication des enseignants et des établissements exigée par l'arrivée au niveau du bac de 80 % des effectifs de chaque génération entraînera une très forte augmentation des dépenses publiques et d'abord de celles inscrites au budget de l'Education nationale. Celui-ci doit donc redevenir le plus important investissement de l'État.

Une société au service de l'homme : il nous faut aussi rappeler que le caractère distinctif du Parti socialiste est de penser qu'au-delà de la reconnaissance d'un certain nombre de droits politiques ou sociaux, la libération de la personne humaine dépend de la réalisation des conditions économiques susceptibles d'en permettre le plein exercice.

C'est pourquoi le Parti socialiste est un parti de transformation sociale. Il entend contribuer à la construction d'une société où le bien commun l'emporte sur le seul profit privé. Si celui-ci est un indispensable instrument de mesure d'efficacité et de motivation, il ne saurait être le critère unique, le but étant de tendre vers plus de liberté, plus de justice et de solidarité.

Aussi, au côté du marché et d'un vaste secteur privé, le Parti socialiste juge-t-il nécessaire l'existence d'un secteur public et de mécanismes de planification aptes à orienter l'économie à moyen terme en fonction des choix de la nation.

Nous aurons une adaptation idéologique à entreprendre. La notion de « société d'économie mixte » doit se superposer à celle de « l'appropriation des grands moyens de production et d'échanges ». Nous aurons des propositions à formuler et nous estimons que d'avoir exercé le pouvoir de 1981 à 1986, pendant la plus longue durée de notre histoire justifie de traduire dans les textes l'évolution de notre doctrine.

Nous sommes de bonne volonté, mais de grâce, pouvons-nous demander à ceux qui expriment seulement de bons sentiments de ne pas appeler socialisme ce qui manifestement ne l'est pas.

L'État au service de la Nation : enfin, les socialistes ne peuvent témoigner d'aucune complaisance à l'égard des thèses qui veulent faire de l'État l'origine de tous les maux. S'ils pensent que cet État a un rôle fondamental dans la régulation économique et dans la mise en œuvre des solidarités nationales, ils prennent en compte, non en paroles, mais dans les faits, les risques de bureaucratisation qu'il peut réceler. A cet égard, l'action de décentralisation et de déconcentration courageusement engagée en 1981 doit être poursuivie et accentuée.

Proposer une dynamique économique

Lutter contre le chômage, assurer le droit de chacun à un emploi ou à une activité rémunérée socialement reconnue suppose un double et formidable effort de dynamique économique et sociale. L'un doit accompagner l'autre. Une croissance, aussi forte que possible, ne saurait à elle seule résorber le chômage sans une répartition différente du travail entre tous les actifs accompagnée d'une distribution des revenus.

Alors que le « libéralisme » de la Droite réserve l'initiative économique aux seuls détenteurs de capitaux, nous avons l'ambition de **développer et de démocratiser l'esprit d'entreprise**.

Quiconque présente un projet crédible pour créer une activité économiquement rentable, doit être en mesure de rassembler les moyens nécessaires, dans une forme juridique appropriée et le cas échéant avec l'appui

de la collectivité. De nombreuses mesures, prises par les gouvernements entre 1981 et 1986 pour favoriser la création et le développement des entreprises, illustrent cette conception socialiste de la dynamique économique : congés création d'entreprise, développement des sociétés de capital risque, fonds de garanties, primes et exonérations fiscales.

Le libéralisme, qui s'entend comme un désengagement maximum de l'Etat, est irresponsable. Nous réaffirmons la nécessité d'un puissant secteur public et, dans un pays de taille moyenne comme la France, dont le capitalisme n'a jamais été particulièrement entreprenant, nous jugeons indispensable que l'initiative publique puisse souvent précéder, accompagner, suppléer l'initiative privée.



Le gouvernement de Pierre Mauroy a eu raison de nationaliser les banques et de grands groupes industriels en déshérence dont les anciens propriétaires ont été indemnisés. Redressés, restructurés, réorganisés, assainis financièrement, ils sont aujourd'hui devenus des affaires rentables... que le gouvernement de Jacques Chirac et Edouard Balladur entreprend de mettre à l'encan.

Outre la dilapidation du patrimoine national que représentent ces privatisations, outre la stérilisation de ces capitaux qui ne sont en rien de nouveaux financements de l'économie, certaines de ces dénationalisations risquent d'amoinrir la capacité d'initiative et de dynamisme de l'économie française.

Permettre un progrès social négocié

Le gouvernement fait l'amère expérience qu'une politique économique dépourvue de politique sociale est impraticable. Là est l'archaïsme. La modernité exige de fonder sur une démarche sociale la recherche d'objectifs économiques.

La négociation entre partenaires sociaux, reste pour nous l'instrument d'adaptation et de progrès social privilégié.

Le compromis social à rechercher porte sur la politique salariale, la formation, l'organisation et le partage du travail.

Il recoupe alors la politique de l'emploi, car une organisation du travail mieux adaptée aux exigences de la productivité, liée à une réduction de la durée du travail, peut être créatrice d'emplois. Ceux-ci pouvant d'ailleurs prendre des formes diversifiées et la notion même d'emploi (à temps plein, à temps partiel, alterné au long de la vie active...) pouvant évoluer.

Prendre en compte la dimension européenne

La croissance ne se décrète pas et ne peut résulter de la volonté d'une seule nation. La croissance certes, mais saine et durable, et qui ne mette pas en cause nos grands équilibres économiques (en particulier notre commerce extérieur). Elle doit donc être accompagnée d'une démarche analogue au moins de la part de nos partenaires de la Communauté européenne.

Car il est clair que l'avenir de la France passe par l'Europe. Les socialistes, lorsqu'ils gouvernaient en 1956, ont été à l'origine du traité de Rome, point de départ de l'unité européenne. Les socialistes sont les négociateurs de l'acte unique européen et de l'entrée de l'Espagne et du Portugal.

Il nous faut poursuivre et accélérer encore cette démarche. Le développement du rôle de l'ECU doit permettre rapidement une véritable monnaie européenne. Des politiques communes doivent également être mises en œuvre en matière de recherches technologiques et de développement industriel. Les mutations stratégiques qui vont s'opérer dans les prochaines années posent le difficile et délicat débat d'une défense européenne. Nous devons nous y préparer. Dans cette perspective un effort de dialogue est nécessaire. Nous devons mener ce débat avec les autres partis socialistes ou sociaux-démocrates de la Communauté, débat indispensable pour favo-

C'est essentiellement dans cette perspective, et aussi pour assurer le contrôle de la Nation sur le crédit, que devra être examinée l'opportunité de renationalisations. Elles ne sauraient être pour autant systématiques.

Fait de prévision, de concertation, d'élaboration, d'ambitions et de stratégies collectives, puis d'une mise en œuvre directe ou indirecte par les pouvoirs publics, le Plan doit donner force et cohérence à l'économie mixte. Il convient d'en simplifier et d'en alléger les procédures, de mieux assurer les engagements à moyen terme de l'État, notamment par l'établissement de budgets pluriannuels, d'approfondir le dialogue contractuel avec les régions (les contrats État-régions représentent un apport significatif du IX^e Plan), les entreprises publiques et privées.

Il doit s'accompagner aussi d'avancées en matière de droit des salariés à l'information et au contrôle sur les décisions dans l'esprit des lois Auroux et de la loi de démocratisation du secteur public.

La relance de l'économie ne peut s'envisager dans la facilité et sans la mobilisation des efforts de tous.

Mais la priorité à l'effort de recherche et à l'investissement industriel doit reposer sur une plus juste répartition des richesses et des sacrifices.

Englués dans une détérioration de leurs conditions de vie et de travail, heurtés par l'esprit de revanche des gouvernants, choqués par les excès d'un clientélisme élitiste, les Français attendent des propositions réalistes et généreuses capables de leur rendre, avec un avenir, l'espoir.

Retrouver l'espoir, c'est d'abord retrouver une société de progrès, une société au sein de laquelle la condition de tous et de chacun va s'améliorer. Il y faut la croissance.

riser la portée de notre message et notre capacité à peser sur les évolutions futures.

Si le renforcement des solidarités européennes est une condition nécessaire de toute politique de relance, elle n'est pas suffisante pour que l'économie mondiale retrouve une croissance saine et durable. Ce qu'il faut aujourd'hui au monde, c'est une permanente et puissante organisation de la solidarité internationale, notamment vis-à-vis des pays écrasés par le poids de leur endettement.

Comment ne pas voir que les effets des politiques déflationnistes menées par les gouvernements de droite au niveau mondial sont catastrophiques ?

C'est vrai, dans les pays occidentaux où le chômage fait des ravages, détruisant le tissu économique et social et conduit à une véritable régression culturelle.

C'est encore plus vrai pour les nations en voie de développement qui voient leurs perspectives de croissance stoppées net, quand ils ne s'enfoncent pas dans une lente régression.

Ce message d'une relance mondiale, il est dans la vocation de l'Europe de le lancer.

Réaffirmer l'originalité du rôle du Parti socialiste

Le Parti socialiste doit demeurer un outil de la transformation sociale et de la reconquête du pouvoir.

Après avoir gouverné de 1981 à 1986, il lui faut certes se remettre en question et s'adapter aux nouvelles conditions du combat politique. Il doit prendre en compte la responsabilité qui est, plus que jamais la nôtre : celle

de la reconquête du pouvoir. Cela signifie le refus de tout excès doctrinal ou programmatique. Le danger d'un certain maximalisme qui a marqué notre démarche avant notre arrivée au pouvoir consiste à attirer par des constructions intellectuelles d'autant plus séduisantes qu'elles n'ont pas à être confrontées avec les faits. C'est parce que nous voulons éviter de tels pièges que nous nous prononçons pour « Socialisme et réalités ».



Refuser la démarche dogmatique, souhaiter une adaptation de l'expression de notre doctrine, ce n'est pas abandonner le socialisme. Nous voulons l'adapter et non le brader.

Le socialisme a besoin d'une organisation.

La Droite peut se dispenser d'organisation politique très structurée, car son pouvoir est d'abord économique. Qui à gauche croirait pouvoir se passer d'un parti structuré, commettrait une lourde erreur et s'exposerait à des sérieuses désillusions.

Les salariés que représente la Gauche n'ont d'autre force que celle de leur organisation. Sans elle, ils demeurent totalement atomisés et ne sauraient prétendre exercer un quelconque pouvoir.

Une autre tentation risque de se faire jour dans les rangs du P.S. : celle de transformer, au nom d'une nécessaire modernisation de notre parti, le P.S. en un « parti démocrate » à l'américaine.

De nombreux facteurs poussent en ce sens. Notamment la présidentialisation de nos institutions qui fait que l'essentiel de la vie politique française tourne en fait autour de l'élection du président de la République.

Dès lors, la fonction première d'un parti ne consiste-t-elle pas à sélectionner un leader et à lui servir de support pour la campagne présidentielle ?

Dans une telle conception, le Parti se trouve réduit au rang d'un comité électoral qui ne reprend vie qu'au seul moment des élections et n'a plus guère, comme identité que l'image de marque de son leader.

Faute de véritables frontières politiques, on en arrive alors au triomphe des apparences et des techniques de communication qui remplacent progressivement tout débat sur les choix de société possible.

Construire le Parti socialiste de l'an 2000

Or, nous entendons, pour notre part, maintenir au Parti socialiste un but de transformation de la société.

Cette transformation sociale ne peut provenir de la seule volonté d'un homme ou de quelques-uns. Pour qu'une société change, il faut l'adhésion profonde et raisonnée des millions de citoyens capables de devenir acteurs de ce changement.

Et cette adhésion ne peut intervenir sans l'existence d'une organisation politique capable de réunir des femmes et des hommes sur un projet collectif, pour le faire partager ensuite à une majorité de leurs concitoyens.

C'est sans doute là la difficulté majeure qu'ont connue les gouvernements de Gauche, faute de pouvoir s'appuyer sur un Parti socialiste représentant une force suffisamment organisée et disposant d'un rayonnement suffisamment large.

La reconquête du pouvoir passe nécessairement par une organisation plus poussée du Parti et une pratique militante prenant en compte les secteurs abandonnés par un Parti communiste qui s'affaïsse.

Notre parti doit aussi réaffirmer sa double identité de parti démocratique et de parti de débats.

Parti démocratique, car chaque militant doit avoir en permanence le sentiment que sa voix compte dans les décisions du parti. Cela est vrai au moment des congrès et des votes d'orientation, cela doit l'être de nouveau au moment des désignations aux différentes élections.

Parti de débats, car la période 1981/1986 a conduit nécessairement à une rupture avec le foisonnement d'idées qui, au fil des conventions, avait rythmé la vie du Parti socialiste avant 1981.

Et notre souci de souligner en permanence notre capacité à gouverner ne doit pas nous faire oublier que nous sommes dans l'opposition et qu'il s'agit de s'y manifester !

Nous sommes le parti du monde du travail et notre volonté sera de tisser des rapports plus riches et plus confiants avec les autres structures représentatives : syndicats, mouvements coopératifs, mutualistes ou associatifs.

Un nouveau type de rapports – une nouvelle citoyenneté – est à inventer pour qu'au-delà de la nécessaire indépendance de chaque organisation, se dessine un projet pour la France qui soit l'expression de ceux qui travaillent, pas seulement de ceux qui possèdent le capital.

Épinay 2 à Lille : à gauche !

À Épinay, en 1971, les Socialistes étaient les seconds à gauche, derrière le Parti communiste. Le congrès de Lille manifesterait un grand changement puisque le Parti socialiste est maintenant en tête loin devant les communistes. Nous n'avons donc pas à changer de stratégie, mais à l'adapter en conséquence. Il nous faut rassembler la Gauche, pour gouverner demain.

Avec qui ?

À cette question, Lionel Jospin a rappelé que la situation n'est pas nouvelle et qu'à cette même question, il n'existait pas de réponse en 1978 et en 1981 quand le P.C.F. pilonnait le P.S.

Cela n'a pas empêché la victoire de François Mitterrand.

Le Parti communiste ne peut totalement se dégager de la pression de l'opinion publique, sauf à disparaître de la vie politique française, c'est là le choix qu'il devra assumer.

Quelle que soit la position de la direction du P.C.F. aujourd'hui, le Parti socialiste doit se présenter comme le pôle de rassemblement de toute la Gauche et donc s'adresser à toute la Gauche.

Parallèlement, le Parti socialiste se devra de répondre au mouvement de rassemblement qui s'opérera derrière lui. Avec tous ceux qui accepteront de gouverner autrement.

L'événement marquant de ces quelques mois de gouvernement de la Droite a sans nul doute été le réveil d'une société civile que certains croyaient anesthésiée.

Ses premiers acteurs en ont été les jeunes, son terrain d'éclosion l'Éducation.

On assiste à une réhabilitation des réformes sociales et à une remontée des valeurs qui sont les nôtres.

La préoccupation majeure de notre société, le chômage, avec ses conséquences en termes d'appauvrissement et de désagrégation du lien social, loin de pousser seulement à l'individualisme et au repli sur soi, comme on pouvait le craindre, s'accompagne de revendications fondamentales de liberté et d'égalité face à l'information, la santé, l'éducation, la citoyenneté, etc.

Ces sujets sont à l'évidence, ceux sur lesquels l'opinion se focalise. Ils vont à l'encontre d'un néolibéralisme qui, au nom du laisser-faire - laisser-aller, augmente les inégalités et accentue l'exclusion.

La prise en compte des préoccupations qui se sont ainsi exprimées au sein de la société française et la réponse aux questions qui ont été posées ne peut s'effectuer sans une réaffirmation forte de nos valeurs.

Il nous appartient de mettre en évidence les termes de l'alternative qui s'offre au pays en étant fermes sur ce qui fonde notre démarche et nos engagements face à la Droite et en les affirmant haut et fort.

En voulant faire du congrès de Lille un nouvel Épinay, nous n'entendons pas répéter un acte politique qui a permis la victoire de 1981, mais, en demeurant fidèles à une stratégie et à une pratique militante, nous voulons créer les conditions d'une nouvelle avancée, d'une reconquête du pouvoir.

Épinay 2 à Lille, ce doit être la prise en charge de notre démarche collective par tous ceux qui nous ont rejoints. C'est le cas par exemple d'un tiers des adhérents qui militent dans nos rangs depuis 1979. Ce sera demain le cas de ceux qui, toujours plus nombreux, doivent faire du Parti socialiste la force dominante de notre vie politique, seule manière de rendre aux Français l'espérance.



Contribution

« Transcourants »

Contribution présentée par Jean-Pierre WORMS et,
Jean-Pierre MIGNARD, Patrice FINEL, Françoise GASPARD, Alexandre ADLER, Jean-Michel AUXIETTE, Maurice BRIAND,
Jean-François CARENCO, Jacques FLOCH, Jean-Michel GAILLARD, Jean-Claude HIREL, François HOLLANDE, Jean-Yves LE
DEAUT, Jean-Yves LE DRIAN, Paul PICARD.

« L'idée du socialisme est l'achèvement, l'accomplissement de la démocratie et de la pensée libre. »
Jean Jaurès

Des militants appartenant à divers courants du P.S. s'étaient retrouvés pour réfléchir et s'exprimer ensemble lors du Congrès de Toulouse. Cette nécessité demeure. Le débat d'idées ne peut-être enfermé dans des catégories

trop réductrices. L'aspiration à l'unité du P.S. rend plus légitime encore une initiative « transcourants », moyen parmi d'autres de la recomposition du parti.

Tous comptes faits

Neuf mois après l'élection du 16 mars 1986, deux questions méritent d'être soulevées : les raisons de notre défaite et celles des revers actuels de la Droite.

La Gauche était au pouvoir mais les H.L.M. demeuraient presque aussi sales, les transports presque aussi longs, le travail presque aussi dur. Par ailleurs, nous n'avions pas su clairement, et suffisamment tôt, identifier les tares et les injustices de la société française. Et ce flou dans le diagnostic a pu rendre incertaine notre stratégie.

Les raisons de notre défaite

Quatre facteurs, sans doute d'importance inégale, ont joué un rôle déterminant.

1 - Notre incapacité à faire reculer le chômage. Certes, l'avons-nous contenu. Mais pour ceux qui nous avaient élus le 10 mai, l'espoir au cœur, la désillusion fut cruelle. Bien sûr, nos possibilités, dans un environnement international mouvementé, étaient limitées et la Droite aurait fait pire. Il n'empêche : venus au pouvoir d'abord sur ce thème, certains de nos électeurs ont pu estimer qu'il était normal de nous faire payer le prix de nos engagements passés.

2 - L'aspiration à davantage de sécurité. Quelques propos maladroits, des actions mal comprises, la volonté courageuse de résister aux courants répressifs et une formidable campagne de désinformation de la Droite ont eu tôt fait de donner à la Gauche une réputation de laxisme. La stagnation de la délinquance à partir de 1983, la politique exemplaire de prévention, le plan de modernisation de la police, tous ces faits encourageants n'ont pu convaincre à temps une opinion sous influence.

3 - La perte de crédit en l'État et dans les services publics. La traditionnelle lourdeur de l'Administration, la lenteur quasi séculaire de la justice, la progression des coûts sociaux depuis la crise de 1974, le niveau relativement élevé des prélèvements obligatoires et une croyance un peu naïve de notre part en la performance des mécanismes étatiques se sont conjugués avec les retombées en France de la mode reaganienne pour jeter la suspicion sur les interventions publiques.

Le privé a été présumé plus efficace, et le capitalisme le plus sommaire est même devenu un modèle. Le socialisme aussi moderne soit-il ne pouvait qu'en souffrir.

4 - Enfin, l'insuffisance du changement et le manque de perspectives politiques. Nous avons pu, non sans raison, décliner toutes les réformes accomplies de 1981 à 1985, de la décentralisation à l'imposition des grandes fortunes, en passant par les lois Auroux, il s'en est trouvé, beaucoup, dans l'électorat populaire, pour douter de la matérialité de nos actions. Nous changions la loi, pas l'ordre des choses, nous modifiions les règles, pas le

Les revers de la Droite

La Droite s'est engouffrée, non sans cynisme ni irresponsabilité dans nos brèches. Mais loin de comprendre qu'elle avait gagné, car nous avions perdu, elle a imaginé que ses idées et donc son programme correspondaient à « l'air du temps », que l'heure était à l'égoïsme social, à l'apologie de la réussite, au culte des vainqueurs. La Droite a cru y trouver un surcroît de légitimité. Rien d'étonnant qu'aujourd'hui la société lui inflige camouflet sur camouflet en lui adressant quatre reproches principaux :

1 - La rupture du pacte social. La Droite de 1958 à 1981 avait pu être autoritaire ou hautaine, elle n'en respectait pas moins les règles de l'État-Providence. Et quand elle s'était révélée oublieuse de l'impératif social, elle avait été à ce point sanctionnée (1968) qu'elle avait pris le parti, quitte à laisser filer l'inflation, de n'oublier presque personne dans la distribution des gains de progrès. Son retour aux affaires, en mars dernier, ouvre une autre période : la Droite non seulement sert cyniquement sa clientèle mais ne sert qu'elle. Ainsi, l'effort n'est plus équitablement réparti. Pire, le sacrifice est sélectif. Fruit de l'alliance du corporatisme et de l'exclusion sociale, la Droite s'ingénie à opérer des sélections et à sacrifier des privilèges. Le compromis sur lequel reposait tacitement depuis 35 ans notre système social se brise. Les manifestations étudiantes et les grèves récentes n'ont pas d'autres fondements que la recherche d'un équilibre brutalement rompu.

2 - Un mode autoritaire de gouvernement. Sans la compagnie du pouvoir, la Droite vieillit mal. Elle croit innover sur le fond et ne fait que se répéter dans ses formes. Pasqua se prend pour Poniatowski, Chalandon pour Peyrefitte, Monory pour Monory.

Comme si les Français ne changeaient point. Comme si les mœurs démocratiques n'étaient pas devenues plus exigeantes ! Beaucoup plus que ses défaites assurées sur le terrain du chômage et de la sécurité, c'est sur les questions de démocratie et de société que ce gouvernement est déjà jugé. Avec le Code de la nationalité, les prisons privées, la détaxation des casinos, la normalisation audiovisuelle, le laxisme policier, la Droite peut satisfaire des clientèles, elle ruine son crédit. Quant à son ordre moral, il fait d'abord désordre.



3 - Une gestion sans résultat. La droite a beau multiplier les avantages sans contrepartie aux entreprises et aux privilégiées, rien ne vient : l'investissement stagne, compromettant la croissance, le chômage progresse, la désinflation est menacée dans sa crédibilité, l'équilibre du commerce extérieur reste précaire et le franc menacé.

Ils disaient vouloir remettre la France en marche, c'est le ralenti pour l'économie et la marche arrière pour le social.

Et que dire de la lutte contre le terrorisme, l'insécurité, la pauvreté !

4 - Le brouillage du message idéologique. Rien de pire pour un pouvoir que la confusion. Or, la Droite ne sait plus désormais à quelle référence se vouer. Un jour libérale, un autre étatiste, un matin généreuse pour les uns, avare pour les autres. Conservatrice pour les patrimoines, flexible pour les salariés, sa doctrine se réduit à une pratique à courte-vue de l'injustice.

Face à ces expériences successives, gardons-nous de comparaisons hâtives : la Gauche a gouverné 5 ans. La Droite n'a pas clos son premier exercice. Mais retenons 3 ou 4 leçons de choses publiques.

• **La prochaine échéance se gagnera d'abord sur des valeurs.** C'est la formation politique qui saura présenter au pays une morale de rassemblement qui l'emportera. Or, jamais la société française, malgré ses tentations de repli, ses convulsions xénophobes ou sécuritaires n'a été aussi majoritairement convaincue de l'exigence démocratique : l'égalité des droits, la liberté des comportements, le renouveau de l'entraide, autant de signes

favorables qui s'ajoutent à une volonté latente d'équilibre des pouvoirs (qu'incarne pour le moment la coexistence) au souci du pluralisme et au refus de la ségrégation et au sens civique de l'égalité.

• **L'exercice du pouvoir ne sera plus le même.** François Mitterrand a su faire évoluer la fonction présidentielle. Et le partage dans l'exécutif, mais aussi avec le législatif, s'imposera. D'autre part, le temps des grandes réformes est révolu. Finies les lois définitives que l'on remplace tous les 5 ans. Le vrai changement n'est plus là. Il réside dans les choix budgétaires (les hiérarchies de dépenses et les formes d'imposition) et le perfectionnement des règles du jeu (formes nouvelles de négociation, nécessaire ajustement du système de protection sociale, meilleur arbitrage dans les gestions locales). Ce n'est pas la fin du Parlement, c'est au contraire son renouveau : contrôle de l'action du gouvernement, information de l'opinion.

• **Le concret redevient le champ privilégié du politique.** L'organisation matérielle du quotidien (transports, environnement) va investir les débats de la décentralisation. Au niveau national ou international, l'édification de nouvelles normes face aux changements technologiques fera apparaître de nouveaux clivages (santé, éthique). Comment, dès lors, ne pas affiner notre réflexion et nos propositions sur ces thèmes.

• **Le chômage imposera à toutes les forces politiques sous peine de disqualification une attitude offensive** dans les rapports de société avec l'objectif inéluctable de proposer une situation professionnelle à tous les actifs de ce pays.

Un parti pris... la démocratie

Retour sur les valeurs

1 - La France change...

Sans gommer l'efficacité ou le désir de succès, les relations interpersonnelles et la qualité de la vie s'emparent des positions tenues par la réussite sauvage et son compère le cynisme rampant.

Parallèlement, les mouvements sociaux sont moins caractérisés par l'engagement traditionnel que par une adhésion aux implications soigneusement pesées. **L'égalité des droits dans la société comme dans les luttes et mouvements est la pierre d'angle de cette nouvelle phase. Or, précisément, l'horizon de la Gauche, c'est la démocratie.** Le socialisme démocratique, à la différence de l'autre, ne croit pas en l'idée d'une société achevée, ni en celle d'un homme fini. La démocratie, horizon indépassable de la politique, suppose la quête constante du meilleur. Elle relève de l'ordre de l'inachevé. Nos valeurs, loin d'être contestées par les mutations en cours, retrouvent pragmatiquement une actualité et cela d'autant plus aisément qu'elles sont universelles. Elles empruntent en effet à des traditions multiples : le christianisme, les lumières, l'idéal laïc, le soulèvement des peuples comme le refus de l'oppression des personnes, des minorités et groupes sociaux et ce mouvement historique s'est aujourd'hui partiellement réalisé en s'inscrivant dans le droit et les traités internationaux.

2 - ... la démocratie aussi

Conjuguer l'idéal démocratique avec la vie et dans tous les domaines de l'activité humaine, telle est notre tâche de socialiste car loin d'être un état figé ou neutre, la démocratie est l'essor permanent des luttes pour le droit, c'est un mouvement perpétuel engageant la société et les personnes à passer de l'anonymat à la singularité, à faire de la diversité des croyances, des mœurs et des opinions une puissance incoercible de créativité sociale. C'est une éthique et donc une manière de vivre à l'opposé des modèles nous proposés par les divers succédanés conservateurs, sociétés d'abondance ou autres civilisations des loisirs.

La démocratie est même le seul cadre politique apte à rendre caduque la division traditionnelle entre l'individu et la société. A l'ancien souci du chacun pour soi, la démocratie donne le souci des autres comme part entière du souci du soi. Qui dira que cette ambition n'est pas la nôtre !

Pour une démocratie sans frontières

Et le socialisme !

La démocratie n'est ni une référence plate, ni une simple obligation morale ou sociale. Elle détermine même le succès économique. Comment ne pas concevoir en effet que la productivité relèvera demain, autant si ce n'est davantage, de l'intervention de plus en plus active et intelligente de l'homme que de la robotisation des machines ? Comment ne pas comprendre que l'initiative économique n'appartient déjà plus aux seuls entrepreneurs mais intéressent tous ceux qui peuvent modifier le processus de fabrication ou la chaîne des services. Et si c'était d'abord cela l'autogestion !

Supérieure à la République qui se limite à dessiner les contours de la chose publique, la démocratie suppose la prise en charge des décisions à tous les niveaux de la société. Cette conception va bien au-delà de la traditionnelle définition donnée par les libéraux. Pour les socialistes, l'exercice de la liberté s'étend à tout le champ social, du Parlement à l'entreprise. Dans ce sens, la démocratie échange des droits contre des responsabilités. Aussi, plutôt que d'idéaliser un système, devons-nous privilégier ce mouvement comme facteur de transformation sociale et d'épanouissement personnel.

Contre les tenants d'une démocratie inégalitaire, car partielle, soyons les militants d'une démocratie sans frontières, vecteur principal de la transformation sociale.

Démocratie, mode d'emploi

Parce que démocratique, la Gauche s'adresse à tous les citoyens sans distinction de classe.

Mais là où le mépris, la brutalité, l'indifférence excluent ou oppriment des personnes ou des groupes sociaux, il y a infraction à la démocratie. Là où l'injustice des conditions est amplifiée par l'inégalité des chances, il n'y a plus de démocratie. Les marginalisations, la pauvreté et les ghettos, autant de signes d'insuffisance non pas de la démocratie, mais de démocratie. Celle-ci a, en effet, besoin de tout le monde et réclame beaucoup d'égalité car sinon l'apparition de talents est minée et le talent, c'est notre chance à tous.



La démocratie a enfin besoin d'espaces, notamment pour que surgissent les initiatives et se déploie la créativité personnelle et sociale. Par définition, l'espace démocratique est sans cesse élargi. De l'espace de l'audiovisuel à celui de la production, l'intervention humaine entend franchir les frontières

techniques ou réglementaires pour ici supprimer la norme, ou là, augmenter les droits mais toujours se déployer plus librement. C'est le mouvement pour parler comme Jaurès « qui réconciliera démocratie publique et démocratie sociale. Voilà l'idée socialiste de la démocratie ». **Un socialiste timide, c'est d'abord un démocrate timoré.**

Alternatives

La gestion de l'économie, dans un pays développé, n'autorise guère de fantaisie. La plupart des données (pétrole, dollar...) échappent aux gouvernements, les marchés dictent leurs lois et les marges de manœuvre se réduisent parfois à des peaux de chagrin. Pour autant, Droite et Gauche ne sauraient se confondre. D'un côté, on fait confiance à l'ordre des choses et aux forces en place. De l'autre, on harmonise, corrige, impulse, et parfois, prend directement en charge ce que le marché néglige, mais que la société réclame.

Une fois posées les règles de l'économie mixte, reconnaissons que cette régulation-là laisse en dehors du champ bon nombre de domaines où la volonté politique ne s'imisce que trop rarement et où l'audace est trop souvent confondue avec un accident de l'imagination.

Changer le pouvoir

Le fonctionnement des pouvoirs publics ne peut plus continuer à ignorer le besoin de démocratie.

Celle-ci exige aujourd'hui, et avant tout, **le respect des droits du Parlement**. L'évolution imposée au travail parlementaire par la Droite est dangereuse. Dès lors, les textes soumettant le Parlement à la volonté toute puissante du gouvernement doivent être corrigés. Parallèlement, les travaux du Parlement doivent devenir plus transparents afin d'améliorer tant leur qualité que leur image dans le pays. Dans ce sens, les procédures d'audition devraient, à l'occasion du travail des commissions, être publiques, à l'image de celles du Parlement des États-Unis.

De la même manière, l'intérêt général, comme la complexité des solutions à trouver dans les domaines les plus divers, commande le **recours systématique à des missions d'observation et d'expertise** dont le rôle sera d'éclairer auprès des assemblées les choix politiques.

Des organismes de médiation, à caractère consultatif ou juridictionnel, sont aujourd'hui plus que jamais nécessaires : lieux d'observation, de conseil, voire de décision, ils doivent permettre la recherche de la meilleure conciliation quels que soient l'activité en cause et l'engagement du pouvoir politique en place et une plus large implication politique au lieu et place d'une administration rigide. Dans cet esprit, le Comité d'éthique, la Commission informatique et liberté ou bien encore une réelle Haute Autorité de l'audiovisuel sont des modèles à imiter.

Parallèlement, toutes les initiatives civiques visant à l'auto-organisation des revendications ou à l'affirmation des droits doivent être soutenues.

Enfin, **il y a urgence à changer profondément la pratique du pouvoir**. La France, à la différence des démocraties scandinaves, souffre du caractère inaccessible de son État. Les mœurs démocratiques ont encore que trop faiblement imprégné les comportements des dirigeants et d'une façon générale de l'Administration. Il nous revient, à nous socialistes, de donner l'image d'un exercice différent des responsabilités. Cela suppose d'entamer l'arrogance du gouvernement et de dissocier la légitimité du pouvoir de son appareil. Parallèlement, il faut alléger les procédures bureaucratiques, introduire un fonctionnement plus simple et plus rapide de la justice, ainsi qu'un renouvellement profond des « élites » dans ce pays. Respecter l'État aujourd'hui, c'est d'abord le changer.

Ouvrir le jeu social

Dans une période où les emplois créés ne suffisent plus à satisfaire la nouvelle demande de travail, où la faible croissance limite les gains à redistribuer et où les régimes de protection sociale tendent à suffoquer, que

reste-t-il donc à promettre ? Peut-être, tout simplement, un nouveau contrat social. Si l'enjeu est d'offrir à chacun une activité et de respecter les principes généraux de la prévoyance collective, ne convient-il pas d'imaginer des mécanismes qui partagent les sacrifices et organisent les compensations.

Les économies occidentales sont en effet parvenues à une situation où il n'est plus possible d'améliorer sensiblement la situation d'un groupe sans détériorer celle d'un autre, voire sans abaisser le niveau général. Certes, plus la croissance sera élevée et la productivité forte, moins l'effort sera pénible. Mais même dans cette hypothèse, la problématique a toute chance de demeurer en l'état. Aussi la responsabilité d'une Gauche de nouveau aux affaires est-elle de convaincre les Français, comme leurs représentants, que **l'organisation sociale est le levier du développement économique**. Trois illustrations permettent de mieux faire comprendre cette démarche.

1 - Le contrat salarial

La persistance d'un grave problème de compétitivité industrielle, notamment par rapport aux pays les plus développés confirme qu'il faut amplifier l'effort de rentabilité pour investir plus, bien plus. Mais le cycle « investissement, productivité, exportation » qui constitue la véritable issue pour la croissance et pour l'emploi impose la sagesse des rémunérations. Or, celle-ci ne sera obtenue que s'il est offert aux salariés de prendre une part effective aux choix industriels et financiers de l'entreprise. Dans cette perspective, on peut concevoir que dans nombre de branches industrielles ou de services, et au-delà d'un certain salaire de base, une partie (5 à 10 %) de la rémunération soit fonction des résultats de l'entreprise. Cette formule a l'avantage, lorsque la rentabilité est bonne, d'augmenter automatiquement le pouvoir d'achat et dès qu'elle se révèle plus mauvaise, d'éviter en tout cas de freiner les licenciements, grâce à l'adaptation des rémunérations. Mais ce mécanisme ne peut être accepté que si les travailleurs bénéficient d'une contrepartie sérieuse, notamment par **l'extension de la « démocratie productive »** : au minimum, l'élargissement des lois Auroux et l'association des personnels à la définition de leurs tâches, dans certains cas l'institution de fonds salariaux, au mieux *la codécision*, à savoir la présence des salariés au conseil d'administration de leur entreprise avec voix délibérative. Ressucée de la « participation » diront les esprits chagrins. Ils auront tort, la Droite ne l'a conçue que sous forme de diffusion de l'actionnariat individuel. Ce n'est pas le cas ici. Il s'agit, en fait, d'une version nouvelle de l'économie mixte.

2 - Le contrat-temps de travail

Le partage du temps de travail correspond à la fois à une nécessité économique, dès lors qu'elle aboutit à une meilleure utilisation et à une solidarité éthique, compte tenu du rationnement actuel du nombre des emplois.

Chacun s'accorde également, pour considérer que si le législateur doit fixer le cadre, c'est à la négociation collective qu'il appartient d'en déterminer les modalités pratiques. Mais parmi les principes fondamentaux, doit être inscrit une nouvelle fois le préalable de la contrepartie. L'acceptation d'une autre organisation du travail suppose l'accord sur les conditions de travail, le droit d'expression, la nature des embauches. **Toute concession doit donc être à l'origine d'un nouveau progrès. Le donnant, donnant est la seule chance d'introduire une souplesse positive (et non régressive) dans l'utilisation des hommes et des machines.**



3 - L'entreprise sociale

Le foisonnement contemporain des associations et fondations organisant des activités d'entraide (tiers monde, pauvreté, enfance en difficulté...) donne le jour à une initiative d'un type nouveau : l'entreprise sociale. Loin d'être une remise en cause de l'action publique, ces opérations en sont le plus souvent d'utiles compléments. L'État-Providence, aussi perfectionné soit-il, laissera toujours échapper de ses filets protecteurs des groupes ou des individus. Que des formes nouvelles de solidarité émergent, qui s'en plaindra ? Aussi convient-il de favoriser la création et la pérennité de ces « entreprises » par des mécanismes fiscaux appropriés.

Enfin, l'approfondissement de la démocratie sociale exige que des droits nouveaux soient conférés.

Le droit de tout individu de disposer d'un revenu et d'une activité. Le revenu minimum garanti est une première réponse. Mais il faut l'accompagner du devoir pour la société de fournir à chacun une activité (et non pas forcément un emploi). Les TUC ont été une première formule. D'autres systèmes peuvent être imaginés pour offrir à celui qui en fait la demande une tâche d'intérêt général.

Le droit d'accéder à tout âge à la culture et à l'éducation. La libération inéluctable du temps contraint suppose un nouvel art de vivre. Les initiatives locales, à multiples réseaux de financement, pourraient ainsi permettre l'ouverture de véritables « chantiers de la connaissance ». Il s'agirait autant d'offrir un recyclage professionnel que de favoriser l'éclosion de capacités créatrices, esthétiques, culturelles. En d'autres termes, le droit à l'éducation permanente.

Respecter la vie

Les événements qui ont le plus marqué les Français au cours de l'année 1986 ont été Tchernobyl, la pollution du Rhin et, d'une façon générale, les catastrophes naturelles. Or, curieusement, le débat politique a été sur ces questions là pauvre, sinon muet. Certes, l'écologie, dès qu'elle devient militante, voire totalitaire, c'est-à-dire dès qu'elle n'est plus reliée à une chaîne de causalités économiques et politiques, perd une bonne part de sa portée. Mais constatons qu'en Allemagne, en Italie, en Grande-Bretagne, la Gauche reconstruit son intervention autour de la qualité de la vie. La lutte contre les nuisances (le bruit, la pollution de l'air), la protection des ressources naturelles, le contrôle civil des technologies, et notamment du nucléaire, sont au cœur de ces préoccupations. Il faut s'inclure dans ce mouvement. D'abord parce que l'Europe achèvera peut-être son édification en prenant conscience des périls qui la menacent. Ensuite, parce que les atteintes aux équilibres naturels constituent la mise en cause d'un patrimoine qui est notre premier bien collectif. Enfin parce que la mobilisation morale contre les agressions industrielles peut devenir, si notre parti joue tout son rôle, un levier puissant à l'engagement politique. La plus formidable critique du capitalisme ne réside-t-elle pas dans sa capacité démesurée au gaspillage des richesses et des hommes ?

Or, dans ce domaine, c'est moins l'originalité des propositions que la force avec laquelle elles seront défendues qui constituera l'élément décisif :

1 - Mise en place d'une haute autorité du respect de la nature, composée des plus grands scientifiques français, voire européens. Elle serait saisie par tout citoyen et disposerait, grâce à ses investigations, du pouvoir d'arrêter certaines exploitations. Elles mettraient en garde les pouvoirs publics sur les risques technologiques en élaborant annuellement un bilan écologique.

2 - Organisation d'une lutte efficace contre le bruit. Avons-nous pris conscience que 20 % des Français souffrent de cette nuisance ? Un véritable code du silence pourrait être instauré, dont le premier principe serait

de faire payer les bruyants sur le modèle des redevances versées par les compagnies aériennes afin d'insonoriser écoles et hôpitaux.

3 - Concertation avec les pays européens avant toute installation de site dangereux. On peut même concevoir un système commun de contrôle de l'information.

La vieille Europe, une idée neuve

L'Europe est l'avenir de notre patrie. Sans elle, nous ne pouvons être ni forts, ni dynamiques, ni créatifs, ni ouverts. L'Europe est la première puissance commerciale du monde. Elle représente un espace unique au monde d'exercice concret des droits de l'homme et de protection sociale des personnes. Elle est un lieu original d'innovations technologiques et culturelles. C'est l'un des tout premiers centres de référence politique. Aujourd'hui élargie à 12, elle atteint sa dimension optimale. A nous, socialistes, de tirer parti de ces circonstances et, par surcroît, de la présence de l'un des nôtres, Jacques Delors, à la présidence des Commissions européennes, pour donner une impulsion décisive à l'édification de l'Europe. Parmi les approfondissements nécessaires des institutions européennes, la **nécessité d'une défense autonome ressort avec une intensité particulière.** Dans ce domaine, des approches théologiques opposées – indépendance absolue ou intégration multilatérale – ont longtemps freiné la mise en place de structures souples et le plus souvent bilatérales, seules capables de commencer le déblocage nécessaire. Avec la R.F.A., la France doit songer aux moyens de poursuivre la coopération dans le domaine conventionnel, peut-être en ayant recours au prépositionnement de matériels militaires sur le territoire allemand. Avec nos partenaires latins, Espagne, Italie, Portugal, il doit être possible de coordonner nos forces d'intervention et nos marines afin de mieux garantir ensemble la sécurité en Méditerranée occidentale, zone vitale pour l'indépendance de l'Europe. Avec la Grande-Bretagne, nos responsabilités communes dans le domaine nucléaire ne remettent pas en cause le caractère national de nos forces respectives de dissuasion, mais commandent la recherche d'une politique concertée à moyenne échéance.

Une agence européenne d'armements pourrait assurer l'harmonisation des matériels et la réduction des coûts dans le domaine conventionnel. Un programme spatial commun assurerait notre présence dans l'espace.

Sur un plan plus large, l'interopérabilité des armées doit être poussée par la conclusion entre pays européens d'accords comparables au Traité de l'Élysée entre la France et l'Allemagne, en matière de défense et de sécurité. Ajoutons que la recherche d'une redistribution optimale des capacités existantes milite pour une politique de défense commune qui se traduirait par une véritable harmonisation des choix budgétaires européens. Par ailleurs, une politique commune de lutte contre le terrorisme international serait le premier acte significatif d'une volonté de défense qui ne serait pas seulement verbale.

Mais pour avancer plus vite à douze, il faut des sprinters capables d'entraîner les autres : **une confédération franco-allemande** doit prendre le relais du traité de 1963 pour l'adapter aux exigences du moment. C'est à elle de montrer la voie des espaces communs : économique, social, monétaire, judiciaire, culturel.

Faire l'Europe doit enfin nous autoriser à plus d'ouverture sur le monde et à ne plus redouter chacun dans son coin une confrontation perçue comme démographiquement inégale avec la population du tiers monde et ainsi à faire reculer la xénophobie. Dans ce sens, **le droit de la nationalité pourrait replonger à ses racines.** Être français, devenir national ou européen, signifierait d'abord épouser un ensemble de valeurs fondées sur le droit, la liberté et la responsabilité. Il s'agirait dès lors d'adhérer à une civilisation politique. C'était le choix premier de la Révolution française, 200 ans après, elle aurait ainsi fait le tour du monde.



Au nom de la rose

D'abord ôter patiemment les épines

Autoriser le libre débat, vouloir une réflexion authentique, tels sont les objectifs du P.S. Elles sont uniques dans tout le champ politique. Mais quelle écrasante responsabilité ! Car on est jugé sur ses ambitions et pas sur celles de son voisin. Et pour dire les choses comme nous les pensons, il y a encore loin de l'ambition au résultat.

Examinons les trois premiers obstacles à notre réussite :

• **D'abord, le jeu des courants.** On dit que ce système est un mal nécessaire, soit, mais encore ne doit-il pas devenir un fléau inutile. Qu'en retiennent beaucoup d'adhérents et tant et tant de nos électeurs ? Rien de bon augure pour notre avenir. Le militantisme procédurier, les manœuvres, les mauvais coups présentés au nom d'on ne sait quelle grille de valeurs, comme autant de bons coups, les places à prendre, les coteries, bref un cynisme un peu facilement confondu avec l'habileté politique. Oublié l'enjeu du combat ! Mais attention, un jour aussi... perdus les électeurs !

La chose n'est pas nouvelle. N'est-ce pas François Mitterrand qui, en juin 1980, déclarait : « Tout parti a tendance à devenir une secte si l'on n'y prend pas garde et le P.S. ne doit pas se retirer dans une forteresse à l'intérieur de laquelle se retrouveraient des initiés avec leur langage ou bien leurs mots de passe... En arrière, ces concurrences, cette prime aux courants, ces petites chapelles, ces petits chefs qui se contredisent. »

• Le deuxième obstacle est lui aussi de taille et se résume ainsi : **y a-t-il place dans ce parti pour des gens qui ne seraient ni élus ni responsables nationaux ou locaux du P.S. ?** Certes, il nous faut des élus, et le plus possible. Certes, il faut un encadrement. Mais encore ? Il n'est pas possible de cantonner les adhérents dans le rôle figé de spectateurs d'un théâtre d'ombres assis loin de la scène et des coulisses, surtout qu'au prix des cotisations les places sont chères.

Hormis le clientélisme, là réside certainement une des raisons principales de la désaffection vis-à-vis de l'adhésion de beaucoup de nos électeurs au P.S. Cessons de trouver de mauvaises raisons psychosociologiques ou inhérentes à la nature de la société française pour occulter une responsabilité qui est d'abord, et en toute propriété, la nôtre. Ou alors que l'on explique pourquoi la France qui est un pays à haute activité associative reste aussi rétive à l'engagement politique ? Notre société, le mouvement de la jeunesse, comme celui des cheminots, le montre, veut plus de transparence dans la conduite des affaires et plus d'égalité : égalité et transparence, voilà déjà deux objectifs qui nous commandent d'éloigner les hiérarchies pesantes, les pouvoirs occultes et de faire de ce parti un regroupement libre d'hommes et de femmes doués de raison autre chose qu'une assemblée de clans écossais ou qu'un marché de tribus du désert. Enfin, il faut de la fraternité et de l'émotion sans quoi rien d'important ne se fera. Lionel Jospin en faisait le constat, et justement.

Aussi convient-il de ne plus attendre pour vraiment faire autre chose de notre communauté. 200 000 personnes, c'est déjà une formidable entreprise d'intelligence. Si nous aimions un peu plus l'égalité entre nous, si nous affectionnions un peu mieux la démocratie, ce serait une affaire autrement performante.

• Enfin, qui ne voit que **notre parti souffre à l'excès du virus présidentiel.** A l'évidence, personne ne peut ignorer ce phénomène. Mais s'il rythmait seul notre vie interne et nos débats, plus que le danger d'un parti à l'américaine ou les militants réduits au rôle de pancartes, c'est le péril de plus de parti du tout qui pointerait.

plier sur tous les sujets, à tous les échelons les actions de type « transcourants ». On vous l'assure, quelquefois ça tangué, mais avec le pied marin, on tient debout.

1 - Le Parti est un des intellectuels collectifs du pays. Il doit **multiplier les débats avec les meilleurs spécialistes sur toutes les questions intéressantes les Français** (défense, Tchernobyl, procréation artificielle...) avec pour objectif d'esquisser des problématiques et de susciter la réflexion autour de nos valeurs.

2 - Suivre le modèle de la création du réseau d'experts au niveau national en constituant **des structures d'expertises** au niveau des fédérations. Sur des sujets de plus en plus complexes (nucléaire, médecine, audiovisuel, nouvelles technologies), le débat politique, sans alimentation technique, perd toute crédibilité et ainsi sa spécificité propre.

3 - **Informers les adhérents.** Notre communication interne est aujourd'hui déficitaire pour ne pas dire inexistante. Seuls les grands médias permettent aux adhérents de suivre nos positions et d'apprendre l'existence de débats. En outre la cotisation doit d'abord servir à l'information des socialistes. C'est sur ce champ-là que la bataille se joue.

4 - **Réfléchir à l'élection à la direction du P.S. d'une partie de membres non présentés par un courant ;** dissocier la désignation des équipes fédérales du décompte des votes nationaux en adoptant le même mode de désignation ; mettre en place là où c'est possible des primaires par circonscription et associer de manière significative les proches du P.S. à la désignation du candidat. Bref, imaginer toute forme de fonctionnement qui désenclave les militants des courants. Passons du féodalisme à la République en faisant, cela va de soi, l'économie de la monarchie ; immerger enfin le Parti dans la société et à ce propos que ceux qui précisément savent le mieux nager ne viennent pas nous raconter avoir peur de l'eau !

5 - Après le Congrès, manifestons notre esprit d'ouverture en organisant **des assises de l'alternance**, au niveau national et fédéral, à l'instar de ce qui avait été organisé après 1974 par François Mitterrand. Voilà une bonne façon de préparer les présidentielles.

La société française que l'on présentait, hier encore, comme emmitoufflée, peureuse, boudinée dans le corset libéral s'est révélée porteuse d'une double aspiration moins contradictoire qu'il n'y paraît : la volonté d'autonomie, le souci d'égalité. Le libéralisme ne s'est attaché qu'au premier, sans le comprendre, et méprise le second sans en mesurer l'importance. Mais le rejet de la Droite ne sera notre victoire que si nous parvenons à donner une expression politique aux mouvements qui s'affirment et à nous ouvrir à tous ceux qui prennent en compte l'exigence démocratique. Bref, il s'agit, pour ne pas simplement hériter de l'impopularité du camp d'en face, de donner aux citoyens le désir de faire de la politique, c'est-à-dire l'envie d'être responsable de leur destin.

COMBAT

SOCIALISTE

BIMESTRIEL

Commandes à adresser au :
 Secteur entreprises - 10, rue de Solferino - 75007 Paris.

Pour tout renseignement :
 G. Martel : 45-50-34-35, poste 333.

Changer, c'est oser

Les adhérents, les responsables, les élus doivent oser franchir les barrières des courants, ces petites frontières de l'esprit ou l'initiative est assignée à résidence. Or, nous avons besoin de beaucoup d'initiatives. Il faut multi-

Alpes-Maritimes

Contribution N° 1

A propos de l'État

A l'heure des premières privatisations et plus largement des grands discours libéraux sur la nécessité de faire disparaître l'État du champ économique et d'une partie du champ social, nous devons exprimer clairement notre point de vue.

Nous récusons le « tout État » mais cette position ne saurait signifier que nous nous associons aux thèses libérales du « pas d'État ». Nous ne pensons pas avec les libéraux que l'État aurait des fonctions de « nature » (armée, police, justice, diplomatie) et des fonctions industrielles et financières qui seraient contre nature.

Nous ne reprendrons pas ici l'histoire du rôle de l'État dans les structures économiques, depuis le début de la première révolution industrielle à nos jours, dans notre pays.

Nous savons que la classe entrepreneuriale a le plus souvent manifesté ses faiblesses, ses insuffisances et son incapacité à promouvoir le développement économique.

Socialistes, nous sommes partisans d'une société d'économie mixte c'est-à-dire de la coexistence d'un vaste secteur privé et d'un puissant secteur public. Aussi devons-nous exprimer une position vis-à-vis des discours et des pratiques visant à réduire ou à détruire ce secteur public.

Cette position doit intégrer notre conception de développement économique et social et l'expérience de notre législature.

Nous ne pouvons pas proposer, a priori et purement et simplement, la renationalisation de chaque entreprise qui est ou sera privatisée et nous ne devons pas non plus gommer la nationalisation de nos écrits et de nos propositions.

Soyons lucides !!

– Être lucide c'est être conscient que la problématique Privatisation-Nationalisation n'est pas ressentie comme déterminante (dirimante précisément) par la majorité de nos concitoyens, y compris ceux qui sont salariés des entreprises publiques (celles d'avant 1981 et celles de 1981). L'une des raisons réside vraisemblablement dans le fait que bien qu'il y ait eu une loi de démocratisation du secteur public, dans un contexte de crise économique, la vie n'a pas significativement changé pour ces salariés.

– Être lucide ce n'est peut-être pas proposer, aujourd'hui, automatiquement, la renationalisation de Saint-Gobain (à 51 ou 100 %) dès notre retour au pouvoir. Mais disons et répétons chaque jour à nos concitoyens que si les « libéraux » peuvent aujourd'hui vendre à un million et demi d'actionnaires ce qui était à travers la nationalisation la propriété de 52 millions, c'est que cinq ans d'une gestion publique avaient transformé un moribond en un champion.

– Être lucide c'est ne pas oublier que les groupes industriels nationalisés en 1981 étaient pour l'essentiel dans un état de délabrement complet. Ce délabrement générant un affaiblissement général de la puissance industrielle de notre pays dans le monde, dans le contexte d'une division internationale du travail quasi incontournable. N'oublions pas non plus que ce délabrement était le produit direct de 10 ans d'une politique de sous-investissement conduite par des actionnaires plus imprégnés d'une logique patrimoniale (retirer les bénéfices) que d'une logique entrepreneuriale (réinvestir).

Constatons que notre politique de nationalisation des groupes industriels a été un succès économique et un relatif insuccès social. Par contre nous ne sommes pas parvenus à réorienter de manière significative la politique conduite par les grands groupes financiers nationalisés : Paribas et Suez en particulier.

La stratégie de ces groupes est pour l'essentiel contradictoire avec le minimum de cohérence que l'on peut souhaiter pour le développement d'une politique industrielle pour notre pays.

Nous pouvons constater que la privatisation du premier de ces groupes (Paribas) se dessine avec une volonté délibérée des pouvoirs publics de ne pas trop diluer le capital au contraire de Saint-Gobain où ces derniers se sont acharnés à la dilution. Étranges libéraux qui imposent par la réglementation au marché boursier leurs calculs politiques.

Nous devons en ce domaine ramener au secteur nationalisé ce groupe financier et trouver les moyens d'infléchir significativement ses choix.

Cinq ans de pouvoir nous ont appris la réalité de la gestion et le pragmatisme.

Aujourd'hui dans l'opposition, nous serons tous bientôt de nouveau en charge de notre pays.

Soyons pragmatiques : ne nous corsetons pas dans une liste définitive et exhaustive d'entreprises à nationaliser mais ne nous privons pas non plus a priori de l'outil que peut constituer l'entreprise nationalisée pour notre politique.

Contribution N° 2

« Tout enfant peut-il jouir de l'égalité des droits de la nation ? »

François Mitterrand, à Auxerre, le 25 novembre 1986

Les étudiants et les lycéens viennent, en remportant leur magistrale victorieuse contre le projet Devaquet et la réforme Monory, de remettre au premier rang de l'actualité le combat pour l'égalité des droits de tous les citoyens devant l'instruction. En contraignant Jacques Chirac à la « pause », ils ont porté un premier coup d'arrêt au libéralisme sauvage de la Droite, en lui opposant leur aspiration à la démocratie et à l'égalité des droits.

Ce mouvement a montré la nécessité d'opposer au libéralisme ce qui est au cœur et fonde la Gauche : la démocratie et l'égalité des droits. Car aujourd'hui, c'est bien la notion même de l'égalité des droits héritée de la Révolution française qui est atteinte par la cascade de mesures prises par la Droite au pouvoir. Il n'est pas un domaine de la vie sociale qui ne soit épargné par la fièvre libérale, qui veut conduire à la reconnaissance de droits différents en fonction des moyens différents dont disposerait chaque individu : on aurait ainsi des droits différents devant l'instruction, devant la santé, devant la justice, devant le travail.

Face aux mesures inégalitaires du libéralisme de la Droite, les socialistes, en réaffirmant leur combat de toujours pour la démocratie et l'égalité des citoyens devant la loi, peuvent répondre à l'espoir de toute une jeunesse, et redonner confiance et initiative aux forces de gauche.

Les tenants du libéralisme usent et abusent du mot liberté. Aux socialistes de réaffirmer que la liberté et la démocratie c'est l'égalité de tous devant la loi.

En premier lieu l'égalité de tous dans l'accès au travail, avec une rému-



nération complète garantie, permettant au travailleur de subvenir aux besoins des siens.

L'égalité des droits devant l'instruction :

– la constitution de 1793, fidèle en cela à l'esprit de la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, stipulait :

« *L'instruction est le besoin de tous. La société doit favoriser de tout son pouvoir les progrès de la raison publique et mettre l'instruction à la portée de tous les citoyens.* »

Conformément à ce principe, toute démocratie se doit d'assurer à tous les élèves la possibilité d'accéder aux mêmes connaissances, aux mêmes diplômes nationaux. Elle s'oppose ainsi au vieux rêve de la Droite : casser l'école de la République en organisant la concurrence entre les écoles et, par voie de conséquence, la concurrence entre les familles.

L'égalité dans l'accès aux soins :

– l'égalité dans l'accès aux soins est assurée par la Sécurité sociale, instrument de solidarité, dont la conquête progressive depuis 40 ans doit être soutenue comme irréversible. L'assurance maladie fait l'objet d'une large remise en cause dans son rôle comme dans son fonctionnement : on tente de réduire la qualité des soins et d'en limiter l'accès par des mesures aux effets inexorablement inégalitaires. Ainsi, la diminution de la couverture sociale, sa privatisation éventuelle, touchent et toucheront de façon sélective, comme le démontrent les analyses économiques, les couches les plus défavorisées de la population.

L'égalité devant la justice, garante de la sécurité des citoyens :

– dans ce domaine, il faut réaffirmer avec force ce qui est inscrit dans la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen de 1789 :

« *Art. 1 : Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit.* »

« *Art. 8 : Tout homme est présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable.* »

Ces principes prennent tout leur relief face aux mesures – et à la pratique – de Pasqua et Chalandon, dont certaines d'entre elles paraissent se

trouver à plusieurs titres en contradiction avec l'esprit républicain du droit français. Il en est ainsi de la liberté plus grande d'intervention de la police qui amenuise d'autant la compétence de la justice, au risque de créer un fossé entre la police et la population qu'elle est censée protéger. Les déclarations de Pasqua après les bavures de cet été et l'utilisation des forces de police lors des manifestations des étudiants tendent à agrandir ce fossé dangereux pour la démocratie. Il en va de même de l'atteinte à la présomption d'innocence qui, à la liberté d'aller et de venir, oppose la nécessité de justifier en permanence de son identité. La remise en cause du droit d'asile par l'intervention du ministre de l'Intérieur court-circuitant en amont l'action de la justice s'inscrit dans la même logique.

Égalité des droits Français-immigrés

Les mesures prises par Pasqua-Pandraud et Chalandon, concernant notamment le retour à la procédure administrative pour les reconductions à la frontière, ainsi que le projet Chalandon de réforme du Code de la nationalité excluant une partie de la population, en particulier les jeunes, de l'accès à la citoyenneté, sont autant de mesures destinées à justifier l'injustifiable : refuser à toute une catégorie de la population, au nom de ses particularités, des droits que l'on reconnaît aux autres, l'exclure de la sphère de l'application de ces droits. Le racisme tient tout entier dans cette exclusion.

Le racisme est une tumeur maligne qui, partant du rejet d'une communauté particulière choisie comme bouc émissaire, finit par envahir tout le corps social comme une haine de l'autre. C'est pourquoi il faut s'élever contre tout discours discriminatoire qui reviendrait à revendiquer des droits différents. Admettre de tels droits serait nier des droits égaux pour tous et par là même légitimer les inégalités. Seule l'égalité des droits peut permettre et garantir un véritable respect des diversités culturelles.

Le combat pour l'égalité des droits est le combat d'actualité qui prend ses racines dans les traditions démocratiques et républicaines de la Gauche, il revient aux socialistes de le mener.

Aveyron

Socialisme et institutions républicaines

Le Congrès que nous préparons ne doit pas laisser hors de ses débats le thème ancien mais toujours d'actualité de la réforme de nos institutions.

Si les Gouvernements des années 81-86 n'ont pas donné suite aux différentes propositions formulées par notre Parti, c'est parce que le plus urgent pour débloquer la société essouffée dont nous avons hérité est apparu être la décentralisation. L'œuvre menée par Gaston Defferre sous l'impulsion de François Mitterrand visait à transformer complètement la fonction d'État traditionnelle en France et, par là, à approfondir concrètement notre idéal de démocratie réelle.

A ce sujet, nous devons rapidement nous mobiliser pour défendre les acquis de la décentralisation et, si possible renforcer l'expression de « la volonté locale citoyenne » par une pratique militante adéquate, en liaison avec les associations, les syndicats, les groupements d'usagers. Certes, nos élus régionaux, par leur action, contribuent à mettre en valeur l'importance pour les citoyens d'avoir des responsables au contact de leurs problèmes quotidiens : les premières journées nationales des Conseillers régionaux socialistes à Lille ont souligné l'indispensable et vitale coordination permanente des actions décidées en assemblée régionale.

Mais au-delà de cette pratique à améliorer tant au niveau des élus que des militants, le second volet indispensable à l'approfondissement de notre démocratie reste la mutation nécessaire des principaux organes de l'État.

Les socialistes ont cru pendant longtemps qu'il fallait bouleverser les institutions de la V^e République. Cette approche théorique a perdu de sa pertinence à la lumière de nos expériences gouvernementales.

Le respect des institutions, l'équilibre des pouvoirs restauré par une Gauche ayant réussi l'alternance, avait relégué le débat sur la Constitution au deuxième plan pendant cinq ans.

Aujourd'hui, c'est paradoxalement depuis le 16 mars 1986 que le gouvernement Chirac par son autoritarisme et sa maladresse à l'égard du Parlement, par la mise en cause du Conseil constitutionnel, mais aussi par sa tentative de laminer les réformes liées à la décentralisation, oblige les socialistes à s'interroger à nouveau dans l'immédiat sur les institutions de la V^e République, leur maintien en l'état ou leur adaptation à la nouvelle donne politique.

S'il est acquis que nos institutions sont plus souples qu'elles n'étaient apparues à beaucoup d'entre nous pendant des années, il faut bien mesurer ce qu'apporte la cohabitation aujourd'hui et faire en sorte que l'équilibre des pouvoirs et la répartition des responsabilités s'opèrent au profit d'un fonctionnement démocratique harmonisé. Pour ce faire point n'est besoin de chambouler notre Constitution. Deux retouches suffisent pour donner un plus juste équilibre aux organes de l'exécutif et du législatif : l'une peut être envisagée dans l'immédiat, l'autre dans la perspective d'une victoire du candidat des socialistes à l'élection présidentielle de 1988.

Réduire le mandat présidentiel à cinq ans

Dans l'immédiat, la réduction à 5 ans du mandat présidentiel peut constituer à lui seul un renouveau institutionnel fondamental. Cette réforme est d'autant plus facile à mettre en œuvre que depuis 1973 un projet de loi repose à ce sujet dans les cartons de la République et peut être soumis à référendum par le président de la République au moment qu'il juge le plus opportun.

Raccourcir le mandat présidentiel est de fait une idée permanente des socialistes sous la V^e République : faut-il rappeler que Gaston Defferre pré-



conisait déjà cette réforme en 1963 ? Mais aujourd'hui, cette proposition a pour intérêt déterminant d'éviter, quelle que soit la majorité parlementaire, que le pouvoir exécutif n'écrase le pouvoir législatif : c'est vrai dans l'hypothèse où les majorités parlementaire et présidentielle sont semblables mais c'est aussi le cas lorsque ces deux majorités s'opposent. En effet, le président aura d'autant plus de légitimité et donc gardera d'autant plus de pouvoirs entre ses mains que son mandat sera court. La dualité des pouvoirs au sein de l'exécutif aura pour conséquence à terme de renforcer le pouvoir législatif de l'Assemblée.

Or, la juste répartition des pouvoirs entre l'exécutif et le législatif correspond à la fois à une démocratisation de nos institutions mais aussi aux aspirations présentes de nos concitoyens. Tirer parti de la cohabitation dans le sens d'un meilleur équilibre des pouvoirs souhaité par la grande majorité des Français, c'est proposer dans des délais rapprochés la réduction du mandat présidentiel.

Réformer la Constitution

Dans la perspective de 1988, les socialistes doivent exiger de leur candidat à la présidence de la République l'abrogation de l'article 16 de la Constitution marqué des stigmates d'une France peureuse. Cet article dont

toutes les forces de progrès ont souligné les dangers n'est plus d'actualité. La cohabitation lui a donné, sans aucun doute, le coup de grâce. En effet, tous les démocrates doivent exiger des institutions qui n'admettent plus le fait que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics puisse être interrompu. Ce sera une œuvre de modernisation institutionnelle, celle que les socialistes se doivent de mener à terme. La Constitution de la V^e République ne peut faire l'objet de dévotion. Dans ce cas, les retouches institutionnelles que nous avons proposées peuvent poser les premiers jalons.

Enfin, il ne me paraît pas inutile après les manifestations de la jeunesse de cette fin d'année 1986, manifestations qui ont à la fois marqué l'attachement de toute une génération à la démocratie mais aussi à l'expression directe dans le cadre des institutions de la République, de proposer à l'ensemble du Parti une réflexion sur l'expression référendaire : le référendum d'initiative populaire existe dans les démocraties les plus avancées. Il a été utilisé de façon parallèle par des communes. Il convient de poser le problème de son introduction, à terme, dans les institutions de la République.

Notre Parti se doit de débattre de ces sujets, d'approfondir sa recherche pour plus de démocratie, pour proposer une Constitution moderne efficace et capable de durer en dépit des turbulences politiques et économiques.

L'espoir de créer pour les hommes du XXI^e siècle, une France de Liberté, d'Égalité et de Fraternité est entre nos mains.

Creuse

La Commission exécutive fédérale de la Creuse dans le cadre de la préparation du Congrès a souhaité aborder un point qui concerne particulièrement les régions et les départements défavorisés et qui touche au développement local, aux questions agricoles et plus généralement à l'aménagement du territoire.

Aujourd'hui notre secteur souffre d'un certain nombre de handicaps : sa position géographique que provoque l'éloignement des grands centres économiques est pour certaines productions un désavantage sérieux car cela entraîne un surcoût non négligeable pour les transports.

Par ailleurs, d'une part la faiblesse de la population locale ne constitue pas un débouché suffisant et d'autre part pose parfois des problèmes pour trouver une main-d'œuvre qualifiée.

Il nous semble que les pistes pour un développement de l'emploi par le renforcement des entreprises existantes et la création de nouvelles passent par une conjonction d'efforts locaux et nationaux.

Au niveau local, il est vrai que certaines municipalités relayées par le Conseil général et le Conseil régional ont déjà une politique d'aides ou d'incitations qu'il faut poursuivre.

Les efforts doivent se porter aussi sur le **développement local** par la coopération entre les communes comme le rendent possible les chartes intercommunales qui doivent permettre des réalisations concrètes.

Ce cadre doit faciliter une collaboration entre le secteur bancaire regroupé et les collectivités locales qui devrait permettre :

- le fonctionnement d'un fonds de garantie des emprunts efficace ;
- la mise en place de crédits adaptés ;
- la négociation d'un désendettement au cas par cas des entreprises.

La formation des jeunes et leur qualification professionnelle doivent aussi être envisagées au niveau local et régional en relation avec l'État.

Notre département ne peut envisager un développement que grâce à une politique d'aménagement du territoire. Or, depuis le 16 mars ce secteur a été pratiquement vidé de son contenu par le gouvernement actuel. Nous, socialistes devons continuer de proposer une **politique d'aménagement du territoire** adaptée aux particularités des départements et des régions défavorisés.

En Creuse la structure de l'emploi est assez sensiblement différente des moyennes nationales :

- 30 % dans le secteur agricole
- 20 % dans le secteur secondaire
- 30 % dans le secteur tertiaire

et le taux de chômage par rapport à la population salariée est bien supérieur à la moyenne française.

La politique d'aménagement du territoire doit se faire sentir dans plusieurs domaines :

- Par la mise en place des infrastructures indispensables au développement économique notamment dans le domaine des communications routières, ferroviaires mais aussi téléphoniques et télématiques.

- Par l'encouragement à des implantations ou des investissements notamment dans le secteur agro-alimentaire qui doit impérativement se développer dans une région rurale comme la nôtre.

Pour ce faire on peut imaginer des mesures telles que :

- des facilités sur les coûts de l'énergie pour rendre les prix des transports moins pénalisants,
- la diminution des charges comme dans certains pôles de conversion,
- des incitations fiscales diverses.

Nous savons bien que la concurrence sauvage entre les régions, voulue par la logique du libéralisme économique, risque de faire de la Creuse une vaste « réserve naturelle ».

Dans le domaine agricole, face à la droite qui pratique une politique électorale visant à créer un état de dépendance et d'asservissement, il appartient au Parti socialiste d'élaborer des propositions **pour une politique de sauvegarde des régions très défavorisées** dont le découpage doit être basé sur des critères objectifs tels que le niveau de revenu, la densité de population, le produit brut départemental, l'existence ou non de services...

Le domaine agricole et rural constitue le noyau dur de l'économie de ces zones et des mesures prioritaires sont indispensables.

1) Exclure ces zones du champ d'application de toute mesure de limitation des productions (quotas, gel des terres, extensification, etc.). Un seul exemple, celui des quotas laitiers : les mesures d'incitation à la cessation d'activité ont eu un impact tel que la production a chuté de 15 % en Creuse alors qu'elle continue à augmenter en Bretagne.

Ce phénomène se reproduira toutes les fois que l'on appliquera les mêmes mesures d'aide sur l'ensemble du territoire et cela risque à court terme de provoquer la disparition de la production laitière dans notre département avec tous les emplois qu'elle induit sans que le problème des excédents laitiers soit le moins du monde résolu.

Toute politique de sauvegarde de nos régions ne peut être basée que sur une incitation au développement et non sur un concept d'assistance comme cela est actuellement le cas. En effet, les caractéristiques de notre agriculture sont :

- un faible niveau de productivité,



- une agriculture économe en consommations intermédiaires,
- un rapport capital/revenu très élevé,
- des structures foncières déficientes,
- un niveau de formation insuffisant.

Dans ce contexte toute solution sérieuse au problème du revenu passe par un régime de prix différencié avec quantum mais surtout par l'amélioration de la productivité par travailleur. Cette dernière possibilité doit être offerte à tous ceux qui sont capables de dynamisme et cela n'est compatible ni avec les quotas laitiers ni avec le gel des terres.

2) Une politique d'aménagement foncier très volontariste.

Pour ce faire, il faut :

- revoir complètement le mode de calcul de la D.G.E. départementale qui doit être basée sur les besoins et non sur les travaux réalisés au cours des dernières années,

- rechercher des voies de financement exceptionnelles notamment au niveau de la C.E.E.

3) Une politique de crédit adaptée aux particularités des zones d'éle-

vage (cycle de production très long, faible rentabilité des capitaux, nécessité de privilégier les investissements productifs tels que le cheptel).

4) Une politique de formation dynamique. L'attribution des aides au développement devrait être conditionnée non seulement par un niveau de formation professionnelle mais aussi par l'engagement d'un perfectionnement ultérieur (plan de formation continu).

Notre département a des handicaps, il a aussi des atouts mais ne pourra les développer à lui seul.

Son potentiel économique, humain et de qualité de vie ne peut être abandonné. La réduction des inégalités qui est une volonté constante pour les socialistes ne doit pas s'appliquer seulement aux individus mais aussi aux différentes zones du territoire et nous demandons que la plate-forme socialiste pour les prochaines échéances prenne en compte pour tous les secteurs d'activités la notion d'aménagement différencié du territoire par une réelle solidarité interrégionale.

Notre vieille terre creusoise a beaucoup donné et donne encore beaucoup au socialisme, elle espère en retour la solidarité de tous les socialistes.

Français à l'étranger

La contribution de la Fédération des Français à l'étranger reprend les motions votées lors de la dernière Convention fédérale et divers textes proposés par les sections. Elle présente les thèmes auxquels les socialistes français à l'étranger sont plus particulièrement sensibles.

Les derniers développements de l'actualité nous confortent par ailleurs dans l'idée que le courage politique est loin d'être suicidaire. Nous souhaitons donc que le Parti prenne en compte les perspectives qui s'inspirent d'une conception tout à la fois large et concrète des droits de l'homme.

Nos propositions ne prétendent pas à l'originalité mais présentent à nos yeux un caractère d'urgence véritable.

Elles se développent autour de six thèmes :

- *démocratie* ;
- *francophonie* ;
- *ouverture aux autres* ;
- *aide au développement* ;
- *sauvegarde de la nature* ;
- *solidarité internationale*

qui sont des valeurs de nature à éclairer et conforter notre réflexion et notre engagement socialiste.

Pour une vie démocratique des Français à l'étranger

- Il faut agir pour assurer dans les meilleurs délais une juste répartition des sièges au Conseil supérieur des Français de l'étranger dont la Gauche sera exclue par le nouveau système électoral. Le retour à l'esprit de la loi du 7.06.1982 s'impose : elle offrait pour la première fois un choix des membres du C.S.F.E. par le suffrage universel et une élection démocratique des sénateurs.

- Il faut faire avancer l'Europe des citoyens à la suite de la ratification de l'acte unique, par :

- la liberté d'établissement ;
- l'équivalence des diplômes ;
- l'abolition des permis de séjour ;
- la simplification des mesures administratives ;
- l'unification des règlements sur la nationalité ;
- l'affirmation du droit à la binationalité, notamment en demandant la dénonciation de la convention de Strasbourg.

Tous les progrès accomplis dans le cadre européen devront servir de base pour la recherche d'accords internationaux dans le reste du monde.

Pour le développement de la Francophonie :

- Il faut garantir les conditions de liberté et d'indépendance de Radio France Internationale qui en ont fait depuis 1981 une radio adulte, compétitive, un élément essentiel par son audience et sa pluralité de la diffusion par la France de sa langue, de sa culture et de ses valeurs.

- Nous devons repenser le fonctionnement des établissements scolaires et culturels à l'étranger :

- pour préserver leur nombre et leur qualité ;
- pour favoriser la scolarisation des enfants francophones.

- Enfin le développement de la francophonie image et projet d'un espace futur de démocratie devra se faire dans le respect et le soutien des cultures de chacun ; la première condition est l'intérêt que nous, socialistes, devons lui porter.

Pour les immigrés en France

Notre lutte doit s'accroître pour mettre définitivement en panne le projet réactionnaire sur le Code de la nationalité, pour l'abrogation de la loi du 9 septembre 1986 sur l'entrée et le séjour des immigrés en France. Telles sont les premières nécessités.

Mais il faut aller plus loin et :

- déclarer solennellement notre volonté d'intégration des étrangers en France, et notre reconnaissance de la qualité de Français à part entière pour leurs enfants ;

- engager toutes les municipalités socialistes à assurer la présence consultative des immigrés dans les conseils municipaux, étape nécessaire à la meilleure compréhension des communautés, étape qui mènera au vote des étrangers résidents dans les élections locales.

Pour l'aide au développement

Contre l'offensive anti-tiers-mondiste, accélérons la réflexion sur les nouvelles formes de l'aide au développement, sur la coopération décentralisée.

Répétons, expliquons opiniâtement en France même que, bien au-delà de la simple charité et de la générosité, le développement des pays pauvres est une nécessité vitale pour nous ainsi que pour l'équilibre et la paix du monde.

Intégrons véritablement cette réflexion dans la recherche des solutions économiques qui ne sauraient plus être hexagonales - qu'elle progresse également au niveau européen d'abord, mondial ensuite, c'est pour nous une tâche prioritaire.

En somme mettons la France, d'abord, en « état de coopération ».



Pour la protection de l'environnement

Il n'est pas question de renoncer aux technologies modernes. Mais, loin des utopies bucoliques ou passéistes nous affirmons l'urgence vitale d'une prise de conscience : il faut sauver le milieu naturel en commençant par les eaux et forêts.

Ceci doit être inclus dans notre réflexion sur le développement industriel et économique : une logique de la croissance sans mesures de protection et de régénération de l'environnement n'est tout simplement plus envisageable.

Il faut repenser l'évolution de la recherche, la production d'énergies non polluantes. Ces dernières trouveront notamment leur place au niveau de

l'utilisation par les particuliers et les petites collectivités. Il faut enfin populariser plus que jamais les économies d'énergie.

Exigeons pour commencer la mise en application immédiate par la France et les autres États membres des directives communautaires sur la protection de l'environnement.

La Fédération des Français à l'étranger, s'exprimant au nom des socialistes français expatriés, riche de leur expérience, de leurs contacts avec le monde entier, avec les travailleurs et les exploités, demande au parti, à travers et au-delà des thèmes esquissés, de prendre, à l'occasion du Congrès de Lille, encore plus vigoureusement en compte le thème de la solidarité internationale, dans ses textes autant que dans sa pratique.

C'est un objectif pédagogique majeur à fixer au parti.

Loir-et-Cher

Pour de nouveaux rapports sociaux : démocratie, solidarité, égalité

Le plein emploi devrait être l'objectif prioritaire des pays développés parmi lesquels la France se compte. Rester dans les cinq pays du monde les plus évolués suppose un développement considérable de l'éducation et de la formation des acteurs de la vie professionnelle et sociale, ainsi qu'une nouvelle organisation de la production, qui implique elle-même de nouveaux rapports sociaux fondés sur la solidarité et l'égalité.

Car au cœur des valeurs de la Gauche se trouve l'idée que le travail pour tous, l'éducation et la sécurité face à la maladie et à la vieillesse, sont des droits fondamentaux au même titre que la liberté d'expression ou d'association.

Tout en luttant pour atteindre ces objectifs, ce qui va demander du temps, on peut progresser dans le bon sens en mettant rapidement en application les propositions résultant de l'étude de quatre thèmes principaux :

- développer la création d'entreprises petites et moyennes ;
- agir pour l'éducation et la formation ;
- organiser et réduire le temps de travail ;
- assurer une solidarité efficace avec les demandeurs d'emploi.

Développer la création de P.M.E.

Après avoir redressé les comptes financiers des entreprises nationalisées, comme le prouvent les démarches actuelles de privatisation, il nous faut nous tourner vers le secteur des entreprises petites et moyennes qui offrent les meilleures perspectives de création d'emplois.

Pour augmenter globalement le nombre des emplois, il s'agit de favoriser la création d'entreprises en cultivant un état d'esprit entrepreneurial chez les jeunes et en mettant en place les conditions propices à leur installation.

La première mesure est la réalisation de zones aménagées, voire bâties en tous cas viabilisées. Cela suppose une politique régionale, départementale et municipale affirmée dans ce sens.

- Créer un grand service public national pour l'emploi et supprimer les entreprises privées de travail intérimaire est la seconde.

D'autres mesures sont nécessaires, elles incombent à l'État et concernent surtout des aspects financiers :

- Inciter à l'investissement productif et immatériel par des aménagements fiscaux, plutôt que par des aides directes dont le contrôle est très aléatoire.
- Encourager la baisse des taux d'intérêts, mais elle est très liée au contexte mondial.

Par rapport aux résultats actuels un double effort des entreprises dans le sens d'une meilleure qualité du produit et du service après vente devra être mis en œuvre. Enfin, au plan commercial, des progrès sont à réaliser tant sur le marché intérieur, que sur le marché extérieur face à une concurrence internationale très vive.

Agir pour l'éducation et la formation initiale et continue

Ce problème important, dont les effets sont douloureusement ressentis par la génération actuelle, va peser lourdement sur la génération suivante. Il se présente à nous sous deux aspects, qualitatif et quantitatif : qualitativement il nous faut plus que jamais maintenir les principes républicains d'égalité devant l'éducation et de gratuité du service public de la formation. Ceci impose que l'on refuse la privatisation des universités, que l'accès en reste largement ouvert à tous et que les filiations en soient sécurisantes pour les étudiants.

Il s'agit de mettre en harmonie l'éducation du citoyen, la formation des personnes, les besoins présents et futurs de l'économie, la polyvalence dans une famille professionnelle, l'aptitude et le goût à apprendre, de manière à évoluer sur une trajectoire ou éventuellement à changer de trajectoire. Il faut mettre à l'étude une formule de crédit d'éducation reportable la vie durant sur la formation continue.

Si la formation générale pose des problèmes d'éthique et de choix culturel, il n'en va pas de même pour la formation technologique qui a des implications financières importantes.

La solution est donc de définir une bonne politique de formation technologique et de se donner les moyens de la réussir.

Considérant qu'un jeune non qualifié a et aura sa vie durant des difficultés considérables à s'insérer dans la vie active, il importe de densifier tout en le diversifiant le réseau de la formation professionnelle, pas seulement en entreprise mais aussi dans un service public rénové.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire technologique, l'effort pour le rendre attractif, en direction des jeunes, doit être continué. Une meilleure répartition des lycées doit être envisagée. Certains départements étant mal pourvus cela pose aux familles les problèmes de transport, d'internat, de financement. Il en résulte que 48 % d'une classe d'âge cesse ses études au niveau de la seconde.

Certaines spécialités importantes, comme la productique, appellent un consensus national sur la stratégie de la formation, sur le prix que le pays est prêt à y accorder, ainsi que les modalités de leur financement.

Pour l'enseignement supérieur, le premier cycle doit être étendu. Un développement des I.U.T. et B.T.S. sur tout le territoire est souhaitable, plusieurs par département en fonction du nombre d'habitants.

Dans le domaine de la formation, un faible niveau de revenu des familles doit être compensé par une allocation d'étude.



Organiser et réduire le temps de travail

On ne peut dissocier l'organisation du travail d'une recherche d'accroissement de la productivité qui utiliserait mieux et plus longtemps les équipements tout en réservant les temps techniques de maintenance.

Plus de liberté pour les travailleurs, c'est choisir et participer à la gestion de leur temps de travail en prenant en compte les contraintes de l'entreprise et les contraintes de la vie sociale et familiale.

Des formules de temps choisi peuvent être avancées, prenant en compte des éléments de travail spécifiques et des éléments de formation, ainsi que des plans d'insertion diversifiés accompagnés de formation.

Les contreparties apportées à cette nouvelle organisation seraient l'ajustement du temps global sur une moyenne ; la négociation de l'objectif des 35 heures, l'accès aux gains de productivité ce qui implique une gestion transparente ; l'instauration d'un système de promotion interne en relation avec la participation à la formation continue.

Assurer la solidarité efficace avec les demandeurs d'emploi

Les défaillances du système de protection sociale et la précarité de nombreuses situations résident dans le lien étroit qui associe aujourd'hui travail salarié, droit à la protection et base des cotisations sociales.

Le travailleur salarié cotise (pour lui et pour les non-salariés dont il comble en partie les régimes déficitaires) et bénéficie pour lui et pour ses ayants-droit de toutes les prestations sociales.

Vu sous cet angle, le chômeur est un manque à gagner pour l'assiette des cotisations et perd à plus ou moins long terme tous ses droits à prestation.

C'est l'enchaînement des « trous » : les « trous » du système de protection

côtoient le « trou » de la Sécurité sociale car ils ont la même origine : la perte d'emploi ou le non-accès au travail.

Lutter pour l'emploi c'est enrayer cette logique.

Le congrès de Toulouse et certaines mesures des gouvernements socialistes avaient ouvert la voie. Il faut poursuivre et annoncer que dès le retour au pouvoir, les socialistes se fixeront et privilégieront deux objectifs :

1. Instaurer le minimum social garanti

Le congrès de Toulouse avait adopté cet important principe : attribuer une ressource minimum à qui est privé d'emploi. Il nous faut à l'occasion du congrès de Lille débattre de ses modalités d'application et en particulier considérer sans doute que le minimum social garanti aura pour l'allocataire une contrepartie dans un travail minimum que le citoyen devra à la société qui le secoure.

2. Fiscaliser une partie des recettes des régimes de protection sociale

C'est plus juste : toutes les classes sociales paient et sont mises à contribution, même si le système fiscal reste en attente de réformes profondes qui nous incomberont et qui devront aboutir à plus d'égalité.

C'est plus efficace : élargir l'assiette des prélèvements sociaux obligatoires augmente et stabilise le total des recettes.

La contribution exceptionnelle de solidarité de 1 % sur les revenus imposables avait, pour les recettes, tracé une direction qu'il faut approfondir.

Instaurer le minimum social garanti et substituer pour partie l'impôt aux cotisations de Sécurité sociale voici les deux directions d'une solidarité efficace.

Mettre en place une politique sociale digne des hommes et des femmes en excluant les phénomènes opportunistes et aléatoires relevant de la charité. Cette politique sociale sera prise en charge par les collectivités publiques et par les entreprises sous des formes différentes et appropriées.

Loire

La situation économique de la Loire est très fortement marquée par un chômage endémique, ce qui apparaît d'autant plus, que notre département, intégré dans la région Rhône Alpes, connaît un environnement, lui, relativement propère. Et encore, on pourrait se demander ce qu'il en serait si la fermeture des mines n'avait pas été gérée dans une période de forte croissance économique, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui avec le déclin de la sidérurgie qui intervient dans un contexte tout à fait différent.

Cette situation nous impose comme priorité le développement économique, la création de nouvelles activités afin de redonner vie, espoir à tout notre département.

Notre Convention Fédérale sur l'emploi a longuement abordé ces questions en affirmant que, même s'il ne suffisait pas de « vouloir » pour « réaliser », la volonté de croissance pour l'emploi était cependant la première des conditions pour la lutte contre le fléau du chômage.

Pour nous, cette volonté doit s'exprimer à trois niveaux :

La puissance publique :

L'Aménagement du territoire

Que ce soient les collectivités locales ou l'État, la collectivité publique doit avoir un rôle moteur sinon décisif dans le redressement d'une région « sinistrée » comme la nôtre, car il nous apparaît que sans un minimum de planification notre département disparaîtra très rapidement en tant que zone économiquement active.

Ainsi l'abandon par la Droite de la politique des pôles de conversion mis en place par les deux gouvernements de la Gauche et la suppression des primes d'aménagement du territoire sont particulièrement dommageables à des régions comme la nôtre.

Alors que les élus socialistes locaux ont tout mis en œuvre pour la réussite de cette politique de solidarité inter-régions, les collectivités territoriales

gérées par la Droite n'ont pas fait l'effort d'accompagnement nécessaire pour donner le maximum d'efficacité à cette mesure.

Dans la perspective d'une reprise rapide du pouvoir, il faudra nous interroger sur les objectifs de cette planification et sur les moyens de sa mise en œuvre : comment améliorer l'action du secteur industriel et bancaire nationalisé en faveur du développement économique local ?

La formation

La progression continue du niveau général de formation est la condition indispensable pour réussir une politique économique répondant aux défis à venir.

Un Service Public d'Éducation toujours plus ouvert, doit se donner les moyens d'établir de franches relations de partenariat entre tout ce qui constitue, dans le pays, de multiples pôles de Formation et de Recherche.

La création dans la Loire, par le gouvernement socialiste, des deux pôles de conversion industriels, s'est accompagnée de la création de nouvelles filières de formations technologiques. C'est l'illustration d'une politique cohérente, d'une politique socialiste qui **veut** et qui **sait** se donner les moyens.

Du département à la nation dans son ensemble, les socialistes ont la conviction que le gisement le plus précieux réside dans l'intelligence créative et les potentialités de la jeunesse.

La recherche

Le développement économique dans des régions en crise comme la nôtre ne peut pas faire l'impasse, et moins que jamais, sur la promotion de la recherche fondamentale et appliquée, de l'innovation industrielle en général et des transferts technologiques en particulier. Cette promotion est certainement une des principales modalités de l'ouverture réciproque de l'Université et des Entreprises, dans l'intérêt de l'ensemble de la main-d'œuvre et surtout des jeunes.



La justice sociale

Toute période de mutation entraîne des bouleversements, des situations humainement difficiles qu'il n'est pas envisageable pour les socialistes de laisser gérer par la seule loi du laisser-faire économique. Une politique de modernisation ne peut réussir qu'avec et pour les hommes, c'est-à-dire dans la progression de la justice sociale.

La mobilisation des acteurs sociaux

On ne pourra enrayer le déclin de notre département sans la mobilisation de chacun et de tous sur des objectifs clairement et collectivement définis.

Il faut bien reconnaître que pendant la période où la Gauche gouvernait son action n'a pas été suffisamment soutenue par une telle mobilisation.

Cela ne veut pas dire qu'elle ne soit plus possible dans un pays comme le nôtre, au stade de développement où il se trouve. Les mouvements récents de la jeunesse ou des cheminots sont là pour le rappeler. Leur message est finalement clair : non à une politique inégalitaire.

Les salariés sont prêts et comprennent les sacrifices dès lors qu'ils ont le sentiment que ceux-ci sont utiles à un nouveau développement de leur région, c'est-à-dire à la création d'emplois et justement répartis. Il faut pour cela :

- Une mobilisation offensive.

Trop souvent et y compris ces dernières semaines les mobilisations que nous connaissons ont un caractère défensif : quand l'entreprise licencie, quand le gouvernement présente un projet de loi particulièrement réactionnaire.

- Mais pour qu'une action se situe dans une dynamique positive, il faut

qu'elle ne refuse pas les dimensions syndicales et politiques qui assurent continuité et projet unifiant. Certes, les organisations ont à s'interroger sur leurs capacités à animer le mouvement social, tant dans la forme que dans le contenu de leurs propositions ; l'articulation entre les aspirations de la base et un projet à long terme est une des conditions de la réussite de l'action de la Gauche.

- Pour réaliser des avancées sociales durables, pour vaincre le déclin qui nous guette, la synergie de l'action des pouvoirs publics et des acteurs sociaux nous semble indispensable.

Le rassemblement des forces de gauche

Nous avons dans la Loire mis en place un comité départemental de la Gauche. La première rencontre a été très positive : cette initiative répond à l'évidence à la nécessité de donner aux hommes et aux femmes de gauche, organisés dans des formations politiques, syndicales ou associatives, un lieu où ils se retrouvent, confrontent leurs expériences, et d'où ils s'adressent à toute la population.

Il nous a été demandé avec insistance que cette initiative soit maintenue bien au-delà des échéances électorales à venir.

La politique de la Droite menace la cohésion du tissu social, mais la présence et l'action déterminée du président de la République François Mitterrand, permettent en définitive le maintien de l'unité nationale : ses rappels constants à la nécessaire solidarité trouvent leur pleine justification dans un département comme le nôtre.

Demain, pour réussir, il nous faudra donc, tout en préservant les grands équilibres économiques - nationaux et extérieurs -, sans lesquels aucune politique ne peut assurer la croissance nécessaire, associer à l'action du gouvernement toutes les forces de progrès.

Sarthe

Des robots et des hommes

« Les robots, ça ne tombe jamais malade, ça travaille 24 heures sur 24 et ça ne paie pas de cotisations sociales, alors je robotise » affirmait un chef d'entreprise lors d'une récente émission de France-Inter « Rue des Entrepreneurs ».

Le développement du processus de robotisation et d'automatisation est encore largement devant nous. Il modifie à la fois la nature des produits et la façon de produire. Il simplifie la nature des produits. Ainsi le nouveau moteur Fiat comporte 25 % de pièces détachées en moins. Dans une machine à coudre moderne, un microprocesseur remplace 300 pièces mécaniques. Il provoque une croissance rapide de la productivité. Avec la robotisation de la chaîne Renault, la soudure des planchers qui se faisait à raison de 1 400 voitures/jour par 260 ouvriers s'effectue aujourd'hui à raison de 1 500 voitures par seulement 80 ouvriers. L'automatisation et l'informatisation pénètrent fortement dans le tertiaire où les marges de productivité sont considérables.

Certes, ce n'est pas la première fois que nos sociétés connaissent un processus de mécanisation mais il y a changement de rythme et surtout changement de nature par incorporation de matière grise dans les machines (tour à commandes numériques, conception assistée par ordinateur, automates programmables...).

Avec tous les socialistes, nous considérons comme essentiel que soit atteint le plus haut niveau de croissance possible, mais nous savons aussi que si la croissance crée des richesses, elle ne crée plus nécessairement des emplois en raison de l'évolution des gains de productivité.

De 1979 à 1985, la croissance a été en moyenne de 1,1 % en volume contre 2,9 % pour la productivité. On mesure le rattrapage à réaliser pour que le taux de croissance dépasse le taux de productivité. Alors, il est peut-être temps de ne plus regarder la réduction de la durée du travail comme la répartition de la pénurie mais comme la conséquence heureuse d'un progrès technique s'inscrivant dans une évolution séculaire qui a réduit le temps que l'homme passe au travail.

La question n'est plus alors celle du partage du travail mais celle du

partage des richesses supplémentaires créées par les nouveaux processus de production faisant appel au capital.

Cette question nous conduira à modifier progressivement deux relations :

- la relation revenu/travail ;
- la relation financement de la solidarité/travail.

La relation revenu/travail

Observons que notre système de redistribution évolue dans le sens de l'assouplissement du lien travail/revenu (Allocations familiales, A.P.L., Allocations handicapé adulte ou minimum vieillesse accordés sans référence à des périodes de cotisation). Nous devons prolonger dans cette voie si nous voulons assurer un revenu correct de remplacement pendant les périodes de formation, de reconversion, d'activité d'utilité collective ou de chômage. Une part significative de la productivité résultant de la robotisation et de l'autofinancement doit financer les revenus de remplacement. En même temps que le droit au travail reconnaissons un **droit au revenu** pendant toutes les périodes où les hommes auront une activité autre que le travail.

L'affectation des gains de productivité liés à l'automatisation nécessite une réforme du financement de nos systèmes de solidarité.

La relation financement de la solidarité/travail

Le financement actuel de notre Sécurité sociale est fondé sur les salaires. Ce système conduit inexorablement au déséquilibre dans les phases où s'accroît, dans le coefficient capital/travail, la part capital sauf à appréhender les revenus du capital pour financer la solidarité.



A titre d'exemple, prenons les régimes de répartition en matière d'assurance vieillesse. La dégradation du rapport actifs/inactifs menace ces régimes si les cotisations restent uniquement assises sur les salaires. Mais en régime de répartition l'important c'est moins le rapport actifs/inactifs que le rapport richesses distribuées sur richesses produites.

Dans les phases où une part plus importante des richesses est produite par le capital, il faut greffer des mécanismes de prélèvements sur les nouvelles sources de production de richesses. Il faut modifier notre système de tuyauterie redistributive, c'est ce qu'illustre la formule « à la cotisation des hommes doit s'ajouter la cotisation des robots ».

Notre système fiscal connaît déjà un impôt dont l'assiette tient compte du phénomène de robotisation : c'est la taxe professionnelle. Avant de

condamner définitivement cet impôt observons que grâce à une assiette qui intègre l'investissement il continue d'être productif de ressources dans les entreprises qui réduisent leur effectif pour cause de modernisation.

Il est urgent d'adapter nos mécanismes de financement de la solidarité à l'évolution des mécanismes de production de richesse.

Les hommes depuis des siècles inventent des machines pour créer plus de richesses et réduire le temps de création de ces richesses.

A nous de savoir utiliser l'accroissement de la production des richesses et la réduction de leur temps de fabrication pour redonner toute sa valeur à l'une des idées les plus fortes du mouvement socialiste : l'homme ne se résume pas à sa fonction de production.

Haute-Savoie

Engager réellement la lutte contre la pauvreté

Combien sont-ils exactement ceux qui forment le « quart monde », ceux que certains ont voulu appeler les « nouveaux pauvres » ?

Il y a ces milliers de personnes qui se nourrissent grâce aux « restaurants du cœur », ceux qui viennent chercher du secours dans les bureaux d'aide sociale, plus toutes celles et tous ceux qui par fierté dissimulent leur pauvreté. Ils sont trop nombreux et les solutions de charité ne peuvent suffire à un socialiste.

La Droite aujourd'hui aide les riches à devenir plus riches et affiche un certain mépris pour les plus pauvres. En ce domaine, la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes et la baisse de 33 % des crédits pour aider les plus nécessiteux sont particulièrement significatives. Cette politique conduira obligatoirement à la création de plus de précarité et de pauvreté pour les catégories sociales les plus défavorisées. Pasqua et Chalandon l'ont très bien compris et savent qu'une telle évolution entraînera à coup sûr une augmentation de la délinquance, un développement du trafic et de l'usage des drogues..., etc. C'est pourquoi l'un ne parle que de terroriser les malfaiteurs et l'autre que de répression et de construction de prisons privées : une logique absurde et inadmissible.

Dans quelques mois, le problème de la pauvreté aura pris une telle ampleur qu'il nécessitera la mise en place d'un vaste plan pour le résoudre.

La première nécessité sera d'engager notre politique pour l'emploi. Mais nous savons très bien que même si nous obtenons le résultat de

200 000 créations nettes d'emplois par an, nous ne résoudrons pas le problème dans l'immédiat. Il nous faut déterminer une politique spécifique pour nos concitoyens qui vivent ces situations très difficiles et dégager les moyens nécessaires :

- action spécifique pour développer l'offre de logements sociaux. Aujourd'hui les listes d'attente sont longues, le parc des logements H.L.M. se détériore, les charges sont souvent trop élevées ;
- action spécifique pour garantir un « minimum social » à toute personne s'engageant à suivre une formation ou à fournir un travail d'intérêt général.
- action spécifique pour créer des structures d'accueil d'urgence pour les personnes en difficulté.

Pour financer ces mesures, la mobilisation des finances de l'État et des collectivités territoriales sera nécessaire. Cela passera par le rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes et un resserrement de l'échelle des revenus par la fiscalité.

S'attaquer à la pauvreté aujourd'hui c'est aussi réaliser des économies demain sur toute la répression, sur les dépenses de santé, etc.

Humainement intolérable, cette injustice faite à des milliers de nos concitoyens crée les conditions du développement du racisme, de la pérennisation de l'échec scolaire, de l'augmentation de la délinquance.

Notre priorité sera de changer la vie pour ces plus défavorisés en engageant réellement la lutte contre la pauvreté.

ABONNEZ-VOUS A « ÉCOLE ET SOCIALISME »

Revue du Parti socialiste pour l'Éducation et la Formation

- Vous refusez de voir M. Monory casser l'effort de rénovation pédagogique ;
- Vous refusez l'agression systématique contre les organisations syndicales ;
- Vous voulez définir les moyens d'amener la grande majorité des jeunes au niveau du bac ;
- Vous voulez prendre votre part aux réalisations que la Gauche conduira demain, et aux engagements qu'elle prend aujourd'hui ;
- Vous êtes enseignant, parent d'élèves, étudiant, intéressé aux problèmes de formation, et vous ne voulez pas rester spectateur.

Chèque bancaire et CCP (numéro 140954 S Paris) à l'ordre de « Nouvelles Éditions de l'An 2000 ».
École et Socialisme : 10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07.

75 F (prix d'abonnement)

130 F (étranger et Outre mer)



Vendée

Réforme du service militaire

Réduction à six mois. Il est prouvé que ce temps est largement suffisant pour faire un soldat spécialisé. Mais il faut laisser la possibilité aux appelés de prolonger leur service militaire ou civil.

Un seul mode de scrutin juste : la représentation proportionnelle

La Fédération de Vendée du Parti socialiste réaffirme son attachement à la représentation proportionnelle pour toutes les élections.

La Gauche au pouvoir a permis l'adoption de la loi du 19 novembre 1982 pour les élections municipales et de la loi du 10 juillet 1985 pour les élections régionales. Les différentes lois de décentralisation votées par la Gauche ont réparti les compétences entre les différentes collectivités territoriales aujourd'hui majeures. Aussi, la logique nous conduit à demander l'harmonisation du mode d'élection des personnes chargées de les gérer. C'est pourquoi, dans un souci de cohérence, d'équité et de justice, nous souhaitons l'élection dans chaque département des conseillers généraux au scrutin de liste à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel, selon les mêmes modalités que pour l'élection des conseillers régionaux.

Concernant l'élection des députés et des sénateurs, le Parti socialiste engagera une réflexion en vue de réformer les modes de scrutin actuellement en vigueur et d'instaurer une représentation proportionnelle dans le cadre d'un système simple et juste.

Pour une information minimum et régulière pour tous les adhérents

1978 : 8 numéros du Poing et la Rose
1979 : 8 numéros du Poing et la Rose
1980 : 5 numéros du Poing et la Rose
1981 : 6 numéros du Poing et la Rose
1982 : 4 numéros du Poing et la Rose
1983 : 5 numéros du Poing et la Rose
1984 : 6 numéros du Poing et la Rose
1985 : 6 numéros du Poing et la Rose
1986 : Aucun numéro paru

L'appartenance au Parti socialiste concrétisée notamment par le paiement d'une cotisation, dont une grande part va aux instances nationales, donne le droit pour chaque militant d'être informé sur la vie du Parti.

Aussi, la Fédération de Vendée du Parti socialiste souhaite que la direction nationale assure une parution régulière du *Poing et la Rose*, organe d'information interne du Parti socialiste envoyé gratuitement à tous les adhérents.

Éducation nationale

Depuis le 16 mars 1986, la politique menée par le gouvernement Chirac en matière d'éducation vise incontestablement à affaiblir le service public, les syndicats et les associations laïques. La Fédération de Vendée réaffirme son attachement au service public laïc de l'Éducation nationale et souhaite que les contributions soumises à la réflexion des socialistes reprécisent notre conception de la laïcité et les rapports entre l'État et l'enseignement privé.

Yvelines

Rassembler

La victoire du mouvement étudiant et lycéen a marqué le point d'inflexion de l'offensive néolibérale. Les mouvements revendicatifs montrent les conséquences d'une politique fondée sur l'inégalité entre les catégories sociales. Mais, nous aurions tort de penser qu'il suffirait de se laisser porter par une vague de mécontentement. Car, rien ne montre que le rapport des forces électorales soit fondamentalement modifié, l'opinion demeure incertaine, enfin le Parti socialiste demeure seul car tout indique que le choix anti-unitaire du P.C.F. est durablement adopté. A Toulouse, le Parti socialiste avait compris qu'il lui fallait tirer les leçons de l'exercice du pouvoir, en présentant le visage d'un socialisme réaliste et réformateur. Les résultats des élections du 16 mars 1986, ont montré qu'il avait commencé à convaincre les Français.

Aujourd'hui, au Congrès de Lille, le Parti socialiste doit se donner les moyens d'être une alternative crédible, et à lui tout seul, d'être l'axe d'un vaste rassemblement.

Pour ce faire, nous devons répondre, au moins, à trois défis majeurs :

1. Un défi idéologique : le socialisme a donné l'impression de battre en retraite devant le libéralisme, et, faute d'assurance en lui-même, de se réfugier dans un discours, soit minimum, soit reformulé dans un vocabulaire républicain, qui pose en fait plus de problèmes qu'il ne prétend en résoudre. Or, le socialisme démocratique est aujourd'hui à même de définir un projet qui corresponde aux attentes des citoyens.

2. Un défi programmatique : le temps des catalogues, tentant d'emprisonner l'avenir, est passé. Mais les généralités creuses ne valent pas non plus. Il faut autour des « grandes fractures » de notre société, définir les réponses concrètes qui concernent les Français et apparaissent dignes de mobiliser les énergies.

3. Un défi organisationnel : être un parti de rassemblement suppose que la réflexion commencée à la Convention du Pré-Saint-Gervais, en juin 1986, sur les moyens de renouveler le militantisme politique soit, non seulement poursuivie, mais suivie d'effets.

Les réponses à ces défis doivent s'inscrire dans une même logique : il faut partir des attentes majoritaires dans la société française pour construire une alternative d'ensemble.

Le défi idéologique

Contre la société d'exclusion, d'insécurité, de mépris, que prépare visiblement la Droite dans notre pays, il est plus que nécessaire de réaffirmer simplement quelles sont les valeurs fondamentales du socialisme démocratique. **Nous avons nous-mêmes, en effet, entretenu une part de confusion en laissant penser que le socialisme pouvait dire uniquement rupture, étatismisme, intolérance.** L'opinion doit voir clairement au nom de quoi la politique socialiste peut être la meilleure approche des problèmes d'aujourd'hui et au nom de quoi il faut instaurer un meilleur ordre social, par une politique de réforme permanente. Notre société, en effet, mérite toujours d'être transformée et le modèle capitaliste de développement, modifié ; cette perspective fonde notre conviction.

La dignité de l'homme est le point de départ et d'arrivée de notre action. Cette dignité implique que l'homme puisse exercer une maîtrise consciente sur sa vie avec ses semblables au sein de la société. La politique doit en créer les conditions nécessaires, sans prétendre être responsable du bonheur général. Nos valeurs fondamentales sont la **liberté, la justice, l'auto-**



nomie, la solidarité. Elles constituent les critères en fonction desquels nous comprenons la réalité politique, les normes pour une société meilleure et une ligne de conduite pour chaque socialiste.

Seulement, aujourd'hui, après l'exercice du pouvoir, l'important est de voir comment les valeurs socialistes peuvent être compatibles entre elles, comment les choses peuvent être effectivement faites. La liberté ne peut être seulement négative, tous doivent pouvoir en bénéficier. La liberté n'est donc pas séparable de l'égalité. Mais nous ne voulons pas une société uniforme, qui serait incompatible avec la liberté. S'il y a donc des inégalités, inévitables, elles se justifient, dans la mesure où elles peuvent tourner à l'avantage des défavorisés. L'autonomie et la solidarité peuvent être des réponses aux anciennes et toujours présentes contradictions entre la liberté et l'égalité. Mais, il est facile de voir alors que ce sont des réalités qui doivent être négociées dans une société démocratique, que leur contenu résulte de ce que, une société, à chaque moment, est prête à accepter.

Le compromis social est donc la méthode de transformation démocratique qu'il faut mettre en avant. Il n'implique pas l'oubli des conflits, des réalités de classe, au contraire, en évaluant correctement les rapports de force et les inégalités de situation, il permet d'avancer dans la réforme permanente. Le niveau de réalisation, plus ou moins global, est ensuite affaire d'opportunité.

La force du socialisme démocratique – et qui fait aussi sa difficulté – doit résider dans sa capacité à faire comprendre qu'il existe des contradictions entre les valeurs qui font, tout simplement, la condition humaine. **En tenant les deux bouts de la chaîne il peut organiser et tenter de résoudre les tensions fondamentales dans une société qui ne doit, ni sacrifier – comme les libéraux – la solidarité, ni détruire – comme les communistes – la liberté.** A partir de cette réalité acceptée, peuvent s'appréhender les exigences et les charges du pouvoir, peuvent devenir compréhensibles les mécomptes de l'égalité, qui concernent tout autant les revenus, que la santé et l'éducation, et peuvent être justifiés les arbitrages qu'il faut sans cesse réaliser. Renoncer aux facilités des projets unilatéraux, toujours source de déceptions ou d'échecs, n'est pas se condamner à la plate gestion ni ôter la part du rêve, mais se situer au cœur de la réalité et définir le seul projet de transformation démocratique qui vaille et qui ne fait pas de l'homme un instrument.

Ces valeurs et ces principes fixent ce que doit être **le rôle de l'État**, cette définition étant au cœur de ce que doit être l'identité du socialisme d'aujourd'hui. L'État n'est évidemment pas neutre au-dessus des intérêts sociaux, mais il doit avoir des fonctions précises. Il ne peut être un réel instrument de démocratisation que s'il a des fonctions précises. Il assure la sécurité, dit le droit, veille au maintien de la dignité des citoyens en accordant le minimum social requis, il a en charge la fonction d'éducation. Il intervient, évidemment, dans la vie économique et sociale, par sa présence constante à tous les niveaux. Mais, il n'est pas fait pour produire, pour être le maître de la production, car le développement demande de l'autonomie, de la compétition. En revanche, il doit fixer des règles du jeu exigeantes et les contrôler – ce que ne veulent pas reconnaître les libéraux. Il doit conserver la dynamique du marché, mais celui-ci, naturellement favorise les processus de concentration contraires à la concurrence, ignore certains besoins collectifs, ne prépare pas l'avenir. L'État doit donc, prévenir les déséquilibres, préparer l'avenir, maintenir l'évolution nécessaire des structures, éviter la dégradation de l'environnement. L'État a ses responsabilités, il ne doit pas les dépasser.

Sûrs de notre identité, nous pourrions la faire comprendre aux Français et définir, à partir de là, nos orientations.

Le défi programmatique

Aujourd'hui, l'effort engagé par les socialistes avant le 16 mars, **moderniser la France dans la solidarité**, doit se concentrer sur les quelques enjeux majeurs.

Les Français attendent des orientations pour l'avenir et un nombre limité de grands objectifs, non un catalogue de promesses. Sans prétendre tout dire dans une contribution, il nous semble que nos propositions pourraient se grouper autour de trois grands thèmes :

- 1. *Vivre ensemble ;*
- 2. *Priorité à l'emploi ;*
- 3. *Nécessité de l'Europe.*

Vivre ensemble

Nous voulons, avant tout, une société qui refuse le dualisme et l'exclusion, qui assure l'égalité des chances, dans un régime de liberté et de démocratie.

Notre société est complexe, multiculturelle, en pleine évolution. **Être libéral, au sens noble du mot, c'est accepter la différence et en faire une richesse.** Il faut affirmer qu'il n'est pas possible d'accepter l'immigration clandestine et illégale. La loi doit s'appliquer sans faiblesse à cet égard. Mais, en conséquence, il n'est pas envisageable de frapper de suspicion une génération déjà légalement installée, pire encore, de créer l'insécurité et d'attiser la haine autour de communautés étrangères qui vivent sur notre sol. La perspective doit être l'intégration de cette population, c'est le devoir des pouvoirs publics d'y travailler, notamment avec les représentants de cette population.

Vivre ensemble, c'est aussi affirmer notre tolérance à l'égard des idées et des cultures différentes. Trop d'erreurs ont été commises vis-à-vis des médias et de la communication, il faut confirmer notre parti pris d'indépendance des médias, faire confiance au professionnalisme des journalistes. C'est vrai dans le secteur public, ce doit l'être aussi dans le secteur privé qui se met inévitablement en place. La politique culturelle c'est aussi faire en sorte que l'argent ne soit pas le seul arbitre de la création, préserver le mécénat public, encourager les initiatives décentralisées.

Il faut aborder le problème de la sécurité avec rigueur, mais aussi avec le souci de la prévention. C'est une réelle préoccupation, et il faut l'aborder comme telle. La qualité des instruments, judiciaire et policier, doit être améliorée. On ne peut accepter la démission de l'État : le projet de prisons privées en est la lamentable illustration. Mais cela suppose des priorités budgétaires réelles qu'il faut assumer. La prévention, la réinsertion, exigent une volonté politique, donc des moyens.

Vivre ensemble, c'est traiter, pendant qu'il en est encore temps, autrement que par une remise en cause sornoise des acquis, **le problème de la protection sociale.** L'assurance maladie et les retraites coûteront plus cher dans les vingt ans à venir, et l'inflation, c'est heureux, ne viendra pas subrepticement alléger la charge. Il faut donc regarder la vérité en face : le vieillissement de la société française, l'avancement de l'âge de la retraite, le perfectionnement des techniques médicales, le nécessaire rattrapage du retard de la recherche, si dramatiquement vécu pour le cancer et le SIDA, l'attention plus forte portée au corps et à la santé, seront des facteurs inéluctables d'accroissement des dépenses. Leur couverture ne peut être envisagée dans une forme qui romprait la solidarité, faisant par exemple, une part excessive aux retraites par capitalisation. Le maintien d'un niveau acceptable de solidarité exige un débat vrai sur le niveau des prélèvements obligatoires, la mutualisation d'une partie de notre système social, l'assiette même des prélèvements sociaux. Les Français sont prêts à un effort, encore faut-il que la charge soit équitablement répartie, qu'elle évite le rejet d'une fiscalité pesant sur les seuls salariés.

Vivre ensemble, enfin, c'est mettre un terme à une pauvreté, inacceptable dans une France riche.

Il est donc nécessaire et urgent de mettre en place un revenu minimum garanti, pour ne pas laisser une part des Français au bord de la route. Il faut le faire, qui plus est, dans une perspective de réinsertion sociale.

Priorité à l'emploi

Une société qui s'installe dans le chômage se condamne elle-même au désespoir, à la révolte, à la violence. Notre toute priorité doit être de lutter contre ce fléau.

• **La croissance, évidemment, est la condition du succès.** Mais elle ne se décrète pas, et nous devons tenir compte de la contrainte extérieure : notre tissu industriel reste fragile, notre balance commerciale est structurellement défavorable. Il n'est plus possible, d'autre part, de faire comme si les pollutions et les risques industriels n'existaient pas. **Il faut poser clairement la question de la qualité de la croissance dans une société industrielle.** Il ne faut pas jouer l'une contre l'autre, la « crise économique » et la « crise écologique », mais réaliser une connexion entre l'économie et l'écologie, qui peut, d'ailleurs, être créatrice d'emplois.

• **L'aménagement du temps de travail**, qui suppose une vraie souplesse d'organisation, **ouvre des pistes fécondes pour mieux répartir et créer l'emploi.** Et, il ne faut pas résumer l'homme au travail à son seul travail productif : il faut développer l'alternance travail-formation.

• **La clef de tout sera la formation de la jeunesse.** La priorité doit être donnée à la recherche, à l'éducation, à la formation. C'est une fonction éminente pour l'État. Il est inutile pour cela de mettre en œuvre une nouvelle réforme générale. Seuls de véritables États généraux de l'éducation seront de nature à créer la dynamique nécessaire pour rénover l'école. D'ores et déjà, il faut réfléchir à ce que pourrait être un crédit-formation qui renouvellerait la notion d'école figée pour un âge de la vie. Les réformes ne se



feront qu'avec les enseignants dont il faut revaloriser la situation. Le tout suppose des choix budgétaires qu'il faudra, là aussi, assumer.

• **La croissance dépend de la définition de l'avenir**, des créneaux porteurs, des révolutions industrielles qui se dessinent, des opportunités à saisir. Une planification rénovée doit relever ce défi, avec le souci d'obtenir l'accord des acteurs économiques et sociaux sur les actions à entreprendre pour affronter la compétition de demain. Le M.I.T.I. japonais, sur ce point, montre l'exemple.

La nécessité de l'Europe

La décennie que nous venons de vivre a marqué l'irruption de la mondialisation dans notre espace économique et social : choc énergétique, choc monétaire, choc de la concurrence des économies en voie de développement et des politiques commerciales agressives de nos concurrents, choc des pollutions.

• Désormais notre pays est un espace trop petit pour réagir et réduire les insécurités et les dangers. Tout en affirmant notre fidélité à nos alliés et notre attachement au monde libre, il nous est à présent indispensable de concentrer nos forces sur l'approfondissement de la solidarité et de l'unité européenne, comme François Mitterrand le souhaitait lors de la présidence française, qui a fait franchir un pas nouveau à l'Europe.

• Nous devons affirmer la nécessité de l'Europe à plusieurs niveaux :

– Au niveau monétaire, l'approfondissement du S.M.E. est indispensable pour créer un espace de stabilité économique et lutter contre la toute puissance erratique du dollar.

– Au niveau militaire, il faut, désormais, affirmer des progrès vers une défense européenne, qui devient cruellement nécessaire, alors que les deux grands ont failli s'entendre, sans se préoccuper de nous, à Reykjavik. Cette défense doit intégrer l'Allemagne fédérale, qui est le pays décisif pour la défense de l'Europe.

– Au niveau de la politique commerciale, nous devons affirmer l'intérêt commun de l'Europe contre les prétentions américaines et les tentations protectionnistes dans le monde. Cela exige une réforme de la politique agricole communautaire, mais avec une véritable volonté d'en appliquer les principes de base, dont la préférence communautaire, vis-à-vis du tiers monde, l'Europe doit s'affirmer comme un partenaire de poids par la qualité de son aide et ses prises de position sur la dette et les matières premières.

– Enfin, au plan de la science et de la recherche, comme des grands projets technologiques, elle doit aller plus loin sur la voie tracée par Esprit et Euréka, en intensifiant la coopération.

Le défi organisationnel

Notre parti a tenu en juin 1986, une convention nationale au Pré-Saint-Gervais sur la nécessité de sa modernisation. Lionel Jospin y déclarait notamment : *Il est temps d'abord de donner une forme concrète, une traduction à la fois politique et symbolique, au rassemblement de la Gauche autour du P.S. qui est notre objectif commun...* » Plus de six mois après qu'en est-il ?

La direction du P.S. a lancé le « Conseil national de la Gauche » rassemblant autour des socialistes, des radicaux, des écologistes, des communistes unitaires et des gaullistes de gauche. Pour le moment, les retombées politiques de cette initiative ne sont pas apparentes. Aujourd'hui autant qu'hier, l'électeur, le citoyen qui votait pour la Gauche et pour le Parti socialiste ne se sent pas concerné par « l'agitation » politique. Pour s'en convaincre, il suffit de constater combien les mouvements qui traversent aujourd'hui la société française, s'ils contribuent à ébranler l'idéologie de la Droite et sa pratique du pouvoir, ne se traduisent pas lors des élections partielles et dans les tests d'opinions (sondages) par des éléments qui permettraient d'affirmer que la Gauche en tire ou en tirera prochainement le bénéfice. C'est que la société civile bouge mais ne se mobilise pas sur un projet politique que pourrait incarner le P.S. C'est un fait qui repose sur une réalité complexe :

– D'abord, l'existence d'une **identité socialiste** après cinq ans d'exercice du pouvoir n'est pas nette dans l'opinion, si tant est qu'elle l'est chez les socialistes eux-mêmes. Il ne suffit pas d'être contre les projets honnis de la Droite pour canaliser l'intérêt d'une majorité d'électeurs.

– Ensuite, si en mars dernier nous avons recueilli 8 600 000 suffrages d'électeurs, nous n'avons toujours que moins de 200 000 adhérents. Une réalité qui devrait nous amener à réfléchir sur ce fossé au moins autant que sur la possible entente avec d'autres formations politiques (à travers le Conseil national de la Gauche). Notre problème est de conforter nos électeurs autant que d'en gagner d'autres en évitant le piège de tous nouveaux dogmatismes.

Une première réponse tient donc à l'image que nous donnons de nous, à notre modération autant qu'à nos excès.

Une seconde à notre type d'organisation plutôt fermée. Si nos congrès, nos débats ne sont pas confidentiels, leurs contenus ne concernent finalement que les militants dûment « encartés ». C'est ainsi que nos électeurs sont pratiquement absents de l'élaboration de nos programmes autant que de nos débats d'idées. Alors, comment pourraient-ils se sentir concernés ?

Si l'organisation « fermée » de notre parti a été utile pour lui permettre de retrouver une identité et une cohésion nouvelle qui l'ont amené au pouvoir en 1981, il n'est pas sûr qu'il soit utile, ni souhaitable qu'elle se perpétue immuablement.

Au moment des échéances électorales, le P.S., ses sections, ses fédérations, sa direction suscitent des comités de soutien, qu'ils publient... ou pas. Mais après, que deviennent ces signatures ? Le plus souvent rien. Nos élus, notre parti devraient peut-être penser à diffuser prioritairement l'information relative à leurs mandats ou à leurs actions aux citoyens qui se sont engagés à leurs côtés même s'ils n'ont pas forcément exprimé cet engagement par une adhésion. Pour concrétiser cet intérêt et traduire une authentique volonté d'ouverture et de démocratisation des faits politiques, le P.S. pourrait plus systématiquement ouvrir ses débats à ses sympathisants (et donc pas seulement favoriser l'émergence de clubs à sa périphérie) et pourquoi pas les associer aux choix de ses candidats aux élections. Il leur permettrait ainsi de gérer, en intégrant mieux l'intérêt de la Gauche, l'avenir du parti de leur choix. Au moment où les étudiants, les lycéens et les salariés réagissent sans passer par le canal traditionnel des syndicats, il est important de prévenir le fait que, demain, ils pourraient adopter une démarche de même nature vis-à-vis des partis politiques ou se désintéresser des élections comme c'est hélas le cas dans trop de démocraties. Avançons donc pendant qu'il est encore temps.

Ces propositions doivent nous donner le moyen de rassembler les Français pour les prochaines échéances politiques. En effet, le jeu politique, bloqué pour le moment, ne pourra être réellement recomposé que dans la dynamique de l'élection présidentielle. Le Congrès de Lille doit avoir pour mission de nous donner les bases idéologiques et politiques d'une prochaine victoire. Évitions pour cela les affrontements inutiles et approfondissons les problèmes dans la perspective qui avait prévalu à Toulouse. Il appartient, ensuite, aux socialistes de désigner, en leur sein, le meilleur candidat, dans le respect des règles qui doivent valoir pour tous.



PS info

LE POING ET LA ROSE/SPECIAL RESPONSABLES

Hebdomadaire officiel du Parti socialiste.

Abonnement annuel ordinaire : 200 F.

Abonnement à prix réduit pour les membres des commissions administratives des sections : 60 F par an.

Les abonnements doivent être souscrits à « PS INFO », 10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07 (chèque à l'ordre des Nouvelles Éditions de l'An 2000).

IMPORTANT : dans chaque section, le secrétaire de section, le responsable de l'information des Militants et le responsable de la Propagande, ont, tous les trois, droit à un service gratuit de PS INFO. Leurs demandes doivent être adressées à leur fédération (en mentionnant pour chacun, le numéro d'adhérent) qui les regrouperont et les transmettront au National.

CONTRIBUTIONS THÉMATIQUES DES MEMBRES DU BUREAU EXÉCUTIF

Les conditions sociales de la victoire politique

Contribution présentée par Jean-Paul BACHY, Jean-Louis CAMUS, Octave CESTOR, Jean-Louis COTTIGNY, Damien CRESPO, Henri FERGEAU, Jacques GALLAY, Josette GOULOIS, Claude IBANEZ, André LAUR, Patrick LE FOLL, Marie-Marguerite MALLESET, René PRADEN, Jean-Pierre ROSSIGNOL et Jean-Claude SOULA

Pour qui pouvait encore en douter, les événements des dernières semaines ont montré combien les problèmes sociaux avaient un impact politique déterminant. Dans les récents conflits des services publics, ce ne sont pas les agents ou leurs organisations syndicales qui ont politisé le débat. C'est la droite. Les socialistes au gouvernement avaient toujours cherché à créer les conditions du dialogue. Jacques Chirac, lui, mène une politique agressive et méprisante. D'un côté, il refuse la négociation dans le secteur public. Il dérègle le droit social et contribue à rendre plus précaire le statut de millions de salariés du secteur privé. De l'autre, il restaure les privilèges des médecins libéraux dans les hôpitaux, supprime l'impôt sur les grandes fortunes, subventionne à perte les agriculteurs que, par ailleurs, il défend mal à Bruxelles, privatise les médias et les entreprises publiques les plus rentables au bénéfice des groupes d'intérêt qui le soutiennent.

Les socialistes au pouvoir avaient assuré une paix sociale dont les entreprises comme l'ensemble des citoyens ne pouvaient que se réjouir. La Droite, elle, mène une politique de classe et de revanche qui multiplie les conflits et divise le pays.

Face à cette politique, le mécontentement s'amplifie. **La question essentielle est de savoir si et comment ce mouvement peut conduire à une victoire socialiste aux présidentielles et à la reconquête d'une majorité parlementaire de progrès animée par les socialistes.**

Que le monde du travail ait besoin de cette victoire et qu'il y ait intérêt, c'est évident. L'ampleur des réformes sociales mises en œuvre par les socialistes, et, par contraste, l'avalanche des mauvais coups portés aux travailleurs depuis 8 mois, montrent bien qu'il **n'est pas indifférent de savoir qui exerce le pouvoir d'État**. Si le mouvement syndical entend légitimement garder sa totale autonomie face aux gouvernements en place, quels qu'ils soient, il ne peut être aveugle. S'il entend légitimement en être partie prenante, le mouvement syndical à lui seul peut prendre en charge la réalisation d'un projet de société dans tout ce qu'il implique (politique économique, politique étrangère, etc.). Sans doute les socialistes attachent-ils la plus grande importance aux syndicats dans la construction d'une démocratie économique et sociale pluraliste. Mais aucun militant sérieux **ne peut prétendre que le syndicalisme puisse tout faire et penser que si la droite gagne les présidentielles et garde la majorité parlementaire, les choses iront mieux pour le monde du travail et pour le mouvement syndical qui a vocation à le représenter.**

La mobilisation forte de ces dernières semaines ne doit pas conduire à sous-estimer la fragilité du front syndical. La Droite, quand elle est en difficulté, sait bien utiliser tous les ressorts du corporatisme, et de la démagogie pour tenter d'affaiblir les travailleurs, et de discréditer leurs luttes, vis-à-vis de l'opinion. Il est d'autant plus nécessaire que dans ce contexte, le Parti socialiste, notamment ses militants en entreprises, qui appartiennent à toutes les organisations syndicales, renforcent leur unité de pensée et d'action.

Le Parti socialiste dans ce débat a un rôle important à jouer, d'abord en clarifiant **les termes du débat sur la place respective de la négociation et**

de la loi dans le changement social, et la conduite de la politique économique. La négociation collective est indispensable. Car elle offre l'avantage de la souplesse et d'une adaptation aux contraintes et possibilités propres de chaque secteur d'activité. Elle est un facteur de pluralisme et de mobilisation.

Depuis 40 ans, la discussion paritaire a enrichi considérablement notre droit. Traditionnellement, la négociation complète et adapte les règles de base fixées par la loi. Dans tous les cas, elle ajoute un « plus ». Aussi ne faut-il pas s'étonner si la majorité des organisations syndicales représentatives ont toujours attaché à la négociation une telle importance. Encore faut-il ne pas se faire d'illusion. Car aujourd'hui, la négociation change de sens. Il ne s'agit plus de compléter la loi. La Droite supprime les lois et demande aux partenaires sociaux de compenser le vide ainsi créé. C'est, pour les syndicats, un bien cruel dilemme : car s'ils refusent de jouer le jeu, ils exposent les salariés à ne plus bénéficier d'aucune protection. Tout prouve que le gouvernement cherche à enfermer le mouvement syndical dans un **véritable piège**. Il revient à faire de la négociation non un facteur de progrès, mais un **simple parachute de la régression sociale**.

Si par contre le rapport de force s'inverse en faveur des syndicats comme on l'a vu ces dernières semaines, la droite refuse tout net la négociation, quitte à prendre le risque d'une déstabilisation économique et sociale du pays.

Le mouvement syndical, dit-on, s'interroge sur sa stratégie. Ce n'est pas sans raison. Peut-être ferait-il bien de faire un court retour en arrière pour mesurer le nombre des « occasions perdues », avec les socialistes : loi Delebarre sur le temps de travail, généralisation du droit à la conversion proposée par L. Fabius, lois Auroux, loi de démocratisation du secteur public... Les syndicats alors avaient devant eux des « espaces de liberté ».

Les socialistes veulent des syndicats **forts, indépendants, respectés**, occupant tout le champ de la démocratie économique et sociale. Ils souhaitent aussi des syndicats plus unis. Car sans front syndical uni, les **travailleurs trinquent**. C'est pourquoi les socialistes entendent contribuer sur le terrain syndical, mais aussi sur le plan plus général, à mener campagne et à peser en faveur de l'union des forces populaires.

Fidèle à sa tradition unitaire, le P.S., s'opposant à la politique de division délibérément voulue par la direction du P.C., peut ainsi contribuer sur les lieux de travail au rassemblement de tous ceux qui, à des degrés divers, ont à souffrir des conséquences de la politique de la droite.

La Droite voudrait nous faire croire que seule une remise en cause générale des acquis sociaux peut créer les conditions d'une relance de l'emploi. Le P.S., notamment par l'intermédiaire de son Premier secrétaire et de son secteur entreprises, a expliqué qu'il était non seulement injuste, mais totalement irréaliste de prétendre fonder le redressement économique sur les décombres du droit social. A la logique de la flexibilité, dont le risque est de déboucher sur une déstabilisation profonde des relations sociales, les socialistes opposent une perspective plus juste et plus réaliste sur le plan économique. Elle consiste à prendre pleinement en compte la nécessité de la



mobilité. Mais elle suppose la mise en œuvre des instruments permettant de la gérer avec un égal souci d'efficacité industrielle et de prise en charge de ses conséquences sociales.

Aller plus avant vers la démocratie dans l'entreprise n'est ni une utopie, ni un handicap susceptible de retarder l'effort engagé pour redresser notre économie. Tout démontre qu'il existe une relation positive étroite entre la démocratisation de la gestion des entreprises et leur compétitivité. Plus lucides pour comprendre l'ampleur de la crise, les salariés le sont aussi pour réagir face aux erreurs de gestion commises dans leur entreprise et formuler des propositions.

Le projet politique des socialistes doit prendre en compte cette évolution et créer les conditions **permettant de mobiliser davantage ce potentiel fantastique de compétence et d'initiative.**

Dans une telle perspective, l'action du secteur entreprises dans le Parti revêt une importance plus décisive que jamais. Depuis deux ans, des étapes significatives et positives ont été franchies. La présence régulière des dirigeants du Parti, notamment du Premier secrétaire ainsi que des anciens ministres, lors des réunions du secteur ; la tenue de réunions communes du Bureau Exécutif et du bureau de la C.N.E. ; les efforts financiers faits par le Parti pour promouvoir la diffusion des analyses du secteur à travers *Combat Socialiste* et les tracts mis au point par les G.S.E. nationaux ; l'appel fait aux fédérations par la direction du Parti pour qu'un travail collectif plus suivi soit fait entre les militants « entreprises » et les élus, l'ouverture progressive du secteur entreprises aux contacts internationaux, tout cela va dans le bon sens.

Qu'il reste beaucoup et plus encore à faire, c'est évident.

C'est vrai d'abord sur le plan de la formation des militants. Il est vain de demander l'accès de militants « entreprise » plus nombreux aux responsabilités si des efforts plus importants ne sont pas faits pour leur en donner les moyens. C'est certes d'abord une question de disponibilités financières. Mais c'est aussi une question de contenu et de pédagogie. La décentralisation de stages pour mieux les adapter aux besoins du terrain, dans les fédérations, la part plus importante donnée aux actions de propagande et à l'apprentissage de la prise de parole, l'organisation de formations

communes aux militants en entreprise et aux élus. Tout cela doit contribuer à mettre davantage en confiance les militants du Parti, issus des milieux populaires et à valoriser leur propre expérience par rapport à d'autres types de militants.

Le Parti dans son ensemble doit aussi être plus vigilant encore que par le passé pour soutenir ses militants lorsqu'ils sont frappés par des actes de répression dans leur entreprise. Cette réalité est malheureusement bien présente. Il n'est pas suffisant de se défausser sur les organisations syndicales du soin de défendre des camarades qui sont victimes de pressions en raison de leur engagement politique.

La solidarité et les initiatives prises pour régler le cas de militants touchés par la répression ou des licenciements économiques ne doit pas être le fait de la seule direction du Parti. Elle doit être assumée par tout le Parti dans ses profondeurs notamment grâce aux élus.

A cet égard, il convient de rappeler que la reconnaissance des libertés publiques dans leur ensemble au sein des entreprises, notamment le droit d'expression politique, sous la responsabilité des comités d'entreprise, reste une des exigences du Parti socialiste.

Parti de gouvernement, le P.S. doit être capable de mener conjointement le double combat. « Citoyens dans l'entreprise pour gagner la bataille économique », tel est notre mot d'ordre. Gagner la bataille pour l'emploi et la bataille pour la démocratie, sont en effet deux impératifs conjoints. Ce n'est pas le point de vue de la Droite qui a toujours opposé les impératifs de la croissance à ceux du progrès social. Mais la Droite n'a jamais démontré comment le développement du travail précaire, la répression anti-syndicale et les abus de pouvoir permettaient d'améliorer la compétitivité des entreprises. Les socialistes savent que pour sortir de la crise, toutes les catégories sociales devront faire des efforts. Le monde du travail comprend le langage de la rigueur, encore faut-il qu'on lui ménage des contreparties. Mobiliser les forces productives n'est possible qu'avec un autre partage du revenu et du pouvoir.

Tel est le sens profond du combat des socialistes. C'est vrai aujourd'hui. Ce le sera demain.

Contribution présentée par l'équipe nationale du M.J.S.

Pierre BLANCA, Brigitte BLOCH, Frédérique CALENDRA, Philippe CARRION, Christophe CEVASCO, Christophe CHAILLOU, Catherine COUTARD, Jean-Christophe DEFLASSIEUX, Michel DERDEVET, Daniel DHOMBRES, Martine DODU, Éric DONFU, Claire DUFOUR, Jean-Luc ESTOURNEL, Jacques GRIDELET, Pierre GUELMAN, Bruno LEROUX, Pierre-Antoine LORENZI, Christelle MARQUAILLE, Gilles ORSELLY, Yves PALAU, Pierre-François PARODI, Florence RIBARD, Nicolas ROBERT, Thierry ROGELET, Philippe ROTY, Christophe ROUILLON, Nathalie SOULIE, Isabelle THOMAS, Frédéric TRONCHE et Pierre VERNUS.

« Ou allez-vous, jeunes gens, où allez-vous étudiants, qui battez les rues, manifestant, jetant au milieu de nos discordes la bravoure et l'espoir de vos 20 ans ?

— Nous allons à l'humanité, à la vérité, à la justice ! ».

Émile ZOLA

Aucun d'entre nous n'a pu oublier le bouillonnement de la jeunesse de France au soir du 10 mai 1981 ; la chaleur du rassemblement à la Bastille résonne encore dans nos cœurs comme un écho de l'élan d'espoir et de renouveau qu'avait suscité l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand.

Les jeunes socialistes qui se sont investis sur le terrain de la lutte anticapitaliste, des étudiants socialistes qui, au sein de leur organisation syndicale ont engagé un pari sur l'avenir : travailler à l'unité du mouvement étudiant, ces jeunes socialistes ont ouvert la voie à la naissance d'un nouveau code de l'engagement. De ces cinq années, notre génération garde le goût de Liberté, Égalité, Solidarité découvertes un soir de mai.

L'explosion du mouvement lycéen et étudiant est venue confirmer à nos yeux cet attachement de la jeunesse aux valeurs de la démocratie. Ce

mouvement a été ainsi le révélateur du malaise grandissant que la politique réactionnaire du gouvernement de M. Chirac a suscité, notamment dans la jeunesse.

Mais ce premier obstacle qu'a rencontré la droite lance un véritable défi à toute la classe politique en ce qu'il témoigne de l'inadaptation entre les aspirations profondes de la jeunesse et la réalité de la société.

La question d'aujourd'hui n'est pas de donner des solutions permanentes et définitives, mais de créer les conditions d'une émergence des forces vives dont la jeunesse est actuellement porteuse.

Cela nous impose un préalable : comprendre le mouvement de novembre/décembre 1986 et les aspirations qui l'ont animé. Cela exige aussi de notre part une nouvelle attitude : « être en phase » avec la jeunesse en



donnant au M.J.S. les moyens d'une action renouvelée en direction des jeunes. Il appartient aux jeunes socialistes d'incarner leur espoir.

La jeunesse en 1986 : la conscience d'une génération

a) L'anti « bof génération »

En 1985, l'image de la jeunesse française renvoie à une foule de vieilles connotations désuètes : égoïsme, individualisme, indifférence, passivité. L'idéologie conservatrice construit son hégémonie sur les mythes de la réussite individuelle et de l'ordre moral.

À l'automne 1986, toute une jeunesse bouge et la France se réveille. Les jeunes, dont la majorité d'entre eux n'étaient pas nés en 1968 et dont la plupart n'avaient d'ailleurs jamais voté, inversent leur image d'indifférence, démentent leur réputation d'individualistes forcenés, leur obsession supposée de petit confort, leur ambition limitée aux frontières du rock, de la B.D. et du bon job à décrocher. Ils s'émancipent de ces mythes destructeurs qui les définissent comme apathiques.

1968 : c'est vieux.

1986 : c'est mieux !

une génération est en marche !

b) La naissance d'une génération politique

• La mobilisation de toute une jeunesse

Les jeunes se sont mobilisés contre les projets d'éducation de Messieurs Devaquet et Monory, parce qu'ils ont compris que leur présent et surtout leur futur, déjà difficiles, étaient compromis par les préceptes de l'idéologie conservatrice.

Justice, Égalité, Liberté, Solidarité, Tolérance, en un mot Démocratie, ce sont ces valeurs que nous avons défendues en descendant dans la rue.

Parce qu'ils ont compris que s'engageait un divorce avec leurs préoccupations quotidiennes et ces valeurs, les jeunes ont dit massivement non au gouvernement et à sa politique réactionnaire.

La contestation lycéenne et étudiante fut certes déclenchée par un projet gouvernemental, elle a cependant des causes plus profondes : en particulier la société du chômage. La question de l'emploi est présente dans les consciences et la jeunesse est inquiète pour son avenir : égalité de tous devant l'accès au savoir, démocratie dans l'enseignement, formation et diplômes qualifiants certes, mais aussi et surtout droit au travail. En défendant leur diplôme, seul garant de leur avenir, c'est leur emploi futur que les jeunes ont voulu sauvegarder. C'est donc bien une lame de fond qui s'est mise en place avec son cortège de faits nouveaux qui sont autant de symboles d'une transformation en profondeur de la société française : la place nouvelle des femmes dans le mouvement, le coude à coude entre jeunes Français de souche et jeunes beurs, le rôle des médias.

• Un gouvernement disqualifié

C'est précisément parce qu'il n'a pas compris que le gouvernement a été dépassé. En cédant toujours trop peu et toujours trop tard, il a transformé une crise universitaire en crise politique et morale. C'est une formidable incompréhension de dire aux jeunes : « si vous protestez, c'est parce que vous n'avez pas lu le texte ».

C'était vouloir ne rien comprendre au mouvement que de l'accuser d'être politiquement manipulé.

C'était une grave erreur que de chercher à s'en sortir par la ruse en trichant sur le nombre des manifestants, en recevant le jour de la manifestation une délégation de non grévistes, en retirant à moitié seulement un projet devenu symbole tout en gardant la logique inégalitaire première, bref en maniant la provocation alors que les jeunes veulent franchise et clarté.

En utilisant la violence délibérément, en faisant couler le sang, le gouvernement s'est coupé de toute une jeunesse.

Plus jamais ça !

En trois semaines, les jeunes ont beaucoup appris par eux-mêmes. Ils savent désormais que seule la vigilance et la détermination peuvent préserver les valeurs républicaines qu'ils avaient crues pourtant acquises.

• Les leçons politiques de décembre 1986

Tous les jeunes qui se sont mobilisés constituaient une génération politiquement vierge : première grève, premières manifestations, première prise de conscience. En une nuit, elle a basculé. Les jeunes ont réhabilité l'engagement collectif sur des valeurs réactualisées et sous de nouvelles formes.

Sans rejeter les formes traditionnelles des organisations de jeunesse, les étudiants et lycéens ont voulu, à travers les divers organes qu'ils ont mis en place, démontrer leur volonté de préserver l'unité de leur mouvement.

• La victoire des valeurs de la Gauche

Les valeurs qui font l'identité du Parti socialiste, sur lesquelles on avait tant glosé, ont montré leur actualité : refus de l'exclusion, démocratie, réussite non seulement individuelle mais collective, respect du droit, rôle régulateur de l'État. Le mouvement lycéen et étudiant a été une revendication conjointe de liberté et d'égalité. En demandant ensemble de s'essayer aux études, les jeunes ont simplement exprimé leur désir de réaliser pour l'avenir leurs projets individuels.

• Le rôle du président de la République

Dès le début, François Mitterrand s'est déclaré « en phase » avec la jeunesse et il a compris ses revendications « légitimes ». Face au cynisme et au mépris des conservateurs, les jeunes ont su immédiatement que le recours viendrait du chef de l'État. Si M. Chirac avait écouté le président de la République, Malik Oussekine serait encore parmi nous !

Le retour « du politique » mais pas encore de « la politique »

« La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale ». La jeunesse a su redonner tout son sens aux principes fondamentaux de la République. On entendait égoïsme, individualisme, indifférence ; on a vu liberté, égalité, solidarité.

Les lycéens et les étudiants, qui n'ont jamais eu de grille idéologique, se sont révélés comme des militants civiques du droit et des principes démocratiques menacés.

En s'en prenant à la sélection, ils s'en sont pris à une dimension plus large de la société : l'économie duale, une société fondée sur l'exclusion, un monde coupé en deux. C'est la solution « libérale » que nous avons refusée.

Sociologues et commentateurs politiques n'en croient pas leur yeux : ce sont eux, « les nouveaux jeunes » comme les définit *Le Point*, ceux que l'on croyait « hors jeu » qui vont s'affirmer en quelques jours comme la première force socio-politique du pays. Ce sont eux qui, loin de subir, se décident à agir et même à imposer ce que l'autorité publique leur refuse : l'égalité des chances. En décembre 1986, la jeunesse française a fait son entrée par la grande porte sur la scène de la politique au sens premier et généreux du terme.

• Les enseignements politiques de mars 86

De ce mouvement lycéen et étudiant contre les réformes Devaquet et Monory est ainsi née la prise de conscience chez les jeunes et la cohérence des mesures gouvernementales et de la logique « libérale ».

En huit mois, les masques du libéralisme sont tombés. La Droite a dévoilé son véritable visage : Droite raciste, Droite destructrice, Droite de l'ordre moral, de l'autoritarisme et du sectarisme.

De la destruction du service public (dénationalisations, privatisation de TF1, nouvelle loi sur les hôpitaux, prisons privées...) au code de la nationalité, les mesures gouvernementales procèdent d'une même logique, l'accroissement des inégalités et rompent avec tous les consensus qui existaient depuis 1945.

Après dix ans de silence presque total, toute une génération a pris le pas sur le vide laissé par ces « paradigmes perdus » qu'ont été les modèles intellectuels et politiques des générations précédentes.

Et ce formidable mouvement, qui n'a été au bout du compte ni « politique » ni « apolitique » au sens galvaudé des termes, mais qui a été plus que cela, qui a surgi, surprenant tout le monde, motivé qu'il était par la peur du lendemain, ce mouvement qui s'est trouvé de fait exacerbé par les malaises internes de notre société, ce mouvement a un potentiel qu'il nous fait prendre en compte. Parce que sa réalité sera surtout ce qu'il deviendra, plus que ce qu'il a été, c'est à nous, socialistes, qu'il appartiendra de répondre à ses aspirations.



CONTRIBUTIONS THÉMATIQUES DES MEMBRES DU B.E.

Il existe une réelle adéquation entre les valeurs socialistes et les aspirations de cette jeunesse qui porte en elle-même la dynamique d'une évolution en profondeur de la société.

L'émergence de cette génération politique, morale, civique est une nouvelle chance pour la France.

Une génération est née. Une génération est en marche.

En mériter la confiance, en incarner l'espoir, telle doit être la mission des jeunes socialistes.

Le M.J.S. : la rencontre de la jeunesse et de l'espoir

Pas de faux débats

Les jeunes socialistes ne doivent pas considérer la réforme des structures comme la seule clé des questions politiques. La porte doit certes demeurer ouverte à une transformation progressive du mode de fonctionnement du M.J.S. qui découlera de notre action.

Si une nouvelle loi ne fait pas mœurs nouvelles, la situation d'aujourd'hui pose cependant à terme les problèmes de structure du M.J.S.

Les jeunes socialistes ont besoin avant tout d'un discours politique qui réponde aux aspirations de la jeunesse et dans lequel celle-ci puisse se reconnaître.

Nous devons nous construire.

Pas d'attentisme ni immobilisme : l'heure est à l'action. Il y va de l'avenir du P.S. dans la perspective de l'élection présidentielle de 1988. Il y va aussi de l'avenir politique de toute une génération dans l'attente d'une alternative crédible à la société du chômage, du mépris, de l'indifférence et de l'égoïsme que veulent imposer les conservateurs, bref du « libéralisme ».

La condition première de l'ouverture du P.S. sur la jeunesse, réside dans la volonté des jeunes socialistes à dynamiser et renforcer leur mouvement.

L'enjeu : l'ouverture du P.S. sur la jeunesse

Tout en renforçant leur mouvement, les membres du MJS doivent développer leur capacité d'expression et être présents comme animateurs politiques au sein de toutes les instances du P.S.

Il n'y a pas de problèmes de la jeunesse séparés des problèmes des adultes. Il n'y a que des questions relatives à la société française dans son ensemble et la vision « jeune » de celles-ci.

Une plus grande participation des jeunes à la vie du P.S. est indispensable pour permettre l'ouverture sur la jeunesse.

Les jeunes socialistes sont prêts, il faut leur en donner les moyens.

La mission des jeunes socialistes

Notre ambition : mériter la confiance.

Il nous faut répondre aux aspirations de la jeunesse afin qu'elle fasse sienne nos valeurs socialistes et donner ainsi un débouché à la génération politique qui vient de naître. En ce sens, il est nécessaire de repenser notre discours (réconcilier la morale et la politique, traduire la promotion de certaines valeurs de façon spontanée en un engagement politique...).

Notre ambition : incarner l'espoir.

Deux projets sont face à face. D'un côté : le pôle conservateur et l'idéologie qui le guide. Les jeunes viennent de le découvrir. Ils perçoivent désormais l'horizon que de ce côté-là on leur propose.

De l'autre côté : le pôle progressiste et les valeurs qui font son identité. Le succès demandera du temps, une attitude explicative tout autant que pragmatique, mais de ce côté-ci, une perspective est offerte aux jeunes.

Les jeunes socialistes doivent :

- Engager le débat et la réflexion sur des problèmes de notre société :
- *Éducation.*
- *Modernisation économique et progrès social, la question de l'emploi.*
- *Immigration et intégration des jeunes de la seconde génération dans la société française.*
- *Marginalisation sociale.*
- *Protection sociale au sein du tryptique « égalité, liberté, solidarité ».*

- *Relation entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement ou sous-développés.*
- *Construction européenne.*

- S'ouvrir sur l'extérieur :

- *Créer un organe de presse, outil militant d'apparition extérieure.*
- *Développer les groupes issus de la mobilisation et en assurer l'animation politique.*
- *Définir leurs priorités et un programme d'action pour chaque année.*
- *L'Équipe nationale définit ses secteurs d'intervention et choisit en son sein les responsables de ces derniers qui devront porter à la connaissance des militants le fruit de leurs travaux.*
- *L'Équipe nationale mandatera en son sein un porte-parole pour représenter le M.J.S. à l'extérieur.*

Toutes ces propositions devront être débattues au sein du mouvement et de ses instances lors du prochain Conseil national et soumises à l'approbation des instances du P.S.

C'est dans ces conditions, ainsi qu'en disposant de moyens humains tout autant que financiers, que nous nous développerons et nous nous responsabiliserons.

Le 4 décembre au soir, la jeunesse qui était descendue dans la rue pour porter sa revendication de justice, d'égalité, de démocratie, a perdu ses illusions. Les matraques lui ont fait comprendre quelle est la nature de ce gouvernement, gouvernement le plus réactionnaire que la France ait connu depuis Vichy.

« Chirac, en 88 on s'en souviendra ! ».

Ce slogan et les initiatives collectives d'inscription sur les listes électorales sont un appel à tous ceux qui défendent les idéaux de la République, et en premier lieu ceux socialistes. Le Parti socialiste ne répondra pas de manière satisfaisante à ce mouvement civique sans un immense effort de développement de la capacité d'intervention du M.J.S.

Parce que les valeurs auxquelles se rattache la jeunesse sont aussi les nôtres, parce qu'en 1989 la jeunesse de France veut pouvoir fêter le bicentenaire de la Révolution et faire briller d'un nouvel éclat les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité et de solidarité, ne manquons pas le rendez-vous que nous avons avec la jeunesse en 1988.

L'échéance est proche.

Donnons-nous, avec ce Congrès, les moyens de la victoire ; mettons le Parti en mouvement, dynamisons les énergies pour, en 88, gagner avec la jeunesse.



PSinfo

LE POING ET LA ROSE/SPECIAL RESPONSABLES

Hebdomadaire officiel du Parti socialiste.

Abonnement annuel ordinaire : 200 F.

Abonnement à prix réduit pour les membres des commissions administratives des sections : 60 F par an.

Les abonnements doivent être souscrits à « PS INFO », 10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07 (chèque à l'ordre des Nouvelles Éditions de l'An 2000).

IMPORTANT : dans chaque section, le secrétaire de section, le responsable de l'Information des Militants et le responsable de la Propagande, ont, tous les trois, droit à un service gratuit de PS INFO. Leurs demandes doivent être adressées à leur fédération (en mentionnant pour chacun, le numéro d'adhérent) qui les regrouperont et les transmettront au National.



L'entreprise moderne : s'armer dans la guerre économique mondiale

Contribution présentée par

Pierre CARASSUS, Michel JAUREY, Raymond LLANES, Olga MARTINS, Jean-Marie MARIANI, Alain BRON, Jean-Baptiste BOUIS, André CASSOU, Marie-Claude GIRAUD, Sylvain HERCBERG, Christiane L'HERONDELLE, Reine MOINET, Gérard SEGOND, Marcel VILLENEUVE et Jean-Pierre WELTERLIN.

Le libéralisme s'essouffle. La Droite qui nous a vanté hier dans l'opposition, aujourd'hui au pouvoir, les vertus du libéralisme, avec tout son système de dérèglementations, ce modèle importé d'outre-Atlantique, se heurte à une réalité. Cette réalité n'est autre que la tradition historique du pays, son ancrage républicain, la volonté de la population, en premier lieu de la jeunesse et des travailleurs. Quelle que soit l'issue des conflits en cours et à venir, les mêmes motivations sont au cœur des préoccupations : égalité des chances, solidarité, liberté.

Ces conflits sociaux sont inhérents à la politique de classe que mène le gouvernement Chirac : libérer les privilégiés, cadenas les travailleurs et les plus défavorisés.

La paix sociale qu'a connue la France de 1981 à 1986 n'est donc pas possible aujourd'hui. La jeunesse et les travailleurs prennent chaque jour davantage conscience des dangers que représente pour l'avenir la politique de la Droite.

Cependant, les socialistes ne peuvent non plus ignorer que cette paix sociale s'est, dans notre période gouvernementale, trop souvent confondue avec l'apathie sociale qui n'a pas permis de mobiliser avec suffisamment de force toutes les potentialités pour favoriser le redressement économique du pays.

Une politique ne se conduit pas avec des spectateurs passifs mais avec des acteurs conscients et mobilisés.

Ce dont a besoin le pays aujourd'hui, c'est d'un projet avec ses contraintes certes, mais qui éclaire l'avenir, qui fortifie les énergies, qui appelle à l'effort de tous, qui s'appuie sur une solidarité réelle, qui soit l'élément central de la cohésion sociale. Ce projet, qui d'autres que les socialistes pourraient l'offrir ?

Nul ne conteste plus l'existence, ni la nature profonde de la guerre économique mondiale, même s'il conviendrait de s'assurer que tous lui donnent bien le même contenu. Et en particulier si la confrontation imputoyable des systèmes sociaux qu'elle représente est bien perçue par tous.

Pour autant, il convient de tirer de la constatation de son existence toutes ses conséquences ; notamment il faut lutter pour d'autres règles du jeu au niveau international visant à équilibrer et à stabiliser les échanges commerciaux, en un mot agir pour un nouvel ordre économique mondial. Pour autant, il est nécessaire d'améliorer la compétitivité de notre appareil productif, ce qui suppose une claire vision de l'entreprise.

Le triste état de l'entreprise française

Le déclin de l'économie française repose sur l'insuffisance de l'adaptation de son système productif, et donc de ses entreprises, dans la soumission acceptée de la dominance américano-japonaise. Certes, la Gauche au pouvoir avait commencé un sursaut salutaire : elle n'est pas restée assez longtemps, emportée par le trouble de l'opinion. Les premières réformes adoptées (loi de nationalisation, lois de démocratisation, ébauches d'une politi-

que industrielle, effort de recherche et de formation...) risquent de voler en éclats sous les coups de boutoir d'une Droite réactionnaire, privilégiant de nouveau la rente devant le risque industriel.

L'investissement recommence à régresser. Nous assistons aujourd'hui, derrière un discours mystificateur de la Droite, à une réelle mise en cause de la perspective européenne et à l'arrêt de projets mobilisateurs, contrariant même l'effort de la Gauche au pouvoir (Eureka, Esprit...).

Les réformes de fond sont soit effacées, soit détournées de leur but, dans une pratique dévoyée (apparition des « cercles de qualités » récupérateurs, au dépend des lois de démocratie...). Les mesures de revanche sociale (Anonymat sur le rapatriement des fonds, suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, amnistie fiscale...) contribuent à favoriser les spéculations à court terme au détriment de l'investissement productif. Les dénationalisations, sans justification économique – faut-il rappeler les résultats considérables obtenus par les « nationalisées » de 1982 ? –, épuisent un marché de capitaux qui devrait être utilisé pour soutenir un investissement toujours défaillant. Dans le même temps, la parodie de la participation vise à détourner les travailleurs des voies ouvertes par la démocratie économique, de cette voie originale mise en œuvre par les socialistes pour l'amélioration de la compétitivité. Les structures de l'entreprise restent façonnées par un taylorisme étroit que viennent pourtant remettre en cause, chaque jour les mutations de la technologie. Dans les esprits, le libéralisme continue ses ravages, alors même que les expériences qu'il a suscitées, çà et là, donnent aujourd'hui, le spectacle généralisé de leur échec.

La réponse

La Gauche, contrairement à une affirmation sans cesse martelée, n'a pas découvert récemment l'entreprise. Depuis longtemps déjà elle était porteuse d'une vision moderne de l'entreprise, en refusant de continuer à confondre entreprise et entrepreneur, mais plus encore entreprise et apporteurs de capital. Elle indiquait la juste place de l'État, façonnant un environnement favorable à l'entreprise, et mettant l'action de celle-ci en perspective, dans un effort de planification dont est incapable le seul marché. Elle préconisait de doter cet État d'un instrument adapté d'intervention : un secteur public organisé, démocratisé pour que puissent s'actualiser toutes les potentialités qu'il recèle. Dans le même temps, elle rapprochait les lieux de décision des lieux de production par la mise en place d'une réelle décentralisation. Il faut poursuivre cet effort.

Renforcer l'entreprise, c'est poursuivre la mutation engagée par la Gauche

Pour se faire, il faut :

Donner à l'entreprise tous les moyens de mobiliser toutes les énergies

Un cadre légal, formel, avait été tracé (Lois Auroux, loi de démocratisation



du secteur public). Le manque de temps et il faut le souligner, une insuffisante mobilisation des travailleurs n'avaient pas permis de leur donner leur plein essor.

Il convient donc d'analyser, en profondeur, les causes de cette insuffisante mobilisation. Nous ne devons pas, en tant que parti, nous borner à rejeter la faute sur les organisations syndicales. Sans aucun doute, la cohérence de l'action gouvernementale, et les perspectives ouvertes, dans ce domaine particulier, n'ont pas été suffisamment perçues par les travailleurs. Et ceci n'est pas seulement un problème de communication : nous n'avons pas su faire de la démocratie économique un axe central de notre action pour l'efficacité économique ; ni admettre, pour pouvoir l'expliquer, que cette politique ne constituait pas un luxe dont on pouvait différer la mise en œuvre, en temps de crise, mais bien un outil décisif dans cette crise.

Certes, il y aura encore des résistances patronales – sont-elles pour nous étonner, nous, socialistes ? Il appartient cependant au P.S. à réfléchir aux conditions de cette mobilisation. En tant qu'organisation collective, mais aussi individuellement, pour chaque militant, par une action déterminée tant sur le plan syndical que politique. Le vécu réel de ces lois ne sera possible sans un renouveau, en profondeur, de l'ensemble du mouvement ouvrier, tant syndical que politique.

Il appartient au parti, de dégager un discours cohérent sur l'entreprise, qui ne soit plus le fait de son seul secteur entreprise, mais bien porté par l'ensemble du parti. Un discours unifié par rapport à nos affirmations éclairées qui assurent alternativement que l'entreprise reste un lieu conflictuel d'affrontement d'intérêts divergents et que l'entreprise, lieu de production doit devenir un lieu d'initiative. Sans remettre en cause ces analyses qui restent justes, cette synthèse indispensable a pour nom **démocratie économique**.

Cette voie est la seule qui nous est ouverte, dans la recherche de la compétitivité, si nous ne voulons pas que celle-ci passe, comme le préconise la Droite par la déréglementation et la régression sociale. C'est la seule voie réelle de la lutte pour l'emploi ; la guerre économique mondiale retrace aussi la confrontation des systèmes sociaux. Ne faisons pas en sorte de nous voir imposer le nôtre. Assumer cette confrontation peut se concevoir en effet selon deux voies :

– se soumettre à l'alignement des conditions sociales de production des pays défavorisés, permettre l'exploitation la plus dure des travailleurs par un abaissement de la réglementation sociale, se limiter aux seuls créneaux de production autorisés par la division internationale du travail, accepter une logique de sous-développement et de déclin pour la France et l'Europe : c'est la politique libérale :

– ou bien dégager une voie spécifique pour relever le défi de la compétitivité, qui passe par la mobilisation de toutes les potentialités de l'entreprise, en tirant parti de toutes les compétences et expériences de la collectivité de travail que constitue l'entreprise, en assurant la défense réelle des intérêts des travailleurs, et en développant le progrès social : c'est la politique que nous devons mettre en œuvre.

Développer les potentialités individuelles

Le vaste effort d'éducation, de formation que nous avons entrepris, dans la défense de l'égalité des chances devra être repris. La rue est venu rappeler récemment ce que la Droite voulait en faire.

Mais il conviendra aussi de prendre des initiatives en matière de formation à l'économie. Que serait, pour des travailleurs non formés dans ce domaine, la réalité de la démocratie économique à laquelle tend à leur faire accéder les lois nouvelles que nous voulons promouvoir ? Mais il faudra encore organiser la « deuxième chance ». De même qu'ils ne peuvent admettre la séparation entre l'entreprise et le reste de la vie sociale – position qu'ils ont synthétisée dans la formule « citoyens dans l'entreprise » – les socialistes ne peuvent concevoir que tout le devenir d'un homme soit figé dès ses vingt ans, qu'il y ait un âge pour la formation, avec son volant d'exclus, un âge pour la production, dans l'attente d'un âge pour survivre, tant bien que mal. La formation continue doit être systématisée, l'effort des entreprises augmenté, le contrôle démocratique de l'attribution des moyens amplifié.

Projeter l'entreprise vers le futur

C'est toute la problématique de la recherche, et des liaisons entreprise/enseignement supérieur. Il est indispensable de rompre avec la logique de régression qui est celle de la Droite, dont on sait la place qu'elle a laissée à la recherche dans le budget, pour en revenir à ce que fut notre pratique entre 1981 et 1986.

Mais l'entreprise a besoin que soit créé un environnement favorable

C'est bien entendu, un problème de politique générale et de politique internationale, qui sort du cadre spécifique de cette contribution : œuvrer pour un « nouvel ordre mondial » (renforcement du dialogue Nord-Sud, solvabilité du tiers monde, stabilisation du taux de change, réduction de taux d'intérêts, mais aussi construction d'un véritable pôle de rééquilibrage en Europe...). Mais, ceci ne peut passer que par une organisation des solidarités, s'appuyant sur les forces, politiques et syndicales qui nous sont proches, en Europe et dans le monde.

C'est aussi, plus spécifiquement :

Mettre en perspective les projets des entreprises, par le développement d'une planification moderne intégrant l'entreprise et ses enjeux intéressant la totalité des forces vives de celle-ci, et s'articulant sur une véritable planification régionale et nationale.

Ainsi un vaste débat démocratique doit s'instaurer aussi bien au sein de l'entreprise pour y définir un projet et des axes stratégiques, qu'au niveau régional et national, en associant l'ensemble des acteurs économiques, industriels et sociaux. C'est à ce prix et à ce prix seulement que les grands arbitrages pourront être réalisés globalement dans la clarté – et que le minimum de stabilité auquel aspirent les entreprises pour assurer leur croissance et leur développement pourra être obtenu. Force est de constater que la Gauche au pouvoir n'a pas su, ou pas pu, se doter de cet instrument indispensable, rendu pourtant plus facilement envisageable par le progrès des instruments de communication : il appartient au Parti socialiste de refaire sien ce projet.

Renforcer l'instrument public d'intervention ; en réactivant un secteur nationalisé rendu plus efficace par les modifications de structures esquissées de 1981 à 1986, auxquelles il conviendra de donner un contenu réel.

La mutation doit commencer en nous-mêmes

Le parti doit donc prendre conscience de cet enjeu décisif que constituent les entreprises. Si le pouvoir se prend par les votes dans les circonscriptions, les mentalités se forgent dans la réalité du vécu quotidien et tout d'abord dans celui du travail.

Il nous faut donc rompre avec les incantations que ne viendrait pas étayer une pratique réelle. Il ne faut plus dire « C'est dans les entreprises que se gagnera la bataille politique », mais c'est dans les entreprises qu'il faut la gagner. (1)

Dans ce but, de vastes réformes statutaires ou réglementaires ne sont pas indispensables. Mais une volonté politique claire doit s'exprimer dans les faits.

On peut regretter, par exemple, que la « Convention pour l'emploi » – qu'est-ce qui concerne plus directement les entreprises que l'emploi ? – ne se soit pas caractérisée par l'organisation d'un vaste et véritable dialogue entre sections locales et d'entreprise.



(1) Parce que l'entreprise est au cœur du combat dans la guerre économique mondiale, l'intervention politique dans l'entreprise doit être la priorité de tout le parti.

Le militantisme dans les entreprises doit être revalorisé. Il est la condition de la réussite de notre projet politique. Les sections et groupes socialistes ont un rôle irremplaçable à jouer pour le développement de la démocratie dans les entreprises, pour gagner.



Un contrat politique minimal devrait être passé. Il devrait prévoir quelques mesures concrètes :

– Deux réunions annuelles des directions fédérales, et du comité directeur, élargies à la représentation du secteur entreprise – qui pourrait du reste, devenir le « secrétariat national pour les entreprises » – pour discuter de problèmes concernant, au premier chef, l'entreprise (action pour l'emploi ; situation sociale, politique industrielle...);

– une convention annuelle, centrée sur les mêmes problèmes, et associant, là encore, largement le secteur entreprise à sa préparation et à ses travaux ;

– une journée « entreprise », tournée non plus vers l'extérieur, mais sur la rencontre entre militants de sections locales et d'entreprise qui trop souvent s'ignorent.

Notre responsabilité est grande : comptables des aspirations et des attentes des travailleurs, au premier rang desquelles figurent l'obtention ou le maintien d'un emploi, nous sommes porteurs d'un projet original pour améliorer notre compétitivité, c'est-à-dire la compétitivité de nos entreprises, dans le respect de ces aspirations et de ces attentes. Il nous faut poursuivre, et amplifier, le travail de mobilisation que personne ne fera pour nous. Au-delà des moyens qu'il faudra que nous nous donnions pour cela, c'est avant tout une question de volonté politique.

Coopération au développement et politique africaine : reprendre l'initiative

Contribution présentée par Louis LE PENSEC, Geneviève DOMENACH-CHICH, Jacques HUNTZINGER, Philippe FARINE, Gabriel ARNAUD, Roland COLIN, Jean-Bernard CURIAL, Claudé OLIVIERI, Axel QUEVAL, Jean-Pierre RAISON, Jean-Louis TRIAUD, Michel VERNIÈRES et Claude WAUTHIER.

Le discours néo-libéral appliqué à la coopération et les pratiques observées dans ce secteur depuis le 16 mars mettent en évidence le fossé existant entre la Droite et la Gauche.

La contre-réforme des services centraux, le retour aux clients privilégiés, la confiance naïve dans les vertus du secteur privé et ses capacités à résoudre les problèmes des pays en développement sont les signes les plus distinctifs d'une politique qui, faute d'idées neuves, se définit par opposition partisane à ce que nous avons patiemment tenté de construire. Ici comme ailleurs, les néo-casseurs en col blanc sont à l'œuvre et nos partenaires étrangers commencent à découvrir avec étonnement le sectarisme et le comportement idéologique de la Droite.

Le retour de la Gauche au pouvoir devra donc, sans prendre des allures revanchardes, marquer une **rupture** très nette avec les pratiques actuelles, tout en intégrant les **leçons de l'expérience**, notamment dans le domaine essentiel de la politique africaine où il convient de reprendre l'initiative.

Quelles pourraient en être les principales orientations ?

Les principes d'une politique socialiste de coopération

Recentrer notre action en faveur du tiers monde sur la perspective des nouvelles luttés sociales en France

L'opinion publique française est de plus en plus sensible, notamment chez les jeunes, à un nouvel ensemble de valeurs parmi lesquelles l'exigence de justice et le combat solidaire pour la suivre apparaissent comme essentiels.

L'écho grandissant que rencontrent les O.N.G. comme la multiplication

des initiatives de coopération décentralisée – qui préfèrent aux grosses entreprises médiatiques de l'aide d'urgence les actions patientes de l'aide au développement –, l'indignation de plus en plus vive que soulèvent des mesures hostiles aux immigrés ou la réforme du code de la nationalité, et l'impact extraordinaire des campagnes de S.O.S. Racisme, comme, sur un autre plan, des Restaurants du Cœur, montrent bien qu'il y a dans ce pays une générosité fondamentale.

Au Parti, par sa présence active dans les associations et à leur côté, par ses initiatives et par sa pratique, de montrer que ces tendances diffuses trouvent justement leur cohérence dans le socialisme pour lequel nous militons, et que l'action extérieure de la France – et plus particulièrement la place centrale que doit y occuper la politique de coopération au développement – s'inscrit directement dans la vision de ce monde plus juste, plus pacifique et plus solidaire que nous voulons construire.

Établir une très forte cohésion de notre politique étrangère et de notre politique de coopération

Celle-ci ne saurait en effet se ramener à la gestion (plus ou moins inspirée) de moyens (toujours insuffisants) pour maintenir en état de survie des États (plus ou moins) gravement malades ! La coopération n'est ni la charité, ni le clientélisme ; elle ne doit pas être non plus le monopôle d'une technocratie. Elle est d'abord l'expression d'une **volonté politique**, et doit s'inscrire dans une **stratégie d'ensemble**.

En effet, l'importance politique des relations avec les pays du Sud ne peut être séparée de leur dimension économique. Depuis plus de dix ans, la crise économique mondiale a accentué la diversification des situations de nos partenaires du Sud. De ce fait notre politique de coopération doit être conçue et conduite en fonction de l'évolution de « l'économie monde ». Il importe donc que nos outils d'intervention soient adaptés à la diversité des politiques nationales de développement que nous soutenons.



Favoriser l'émergence des démocraties

La tapageuse campagne contre l'Éthiopie, qui est venue étayer le discours anti-tiers mondiste à la mode dans certains milieux, doit être l'occasion de rappeler nos analyses et nos positions.

Il est vrai que les pays les plus démunis de la planète sont souvent parmi les moins soucieux des droits de l'homme et des libertés. Cela montre que la démocratie est une des composantes du développement. La conquête des libertés démocratiques (liberté d'expression et d'association; élections libres; pluralisme politique; économie mixte...) doit accompagner la satisfaction des besoins prioritaires (alimentation, santé, éducation...); elle conditionne la poursuite du processus de développement.

La coopération doit aussi avoir pour préoccupation d'aider les pays du tiers monde à se libérer des hégémonies politiques et économiques extérieures, et à élaborer leurs propres modèles, en rejetant les schémas importés de l'Est ou de l'Ouest qui ont fait maintenant la preuve de leur inadaptation au tiers monde.

Maintenir et adapter l'intervention publique

Il nous faut combattre l'idéologie libérale qui laisse planer l'illusion d'un développement orchestré par la seule initiative d'entrepreneurs privés. Quel peut être l'intérêt de ces derniers à s'investir dans les P.M.A. et des secteurs où les perspectives de profit sont maigres? Les tenants du libéralisme à tout va sont muets sur ce point.

La croissance de l'aide publique au développement s'impose d'autant plus que les banques réduisent leurs engagements dans le tiers monde, ceux-ci n'ayant d'ailleurs guère concerné les P.M.A.

Une vision quelque peu optimiste de la situation fait penser à certains que le problème de la dette a perdu de sa gravité parce que des parades à court terme ont été trouvées. A moyen terme, il faut promouvoir des formules permettant à chaque pays d'atténuer la charge de sa dette sans condamner son processus de développement. Des solutions telles que le plafonnement des remboursements en fonction des recettes d'exportations devraient être négociées.

Les négociations internationales, pour que la France puisse y faire triompher ses positions, supposent de solides alliances. Celles-ci devraient être cherchées dans un dialogue constant et l'unité d'action avec nos partenaires européens.

Construire une nouvelle alliance

L'histoire comme la géographie lient étroitement la France, d'une part à l'Europe, d'autre part au monde méditerranéen et à l'Afrique.

Notre pays, qui a un rôle moteur à jouer dans la construction européenne, doit aussi prendre l'initiative d'un dialogue approfondi avec les pays arabes et les pays africains dont la croissance démographique va, d'ici l'an 2000, poser des questions cruciales.

En renforçant cet axe Nord-Sud à partir de références culturelles communes et par la recherche de nouvelles solidarités et de nouvelles alliances, la France n'entend pas se fermer aux autres continents. Bien au contraire, cette alliance euro-arabo-africaine devrait contrebalancer, au plan idéologique comme au plan économique, les influences américaine et soviétique. Elle est essentielle à la coopération Nord-Sud où les pays européens, les pays plus industrialisés du tiers monde et les moins avancés mettent leurs capacités complémentaires au service du développement.

Reprendre l'initiative en politique africaine

L'Afrique constitue, pour notre Parti, un enjeu important, parfois méconnu. Son image dans l'opinion française est souvent désastreuse: famine, tyrannie, corruption. Pour beaucoup, elle se réduit à quelques figures caricaturales: Bokassa ou Idi Amin Dada.

A l'égal du Proche-Orient, l'Afrique noire est aujourd'hui à notre porte et ce qui s'y passe ne peut nous laisser indifférents. Notre pays fonde une partie de sa stratégie internationale sur sa présence en Afrique. Périodiquement aussi, les « affaires africaines » ont des incidences non négligeables sur la politique intérieure française. L'histoire, les mouvements de population, les

échanges culturels, les intérêts économiques et politiques ont créé des liens nombreux et étroits. L'Afrique est un continent majeur pour l'avenir de l'Europe: l'extension de l'insécurité et des conflits secondaires en Afrique aurait des effets immédiats sur l'Europe occidentale.

Au milieu des pires difficultés, aggravées par la crise économique mondiale, l'Afrique est aussi en train de changer. De nouvelles élites apparaissent, des forces sociales s'organisent. Le passage massif de la campagne à la ville et l'essor démographique créent à la fois de nouveaux problèmes, de nouvelles dynamiques et de nouvelles cultures. Nous devons penser à cette Afrique de demain qui n'est plus seulement celle des chefs d'État.

L'Afrique australe constitue un enjeu majeur. Les ondes de choc qui partent d'Afrique du Sud peuvent déstabiliser tout le continent, faire de celui-ci un champ de manœuvre pour les grandes puissances. Le Parti, qui est engagé depuis longtemps dans la lutte contre l'apartheid, ne peut pas laisser à d'autres forces le monopole des actions militantes et spectaculaires dans ce domaine. De nouvelles générations vont venir à l'engagement politique, en France et en Europe, sur le problème de l'Afrique australe, et nous devons être présents.

Mais l'Afrique australe, qui est à la une de l'actualité, ne doit pas nous faire oublier nos responsabilités particulières dans le reste de l'Afrique subsaharienne, sur laquelle pèsent tout à la fois la crise économique mondiale et les poussées déstabilisatrices venues du monde arabe et de l'Afrique australe. Nous devons donc aussi nous préoccuper du « pré-carré », de ces pays de la zone franc qui sont dans notre environnement immédiat, et offrir un modèle de coopération qui illustre nos engagements et nos choix.

Faire le bilan de la politique africaine de la Gauche

Contrairement à ce que la Droite voudrait faire croire, le bilan de la Gauche en matière de politique africaine est positif. Sous la direction du Président de la République, les gouvernements de gauche ont tenu les engagements de la France sur le continent dans une conjoncture particulièrement difficile (crise économique, chute des cours des matières premières et endettement généralisé). Ils ont ouvert notre diplomatie aux mouvements de libération d'Afrique australe et aux pays de la ligne de front. Ils ont remis en cause la vision géopolitique chère à la Droite d'une Afrique « modérée » opposée à une Afrique « progressiste ».

Le Tchad constitue un bon exemple de la capacité des socialistes à gérer un dossier difficile. Au milieu des cris et des surenchères, la Gauche a tracé son sillon. Malgré les rodomontades d'avant le 16 mars, Chirac ne trouve plus rien à redire à une politique qu'il a reprise à son compte.

Ce bilan doit être aujourd'hui clairement assumé, dans tous ses aspects positifs. Et contrairement à une opinion qui avait parfois cours avant le 16 mars, il est de plus en plus clair que la Gauche et la Droite n'ont pas la même politique africaine. L'autosatisfaction ne saurait pour autant tenir lieu de bilan. Il convient de tirer les leçons de ce qui a été fait pendant cinq ans, afin de préparer, dans ce domaine également, la reconquête du pouvoir.

Les limites de notre action sur le continent

Pour rattraper ses handicaps économiques, augmenter sa production et former un nombre suffisant de cadres, l'Afrique noire a besoin de stabilité. Mais cette stabilité ne peut être obtenue à n'importe quel prix. L'Afrique ne fera pas, en particulier, l'économie des contradictions et des crises qui accompagnent la construction de l'État et l'édification d'une société adaptée au monde de demain.

Au cours de ces dernières années, la Gauche française, accédant pour la première fois au pouvoir depuis la décolonisation, a été amenée à faire l'inventaire de son rôle en direction du continent africain. Contrairement aux accusations répétées de la Droite, elle a refusé de transformer le continent en champ d'expérimentation politique. Elle a ainsi pris la mesure exacte de ses responsabilités: favoriser l'éveil des forces démocratiques sur le continent, sans jamais se substituer aux forces africaines de changement, et sans confondre les multiples avatars groupusculaires avec les mouvements sociaux réels.

Une telle attitude a pu décevoir certains en France et en Afrique, mais il n'en est pas d'autre possible. Contrairement à une illusion qui a eu la vie dure, la libération du continent africain - du sous-développement, de la famine, du despotisme - ne se décrète pas à Paris ou dans une autre capitale extérieure.



Les socialistes et la logique des relations d'État à État

Les relations d'État à État créent aussi une série de contraintes qui ne sauraient être niées. Cependant l'Afrique ne cesse aujourd'hui de se différencier : nouvelles cultures urbaines, nouvelles couches sociales, nouvelles générations, nouveaux modes de sociabilité. Tout ce qui enfermerait les relations de notre pays avec l'Afrique dans un carcan officiel ou conventionnel nous ferait manquer ces retrouvailles de la France avec l'Afrique de demain. C'est notamment le rôle du Parti socialiste et des autres forces démocratiques, des associations, des organisations non gouvernementales et des collectivités locales, de donner aux relations franco-africaines ce supplément d'âme qui leur manque parfois. Les relations d'État à État ne doivent donc pas détourner le Parti socialiste de sa vocation première, qui est d'accompagner les expressions démocratiques sur un continent qui est notre vis-à-vis immédiat et dont l'avenir politique et social pèsera sur notre propre histoire.

Reprendre l'initiative, c'est encourager l'investissement humain : c'est faire entrer l'internationalisme dans le quotidien de la société civile à travers invitations, jumelages, voyages et échanges de toute sorte, bourses, etc. Le but n'est pas d'intervenir dans les affaires intérieures des États mais, en nouant des liens nouveaux avec toute une série de partenaires, de favoriser l'émergence de forces démocratiques.

Il est frappant de constater que l'Internationale socialiste n'a que deux partis affiliés sur l'ensemble du continent africain : le Parti socialiste sénégalais et un parti de l'île Maurice. Le Parti socialiste français ou d'autres partis de l'Internationale ont des relations suivies avec différentes forces politiques sur le continent (par exemple, avec les pays de la ligne de front, en Afrique australe). Cependant, ce retard dans l'implantation de mouve-

ments démocratiques proches du socialisme en Afrique constitue un facteur négatif dans l'évolution du continent.

Conclusion

Depuis leur arrivée aux affaires, les nouveaux responsables de la coopération ont consacré plus d'énergie à régler des comptes avec la Gauche qu'à définir une politique cohérente. Ainsi l'incohérence manifestée dans la gestion de la question de l'Afrique australe : officiellement, le gouvernement ne cède pas à son lobby sud-africain ; pratiquement, il fait des gestes significatifs en faveur de Jonas Savimbi. L'expulsion, par avion spécial, de cent un Maliens a couronné symboliquement une politique qui ne grandit pas l'image de notre pays en Afrique. La Droite n'a pas de politique africaine. Dans un continent qui a beaucoup changé depuis un quart de siècle, elle veut seulement reprendre ses anciennes habitudes de clientélisme.

Pour nous, l'avenir des relations franco-africaines passe par une évolution des échanges diplomatiques, qui n'exclue pas des relations privilégiées, mais qui permette de dépasser le paternalisme des années 1960 ou le club « familial » des années 1970, sinon 1980. En retour, les professions de foi incantatoires contre le colonialisme ou les appels déguisés à l'assistance permanente ne sauraient décharger encore très longtemps les élites et les gouvernements de leurs responsabilités propres face à leurs peuples.

Dans le domaine sensible des droits de l'homme, l'Afrique ne constitue pas non plus un cas à part. Le progrès de l'humanité passe pour nous par cette lutte quotidienne pour la défense de la dignité humaine, que ce soit au Chili, en Afrique du Sud, en Europe de l'Est – voire, à certains égards, dans notre propre pays.

Pourquoi voudrait-on qu'il en soit autrement, à moins de considérer l'Afrique comme un continent barbare où les valeurs communes ne pourraient avoir cours ?

Construire l'Europe

Contribution présentée par Didier MOTCHANE, Jean-Marie ALEXANDRE, Jean BESSE, Gisèle CHARZAT et Jean-Paul PLANCHOU.

Donner une dimension européenne à l'avenir de la France est sans doute une idée reçue : personne ou presque désormais n'en conteste le sens, mais peu encore – y compris parmi ceux qui font profession de l'exalter – le comprennent vraiment.

De cette idée reçue il faut donc faire – ou refaire – une idée neuve. La construction européenne est en panne, et même menace ruine : c'est que la force propulsive de l'Europe du Traité de Rome est épuisée. Il s'agit donc de la renouveler. Vouloir en effet un avenir européen pour la France, c'est vouloir un avenir européen pour l'Europe. Ce qui n'est, pour les Européens, qu'une possibilité parmi d'autres. Car s'il n'y a guère d'apparence que l'Europe devienne soviétique, il y en a beaucoup qu'elle devienne américaine, ou plus exactement ce néant perpétué qui sert d'alibi au déclin et à la dépendance des peuples désunis.

I - Le développement des institutions européennes doit suivre celui des politiques et des projets communs ; prétendre qu'il les précède, c'est consentir à ce qu'il les remplace, c'est-à-dire à ce qu'il masque leur absence.

Depuis de nombreuses années, les progrès les plus utiles et les plus importants qui aient été accomplis en Europe, pour l'Europe, l'ont été en dehors des institutions communautaires, et dans un cadre inter-étatique, Eurêka, la relance de l'U.E.O., Ariane et Airbus, les projets de réseaux de fibres optiques, de TGV européen et de tunnel sous la Manche, ou même

par les voies classiques de la diplomatie – multilatérale et bilatérale en ce qui concerne la préparation de l'élargissement. C'est sans doute la conséquence du grippage, voire du blocage actuel de la Communauté. C'est certainement le signe que les européistes – entendez par là ceux qui croient que les juristes mènent le monde et confondent la main et l'outil – sont, sans le vouloir, les pires ennemis de l'Europe et des Européens. Au même titre que les égoïsmes nationaux, dans la mesure hélas où ceux-ci cèdent plus souvent du terrain, quand ils ne l'épousent pas, au nationalisme américain qu'à une coopération européenne bien comprise.

C'est enfin et surtout un avertissement que le développement de la Communauté, et d'abord tout simplement sa survie, dépendra de son aptitude – et par conséquent de celle des pays membres – à renverser l'ordre périmé des raisons qui fait trop souvent encore le lieu commun des discours sur l'Europe, c'est-à-dire à mettre la logique fonctionnelle au poste de commande.

Cela n'implique en rien un dépérissement des institutions, mais, bien au contraire, qu'elles embrayent davantage sur le réel. L'élaboration de l'Acte Unique européen vient de montrer quelle est la dose communautaire maximale que les pays membres sont capables d'absorber pour l'instant. Cela ne signifie pas qu'il ne faille l'augmenter quelque jour mais assurément que cette possibilité (d'une extension des compétences de la Commission, sinon du Parlement) dépendra de l'avancement des politiques communes. Le seul effacement des frontières économiques intérieures, qui devrait être achevé en 1992, rencontrera bien des difficultés, et peut-être quelques blocages. Il serait sage d'en rechercher la solution en liant davantage leur règlement – la solution des crises communautaires – au déblocage de nouvelles politiques communes, ou au renforcement de celles qui sont le plus menacées.



Il s'agit non seulement de la politique agricole mais de la politique commerciale. Réaliser un « espace intérieur », c'est d'abord le séparer de l'espace extérieur. Dans les années et déjà dans les mois qui viennent, la pierre de touche de la capacité de la communauté sera son aptitude à résister mieux qu'elle ne l'a fait dans la plupart des négociations du G.A.T.T., à la pression du libre-échange militant qu'exercent sur elle les deux nations les plus protectionnistes du monde, les États-Unis et le Japon.

A partir du moment où les conditions politiques et culturelles qui permettent de populariser le projet européen seront réunies – au premier rang desquelles il faut comprendre une meilleure coordination, une plus forte convergence et un meilleur rapport de force des forces de gauche en Europe – la démarche institutionnelle de la Communauté, mais aussi celle d'une coopération politique ou industrielle pourront se poursuivre. Leur rythme sera celui des politiques, des programmes et des projets et non celui des fantasmes agités autour du projet giscardien d'un président de l'Europe élu au suffrage universel. Voit-on, dans les décennies qui viennent un Français se présenter devant les Danois et un Irlandais devant les Français pour leur expliquer leur programme ? La démocratie ne consiste pas seulement ni surtout dans un bulletin de vote mais dans le débat qui prépare le choix et celui qui le contrôle. Il est plus que temps que la Gauche renonce à cette facilité qui lui fait parfois s'écrier : « Un problème ? Une commission ! Cent problèmes ? Un président ! »

Pourquoi ne pas, en revanche, envisager dès que les esprits seront mûrs, la constitution progressive de services d'une planification européenne, susceptible de guider les investissements, de coordonner les marchés publics – dont il faut ouvrir l'accès aux entreprises de tous les pays de la Communauté, et d'une manière générale d'orienter une coopération industrielle qui, par elle-même restera nécessairement souple, c'est-à-dire à géométrie variable ? Il faudra aussi que les institutions communautaires se développent et fonctionnent sous une inspiration autre que celle du libéralisme économique qui les anime depuis l'origine et dont il faut savoir, par exemple, qu'il n'est quasiment pas une intervention publique importante des gouvernements français de gauche qu'elles n'aient cherché, à travers les règles et l'interprétation de la politique communautaire de la concurrence, à contrecarrer (1).

Il n'y aura pas d'espace intérieur unifié dans la déréglementation. L'espace intérieur unifié appelle, au contraire, une réglementation commune et spécifique, c'est-à-dire des frontières extérieures et un certain accord sur des priorités : redressement des activités productives, effort de recherche et développement, coopération industrielle privilégiée entre entreprises européennes ; programmes technologiques et culturels européens...

Subordonner l'institutionnel au fonctionnel – ce qui veut dire pour parler simplement rendre le premier à sa fonction – est enfin le seul moyen de préparer l'avenir et d'y adapter les institutions existantes, pour la simple raison que le moyen de marier la cohérence et la souplesse est de ne jamais imposer l'intégration par le haut mais de la susciter par le bas, selon l'exemple des projets en cours de coopération industrielle.

Subordonner l'institutionnel au fonctionnel, enfin, signifie que plutôt que de recommencer indéfiniment la refonte de la cathédrale – et les vicissitudes rencontrées par l'Acte Unique ont montré la difficulté de ces travaux d'architecture – mieux vaut la conforter en lui adjoignant autant de chapelles qu'il y aura lieu. Prétendre codifier la coopération politique qui est, on vient de le voir, une tâche pleine d'embûches, n'est sans doute pas le meilleur service à lui rendre si on souhaite la voir progresser. A la cohérence d'un dessein – celui d'une politique pour l'Europe – doit répondre un certain pragmatisme de l'exécution. D'autant plus qu'il importe, en particulier dans le domaine de la défense, de la monnaie et de la culture, d'aller de l'avant.

II - La défense européenne : il faut définir correctement, aujourd'hui, les termes de la question pour pouvoir y répondre demain.

Le jour où l'Europe commencera réellement à exister, son moindre sujet d'étonnement ne sera certainement pas le souvenir de la manière dont les Européens auront pu se décharger sur d'autres – leur allié américain – du souci de les défendre. Une alliance dont il est fait ainsi usage s'appelle protectorat. Il est clair que tant que l'Europe renoncera à prendre en charge, pour l'essentiel, sa défense, elle ne peut espérer acquérir une véritable identité politique. En d'autres termes, le problème posé est celui d'une défense européenne – alors que l'Europe n'a pas de personnalité politique et que sa défense ne peut être, ni exclusivement française (car la logique de la dissuasion, liée à la souveraineté, est tendanciellement contradictoire avec

toute logique d'alliance) ni principalement allemande (puisque la RFA n'est pas et ne peut pas avoir accès à l'arme nucléaire). C'est dire que la bonne réponse n'existe pas aujourd'hui. Mais que le fait que le Rhin soit moins large que l'Atlantique permet d'en discerner certains contours et même d'en préparer certains éléments pour la suite.

Le premier de tous les choix est celui de décider ce qui primera, dans l'assurance et l'ordre des raisons, de l'Alliance (atlantique) ou de soi. La France a choisi soi, et s'y est tenue, du moins en apparence, car elle a la dissuasion ; les autres États de la Communauté ont préféré l'Alliance, car ils n'ont pas la bombe, sauf la Grande-Bretagne qui l'a – mais qui donne de moins en moins l'impression de l'avoir.

Il n'y aura jamais de défense européenne si le seul pays qui dispose en principe d'une force de dissuasion indépendante la laisse dépérir. Cependant, il faudra attendre que la coopération politique européenne se soit très fortement resserrée et (mais l'on pourrait dire ou, car c'est l'autre face de la même pièce) que l'Alliance ait été profondément transformée, ramenée, pour être clair, à la lettre du Traité de l'Atlantique (Nord, (2) avant que l'on puisse considérer que la force de dissuasion française est devenue l'axe d'une défense européenne. Toutefois, ce temps peut être préparé : d'une part par l'incertitude entretenue sur la définition des intérêts vitaux de la France, d'autre part, par un développement énergique de la coopération militaire et industrielle franco-allemande pour la défense « conventionnelle » et ses armements. Il reste que la question de l'I.D.S. et la question nationale allemande sont à l'horizon du problème de la défense européenne. Avec la certitude que le déficit budgétaire américain est un facteur de découplage aussi puissant, à terme, que la logique de la dissuasion.

Il est relativement attristant de constater la lenteur et généralement l'embarras avec lesquels les Européens se rendent à l'évidence, que François Mitterrand leur avait dite, ou plutôt à la vérité de l'I.D.S. (mais notre Parti lui-même est resté bien discret et bien peu pédagogique là-dessus) : que cette nouvelle frontière « du reaganisme militant », si elle avait une énorme importance pour les affaires du complexe militaro-industriel américain, en avait aussi pour celles de l'Europe. Que le projet de construire une défense insaturable était absurde en lui-même, mais non pas dans ses implications : celles d'un retournement de stratégie en faveur de la guerre préventive (redevue possible à partir du moment où ses protagonistes vont pouvoir protéger un territoire ou une portion de celui-ci) ; celles d'une volonté d'épuiser l'Union soviétique à travers une course aux armements qui la détournera de son redressement économique, celle d'une volonté d'épuiser les concurrents européens des États-Unis en neutralisant leurs initiatives par des contrats très inégaux de sous-traitance et par l'importation de leurs laboratoires, de leur épargne et de leurs cerveaux.

L'événement, sinon les socialistes, se sont chargés de ramener lentement nos amis anglais, allemands, italiens à l'évidence. La coopération industrielle et technologique européenne ne doit donc plus, aujourd'hui, rater son départ, même si nous savons combien sur une route semée d'embûches l'impulsion et l'opiniâtreté de la France seront mises à l'épreuve.

Quant à la question nationale allemande, il va sans dire – et pour quelque temps encore peut-être n'irait-il pas mieux en le disant – qu'elle est au cœur de l'avenir de l'Europe. Celle-ci resterait à jamais à l'état d'ébauche si elle ne lui fournissait, le moment venu, le cadre d'un règlement dont les modalités et les circonstances ne pourront résulter que de conditions impératives : un équilibre militaire fondé sur une capacité de défense européenne autonome, essentiellement dissuasive, la non remise en cause des frontières héritées de la Seconde Guerre mondiale, l'accord des pays européens concernés.

III - La coopération monétaire européenne ne peut demeurer au milieu du gué.

Les socialistes ont souvent rappelé à la fois le caractère politique de la monnaie et l'impossibilité de disjoindre la coopération économique de la coopération monétaire.

La Gauche au gouvernement a néanmoins tenu à maintenir l'engagement du franc dans le Système Monétaire Européen, en dépit de l'inégalité des compétitivités respectives des économies françaises et allemandes et des orientations politiques différentes de leur gouvernement. C'est un gage pré-

(1) Souvent en contraste avec sa complaisance à l'égard de certains multinationales.

(2) Qui ne prévoit nullement l'intégration des forces armées des pays membres sous un commandement américain.



cieux, et lourd, qu'elle a donné ainsi à la coopération européenne, en considérant qu'il serait difficile de faire avancer l'Europe sur d'autres plans en la faisant reculer sur celui-ci. La France a ainsi été conduite à ralentir sa croissance plus fortement que la R.F.A. pour tenter de ralentir son inflation autant que celle-ci. Cela lui a permis, d'ailleurs, de réduire très fortement la hausse des prix mais non, malheureusement, de faire disparaître le différentiel d'inflation franco-allemand. Mais surtout, et ce fait est le plus décisif, on constate qu'après trois ans de rigueur, la compétitivité de l'appareil productif français ne lui permet toujours pas d'équilibrer ses échanges extérieurs, malgré l'aubaine de la baisse du pétrole et celle de la baisse du dollar.

Sans doute ne pouvons-nous, d'aucune manière, rejeter la responsabilité de cette carence sur nos partenaires. Nous sommes fondés, en revanche – et la situation persistante du commerce extérieur de la France le rappellera avec de plus en plus d'acuité – à tenir à ce que la coopération européenne ne joue pas à sens unique. Or, il se trouve qu'en maintenant le S.M.E. au stade actuel, et en refusant de passer à la seconde étape (prévue en 1978) la R.F.A. le fait fonctionner comme un système dont la monnaie la plus forte tire seule avantage. Dans cette véritable zone Mark, le franc cumule à la fois les inconvénients du flottement des monnaies (vis-à-vis du dollar) et les contraintes des parités fixes (vis-à-vis du Mark). De plus, et surtout, l'obligation de défendre cette parité conduit la France à accentuer la « financierisation » de son économie, c'est-à-dire à y maintenir des taux d'intérêts dissuasifs pour l'investissement productif. Quoi qu'il arrive, cette

situation, mal tempérée de loin en loin par une dévaluation, ne pourra durer indéfiniment. Mieux vaut certainement, aujourd'hui, se préparer à en sortir par le haut, par un renforcement du S.M.E., plutôt que par son affaiblissement. Ce qui implique, en tout cas la promotion de l'ECU à la fonction de monnaie de réserve, par l'extension d'ailleurs amorcée de son usage privé et public.

IV - Il faut faire de la coopération culturelle européenne une priorité politique.

Trop souvent celle-ci demeure comme enlisée, quand elle existe, dans la naphthaline ou le tourisme. Or, la naissance d'un patriotisme européen – sentiment d'appartenance et de participation à une histoire et à une œuvre – est à l'intersection de la culture et de la politique. Produit d'une volonté multiple, le patriotisme européen, qui ne peut qu'être le prolongement et la synthèse des patriotismes nationaux, doit aussi s'enraciner mieux que dans les discours, dans le mouvement concret d'une nouvelle Europe de la culture. Prenons-en trois exemples. **L'enseignement des langues européennes** : en particulier de celles qui ne sont pas l'anglais ; et **la mise en correspondance (équivalence) des diplômes** doit permettre qu'une proportion notable des étudiants – disons 10 % – poursuive des études supérieures dans une université européenne d'un autre pays que le sien. Il faut enfin organiser une **édition européenne de l'écrit** – livres et revues – et de **l'audiovisuel** – programmes et chaînes de télévision, cassettes, etc.

Sécurité et assurance

Contribution présentée par Didier MOTCHANE et Valentin d'AUGE

La Sécurité sociale rassure

Quelques dizaines d'années ont suffi pour conférer à la Sécurité sociale une légitimité profonde parmi toutes les couches de la population.

Symbole de la citoyenneté économique, elle embrasse aujourd'hui tous les habitants du pays, qu'ils soient Français ou étrangers, jeunes ou vieux, patrons ou chômeurs.

C'est ainsi que les décisions prises par le pouvoir, en matière sociale, déterminent aujourd'hui bien davantage les réactions politiques des différents groupes sociaux que ses décisions purement politiques.

Or, la « politique sociale » menée tout à la fois par les partenaires sociaux et par le gouvernement connaît depuis plus de dix ans une crise dans ses moyens et dans ses fins.

...Dans ses fins tout d'abord

La redistribution des revenus a continué d'être présentée comme un objectif social et un instrument de politique économique conformes à la volonté de ceux qui en concourent les principes et les objectifs à la Libération. Simultanément, la généralisation de la Sécurité sociale, pratiquement achevée vers 1974 s'est opérée dans un contexte où la multiplication croissante des systèmes d'interventionnisme social favorisait certaines classes ou certains groupes professionnels au détriment des éléments de la population qui auraient dû – dans cette optique – être les premiers bénéficiaires de l'institution.

Si certains experts ont attendu longtemps pour faire carrière dans « la crise de l'État providence », d'autres avaient depuis longtemps pointé ces contradictions : c'est en 1961 que le club Jean-Moulin écrivait :

« Là où la politique fiscale favorise les moins productifs dans un climat de soutien des tertiaires mercantiles et des lobbies organisés, une certaine politique d'intervention sociale apporte – de façon directe ou indirecte – relativement plus d'avantages aux éléments de la population qui lui sont naturellement hostiles qu'à ceux pour lesquels cette politique était conçue.

Cette dégradation du sens initial de la politique sociale a contribué à la survie de catégories économico-sociales dépassées. L'État providence a souvent étendu ses bienfaits à tous ceux pour qui la philosophie libérale a toujours signifié l'individualisation des profits et la socialisation des pertes. »

La Sécurité sociale ayant ainsi perdu en quelques années le sens que lui conféraient ses fondateurs, elle n'en a pas moins réussi. Faute de quoi sa popularité deviendrait par ailleurs incompréhensible.

Réussite qu'un système de santé de bonne qualité accessible à tous, même si ces conditions d'accession sont encore scandaleusement disparates.

Réussite que la résorption de la misère des vieux même si la disparité des revenus des personnes âgées reproduit en l'amplifiant la disparité des revenus des actifs.

Réussite enfin, même si ses causes sont complexes, qu'une démographie moins alarmante que celle de nos voisins, qui s'accompagne d'un taux d'activité des femmes, lui-même exceptionnel.

Dans ces moyens ensuite...

La croissance économique a estompé jusqu'au milieu des années 70 les difficultés d'adaptation de notre système de protection sociale dont l'extension progressive paraissait au contraire favoriser cette heureuse conjonction.

Il a fallu que la crise envahisse notre pays comme une armée ennemie pour que ceux qui passaient pour les plus avertis découvrent l'horrible vérité : la Sécurité sociale ne sauverait pas le capitalisme, pire encore, le socialisme n'était pas la dilatation du social.

Sous le coup, la Sécurité sociale est devenue une pierre au cou de l'économie nationale. Ses difficultés financières prouvaient la culpabilité collective de ses bénéficiaires allégeant d'autant la responsabilité des gestionnaires à courte vue et des propriétaires grimés en managers dont la pauvreté politique avait affaibli la Nation.



Au moment où les choix collectifs deviennent plus difficiles mais plus indispensables que jamais, les petits habiles, à qui revient à nouveau depuis quelques mois la charge de les organiser, rêvent de contourner l'obstacle en disloquant les constructions audacieuses de ceux qui les ont précédés en quelques circonstances depuis la Libération.

L'assurance individuelle contre ces « risques » que sont la vieillesse ou la maladie ne pourrait-elle prendre le relais et une prévoyance collective aux exigences trop voyantes ?

On voit bien ce que pourrait y gagner un système financier encombré de sa bouffissure ; on saurait trop vite ce que chacun doit y perdre. L'assurance est un système astucieux pour neutraliser des risques de probabilité faible (accidents de voiture, incendies).

En revanche, elle est nécessairement contreproductive dès lors que les risques qu'elle prétend couvrir (la naissance, la maladie, la mort) sont des certitudes à l'échelle d'une vie.

La Sécurité sociale gère des risques collectifs qui se déclinent en droits individuels de nature économique. En ce sens – mais seulement en ce sens il n'est pas faux de considérer la Sécurité sociale comme un salaire indirect si ce salaire est le mérite de la peine quelles que soient leurs formes particulières.

Faut-il admettre que les difficultés des temps sont telles que l'exercice de ces droits – à peine ébauché pour trop de gens – n'est plus compatible avec les priorités économiques ? Mais alors quel sens auraient-elles si elles impliquaient renoncement à ces droits des hommes que négligent, il est vrai, les spectateurs mondains des Droits de l'Homme ? Les difficultés bien réelles de la protection sociale sont celles d'une Nation trop longtemps privée du droit à l'audace. Chaque solution médiocre s'épuise en quelques mois laissant à peine à ses auteurs le temps d'une échéance électorale. Il revient à la Gauche, prolongeant l'action entreprise de 1981 à 1986, de rompre ce cycle absurde.

La santé a un prix

La santé, l'éducation, les transports se déclinent comme des droits individuels dans une société libre. Chacun devrait pouvoir voyager, s'instruire, se soigner si notre République tenait les promesses de ses fondations successives.

Mais ces droits individuels ne sont que des droits virtuels sans une prise en charge collective. Personne ne pourrait se soigner – quel que soit le prix qu'il accepte de payer – s'il n'existait un système de santé comprenant tout à la fois des équipements lourds et complexes et des personnels nombreux et qualifiés judicieusement répartis sur le territoire.

Qui pourrait s'instruire sans écoles et sans universités, voyager sans routes et sans voies ferrées...

Pour que la santé de chacun reste une affaire privée il faut qu'elle soit devenue une affaire publique. Aucun pays, même ceux qui sont les plus attachés à l'économie de marché, ne procède autrement.

Pour autant, la régulation de ces systèmes est une affaire complexe. Les erreurs coûtent cher et longtemps, et des intérêts puissants et bien organisés pèsent sur les décideurs souvent mal informés de la réalité des besoins et de l'évolution des techniques. Après bien des années de fuite même pas toujours en avant, une politique courageuse a commencé à être mise en œuvre à partir de 1981 :

– suppression du secteur privé dans les hôpitaux, mise en place des budgets globaux... Mais beaucoup reste à faire pour organiser une complémentarité dynamique des diverses composantes de notre système de santé.

Pour la Droite, c'est en réduisant la couverture des soins que l'on parviendra à réduire le coût de la santé. De 1967 (ordonnances sur la Sécurité sociale) à 1987 (plan Séguin d'économies sur la Sécurité sociale) l'illusion a la vie dure alors que c'est l'offre et non la demande qui détermine la dépense : aux U.S.A., où la couverture est beaucoup plus faible que dans les pays européens, la part des dépenses de santé est plus forte.

Une politique de l'offre est à la fois scientifique, industrielle et humaine. Les professions de santé évoluent comme les autres et il faudra en tenir compte en distinguant mieux par exemple les actes intellectuels des actes techniques dont la dérive actuelle doit beaucoup plus à des intérêts financiers qu'à des besoins réels.

La Sécurité sociale n'a pas à imposer à chacun la façon de se soigner. Mais elle n'a pas à faire supporter par tous les négligences de quelques uns :

Les prescriptions de sérum anti-tétanique qui coûtent plus d'un milliard par an pourraient être évitées si la vaccination des adultes était faite régulièrement... Les ravages de l'alcool et du tabac constituent un enjeu considérable dont les conséquences exigent information, prévention et sanctions.

Parce qu'elle représente toute la population au travers de ses organisations représentatives, au plan économique et social, elle a un rôle énorme à jouer, distinct tout à fait de celui des individus et de celui des responsables politiques locaux et nationaux. Elle doit organiser la confrontation, faire émerger les conflits cachés d'intérêts et d'ambitions, impulser et coordonner avec les pouvoirs publics, les stratégies nécessaires pour réduire la maladie et la souffrance.

Ce n'est pas parce que la C.N.A.M. est une caisse qu'elle doit devenir un caissier...

La retraite ou la peur de l'avenir

La retraite fait peur. Les souvenirs collectifs et les inquiétudes intimes se mobilisent aisément pour mettre en scène une interminable agonie où l'argent serait le seul apaisement.

Ceux qui sont incapables de prévoir la croissance du P.I.B. l'an prochain avec une marge d'erreur inférieure à 50 % se sentent assez sûrs d'eux-mêmes pour nous annoncer le poids des retraites dans le P.I.B. en question en l'an 2020 : 23 % contre 10 % aujourd'hui selon certains – c'est scientifique.

Ainsi les vieux dévoreront le pays à moins qu'ils ne retournent à la misère.

Heureusement la solution existe : c'est le capital – il faut se faire fourmi avant l'arrivée des premières rides.

D'ailleurs si chacun pensait à soi on n'aurait plus besoin de penser aux autres. Ce n'est même plus du Pinay, c'est du Balzac.

La santé est une affaire compliquée où l'erreur individuelle ou collective fait travailler, souffrir, mourir... pour rien.

La famille – c'est-à-dire l'enfance dans nos sociétés – exige que nous prenions concrètement nos responsabilités et nous ne savons que vaguement comment. La retraite est une affaire bien plus simple dans la mesure où elle est essentiellement économique, voire financière.

La démographie est beaucoup moins alarmante qu'on ne le dit : aussi loin que nous pouvons prévoir (quelques dizaines d'années) la part des gens en âge de travailler (de 20 à 60 ans) restera stable. Ce qui changera, c'est que le nombre de jeunes diminuera et que celui des plus âgés augmentera. C'est triste et préoccupant sur bien des plans, mais, économiquement, ce n'est pas alarmant.

Si le chômage est maîtrisé et que la croissance est régulière notre pays peut parfaitement y faire face. Il est d'ailleurs probable et souhaitable que beaucoup de gens choisissent de travailler au-delà de 60 ans. Mais le système sera totalement ingérable si la situation économique continue de se dégrader, surtout si les responsables des affaires publiques acceptaient par faiblesse de confondre le droit à la retraite et le droit à la rente.

Les conditions d'attribution des pensions de réversion de certains régimes doivent être revues, dès lors que la plupart des femmes jouissent d'une retraite propre. Le droit de partir plus tôt ne saurait découler de règles statutaires devenues partiellement obsolètes, mais des situations réelles vécues par chacun.

Les retraites seront réservées aux retraités ; en revanche, ceux qui poursuivront une activité verront leur retraite s'améliorer aussi longtemps qu'ils travailleront. Personne ne trouverait normal que les salariés licenciés perçoivent leur allocation de chômage même s'ils retrouvent un emploi, sous prétexte qu'ils ont cotisé pour ça.

L'héritage et la retraite perdraient leur légitimité s'ils devaient continuer d'organiser la prospérité d'une couche de jeunes vieux vivant du travail d'autrui pendant que d'autres se contentent d'un minimum vieillesse qui est la conclusion d'une vie d'exclusion.

C'est à la Sécurité sociale qu'il revient d'organiser l'effort contributif de chacun pour que le droit à une retraite ne soit ni une aumône ni un placement, mais la forme même du droit au travail pour ceux qui ne travaillent plus.



La famille

Il n'est pas raisonnable de considérer l'action de la C.N.A.F. en dehors de son contexte. Les prestations qu'elle verse s'ajoutent aux prestations fiscales (quotient conjugal et familial) dont le montant est comparable mais qui bénéficie exclusivement aux familles les moins défavorisées.

Son rôle dans le financement du logement plus ou moins social, est presque aussi important que dans le versement des allocations plus traditionnelles.

La modification incessante des règles d'attribution de ces prestations génère une complexité – inutile – qui pourrait disparaître sans dommage.

Aide au premier, au deuxième, au troisième enfant ?

Le débat filandreux doit être évacué. Tous les enfants vivant en France réclament de la République la même sollicitude quels que soient leur rang et l'activité professionnelle de leurs parents. Cela signifie que les équipements collectifs dont ils ont besoin doivent leur être accessibles et qu'ils doivent être protégés contre la pauvreté, la violence et la bêtise qui les menacent inégalement.

L'enfant doit pouvoir être accueilli sans détresse y compris par des parents très jeunes, ce qui suppose que ces derniers puissent vivre en citoyens. Le chômage des jeunes, l'inadaptation de notre enseignement supérieur sont un obstacle à la fondation de familles dynamiques et épanouies, qu'aucune prestation sociale ne saurait panser.

Les parents mais aussi les grands-parents doivent pouvoir concilier leur rôle éducatif avec leur vie professionnelle. Une politique du logement, des transports, une bonne flexibilité des horaires de travail en constitue les fondements.

Favoriser l'intégration à la pleine citoyenneté de la jeunesse issue de l'immigration

Contribution présentée par Luc SOUBRÉ

« Essayer de dire davantage ce que nous voudrions changer, à la base, concrètement pour la vie des gens... Je souhaiterais qu'il y ait un travail spécifique sur ces problèmes de la vie quotidienne... le rôle et la place des immigrés. » Cette contribution a pour objet de répondre en partie à la suggestion de Lionel Jospin émise lors du dernier Comité directeur.

Jusqu'ici, en abordant ce sujet, notre Parti a utilisé le terme d'insertion plus parce que ses déclarations ne distinguaient pas les immigrés qui sont étrangers et veulent le rester, de ceux qui, de droit, peuvent prétendre à la nationalité française.

Cette contribution se situe dans une autre perspective. **Son objectif est de démontrer, qu'aujourd'hui, l'impératif absolu, le but à atteindre de façon urgente n'est pas l'insertion mais l'intégration** à la pleine citoyenneté de tous ceux qui, d'origine immigrée, sont Français ou peuvent le devenir selon la loi en vigueur. **Cette intégration, « opération par laquelle un individu ou un groupe s'incorpore à une collectivité », est la démarche que nous devons en toutes occasions favoriser**, non seulement parce qu'elle est socialement nécessaire, mais encore parce qu'elle est présentement la seule qui soit réaliste et opérationnelle. Pour s'en convaincre il faut, d'une part, se poser la question des vertus réelles d'un autre processus, l'assimilation, tant vanté par quelques-uns, d'autre part, examiner l'impact de l'idée d'intégration sur les gens concernés.

L'assimilation, notre histoire le prouve, est le fruit d'une lente évolution ; deux ou trois générations sont parfois nécessaires. En outre, contrairement au mythe de l'assimilation qui se serait opérée sans problème entre les deux guerres, celle-ci ne s'est pas réalisée sans tensions sociales graves qui se sont quelquefois terminées par le crime ou le lynchage. L'école n'a pas eu non plus le rôle assimilateur que d'aucuns lui prêtent : les enfants d'immigrés étaient confrontés à l'échec, à l'hostilité, voire à l'incompréhension qui se camouflait derrière le pédantisme : « En ce qui concerne les Polonais, il faut distinguer : ceux de l'ancienne Pologne allemande, quoique déjà plus loin de nous, s'assimilent encore passablement, ceux de la Pologne autrichienne beaucoup moins, ceux de la Pologne russe enfin, restent à peu près réfractaires. Ces indications pourraient n'être pas inutiles à ceux qui ont la charge de sauvegarder l'intégrité française. » (*sic !*) – (Rapport annuel de l'Inspecteur d'Académie de Meurthe-et-Moselle en 1926-1927). Nous entendons encore aujourd'hui ce genre de discours, simplement transposé et adapté à d'autres origines.

Cependant, à cette époque, les problèmes rencontrés à l'école n'étaient pas ressentis avec la même acuité que de nos jours. Pour la très grande

majorité des jeunes, la formation initiale était de moindre niveau et, parce que ceux-ci quittaient l'école à treize ans, les mauvaises performances scolaires n'avaient pas, à leurs yeux, d'incidence sur l'insertion professionnelle. C'est le travail au champ, à l'usine, qui conduirait plus tard à l'assimilation.

Cette réalité historique montre combien la démarche d'assimilation avec ses aléas et ses lenteurs ne saurait répondre **au problème qui se pose à la France de façon pressante**. Les jeunes d'origine étrangère représentent **dix pour cent des potentialités humaines de notre pays** (plus d'un million fréquentent les établissements scolaires). **Ce serait une attitude irresponsable, voire suicidaire, que de ne pas mettre en valeur cette richesse et de laisser se marginaliser une partie de cette jeunesse.**

Or des slogans comme ceux de « Convergence 84 », « Vivons égaux avec nos ressemblances quelles que soient nos différences », ou « La France c'est comme une mobylette pour avancer il faut du mélange », **tout en récusant l'assimilation, s'inscrivent dans une revendication d'intégration**. Ce choix est exprimé encore plus clairement par cette déclaration : « On sait que 90 % des Maghrébins vont rester en France – Notre slogan, ça va être : mon avenir est ici, je vote. » (Un responsable de l'Association des Travailleurs Algériens en France.) Ces jeunes ont compris que pour les enfants d'immigrés nés ici ou arrivés en bas-âge, le « pays réel, aujourd'hui c'est la France » et que l'idée du retour est un « mythe », une fuite devant la réalité. **Ils veulent faire partie du corps des citoyens et, à égalité de devoirs, posséder l'égalité de droits pour vivre dans la société et participer à sa transformation.**

Cependant cette volonté de parvenir à la pleine citoyenneté n'est encore le fait que d'une minorité, même si le mouvement étudiant et la lutte engagée contre la réforme du Code de la nationalité ont certainement développé la prise de conscience.

En dépit de ces progrès très récents, la grande majorité des jeunes issus de l'immigration reste très réservée à l'égard de la politique au sens large du terme. Alors que beaucoup d'entre eux font preuve d'imagination dans le domaine associatif et prennent des initiatives, soit sur le terrain économique (entreprises intermédiaires, coopératives de production), soit dans le domaine culturel (musique rock, films, pièces de théâtre), **leur démarche civique demeure incomplète.**

Face à cette situation, le rôle du P.S. paraît tout indiqué : **c'est à lui de faire naître et augmenter les prises de conscience** indispensables par des propositions et des actions se situant à la fois au plan national et local. Dans



la première catégorie il faut ranger nos propositions en matière éducative : « Tout commence à l'école. » Des études comme *L'immigration à l'école de la République* de Jacques Berque sont en mesure de nous aider à mieux cerner les problèmes. S'étant inspiré de ce texte, en décembre 1985, J.-P. Chevènement avait adopté des mesures ministérielles qui peuvent servir de référence : l'apprentissage et la maîtrise du français, l'enrichissement culturel obtenu grâce à la volonté de solidariser les différentes cultures, l'assouplissement des mesures d'orientation, la mobilisation du service public, étaient les quatre priorités préconisées. Celles-ci ne doivent pas nous faire oublier l'utilité des Z.E.P. (zones d'éducation prioritaire), des P.A.E. (plan d'action éducative) et la nécessité de constituer, dans certains établissements primaires, des équipes de maîtres autour d'un projet pédagogique.

Ainsi, dans le domaine scolaire, nous disposons de propositions de valeur ; il s'agit maintenant de les faire connaître et non pas d'empiler de nouveaux textes qui brouilleraient notre pratique au moment d'exercer des responsabilités gouvernementales.

Si l'école est une étape importante pour avoir conscience que l'on appartient à une communauté et donner envie de s'y intégrer, nous ne saurions pour autant tout fonder sur elle.

Ceci pour la raison toute simple que notre effort de conviction concerne nombre de jeunes qui sont déjà sortis du système de formation. Envers ceux-ci nous devons avoir à la fois un discours et une pratique. Le discours, d'ampleur nationale, **doit avoir pour base l'explication civique**. Le réalisme ne doit pas en être exclu car il n'y a aucune raison de ne pas insister sur ce que dit déjà la propre avant-garde de ceux à qui nous nous adressons : pour la quasi totalité de cette jeunesse le retour au pays d'origine est exclu ; les tentatives de réinsertion s'y sont soldées par des échecs à presque cent pour cent. Ces difficultés s'expliquent à la fois par les réticences des sociétés des pays d'origine et par le choc subi par ces jeunes qui, élevés en France, y ont tissé toutes leurs relations sociales.

Nous devons les convaincre que le seul choix possible c'est la France. **Fernand Braudel a raison de souligner que le non-choix est un enlèvement**. De même a-t-il raison d'insister sur les conséquences du choix qui contient des obligations ; notamment celles du droit civil français en matière de divorce ou de droit paternel.

Les socialistes ne devraient pas avoir de mal à démontrer que notre État est laïque « et que dans une société multiculturelle ou multiraciale, la religion se doit de rester foi intime, morale individuelle ».

Néanmoins, tous nos efforts de conviction n'auraient aucune chance de porter leurs fruits s'ils n'étaient **accompagnés d'une pratique quotidienne sur le terrain**.

Dans cette tâche, le rôle de nos fédérations et sections est évidemment primordial. La vie du quartier et les associations qui l'animent sont directement du ressort des sections. Aujourd'hui nous constatons un foisonnement

sans précédent d'initiatives, particulièrement dans les zones urbaines défavorisées « où le sentiment d'appartenance à une cité peut déboucher sur une appropriation positive du territoire, le développement formel ou informel de solidarité, une responsabilité plus grande des individus et groupes face à leur environnement, qui s'intègre dans un mouvement général de réhabilitation des banlieues... Ce mouvement transcende dans bien des cas les distinctions ethniques en rassemblant des jeunes d'origine immigrée et française, à tel point qu'on a pu substituer à l'expression « immigrés de la seconde génération », celle de « **première génération des cités** ». (J.-P. Tauvel - C.N.D.P.).

Il appartient donc à nos sections de nouer le dialogue avec cette « génération », en aidant ou participant aux actions mises en œuvre dans les quartiers.

Quant à notre échelon fédéral, il doit s'engager au moyen d'actions conduites par les responsables des secteurs, Droits et Libertés, M.J.S., Relations avec les Associations et **bien sûr par les interventions de nos élus**.

Le bouillonnement associatif, précédemment souligné, s'accompagne d'une véritable éclosion culturelle : « Ce que nous réclamons c'est moins un droit à la différence qu'un droit à l'interférence », selon un fondateur de Radio Beur. Ces manifestations n'ont pas pour but de créer une culture ghetto, au contraire « elles aspirent ouvertement à toucher un auditoire et une clientèle larges à l'échelle de la nation » (I. Tabaoda-Leonetti).

Aussi nos représentants départementaux, nos élus, doivent-ils apporter leur soutien à **des créations qui sont une des formes de la modernité**. Pour toutes ces raisons, il nous faut vérifier notre présence sur le terrain et **connaître de façon systématique les relations tissées avec la jeunesse d'origine immigrée**. Dans cette optique, il paraît vraiment nécessaire **d'adresser aux fédérations et sections un questionnaire détaillé** sur tout ce qui est fait ou est en projet.

Ce recensement national établi et dépouillé de façon rigoureuse serait soumis à l'appréciation d'un Comité Directeur pour que cette instance développe, accélère, voire réoriente nos actions afin d'atteindre sans délai les objectifs fixés.

Bien évidemment nos organismes centraux sont à même de prendre d'autres initiatives. Par exemple, faire la place à des jeunes représentatifs : l'engagement politique étant un des moyens pour exercer pleinement sa qualité de citoyen.

Les socialistes ont de grandes ambitions pour la France. Au premier rang de celles-ci se situent l'effort consenti pour former, qualifier, accueillir en tant que citoyens tous les jeunes, quelles que soient leurs origines sociales ou ethniques.

Travailler à l'intégration des jeunes issus de l'immigration, c'est œuvrer pour **construire une nouvelle citoyenneté, condition nécessaire du renforcement et de l'épanouissement de la démocratie dans notre pays**.

**Pour ceux qui veulent comprendre le monde
pour ceux qui veulent débattre librement**

**Pour ceux qui veulent comprendre le monde
pour ceux qui veulent débattre librement**

NRS

nouvelle revue socialiste

**abonnement (6 mois : 145 F ; 1 an : 190 F) ; étranger : (1 an : 285 F) ;
étudiant (1 an : 155 F) ; abonnement de soutien (1 an : 285 F).**

« Nouvelles Éditions de l'an 2000 », 10, rue Solferino, 75333 Paris Cedex 07



Des ruraux pour gérer l'espace, une agriculture pour la France

Contribution présentée par Bernard THAREAU, Pierre JOXE, Henri NALLET, René SOUCHON et Jean-Pierre BALLIGAND, Raymond CERCLIER, Georges GAROT, Gérard GOUZES.

Monde rural et agriculture se sont longtemps confondus. Ce n'est plus le cas aujourd'hui car si environ 40 % des Français vivent dans une commune de moins de 5 000 habitants, 7 % seulement appartiennent au secteur agricole. Le monde rural comme l'ensemble du pays doit faire face à trois enjeux : enjeu économique pour l'emploi, enjeu pour la gestion de l'espace, enjeu pour la vie sociale et culturelle. L'agriculture ne peut relever seule ce triple défi. Toutes les forces du monde rural sont interpellées, à commencer par les 400 000 élus locaux dont un grand nombre s'est déjà engagé dans des innovations avec l'ensemble des divers secteurs de production et de services, et le monde associatif.

Cependant, le développement local doit s'appuyer d'abord sur ses racines économiques, sociales et culturelles, c'est-à-dire l'agriculture et ses activités annexes. Ainsi notre approche commencera par l'analyse des évolutions de ce secteur, en mettant l'accent sur les points pour lesquels il est essentiel de marquer notre volonté politique. Cela permettra ensuite de mieux aborder la problématique et les voies ouvertes par le développement local en milieu rural.

Agriculture : la crise de confiance

Les agriculteurs gardent espoir dans leur métier, mais ils sentent confusément que celui-ci est en train de changer radicalement. Rarement, dans notre société, un groupe social a vécu la fin d'une époque de croissance avec autant de désarroi. Depuis 25 ans, le monde agricole perd en moyenne 3,8 % de ses effectifs chaque année, c'est-à-dire l'équivalent en emplois de la S.N.C.F. Le poids politique entretenu par un mode d'organisation relativement corporatif s'éteint doucement.

Tandis que, ces quinze dernières années, la production agricole s'est accrue de 2 % par an, le revenu n'a augmenté que de 10 % dans la même période (à comparer à + 50 % du revenu moyen salarié). Cela provoque des difficultés financières graves pour un nombre croissant d'exploitants, phénomène sans précédent (10 000 exploitants, soit 22 000 personnes sans couverture sociale, environ 70 000 dans l'impossibilité chronique de faire face à leurs échéances).

Face à un avenir économiquement incertain et des inégalités croissantes, les agriculteurs, groupe social en déclin, peu portés à la mobilité professionnelle et géographique en raison de la nature du travail et du mode de vie, sont à la recherche d'un espoir. L'emploi, le revenu et la gestion de l'espace sont au centre de leurs préoccupations, avec tous les autres ruraux.

Le schéma de développement des années passées était simple : l'augmentation de la productivité devait compenser une stagnation des prix et l'accroissement des coûts des consommations intermédiaires ; il s'est trouvé en partie entravé à partir de 1974 avec la montée du dollar et du cours des matières premières, causes et conséquences de la crise. En 1984, la contrainte budgétaire européenne a cassé ce mécanisme, notamment sur le lait et le vin, introduisant une maîtrise de la production. Sur les autres grands produits de masse, céréales et viandes, la saturation des marchés mondiaux solvables provoque un abaissement des prix et une réduction des garanties d'intervention. Le problème central n'est plus simplement de produire, il est avant tout d'avoir un débouché. Les difficultés de l'agriculture ont pris une dimension mondiale et touchent tous nos partenaires européens.

L'environnement para-agricole qui a fourni son encadrement technique voit le type de développement dominant remis en cause et avec lui les valeurs sur lesquelles il s'appuyait.

Les problèmes aigus qui se sont développés dans la gestion des marchés agricoles ces dernières années, les lieux de rencontre de filières que constituent les Offices, ont favorisé l'émergence du discours des organisations professionnelles spécialisées. Elles sont apparues comme les interlocuteurs les plus qualifiés vis-à-vis des pouvoirs publics sur leur domaine, tandis que les organisations dites « générales » ne portent désormais le débat qu'en termes d'orientations sociales, économiques et politiques. C'est la traduction d'une profonde modification des rapports de force internes au monde agricole. Comme « libérés » d'un joug trop pesant, depuis le départ de l'ancien président de la F.N.S.E.A. devenu ministre, les responsables syndicaux ne marquent pas seulement leurs différences, ils cherchent à les

démontrer. Originaires, pour les plus importants d'entre eux, de régions économiquement difficiles, leur sensibilité s'accommode mal d'une vision par trop productiviste et moderniste de l'agriculture française.

Par ailleurs, les idées portées par le syndicalisme agricole minoritaire, reconnu institutionnellement en 1982, ont largement dépassé leur influence numérique. Aujourd'hui, exclus par la Droite de la concertation et du financement public, les minoritaires voient certains de leurs propres thèmes repris au cas par cas par le monde agricole et l'administration.

Des contraintes lourdes

Les contraintes mondiales et européennes

La C.E.E. est globalement excédentaire pour les céréales, les produits laitiers, le vin, les volailles, les œufs, l'huile d'olive et les viandes bovine et porcine. Elle approche l'autosuffisance pour le maïs et se trouve déficitaire pour les protéagineux. Mais la C.E.E. se trouve confrontée à d'autres pays exportateurs sur la plupart de ces denrées de masse : U.S.A., Australie, Nouvelle-Zélande, Argentine... sans que la demande solvable puisse les absorber. Il en découle une désorganisation complète des échanges traditionnels, la pratique de la surenchère des subventions aux exportations est devenue courante et les zones d'influence commerciale sont mouvantes.

En aucun cas l'aide alimentaire ne saurait être une solution, voire un exutoire à nos excédents. D'abord parce qu'elle ne dépendrait que de la capacité financière des États exportateurs à se débarrasser de leurs surplus, ensuite parce que nos produits ne correspondent pas forcément à un modèle alimentaire différent. Enfin, les pays en voie de développement attendent surtout de nous et de l'Europe un appui pour favoriser leur auto-développement.

Dans l'attente d'une régulation (négociée ou imposée par les faits) des échanges internationaux alimentaires, la concurrence restera vive et pèsera sur les prix de façon durable.

La tentation est alors forte de réorienter une partie de notre production vers les produits déficitaires. Mais il ne faut pas oublier qu'un pays ou un



ensemble de pays qui veut être un grand exportateur doit accepter un courant d'importations. Ceci est d'autant plus vrai que nos partenaires européens du Nord ne sont pas aussi intéressés que nous par le maintien d'un fort courant d'exportations agricoles. La priorité pour ces pays est le maintien de leurs exportations industrielles vers les États-Unis, tout en continuant de bénéficier du soutien communautaire sur leurs productions. A cela s'ajoutent les pressions politiques exercées en matière de défense.

Les contraintes budgétaires

1 - **au plan national** le plafonnement des prélèvements obligatoires, le souhait du respect des équilibres budgétaires entraînent une limitation des dépenses et ce, dans un contexte où le poids social du chômage et la priorité aux investissements et à la recherche ôtent la possibilité d'accroître sans fin les coûts d'une politique agricole. A cet égard, les artifices utilisés par le Gouvernement Chirac en 1986 et, sans doute grâce à la vente de la Caisse nationale de Crédit Agricole pour les prochains mois, ne doivent pas faire illusion.

2 - **au niveau européen** le mandat des chefs d'État du 30 mai 1980 avait déjà inscrit le principe de la limitation des dépenses agricoles de la C.E.E. Il faudra attendre 1983 pour que la situation catastrophique des excédents laitiers et de viande bovine marque le point d'arrêt d'un mécanisme qui s'était emballé. D'où la décision de plafonner purement et simplement la dépense budgétaire agricole afin d'éviter qu'elle ne devienne incontrôlable et qu'elle entraîne une restructuration de l'ensemble de la politique économique européenne. En effet, il faut bien admettre qu'il est indéfendable de payer à un prix rémunérateur des quantités illimitées de produits qui augmentent en pure perte des stocks accumulés et le schéma d'une production agricole uniformément croissante se trouve de fait condamné.

Les contraintes démographiques

La population agricole vieillit : 52 % des exploitations ont plus de 55 ans. L'abaissement progressif de l'âge de la retraite à 60 ans (pour 1989) accompagné d'une obligation de cessation relative d'activité va accélérer le mouvement de départ. Dans les dix années à venir, compte tenu du taux de renouvellement (moins de 40 %) on peut s'attendre à une diminution importante du nombre d'exploitants. C'est une tendance lourde et il ne convient pas de laisser croire que des mesures incitatives à l'installation, pourtant nécessaires, pourraient la compenser. S'ajoutent aux difficultés économiques et financières des obstacles culturels et sociaux à l'installation, tenant au phénomène de standardisation des modes de vie et aux aspirations des nouvelles générations.

Les contraintes régionales

Que ce soit sur la maîtrise de la production ou sur une tendance à l'abaissement des prix (par le marché ou par la diminution des garanties de prix) la seule réponse économique du producteur agricole (comme celle de tous les secteurs productifs, voire tertiaires) réside dans sa compétitivité. Or les capacités à accroître cette compétitivité varient considérablement, entre autres, selon la région et le type de production réalisé.

Un mouvement de spécialisation s'est engagé depuis longtemps d'ailleurs, et s'accélère aux dépens des régions les moins productives. Ainsi près du tiers de la surface agricole de notre pays pourrait se trouver, à terme, mise en dehors du secteur productif. Selon le même schéma, l'Europe verrait près des deux tiers de son territoire abandonné. En effet, la spécialisation s'accompagne le plus souvent d'une intensification abusive dans ses méthodes. Celle-ci est coûteuse en aides aux investissements (plans de développement, P.A.M.), en consommations intermédiaires, souvent importées (P.S.C., soja...), en frais de commercialisation et, enfin, est néfaste à l'environnement : tout ceci à charge des crédits publics, alors que la compétitivité technique des exploitations ne se trouve pas forcément améliorée pour autant : les économies d'échelle, notamment en élevage où la concentration se heurte à des problèmes sanitaires et de surveillance, sont à la mesure du nombre de postes de travail, c'est-à-dire faibles.

Par ailleurs, le schéma de spécialisation régionale et de concentration de la production fait fi de la capacité de résistance d'une partie de la population agricole. La nature du statut social et du travail agricole lui-même laisse place à une forme de production de subsistance qui entre néanmoins sur le marché de façon non négligeable, faussant ainsi les prévisions mécaniques. Enfin, on doit s'interroger, en matière d'emploi, sur les conséquences de la transformation de zones de production en zones de friches ou de jachères,

dont on ignore les effets humains, financiers et d'environnement, notamment dans les zones défavorisées.

Au total, la gestion de l'espace et des équilibres régionaux mérite une implication approfondie dans la politique agricole et de développement rural, au travers des mécanismes de régulation de la production et des mesures socio-structurelles qui les accompagnent.

Des gestions différentes

La gestion interventionniste traditionnelle

Il y a gestion interventionniste parce que la population concernée est importante, diverse, et que le volume de production, son utilisation pour la sécurité alimentaire du pays et pour l'équilibre de la balance commerciale sont essentiels pour la nation. Il y a gestion traditionnelle dans la mesure où elle s'applique à considérer le monde paysan comme une entité parfaitement uniforme et à part de la société.

L'aide de l'État (ou de la Communauté) est apportée aux produits, constituant ainsi des rentes de situation et aggravant la situation des agriculteurs moins productifs, plus fragiles dans leurs structures financières. C'est aussi pour la Droite, l'entretien d'une clientèle électorale et la gestion sociale d'un secteur qui se restructure de façon souterraine.

Une gestion interventionniste sélective

Une politique d'intervention, pour nécessaire qu'elle soit, doit prendre en compte les diversités de l'agriculture, en fonction de ses objectifs. C'est ce que la gauche et les trois ministres socialistes de l'agriculture ont fait de 1981 à 1986. Citons par exemple :

- la reconnaissance de la pluralité syndicale,
 - la sélectivité dans les aides (notamment celles accordées à la Conférence Annuelle de 1981),
 - les premières étapes d'une réforme fiscale,
 - la procédure des agriculteurs en difficulté,
 - la représentation des salariés de l'agriculture et l'harmonisation de leur régime social,
- qui ont été des mesures politiques significatives, de même que les deux lois sur l'enseignement public et privé agricole, au même titre que la loi sur le développement de la montagne.

Dans les actions économiques, la mise en place des Offices par produit a permis non seulement une gestion relativement saine de secteurs en grandes difficultés en 1984 et 1985, mais aussi d'introduire une hiérarchisation de l'aide publique en même temps qu'un raisonnement de filières.

Marquer notre volonté

Si l'État doit jouer un rôle majeur dans la conduite de la politique agricole, les socialistes le feront avec un double souci :

- celui de renforcer les capacités d'intégration de l'agriculture aux circuits commerciaux intérieurs et extérieurs, en s'appuyant sur la construction européenne,

- et celui de maintenir les grands équilibres sociaux et géographiques de l'emploi et de l'aménagement du territoire, c'est-à-dire de gérer l'espace.

Cette mobilisation du monde agricole suppose qu'elle s'accompagne d'une poursuite de la lutte contre les inégalités, de la promotion de son statut social en l'adaptant aux conditions économiques et culturelles de demain et enfin d'une large concertation avec toutes ses composantes.

Avec l'Europe, poursuivre l'ouverture de notre agriculture sur le monde

Le développement des exportations de produits agricoles et agro-alimentaires restera pour la France une nécessité pour les équilibres de ses échanges extérieurs et pour son économie, ses emplois et la vitalité de ses



régions. Toutes les actions possibles devront être mises en œuvre tant dans la recherche et les applications industrielles des technologies que dans le secteur de la production pour que s'améliorent notre compétitivité et notre potentiel d'exportation. On ne peut politiquement admettre la domination du commerce alimentaire international par un pays, notamment les États-Unis, ou par un groupe de pays.

La France ne peut agir seule dans la compétition internationale, c'est pour quoi il n'est plus nécessaire de réaffirmer notre attachement à la Politique Agricole Commune, politique européenne la plus avancée dans son élaboration, qui constitue un mouvement irréversible.

La réalisation du marché intérieur en 1992 doit non seulement se préparer mais aussi devenir l'occasion de nouvelles avancées favorables dans la P.A.C. Confrontée depuis plusieurs années à des problèmes budgétaires, cette dernière, victime de sa propre réussite, est entrée dans une phase de mutation dans laquelle le jeu des rapports de force traditionnels est rendu caduque. Il faut apporter aux partenaires des propositions économiques cohérentes, responsables, et surtout une vision de l'agriculture et de l'Europe à long terme. On ne peut réduire la P.A.C. à une politique de marché comme le fait la Droite française ; sauf à penser que la C.E.E. puisse continuer à supporter sa politique agricole comme un handicap pour d'autres politiques communes.

La France est le pays le mieux placé pour formuler des propositions et entraîner des évolutions, déjà perceptibles, vers un meilleur équilibre dans la répartition des crédits européens, et dans les priorités à fixer pour le soutien des productions, selon qu'elles disposent d'un marché mondial ou simplement de débouchés intérieurs ou européens.

Les conflits alimentaires internationaux et plus particulièrement le conflit C.E.E./U.S.A. vont dominer les préoccupations bruxelloises pour de nombreux mois. La France doit réaffirmer sa détermination de voir la C.E.E. occuper une place importante dans le commerce agro-alimentaire mondial, pour que puissent, à terme, être fixés et respectés les grands principes du commerce international et le jeu normal de la concurrence, notamment dans le cadre du G.A.T.T.

Par ailleurs, il est inadmissible pour la France et pour l'Europe de limiter globalement leur production pour laisser place sur le marché mondial aux concurrents qui accroissent leurs volumes de mise en marché.

Enfin le problème de l'entrée en Europe à taux réduit, de matières grasses végétales et de substituts aux céréales qui contribuent aux surproductions devra être réexaminé.

Une politique différenciée dans l'organisation des marchés.

Au niveau européen, il existe à la fois des productions excédentaires qui peuvent avoir un débouché à l'exportation, même resserré, et d'autres dont l'écoulement est plus interne ; pour celles-ci et pour celles-là, l'organisation des marchés doit tenir compte de cette situation. Cependant, il apparaît essentiel de maintenir pour l'ensemble des productions le filet de protection que constituent les prix garantis, au moins pour une part de la production individuelle commercialisée.

Compte tenu du poids de ses investissements, de la durée dans laquelle ils s'inscrivent et du processus lent de la production, l'agriculture ne peut en effet subir sans garde-fous les aléas des marchés mondiaux et des concours budgétaires.

Au-delà de la part de production à prix garantis, les producteurs en position de poursuivre leurs efforts de productivité et de compétitivité devront être en mesure d'accepter la sanction du marché. A l'exemple de la production laitière, la maîtrise des volumes est la seule issue pour maintenir un prix garanti et éviter l'accumulation de stocks coûteux, lorsque les capacités d'exportation hors C.E.E. sont extrêmement réduites. Dans certains cas, la limitation physique des volumes doit s'appliquer aux ateliers eux-mêmes, notamment hors-sol.

Cependant, les domaines et les formes d'application de la politique de maîtrise des volumes doivent être mieux définis. En effet, cela n'est concevable et réalisable que pour des productions déjà bien intégrées aux circuits de commercialisation modernes ; cela est plus aléatoire dans les autres situations comme pour la viande, les fruits et légumes... où la contractualisation avec les transformateurs constitue une voie vers laquelle de nombreux agriculteurs peuvent limiter leurs risques commerciaux et où globalement l'offre peut s'adapter à la demande.

Une politique différenciée dans les aides

Les mouvements de spécialisation, de concentration et leurs conséquences néfastes évoquées précédemment doivent être combattus par une politique volontariste pour les équilibres régionaux.

Une politique différenciée dans le soutien des prix y contribue, mais une meilleure répartition des crédits publics de modernisation et d'orientation est essentielle.

Peu à peu, grâce à l'action des socialistes français auprès des instances européennes, cette différenciation des aides et des taxes se concrétise : barème de distillation obligatoire progressif, plafonnement (au nombre de têtes) des aides à la brebis ou aux bovins..., etc.

En conclusion, la C.E.E. va avoir besoin de plusieurs années pour stabiliser les réformes engagées dans la P.A.C., pour assainir une situation d'excédents en stocks. Elle devra trouver l'équilibre entre sa politique de gestion de marchés et sa politique socio-structurelle pour assurer un revenu aux actifs agricoles dont le niveau est leur préoccupation majeure, bien que la formation du revenu dépende également de nombreuses mesures nationales.

L'adaptation de l'agriculture aux nouvelles données

La formation doit devenir l'élément moteur de l'évolution de l'agriculture comme dans l'ensemble de la société. Mais la formation n'est pas seulement affaire de diplômes : il s'agit d'acquérir les moyens d'adaptation aux nouvelles formes de production et de vie en milieu rural.

L'installation est plus nécessaire que jamais. La possibilité doit être offerte à des non-agriculteurs de pouvoir s'installer après une expérience extérieure, même au-delà des limites d'âge en vigueur, si le projet économique et la formation sont cohérents. De même l'installation doit être envisagée dans le cadre d'exploitation rurale et non plus seulement agricole.

La fiscalité de l'agriculture doit être orientée vers plus de justice, et permettre la diversité des modes de production (extensification, pluriactivité...) notamment au travers de l'imposition des propriétés non bâties et de l'assiette des cotisations sociales.

Le mode de développement doit être recentré sur les objectifs d'emploi, d'optimisation de la valeur ajoutée des exploitations et du développement local.

Les structures évoluent en fonction des conditions économiques et humaines : les outils à la disposition des agriculteurs doivent s'y adapter, tant sur le plan du statut des exploitants, de la transmission du capital des exploitations qu'au niveau de leur environnement professionnel, par plus de souplesse et la prise en compte de la diversification. Les outils juridiques doivent être mis en place très rapidement pour protéger l'exploitant et sa famille dans le règlement des situations de faillite.

L'organisation économique de groupe au sein de l'agriculture ou dans les activités d'amont et d'aval doit pouvoir continuer à se développer afin d'accroître le pouvoir de négociation des producteurs au sein et en dehors des filières.

Le financement de l'agriculture devra s'orienter vers une action globale de financement des activités rurales.

La solidarité doit s'exercer dans la prise en compte de problèmes sociaux majeurs dans les prochaines années : l'évolution quantitative et qualitative des retraites dont la masse va être en croissance sans mesure par rapport au nombre des contributeurs. L'émergence, depuis quelques années, d'un nombre important d'agriculteurs en difficultés, dont la situation est parfois impossible à redresser, implique la mise en place d'un système de conversion professionnelle et de solidarité locale, leur assurant couverture sociale et moyens de vie décentes, comparables aux dispositions prises pour les salariés.

Une politique de développement local pour le milieu rural

L'agriculture, le commerce, l'artisanat, l'industrie, les services publics, concernent la France rurale. La diversité des espaces ruraux doit être prise en compte, la mise en œuvre de la décentralisation doit largement y contribuer dans la mesure où l'État s'y engage aussi.



CONTRIBUTIONS THÉMATIQUES DES MEMBRES DU B.E.

Le développement local, dont on constate les effets positifs, s'inscrit dans cette nouvelle logique institutionnelle. La démarche de ce développement local et la relance du développement économique montre que la réussite tient à quelques facteurs clés :

- l'initiative locale : ce sont les élus, les acteurs économiques et associatifs qui sont d'abord à l'origine des réflexions et de l'impulsion de projets locaux ;
- la globalité du développement : un seul secteur d'activité ou une seule entreprise ne peut plus donner vie à un « pays » ;
- l'identité locale : prise en compte de la dimension culturelle ;
- le partenariat : l'État, les collectivités locales, les grandes entreprises deviennent des partenaires et n'en sont plus les responsables exclusifs.

Mobiliser les ressources locales

Il faut savoir valoriser les ressources locales et saisir les opportunités économiques dont la forêt, le tourisme, l'agriculture et l'artisanat sont les trois piliers du développement.

La forêt :

La production forestière va doubler dans les 15 ans. Or, la France importe 50 % de sa pâte à papier et globalement près de 15 milliards de produits issus de la forêt. Un long effort de redressement a été entrepris par la gauche et doit être poursuivi. Cette politique volontariste doit permettre à court terme, la création ou le maintien de milliers d'emplois en zone rurale et, à moyen terme, elle peut contribuer à une occupation rationnelle des friches dont l'importance ne cesse de croître.

Le tourisme :

Les études récentes sur l'expression des besoins de loisirs montrent que la fréquentation des espaces ruraux va doubler dans les 10 à 15 ans à venir. La France doit tirer parti de sa position privilégiée liée à la qualité et à l'importance de ses espaces. La conception du produit touristique devra être renouvelée pour mieux l'organiser et le professionnaliser. Là aussi, réussir c'est très certainement créer ou maintenir des milliers d'emplois.

L'agriculture :

Doit s'orienter vers des exploitations rurales dans les zones les plus difficiles en intégrant la diversité des productions, des modes de production et la pluriactivité. C'est une réponse à la crise économique et démographique surtout pour les zones de montagne et les zones défavorisées.

L'activité artisanale et industrielle :

La vitalité des zones rurales dépend aussi du maintien, voire du développement, de l'emploi dans les entreprises locales. En particulier, l'artisanat de production et de services a besoin souvent de se regrouper sous des formes diverses. Cette approche coopérative est indispensable pour que ce secteur puisse être suffisamment compétitif et en mesure de suivre les évolutions technologiques permanentes. C'est pourquoi l'État, les régions et les départements doivent prendre des dispositions pour soutenir les initiatives prises dans ce sens.

Le développement, s'il dépend avant tout des initiatives locales, n'aurait pas de sens si l'État n'y engageait pas sa responsabilité dans l'incitation et le soutien. C'est à ce prix qu'il évitera la formation d'« exclus » de notre société : des hommes et des régions.

Les partenaires

Les socialistes ont toujours la volonté de dialogue et de concertation avec les organisations syndicales et professionnelles. Pendant une vingtaine d'années la gauche et les principales organisations agricoles n'ont pas globalement réussi à concevoir et réaliser le dialogue social nécessaire. Aujourd'hui, la voie de la concertation et de l'approfondissement de nos projets avec toutes les composantes du milieu agricole est ouverte.

Mais s'il revient à l'État de faire les choix et d'arbitrer, rien ne peut être engagé solidement sans une concertation et une responsabilité dans la gestion des outils professionnels.

Le dialogue social, c'est aussi prendre la mesure de l'expression du monde mutualiste et associatif, particulièrement développé dans le monde rural. Ces mouvements connaissent souvent une crise d'identité, au même titre que la coopération, pour l'accomplissement de leurs objectifs, dans une vie économique dominée par la concurrence.

L'État doit s'engager dans une vaste politique de partenariat avec tous les animateurs que sont les élus locaux à qui les lois de décentralisation ont donné les moyens de décision et de financement.

Influencer les mutations

Sous la pression des contraintes extérieures, sous l'effet démographique, l'agriculture et le monde rural vont connaître de profondes mutations, nous l'avons décrit.

Marquer notre volonté politique dans le monde rural signifie donc rechercher les marges de manœuvre économiques et sociales qui peuvent exister au regard des contraintes que nous connaissons. Ceci pour contruire une agriculture forte pour la nation et pour l'Europe, mais forte aussi de ses hommes, de ses femmes et de la vitalité des régions où ils vivent.

Gouverner, aujourd'hui, c'est gérer une société en mouvement entre le présent et le futur. C'est pourquoi les socialistes s'attachent à vouloir changer le monde, la société dans laquelle ils vivent, en refusant l'inéluctabilité d'une évolution contraire aux valeurs auxquelles ils sont attachés. Ils veulent influencer par leur détermination l'évolution en cours vers une meilleure gestion de l'espace et le maintien par la reconversion d'un maximum d'emplois.

STAGE DE FORMATION DES NOUVEAUX ADHÉRENTS

Dimanche 22 au samedi 28 février 1987

La Colle-sur-Loup (Alpes-Maritimes) entre Nice et Saint-Paul-de-Vence

1 200 F par personne en pension complète

Lundi	Histoire et fonctionnement du Parti socialiste d'hier à aujourd'hui	Après-midi	Libre
Matin	Les problèmes généraux de la Gauche en France	Jedi	Analyse de la crise
Après-midi	Histoire du Parti Socialiste 1905-1986	Matin	1930-1980
Mardi	Faire face au néo-libéralisme	Après-midi	Les solutions face à la crise
Matin	Droite et Gauche aujourd'hui	Vendredi	La France, l'Europe, le monde
Après-midi	Stratégie Barre-Giscard-Chirac	Matin	Construction européenne et indépendance nationale
Mercredi	Quel rassemblement ?	Après-midi	
Matin	Le P.S., le P.C.F., les autres composantes de la Gauche aujourd'hui	Samedi	Identité du Parti socialiste

En soirée possibilité de débat :

- les institutions
- sur la jeunesse (1)
- l'immigration
- sur les problèmes des femmes (1)
- la sécurité
- sur le monde agricole (1)
- sur le syndicalisme
- etc.

(1) en fonction des stagiaires



Dix ans après le manifeste du P.S. sur les droits des femmes où en sommes-nous ?

Contribution présentée par Martine BURON, Edwige AVICE, Monique BACHELIER, Marie BASSET, Madeleine BRUN, Denise CACHEUX, Geneviève DOMENACH CHICH, Françoise GASPARD, Françoise LAURANT, Marie-France LECUIR, Ginette LEROUX, Martine LIGNIÈRES, Marie-Noëlle LIENEMANN, Véronique NEIERTZ, Geneviève PIVASSET, Yvette ROUDY, Françoise SELIGMANN, Gisèle STIEVENARD et Ghislaine TOUTAIN.

1974

A l'occasion de la campagne présidentielle, François Mitterrand disait aux femmes : « Vous êtes les immigrées de l'intérieur », soulignant leur situation d'exploitation spécifique et de marginalisation au sein de la société française.

L'exigence de justice pour les femmes fait partie des options fondamentales du socialisme. Le Parti d'Épinay a su l'intégrer dans son projet politique et prendre en compte les aspirations profondes du Mouvement des Femmes.

Une commission est créée, le principe du « quota » adopté, des journées nationales dégagent nos principes d'action.

1977-1978

Après des mois de préparation, une **Convention nationale du P.S. adopte le Manifeste sur les Droits des Femmes** – analyse et programme d'action du Parti en ce qui concerne les femmes, leur place dans le monde du travail, la famille, la société, le Parti – et leur aspiration à l'égalité.

1981

François Mitterrand est élu président de la République. L'évolution vers la Gauche du vote des femmes a joué un rôle décisif.

Création du **ministère des Droits de la Femme** doté d'un budget et de structures propres, qui s'est donné comme objectif de faire des femmes des « citoyennes à part entière », et impulse l'action du gouvernement tant sur le plan législatif que de la communication, en soutenant la vie associative et l'action des femmes sur le terrain.

1986

Action reconnue, approuvée, par une majorité de l'opinion – reconnue, en tout cas par les femmes, **dont le vote à gauche**, en mars 1986, s'accroît et devient majoritaire pour certaines catégories : les plus jeunes, les plus formées et qui exercent une activité, mais aussi les chômeuses...

Mars 1986 : les électrices bougent

• ont voté à gauche :

- chez les 18-20 ans : 53 % des femmes
40 % des hommes
- chez les cadres moyens : 60 % des femmes
44 % des hommes

• ont voté P.S. :

hommes : 30 %
femmes : 34 %
ensemble : 32 %

sondages I.F.O.P. + S.O.F.R.E.S. sortie des urnes

Ce « plus » du vote des femmes par rapport à celui des hommes représente une dizaine de députés gagnés par le P.S.

Ce vote à gauche des femmes représente-t-il un acquis définitif ?

Peut-on dire qu'il correspond à un changement profond de leur situation ?

Aujourd'hui encore, dans les faits, une grande partie des inégalités dénoncées voici près de 10 ans par notre manifeste, restent réelles.

Droit à l'emploi

• Les femmes n'ont pas encore accès à tous les métiers

- 45 % des femmes sont concentrées dans 20 métiers :
- 16 % de jeunes femmes dans les écoles d'ingénieurs.

• Elles sont davantage touchées par le chômage...

Taux de chômage par rapport à la population active :

Femmes : 12 %
Hommes : 8 %

Durée de chômage moyenne en mois :

Femmes : 17,3 mois
Hommes : 14,6 mois

• ... et par la flexibilité

Temps partiel :

occupent un emploi à temps partiel :

Femmes : 22 %
Hommes : 3,2 %

Précarité : les femmes représentent :

- dans le privé : 38 % des emplois mais 43 % des contrats à durée déterminée.
- dans le public : 55 % des emplois mais 67 % des non-titulaires.

Conditions de travail et de vie

• **Les conditions de travail** toujours dures, parce qu'elles sont nombreuses parmi les O.S. et manœuvres, et toujours la **double journée et la course au temps...**

	F	H
Travaillent plus de 20 samedis par an .	34 %	27 %
Travaillent à la chaîne	4,7 %	2,5 %
Doivent répéter toujours une même série de gestes	25 %	18 %

Emploi du temps (heures/semaine)

	Femme active		Homme actif	
	sans enfant	2 enfants	sans enfant	2 enfants
Travail professionnel	41	26	43	42
Travail domestique (dont temps consacré aux enfants)	22	39 (12)	11	13 (4)
Total	63	65	54	55



Situation financière

• Les salaires restent inférieurs

Salaire moyen des hommes	1980	1984
supérieur à celui des femmes de :	36 %	35 %

• et de nombreuses femmes sont dans une situation particulièrement difficile :

- des **760 000 mères isolées** (+ 24 % entre 1975 et 1982), celles qui n'ont pas d'emploi constituent la catégorie de population la plus défavorisée en matière de revenus.
- **les femmes âgées** sont plus nombreuses que les hommes à devoir faire appel au F.N.S.

Femmes et politique

• quant à la présence dans les lieux où se prennent les décisions – véritable pierre de touche de la démocratie, où en sommes-nous ?

6 % des députés ;
 6 % des postes de direction et sous-direction de l'administration ;
 14 % des conseillers municipaux ;
 4 % des maires et des conseillers généraux ;
 12 % des chefs d'entreprise.
 Environ 15 % des instances dirigeantes des syndicats, 6 à 20 % de celles des partis politiques...

Dans ce domaine, pratiquement rien n'a changé depuis 40 ans...

Une évolution lente et qui n'exclut pas les reculs

Le travail accompli pendant cinq ans par les gouvernements de Gauche a permis de nombreuses avancées dans la législation, dans le domaine de l'orientation et de la formation ; il a accéléré l'évolution des mentalités.

Les femmes sont de plus en plus soucieuses d'acquiescer leur autonomie économique et le meilleur niveau professionnel possible, mais elles continuent à se heurter à de nombreux obstacles dans le monde du travail. Si elles y sont entrées ces dernières années de façon croissante malgré la crise, cela est dû principalement à l'augmentation du nombre d'emplois précaires ou à temps partiel. La loi sur l'égalité professionnelle n'a pu vraiment entrer dans les faits, et les efforts faits en matière d'orientation ont été interrompus avec l'arrivée de la Droite.

L'exigence d'égalité dans la vie professionnelle se heurte aussi à l'aspiration à la vie familiale et à l'épanouissement personnel. Les femmes se sont battues, et continuent à le faire, pour pouvoir choisir la maternité ; elles revendiquent aujourd'hui la possibilité d'avoir des enfants sans être privées pour autant de la plénitude d'une vie active. Dans ce désir de conciliation, elles se heurtent à la persistance des modèles traditionnels et au poids de la double journée.

Dans le monde du travail comme au dehors, elles sont toujours confrontées aux préjugés sexistes ; elles sont exposées aux agressions sexuelles et à une insécurité spécifique.

Si elles s'engagent volontiers dans la vie associative, elles se tiennent en retrait de la vie politique ; beaucoup d'entre elles **rejettent les structures et les modes de fonctionnement des partis**, et refusent la compétition pour le pouvoir. Les organisations syndicales ne les ont pas mieux prises en compte et attirées.

La Droite et les femmes

La Droite sait habilement exploiter ce rejet des structures politiques traditionnelles manifesté par les femmes (comme par beaucoup de jeunes), et utiliser des formes associatives pour les attirer.

Certes, ses éléments les plus réactionnaires amplifient, depuis le 16 mars, leurs pressions pour un retour à un ordre moral, dépassé, et certaines remises en cause de leurs acquis – comme par exemple le remboursement de l'I.V.G. – sont mal acceptées par de nombreuses femmes.

Mais celles-ci ne perçoivent pas toujours clairement les dangers de l'ensemble de la politique gouvernementale : suppression du ministère des Droits de la Femme, remise en cause de tout le réseau associatif d'information et de soutien aux femmes, politique familiale inégalitaire...

Les appels de la Droite en faveur d'un retour aux valeurs du « privé », de l'individualisme, du repli sur soi, peuvent exercer une séduction sur de nombreuses femmes, en prenant appui sur leur aspiration justifiée à l'épanouissement personnel.

Autant d'éléments qui risquent de fragiliser l'évolution constatée du vote féminin vers la Gauche.

En même temps, il apparaît clairement, à travers les diverses analyses d'opinion, que les femmes sont particulièrement attachées à des valeurs qui sont les nôtres : désir d'égalité dans le respect des différences, rejet du racisme, aspiration à la justice sociale, la solidarité et la paix...

Mais on a pu voir le mouvement étudiant – où nous avons constaté la présence massive et active des femmes – rejeter les « valeurs » les plus outrancières de la Droite doctrinaire sans pour autant que son adhésion définitive à notre projet ou son soutien à notre parti puissent être considérés comme acquis. **Il en est de même du vote des femmes le 16 mars.**

Et le P.S. ?

Signataires de ce texte – responsables du Parti à divers niveaux, mais aussi responsables de l'action du Parti en direction des femmes, nous ressentons parfois une certaine lassitude.

23 % de femmes parmi les adhérents d'un parti qui compte plus d'électrices que d'électeurs, cela impose que tout le parti s'interroge.

La vie des sections reste aussi peu attractive pour les femmes, elles ne trouvent souvent pas de réponse à leur désir de formation. L'attention portée à la population féminine et à ses problèmes relève trop souvent purement du domaine social, et n'atteint pas la nécessaire dimension politique.

Le travail des secrétariats fédéraux et national aux luttes des femmes et de leurs commissions est insuffisamment pris en compte et valorisé – et le militantisme efficace de nombreuses camarades ne se traduit pas par leur accession aux responsabilités.

Le quota – principe que nous avons été les premiers à mettre en place dans nos statuts parmi les partis socialistes – reste depuis 1979 à 20 % – alors même que les partis frères européens l'ont adopté ou s'approprient à le faire, avec une proportion plus élevée de présence des femmes. A grande-peine, notre groupe à l'Assemblée nationale compte 10 % de femmes (40 % chez les travaillistes norvégiens).

Ces mêmes partis socialistes se sont, il est vrai, également dotés de structures différentes, avec des associations féminines plus autonomes dont la capacité d'action est impressionnante.

Aussi, dans un parti qui n'a pas su tenir compte de l'évolution des femmes et de leurs aspirations, qui souvent les ignore ou les utilise à des tâches d'exécution, beaucoup d'entre nous sont tentées de privilégier le militantisme associatif.

Mais notre souhait, c'est de continuer à nous battre pour la construction du socialisme au sein du P.S. Celui-ci doit savoir s'adapter et devenir un lieu d'action politique pour les femmes.

Dix ans après le travail de réflexion et de proposition qui a abouti au Manifeste sur les Droits des Femmes, compte tenu de notre expérience gouvernementale, des obstacles rencontrés, et du chemin qui reste à parcourir, le moment est venu de tenir une nouvelle CONVENTION NATIONALE DU P.S.

Celle-ci nous permettra de dresser un bilan et de faire des propositions nouvelles :

- pour inscrire l'égalité des chances entre les sexes dans les faits ;
- pour répondre aux problèmes juridiques, économiques et éthiques posés par l'évolution de la famille ;
- pour assurer la présence des femmes à tous les niveaux de décision ;
- pour que notre Parti bénéficie pleinement de leur présence et de leur apport.

Nous demandons que le **Congrès de Lille** montre clairement la volonté du Parti de poursuivre son action dans ce domaine et décide de la tenue de cette Convention qui nous permettra, dans la préparation des échéances électorales à venir, de répondre à la confiance que les femmes ont placée dans le socialisme.

CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU COMITÉ DIRECTEUR

Pour l'École de la République

Contribution présentée par Nicole BRICQ et Roland CARRAZ

Introduction

A travers l'École les socialistes ont à nouveau à soutenir le **plus beau des combats** : pour la République, pour la Jeunesse, pour l'avenir du pays.

Nous devons être les meilleurs défenseurs du **service public de l'Éducation** face à la Droite qui a, d'abord par négligence, accepté sa dégradation puis, depuis le 16 mars, entrepris son démantèlement.

Nous devons être, aujourd'hui plus que jamais, les plus ardents promoteurs de la **laïcité** : c'est-à-dire de l'amour de la liberté, de l'esprit de recherche et de la connaissance.

Notre politique doit tendre à rendre à **l'École publique** ses plus hautes missions, qu'il convient de rappeler en préambule afin d'avoir les idées nettes :

- **Former des citoyens libres**, capables de penser, c'est-à-dire de juger par eux-mêmes et de participer à la vie démocratique.

- **Accueillir et assurer la promotion de tous les jeunes**, afin de permettre à chacun d'aller jusqu'au bout de ses moyens. **Creuset de la Nation** l'École ne doit laisser personne sur la touche. Elle doit s'ouvrir très largement aux enfants de **l'immigration**, (par exemple en créant dans nos établissements, comme le propose le rapport Berque, des sections franco-arabes ou franco-portugaises), veiller à réduire au maximum **l'échec scolaire** et les sorties prématurées, intégrer dans les meilleures conditions les enfants **handicapés**.

- **Former des travailleurs compétents et qualifiés** car c'est d'abord à l'école que le pays peut forger ses meilleures armes dans la compétition économique.

Le sens du mouvement des étudiants et des lycéens

La première réaction de masse antilibérale est venue non pas des travailleurs mais des jeunes. Ils ont compris les premiers que le libéralisme se situait aux antipodes de la société qu'ils souhaitaient pour demain.

En s'opposant victorieusement au gouvernement ils ont porté le **premier coup d'arrêt aux excès de l'idéologie libérale**. Ils se sont levés pour dire **non** à la sélection par l'argent, **non** à l'inégalité des chances, **non** à l'américanisation de l'Université, **non** au pouvoir et à ses matraques. Ils ont du même coup affirmé avec éclat leur **attachement aux valeurs républicaines** qui ne pouvaient sortir qu'ébranlées par les projets libéraux.

Mais les jeunes ont aussi exprimé leur **inquiétude** devant l'avenir et leur **angoisse** du chômage.

Les réponses du Parti socialiste ?

Le Parti socialiste peut se réjouir du cri de la jeunesse, qui, dès le mois de juillet, avait élaboré plus de 1 000 amendements contre le projet Devaquet ; lui qui, plusieurs semaines avant les manifestations, mettait en garde

Monory contre « la réaction de masse » et « les réveils douloureux » qui ne manqueraient pas de sanctionner sa politique (intervention de Jean-Pierre Chevènement à l'Assemblée nationale - 3 novembre 1986).

Cependant le P.S. est-il en mesure de tenir à la Jeunesse le **discours de vérité et d'espoir** qu'elle attend de lui ? Disons le tout net, sur l'École comme sur l'Emploi **nous avons encore beaucoup à faire** car répondre aux questions posées par les jeunes c'est être capables de leur proposer autre chose, un autre avenir, et d'abord en matière d'éducation.

Dans ce domaine comme dans d'autres notre parti ne peut se dispenser d'une **réflexion solide** qui seule peut nourrir une opposition résolue et argumentée et éviter le retour à une culture d'opposition sans ligne directrice dont la logique déboucherait un jour sur une pratique gouvernementale sans perspective.

Un projet éducatif détaillé ?

Faut-il rédiger dès aujourd'hui un projet éducatif détaillé dont le Congrès aurait à se saisir ? Soyons clairs : **un tel objectif est prématuré**. D'abord parce que l'expérience doit nous conduire à nous méfier des grands monuments électoraux ; ensuite parce que le P.S. doit encourager le débat public et y prendre sa place ; enfin parce qu'il nous faut mettre un peu d'ordre dans nos idées sur l'École.

Il est souvent de bon ton, à gauche, de fustiger les carences de l'École et de s'alarmer de ses insuffisances. Certes notre système éducatif reste très imparfait. Il est **mal adapté aux exigences du monde moderne** ; il ne conduit pas assez de jeunes assez loin et laisse **beaucoup trop d'exclus** derrière lui. C'est dire que la crise de l'éducation a des racines profondes.

Sachons pourtant nous garder d'une vision trop négative des choses. Est-elle si mauvaise que cela cette école dont les centaines de milliers de jeunes, réfléchis, responsables et lucides, qui ont fait reculer le gouvernement sont les produits ? En dépit des atteintes qu'elle vient de subir elle reste une **grande institution**, encore pleine de force, bien servie par des personnels dont la qualité et la motivation sont incontestables.

L'École n'est pas à reconstruire. Nous avons de 1981 à 1986 semé profond. L'édifice est encore animé de l'élan donné et garde encore chaude la marque des politiques engagées par Alain Savary et Jean-Pierre Chevènement : larges consultations préalables aux réformes ; renforcement de l'école élémentaire ; rénovation des collèges ; réforme des lycées ; professionnalisation de l'enseignement supérieur ; promotion et modernisation de l'enseignement technique ; renouveau de l'éducation civique ; zones d'éducation prioritaire ; intégration des enfants handicapés ; accueil des jeunes immigrés... Cela n'est pas mince et **la vague libérale a été brisée à temps** pour éviter que le gâchis Monory ne soit irréversible.

L'École est en panne. Elle ne demande aujourd'hui qu'à s'élancer à nouveau.

A nous de tracer les axes et les perspectives de ce nouveau départ. C'est là-dessus, c'est-à-dire sur l'essentiel que le Congrès devra trancher sous peine de réduire le cœur de notre politique à un débat pour spécialistes.



Un grand objectif mobilisateur : 80 % de jeunes au niveau du baccalauréat

Notre objectif ne doit pas varier : nous devons préparer la génération la mieux formée de notre histoire. Nous ne réussirons à gagner la guerre économique, à résister à l'invasion culturelle qu'en investissant massivement et durablement dans l'intelligence et en élevant le niveau de qualification des Français.

Nous avons d'ores et déjà gagné cette bataille sur le plan idéologique. Idée saugrenue pour beaucoup il y a quelques années, la nécessité d'élever les niveaux de qualification, d'augmenter le nombre des lycéens et des étudiants, n'est aujourd'hui ouvertement contestée par personne.

Il convient de **tirer toutes les conséquences** de cette ambition. Pour nous socialistes le mot d'ordre « 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat » ne saurait se limiter à une incantation, ni même à la seule mise en œuvre des moyens supplémentaires nécessaires pour porter le nombre des lycéens à 2 millions en l'an 2000. C'est la **dynamique d'ensemble de l'Éducation nationale** qui doit tendre à sa réalisation, de la maternelle à l'Université, par la mise en œuvre d'une **formation de masse et de qualité**.

Porter 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat cela veut dire :

1 - En amont : généraliser la préscolarité ; faire progresser l'école élémentaire par l'amélioration des apprentissages fondamentaux ; réussir la rénovation des collèges par la généralisation de la pédagogie différenciée ; relancer la promotion de l'enseignement technique ; limiter les sorties prématurées du système éducatif, car conduire les jeunes au baccalauréat c'est d'abord les conduire à l'entrée en seconde ; diversifier les voies d'accès au baccalauréat.

2 - En aval : créer les conditions nécessaires à la démocratisation de l'enseignement supérieur dont l'élargissement du nombre des bacheliers est la première étape car « 80 % d'une classe d'âge au niveau de baccalauréat » c'est aussi 2 millions d'étudiants.

Définir les conditions de mise en œuvre d'un tel objectif mobilisateur revient donc à **définir une grande politique socialiste pour l'École de la République**, c'est à dire une politique qui place au même plan, le premier, **volonté de modernisation et souci de promotion sociale**. C'est du même coup répondre aux questions que nous posent lycéens et étudiants.

Il est hors de question dans cette contribution de faire des propositions exhaustives. L'essentiel aujourd'hui est de **réfléchir au développement d'une scolarisation de masse après 16 ans**, c'est-à-dire de tracer de nouvelles perspectives pour le lycée et l'Université. Non pas que nous considérions qu'il n'y avait pas de problème avant - bien au contraire car c'est là que tout se joue - mais nous admettons qu'il n'y a pas lieu de revenir sur l'architecture des politiques définies et mises en place à l'école élémentaire, au collège et dans l'enseignement technique par Alain Savary, Jean-Pierre Chevènement et Roland Carraz. Il y aura lieu de les adapter, ou de les relancer, sans en remettre en cause les principes.

Il en va de même pour la politique d'ouverture de l'école vers les entreprises ainsi que pour la diffusion dans le système éducatif de l'informatique.

Un impératif : revenir au plan et à la programmation

En matière d'éducation, une grande politique ne peut se passer de **continuité**. Compte tenu des efforts de formation à accomplir dans les prochaines années, il est nécessaire :

1 - que le budget de l'Éducation nationale redevienne le premier budget de l'État.

2 - qu'une programmation pluriannuelle des moyens budgétaires de l'État soit mise en œuvre à travers une loi de programmation scolaire et universitaire qui comporterait trois volets : un pour l'enseignement technique (une loi-programme a d'ailleurs été votée en décembre 1985) ; un pour les lycées puisqu'il s'agit d'accueillir 50 à 60 000 élèves de plus chaque année ; un pour l'enseignement supérieur comme l'a demandé Jean-Pierre Chevènement à travers un amendement au projet de loi Devaquet déposé le 25 novembre 1986.

Les crédits programmés seront consacrés aux moyens supplémentaires à mettre en œuvre chaque année pour les constructions nouvelles, les réhabilitations lourdes, les postes nouveaux, les premières dotations en équipements et moyens pédagogiques. Ils ne sauraient être inférieurs à 5 MMF par an.

3 - De contractualiser avec les régions et de planifier la construction des nouveaux lycées nécessaires, ce qui implique des adaptations à la décentralisation.

Un nouveau départ pour les lycées

Porter le nombre de lycéens à 2 millions c'est d'abord les accueillir dans de bonnes conditions (nous frôlons aujourd'hui l'intolérable) c'est-à-dire **construire des classes et créer des postes** en nombre suffisant.

Mais c'est aussi beaucoup plus car, comme pour le collège des années 1970, le lycée risque d'être durablement déstabilisé par l'arrivée d'un grand nombre de nouveaux lycéens qui n'auront pas nécessairement les mêmes goûts, les mêmes aspirations ou les mêmes aptitudes que leurs aînés. D'ores et déjà, et le phénomène s'accroît, les générations d'élèves sont plus hétérogènes qu'il y a plusieurs années. Nous ne réussirons pas à concilier enseignement de masse et enseignement de qualité si une **transformation en profondeur du 2^e cycle du second degré n'accompagne pas sa démocratisation**.

Comment faire ?

Maintenir le cap de la diversification des voies d'accès au baccalauréat.

Il est impératif de **diversifier au maximum les formes d'excellence** afin de permettre à chaque jeune d'exceller dans un domaine. Il faut donc élargir les bases de l'édifice et non pas les réduire comme se proposait de le faire Monory. C'est l'une des raisons pour lesquelles la Gauche a créé en 1985 les baccalauréats professionnels.

Il convient donc de relancer la **promotion de l'enseignement technique**. Permettre aux jeunes des lycées professionnels d'accéder au baccalauréat, c'est assurer la promotion sociale, d'ici à l'an 2000, de plusieurs centaines de milliers de jeunes d'origine modeste tout en répondant aux exigences nouvelles de l'économie.

Pour leur part les formations conduisant au baccalauréat technologique (ex-baccalauréat de technicien) seront **maintenues, élargies ou modernisées**. De ce point de vue le projet Monory était un non-sens puisqu'il tendait à restreindre le nombre des filières tout en supprimant de nombreuses heures d'enseignement. Ces dispositions ont joué un grand rôle dans la mobilisation massive des lycéens du technique.

L'enseignement général des lycées devra quant à lui être recomposé. Le gouvernement aurait été bien inspiré de permettre la mise en œuvre de la réforme Chevènement fondée sur la nécessité de briser la sélection sociale par les mathématiques, sur la volonté de diversifier les dominantes en renforçant simultanément les sections autres que la série C, sur la diversification des options en classe de seconde.



Faire évoluer les contenus, les rythmes et les méthodes

L'accroissement des capacités d'accueil et la diversification des filières sont des conditions nécessaires pour conduire 80 % de jeunes au niveau du baccalauréat en évitant que se développe dans les lycées le « syndrome collégiens ». **Cela n'est pas suffisant.**

Si l'enseignement ne change pas ou bien nous ne doublerons pas le nombre des bacheliers et le système se contentera d'éjecter ses exclus 2 ou 3 ans plus tard, ou bien c'est la signification du bac qui changera... évoluant progressivement vers un diplôme de fin d'études secondaires et légitimant la sélection à l'entrée du supérieur. **Aucun socialiste ne saurait l'accepter.**

Ne rêvons pas. Pendant de longues années encore la maîtrise de la lecture, de l'orthographe, la capacité au raisonnement logique et à une bonne organisation du travail seront insuffisantes chez de nombreux élèves entrant en seconde. Et pourtant notre projet est de conduire ces jeunes à un baccalauréat non dévalué !

Nous n'y parviendrons pas si nous n'engageons pas aujourd'hui une réflexion difficile sur l'évolution des contenus, des rythmes et des modalités d'acquisition des connaissances ; sur les méthodes et l'organisation de l'enseignement du second cycle du second degré.

Les solutions sont à construire. Certaines d'entre elles sont aujourd'hui mises en œuvre dans l'enseignement technique à travers la préparation au **baccalauréat professionnel** : c'est un baccalauréat où l'on va en quatre ans après la classe de troisième avec un palier intermédiaire au bout de deux ans ; où l'enseignement ne procède plus des disciplines mais de « domaines de compétences » ; où l'emploi du temps n'est plus géré par une grille hebdomadaire mais sur l'année... Le contrôle continu des connaissances, les unités capitalisables pourront constituer autant de pistes à explorer pour offrir aux nouvelles générations de lycéens les meilleures conditions de réussite.

Tout cela exige beaucoup d'imagination... et de courage. Il est temps de ne plus tergiverser et de tirer lucidement les conséquences de l'objectif que nous nous sommes fixés.

Voici une proposition concrète sur la seconde :

Si l'on désire, ce qui est notre cas, sauvegarder un niveau correct au baccalauréat,

Si l'on tient compte de la tendance à l'élévation générale du niveau des connaissances dans la société,

Si l'on considère qu'aujourd'hui plus d'un élève sur deux parcourt de fait le cycle seconde, première, terminale en quatre ans,

Si l'on veut qu'un nombre beaucoup plus important d'élèves de toutes origines et milieux socio-culturels parviennent au niveau du baccalauréat,

Il est légitime de penser qu'il faut davantage étaler le rythme d'acquisition des connaissances c'est-à-dire **suivre le parcours du collège au bac en quatre ans.**

Cette formule devrait trouver son application essentiellement sur la classe de seconde ce qui permettra d'alléger de façon drastique les horaires afin de permettre l'organisation d'études dirigées et d'heures de soutien.

Améliorer la formation et les conditions de travail des personnels

La priorité donnée de 1981 à 1986 à la **formation initiale et continue** des personnels doit être relancée après les attaques portées contre l'Université, les MAFPEN et les Écoles normales.

Le prérecrutement des maîtres devra être systématique pour toutes les disciplines déficitaires.

La promotion interne sera développée.

Un programme particulier sera consacré à l'amélioration des **conditions de travail dans les établissements.**

Une grande ambition pour l'enseignement supérieur

Voici ce que nous pouvons dire au pays après le retrait de la loi Devaquet :

Pour l'enseignement supérieur, il ne s'agit pas de modifier une fois de plus les structures mais bien de construire une politique et de dégager des moyens nouveaux.

Le principal défaut de l'enseignement supérieur est d'accueillir trop peu d'étudiants avec trop peu de moyens. Un objectif de 2 millions d'étudiants n'est pas déraisonnable pour notre pays compte tenu de sa population et des taux atteints dans les principaux pays développés.

Atteindre un tel objectif suppose que soient remplies plusieurs conditions :

1 - Le rappel solennel de quelques principes républicains.

Le baccalauréat, premier grade universitaire, reste pour tous ses titulaires la clef de l'entrée dans l'enseignement supérieur. L'enseignement supérieur reste gratuit. Il ne peut être porté atteinte, d'une manière ou d'une autre, aux diplômes nationaux.

2 - La programmation des moyens budgétaires.

Le budget de l'enseignement supérieur est aujourd'hui de 23 MMF. Doubler le nombre des étudiants signifie 2 à 3 MMF supplémentaires par an pendant 20 ans.

3 - La multiplication et la diversification des premiers cycles.

Les premiers cycles verront leurs capacités d'accueil très fortement augmentées et leurs filières diversifiées par la mise en œuvre de formations nouvelles prolongeant elles-mêmes la diversification des baccalauréats. Plus proches des jeunes et de leurs familles les sections de techniciens supérieurs seront particulièrement développées. Aucun lycée ne devra être dépourvu de telles sections.

4 - L'articulation lycées/enseignement supérieur.

Elle fera l'objet de soins particuliers : par une coordination, nationale et académique, des structures dont dépendent respectivement les lycées et les universités ; par une harmonisation, nationale et académique, de la carte des formations B.T.S. - I.U.T. : par la mise en place dans les lycées d'une procédure méthodique d'information sur les formations supérieures.

5 - La préparation à la vie active

La vocation professionnelle des Universités doit être développée car, pour la majorité des jeunes, la finalité de la formation reste l'emploi. Cette professionnalisation qui exige un rapprochement des Universités avec la recherche et les entreprises s'accorde tout à fait à la loi Savary ainsi qu'à la loi-programme sur l'enseignement technique qui autorise la constitution d'Universités de technologie et de centres polytechniques universitaires.

6 - L'orientation.

Le problème réel et complexe de l'orientation doit être résolu de façon dynamique en tenant compte à la fois des aspirations légitimes des étudiants et des réalités, c'est-à-dire des besoins économiques, sociaux et culturels du pays ainsi que de la coexistence de deux catégories d'établissements : ceux qui recrutent de manière sélective (environ 45 % des étudiants) et ceux qui ouvrent leurs portes à tous les bacheliers.

L'université doit garder des filières ouvertes à tous les bacheliers, mais plusieurs conditions méritent d'être posées :

- Faut-il modifier la frontière entre les établissements « sélectifs » et les autres par exemple pour permettre aux universités d'ouvrir de nouvelles filières professionnelles ?

- Comment, dans les très grandes villes, organiser la répartition des bacheliers entre les Universités ?

- Comment développer la formation continue afin de donner à tous ceux qui le souhaitent une deuxième chance ?

- Comment orienter le nécessaire développement de la politique des bourses ?

Conclusion

A l'université comme ailleurs il faut permettre à chacun de poursuivre ses études dans la perspective de la réussite. L'effort à consentir sera de toute manière de grande ampleur. A nous de mesurer les enjeux. Parce que le mouvement de la jeunesse signifie en profondeur une révolte contre le déclin, nous devons lui proposer un autre avenir que le libéralisme qui en est le synonyme.



Communication et informatique : un enjeu pour demain

Contribution présentée par Daniel CHOLLEY et Martin VIAL

Le système nerveux des nations, des économies, des systèmes culturels s'appelle aujourd'hui communication et informatique. Et cela est d'autant plus vrai que le pays concerné est industrialisé et complexe. C'est dire l'importance démesurée que revêtent aujourd'hui les secteurs des télécommunications, de l'informatique, de l'audiovisuel, et que conserve pour une large part la communication écrite, la poste.

Les enjeux deviennent gigantesques et vont se développer encore

Au plan économique, si nulle entreprise, nul ensemble économique ne saurait se concevoir aujourd'hui sans ordinateurs et moyens de communication, le seul poids direct du secteur de la communication est d'ores et déjà supérieur à celui de l'agriculture ou du B.T.P. dans l'économie nationale.

En France, 1 600 000 personnes participent à l'activité de ce domaine (médias compris) dont le seul essor a engendré 400 000 emplois nouveaux en dix ans.

Les technologies utilisées, par leur niveau de sophistication, influent nettement sur le potentiel économique global du pays et conditionnent pour une large part son degré technique et sa compétitivité.

Ces nouvelles technologies ne sont pas sans répercussions cependant sur la nature de l'emploi, et de l'organisation du travail dans la mesure où elles fondent des changements considérables dans des secteurs d'activités traditionnels, risquant d'amener des problèmes sérieux de qualification et d'emploi, notamment dans le secteur des services dans lesquels ces technologies seront de plus en plus utilisées (assurances, banques, etc.).

Relier les hommes entre eux, c'est enfin un second enjeu dont la dimension sociale et culturelle est chaque jour plus grande. Le téléphone et la lettre aujourd'hui, le câble et les satellites demain vont constituer cet échec-magique qui permet à l'information de circuler, non seulement au sein de chaque pays mais aussi entre eux, en transcendant les frontières historiques.

Pour une nation du XXI^e siècle, l'information, la communication seront des biens aussi précieux que l'énergie

Cette importance vitale pour la vie économique, sociale, culturelle, détermine aujourd'hui un enjeu politique majeur, qui conditionne l'indépendance nationale des pays concernés, et contribue à l'expansion du savoir et de leur culture (ressource indispensable des nations du futur).

Cette donnée nouvelle entraîne des rivalités fortes où s'expriment les nouveaux rapports de forces internationaux.

Ainsi la pression exercée par les U.S.A. sur les pays occidentaux afin de les amener à ouvrir leurs systèmes de communication en les dérégulant ne peut se comprendre du seul point de vue des intérêts commerciaux spécifiques d'I.B.M. et d'A.T.T. C'est au contraire en tant qu'élément essentiel de l'établissement d'un nouveau « leadership » économique, social et culturel américain qu'il faut comprendre leur démarche.

C'est à cela que notre pays doit répondre, comme le Japon a su le faire, seul ou avec d'autres. Notre indépendance future se joue là aussi. Et

comme il a su développer ses moyens d'indépendance énergétique (nucléaire, compagnies pétrolières françaises), il lui faut développer les moyens d'une réelle indépendance en matière de communication et d'informatique, comme le font d'autres nations.

Sinon toute situation de dépendance se répandra inéluctablement dans le domaine de la technologie, de l'économie, de la culture et du social.

Or, la politique suivie depuis le 16 mars en la matière accumule les fautes : s'appuyant sur le dogme du marché, elle ne cesse d'incliner vers la soumission aux intérêts et aux lobbies. Ainsi, la Droite prépare le dessaisissement de prérogatives majeures de l'État en matière de communication au profit de la C.N.C.L., instance qui, si elle ne sait masquer ses couleurs partisans, ne subit aucun contrôle institutionnel et échappe totalement à toute orientation donnée par la représentation nationale en matière de réseaux de communication.

Dans les télécommunications, le gouvernement envisage d'ouvrir dans une situation dominante une partie des services à I.B.M. et de faire d'A.T.T. le second fournisseur de matériel de la D.G.T.

Dans le même temps, il diminue les crédits attribués à l'industrie des composants au moment où ceux-ci sont devenus un enjeu technologique. Enfin, le gouvernement, sous couvert de déréglementation, envisage des mesures qui pourraient déstabiliser la D.G.T. de manière irréversible alors qu'elle demeure un élément central de toute politique sérieuse en matière de communication.

Cette accumulation de décisions, qui sont autant de fautes contre l'intérêt national et de traites tirées sur l'avenir, est néfaste. Il faut au contraire poursuivre la politique menée par les socialistes pendant cinq ans et la développer suivant des critères d'indépendance, de démocratie, de liberté et d'efficacité. Les atouts existent aujourd'hui, il faut s'en saisir résolument.

Les P.T.T., éléments clés d'une politique de communication, doivent poursuivre leur modernisation et être l'objet d'une évolution maîtrisée et concertée afin de leur permettre de faire face aux défis qu'ils ont à assumer. Leur statut d'opérateur, s'il est central et incontournable dans le dispositif français, doit aussi permettre d'obtenir la souplesse d'exploitation nécessaire, et autoriser une concurrence réelle dans les nouveaux services.

Dans l'informatique, soutenir l'effort de Bull et des autres constructeurs français, permettre au S.S. II de conserver leur rang actuel, sont des objectifs nécessaires qui peuvent demander légitimement des mesures de soutien de l'État, et trouver des possibilités de coopération internationale.

Dans l'industrie des matériels de communication, la réussite du nouvel ensemble C.G.E.-I.T.T. est indispensable, car là peut se créer un pôle industriel décisif pour l'avenir. Mais la privatisation totale de la C.G.E. ne va pas en ce sens, et peut faire courir un risque grave à cette opération ou à sa finalité.

Enfin, l'industrie des composants doit trouver toute sa place et faire l'objet d'un effort financier spécifique. Il est évident que tout ne peut se faire à l'échelle nationale et que des accords, des coopérations sont nécessaires. L'Europe est le champ prioritaire de ces initiatives, même si aucun ostracisme ne doit obérer des collaborations potentielles avec d'autres pays industrialisés, ou des opérations industrielles à l'échelle internationale (Thomson - Mostek ou Bull-Nec-Honeywell par exemple).

Une grande partie se joue là. Les pions sont déjà en place. L'enjeu final est clair : le développement de systèmes de communication doit s'opérer dans un contexte d'indépendance, de liberté, d'efficacité et d'épanouissement culturel.

C'est une part de notre avenir.



Le pari de l'avenir

Contribution présentée par Catherine COUTARD

Les filles et les garçons du printemps de décembre n'adhéreront pas au Parti d'Épinay. C'est comme cela : l'avenir n'est jamais la réplique exacte du passé. Et l'avenir a levé brièvement le coin du voile opaque qui le recouvre. Un peu de sa substance a éclairé le début de l'hiver.

Se saisir de cette lumière et ainsi faire du Parti d'Épinay le parti de l'avenir, voilà ce qui est en jeu.

Car les filles et les garçons du printemps de décembre sont prêts à adhérer au parti de l'avenir : ils l'ont dit.

Le Parti d'Épinay est l'arc. Cette génération qui la première s'oppose au libéralisme et à ses valeurs (que d'aucuns tenaient encore pour universelles il y a six mois seulement) est la flèche.

Pour atteindre la cible, l'arc et la flèche sont également importants...

L'arc nous est connu et nous savons combien ses potentialités sont importantes.

Pourtant depuis mars 1986, alors que la popularité du président de la République est de plus en plus importante, la « cote » du P.S. ne décolle pas.

L'arc nous est connu, par contre le bois dont on fait les meilleures flèches n'est pas encore parmi nous.

Comment y arriver ?

Comment nous transformer ?

Comment reprendre notre progression ?

Notre Congrès d'avril doit répondre à ces questions. Il ne peut donc pas être à l'image des précédents depuis 1981.

Faire du Parti d'Épinay le parti de l'avenir nécessite un formidable bond en avant. Aucune botte de sept lieues ne nous le fera faire sans efforts. Nous ne pouvons compter que sur notre volonté et notre dynamisme. Muter, comme le disait un de nos dirigeants au Comité Directeur de décembre. L'existence même de la Gauche et donc de la démocratie en dépend. Entreprise difficile s'il en est mais dans laquelle le mouvement de la jeunesse scolarisée peut nous aider.

- Parce qu'ils sont les architectes et les bâtisseurs de l'avenir ;

- Parce que, défilant pour des valeurs qui sont depuis longtemps celles des socialistes, ils nous aident à remettre de l'ordre dans nos priorités.

Ils sont descendus dans la rue au nom de l'Égalité. Celle qui tendue vers le meilleur de chacun essaie de compenser les inégalités dues à la fortune et qui fait de tous, les garçons et les filles, les Bretons et les Beurs, les Jaunes et les Noirs, les B.C.B.G. et les branchés, les lycéens de L.E.P. et les futurs thésards de 3^e cycle, des citoyens à part entière.

Là, ils ont découvert la solidarité, la fraternité. Celle qui, forte de l'égalité des droits et des devoirs de chacun, les unit dans une même communauté chaleureuse.

Et, ils ont expérimenté la démocratie, celle qu'ils souhaitent, celle qui permet que chacun donne son avis, qui fait qu'on se rassemble pour que cet avis soit entendu, qui exerce un contrôle constant des représentants, celle qui obtient la victoire, parce qu'on a raison, et celle qu'ils se seraient passés de connaître, celle d'une Droite revancharde, frileuse et haineuse.

Égalité, solidarité et démocratie voilà les valeurs auxquelles ils tiennent aujourd'hui. Confusément, ils le savaient déjà mais cette prise de parole commune leur a permis de constater que chacun d'eux n'était pas isolé.

Grâce à eux, l'humanisme et la raison, la morale et l'amour ont de nouveau dominé, mais pour un trop court moment, la vie politique d'une société que l'on croyait condamnée à l'égoïsme et au racisme.

A nous, parce que nous sommes l'instrument de l'action politique, de leur donner les moyens de faire durer cette domination.

Et pour cela n'oublions pas :

- que les enfants d'immigrés ont été les premiers à refuser de se résigner ;

- que les filles ont assumé les mêmes responsabilités que les garçons ;
- qu'ils ont dit non au libéralisme parce que sa logique est contraire à leurs valeurs ;

- qu'ils ont affirmé que la réussite individuelle est indissociable de la réussite collective ;

- qu'ils ont défendu ce qu'ils considèrent comme essentiel : la liberté, l'égalité et la fraternité.

Leur mouvement nous a fait entrevoir ce que peut être la France de demain. Faisons de notre Parti l'instrument de leur force car « le juste pour être juste doit être plus fort que le fort ».

Et pour cela engageons-nous résolument sur le chemin cahotique et inexploré mais passionnant de l'avenir.

Avec eux, refusons la résignation car elle entraîne l'exclusion. Le combat pour l'emploi est donc la priorité.

Sachant les résultats que nous avons obtenus dans ce domaine en cinq ans de gouvernement, on comprend bien que l'on ne pourra convaincre personne en affirmant qu'il suffit de prolonger ce qui a été fait et que nous savons aujourd'hui gérer.

Reconnaître nos insuffisances, valoriser nos réussites et montrer le sens de l'effort est indispensable.

Gagner ici permettra de gagner ailleurs car, on le voit bien, le chômage en Europe et la faim en Afrique ont partie liée. Pas de développement en Afrique sans croissance en Europe - et vice versa - l'Afrique et l'Europe sont sœurs.

En effleurant à peine le sujet de l'emploi, en évoquant seulement les pistes à explorer, on comprend déjà l'importance de notre Congrès de Lille. Car seule la définition d'un projet répondant à ses interrogations fondamentales fera du Parti socialiste le parti de l'avenir.

Évitons donc l'unité de façade, les faux débats et les procès d'intention, les stratégies sous-tendues par la perspective des présidentielles...

L'ampleur de ce que nous avons à faire est à la mesure de ce qu'a été réussi à Épinay il y a quinze ans, clarifier nos objectifs, définir les moyens d'y parvenir, préciser notre stratégie. Et puis aussi, assurer le renouvellement aux postes de responsabilités, associer cette génération, métissée, féminisée, responsable et porteuse d'espoir.

Prendre en compte les aspirations exprimées par la jeunesse de ce pays, ce n'est pas seulement lui adresser un message, c'est aussi lui laisser prendre la parole. Il s'agira là d'un exercice bien nouveau pour notre Parti qui n'intègre vraiment ses jeunes que lorsqu'il les a aseptisés et domptés dans les luttes insipides d'un groupuscule appelé le M.J.S. Mais les temps changent : les membres de l'équipe nationale du M.J.S. ont pris la plume ensemble pour dire ce qui leur paraît important aujourd'hui.

Tenons-en compte.

En décembre, une génération politique est née : nous n'existerons pas en dehors d'elle.



Les problèmes des originaires d'outre-mer

Contribution présentée par Gérard COLLOMB, Marie-André JAUBERT, Antoine BORDIN, Gérard HOAREAU, Jean-Paul JOUANELLE, Laurent JOSEPH, Edgard NICOLAS NELSON, George Pau LANGEVIN, José PENTOSCOPE, Dominique RIVIÈRE, Jean-Claude BONNEGRACE, Wilfrid BERTILE, Jean CRUSOL, Martin MELISSE, Alex RANLIN et Pierre PLAISANCE.

Quelques caractéristiques

Les originaires d'outre-mer vivant en métropole, constituent un groupe en réalité assez mal connu. Selon l'I.N.S.E.E., leur nombre avoisine aujourd'hui les 500 000. Un quart des personnes nées en Martinique ou à la Guadeloupe vivent aujourd'hui en métropole. La migration réunionnaise qui est plus récente s'est également considérablement développée ces dernières années.

Les Réunionnais sont davantage implantés en province, alors que les deux tiers des Antillais-Guyanais vivent en région parisienne.

70 % de la population originaire d'outre-mer a moins de trente-cinq ans, ce qui implique des perspectives faciles à imaginer sur la deuxième génération.

Cette population comprend une forte proportion d'actifs (61,33 % soit un taux d'activité supérieur à celui de la moyenne nationale des Français), cette caractéristique étant encore accrue, s'agissant des femmes, dont le taux d'activité est supérieur de treize points à celui des Françaises métropolitaines. Elle exerce un emploi le plus souvent salarié, dans le tertiaire et est également très concentrée dans le secteur public.

Bien qu'ils bénéficient de la nationalité française et d'une assez bonne tolérance du milieu d'accueil, les originaires des D.O.M.-T.O.M. vivent relativement repliés sur leur communauté d'origine, avec une vie associative, culturelle, religieuse, voire sportive dans le groupe, assez riche. Ils ne participent que peu à l'extérieur aux grands débats qui agitent la société française et sont aussi peu présents dans les partis ou les syndicats.

Quelques problèmes actuels

La grande majorité des originaires des D.O.M.-T.O.M. vivant dans l'hexagone perpétue le mythe de son retour prochain au pays, ce qui va à l'encontre d'une insertion réussie et d'une participation réelle à la vie de la cité. Pourtant, comme la plupart des migrants leur séjour est d'autant plus durable que les causes économiques, qui ont entraîné leur départ des départements d'origine perdurent, et que leurs enfants ayant grandi en région parisienne souhaitent y vivre définitivement.

Ils y rencontrent toutefois des difficultés non négligeables même si elles demeurent discrètes. Celles-ci expliquent d'ailleurs les réserves suscitées, auprès de la plupart des responsables de la communauté, par l'intention affichée par M. Pons de renforcer la mobilité, ou d'impulser à nouveau la migration en provenance des Antilles, de la Guyane, de la Réunion comme solution aux problèmes de développement de ces régions.

Le premier problème rencontré aujourd'hui paradoxalement résulte de la crise économique en métropole, qui a redonné aux métropolitains de l'intérêt pour des emplois fréquemment occupés par les Antillais, Guyanais, Réunionnais dans les P.T.T., à l'Assistance publique, à la R.A.T.P. Se développe actuellement dans le groupe un certain chômage qui frappe principalement les femmes et les jeunes dont la situation aujourd'hui apparaît fréquemment assez préoccupante, car ils partagent avec des camarades de leurs cités l'incertitude sur l'avenir et sur leur identité.

S'agissant des migrants arrivés récemment en métropole, il faut souligner une certaine dégradation du niveau de la formation scolaire initiale qui explique leurs plus grandes difficultés à s'insérer dans le monde du travail.

Par ailleurs, la montée de l'intolérance à l'égard des non-Européens, même s'ils sont Français, n'épargne pas les Antillais, Guyanais, Réunion-

nais, et bien des difficultés de cohabitation dans les immeubles, dans les écoles, dans le transport, dans la cité (contrôle d'identité) sont relatées.

La quête d'un logement demeure souvent très problématique en raison de ce phénomène, les originaires des D.O.M. étant par ailleurs relativement peu propriétaires de leur appartement précisément en raison du rêve du retour.

Un travail systématique, mis en place par le R.P.R. depuis plusieurs années, lui permet d'encadrer une grande partie de cette population. Avec la Maison des Antilles-Guyane, le Centre d'accueil rattaché directement au cabinet du maire de Paris, l'élection d'un conseiller régional antillais en Ile-de-France, la nomination d'une secrétaire d'État antillaise, la diffusion régulière d'un organe de presse du groupe Hersant, le R.P.R. est assez bien implanté dans une population pourtant traditionnellement en majorité assez imperméable aux partis politiques.

Cette situation n'est pourtant pas inéluctable et mérite d'autant plus une réaction spécifique que les originaires des D.O.M. sont assez nombreux dans des aires géographiques limitées et que, sociologiquement, leur situation les porte vers la Gauche.

Le bilan de cette dernière au cours de la dernière période n'est pas négligeable et peut raisonnablement être défendu.

Sur le bilan de la législature 1981-1986

Il faut rappeler la réponse qu'elle a apportée au dilemme assimilation - indépendance, par la mise en place dès 1983, d'institutions régionales permettant de transférer le pouvoir dans les départements d'origine aux élus locaux. Cette réforme d'une portée considérable n'a pas été suffisamment mise en valeur et appréciée alors qu'elle permet sur place d'accéder à des responsabilités importantes.

L'action menée par l'agence nationale pour l'insertion et la Promotion des travailleurs d'outre-mer a permis également de prendre en compte les difficultés rencontrées par nombre d'originaires des D.O.M. vivant dans l'hexagone, de soutenir largement une vie culturelle et associative plus riche ; elle a amorcé des possibilités de retour, dans le cadre de créations d'entreprises, et pour les retraités.

D'une manière plus générale, les populations originaires des D.O.M. sont sensibles aux avancées sociales de 1981 à 1986, aux valeurs défendues par la Gauche et notamment par le Parti socialiste en matière d'anti-racisme, d'égalité des droits, de solidarité avec le tiers monde, de lutte contre l'apartheid.

A l'inverse, il est aisé de démontrer que la politique mise en œuvre aujourd'hui par la Droite, notamment par la précarisation des travailleurs salariés, les menaces pesant sur la fonction publique, sur les P.T.T., la R.A.T.P., l'opprobre jeté sur les populations non européennes, le flirt avec les racistes, sont autant de menaces pesant sur les originaires des D.O.M.. Si pourtant l'implantation du P.S. est largement insuffisante, c'est que trop souvent, le Parti et ses responsables manifestent une indifférence certaine à la présence et aux problèmes de cette catégorie de la population.

On ne peut que constater un hiatus considérable entre les principes défendus par le Parti socialiste qui pourraient s'appliquer admirablement à la situation des originaires des D.O.M. et la méconnaissance qu'il manifeste en réalité à leur égard.

Certes, une Commission D.O.M.-T.O.M. fonctionne et rassemble un certain nombre de personnes de bonne volonté qui s'acharment à maintenir la



présence du Parti socialiste dans la communauté. Mais force est de reconnaître que leurs analyses et leurs initiatives n'ont guère d'échos dans le Parti.

Alors qu'il suffirait simplement que les responsables de celui-ci pensent, sans modifier leurs idées ou leur vision du monde, simplement à les appliquer dans leurs pensées, dans leurs écrits, dans leurs pratiques, aux originaires des D.O.M..

Les discussions récentes concernant le vote et l'éligibilité des immigrés paraissent quelque peu surréalistes pour les originaires des D.O.M., électeurs et éligibles, mais trop fréquemment oubliés à ce double titre.

Certes, aux élections municipales 1983, quelques conseillers municipaux, issus de ces communautés, sont apparus, essentiellement dans la région parisienne. Mais de manière, en quelque sorte, furtive et sans que des conséquences autres que purement locales soient tirées de cette démarche non concertée.

Aux élections européennes un candidat originaire des D.O.M., Jean Crusol, n'a pu obtenir qu'une place de non éligible sur la liste, ce qui n'a pas empêché, quelque temps après, le gouvernement de confier une mission à un parlementaire de droite, Victor Sable, au motif qu'il était nécessaire d'avoir au Parlement européen, quelqu'un connaissant les problèmes d'outre-mer.

Aux élections régionales de 1986, malgré l'instauration du scrutin de liste, aucun candidat originaire des D.O.M., même en position de non éligible n'a pu être retrouvé sur les listes du P.S., contrairement à celles du R.P.R. ou du P.C.

Il est évident qu'il n'est pas possible de la sorte d'inciter les Antillais, Guyanais et Réunionnais à participer à la vie politique de la métropole et

notamment de les convaincre de l'intérêt qu'il y aurait pour eux à voter socialiste.

Or, il serait regrettable, voire dangereux, que des communautés importantes originaires des D.O.M. en région parisienne demeurent en marge de la vie politique générale, voire s'organisent une vie politique propre.

En Seine-Saint-Denis, aux élections régionales, une liste autonome menée par des originaires des D.O.M., pourtant autrefois sympathisants du P.S., a obtenu un score comparable à celui du P.S.U. et n'a certes pas eu suffisamment de suffrages pour obtenir un élu, mais en a obtenu suffisamment pour limiter la victoire des candidats du P.S.

Il ne s'agit pas de solliciter une discrimination positive en faveur d'une communauté, encore que d'autres pays multiraciaux tels que les États-Unis y ont eu à l'occasion recours pour faciliter l'insertion des minorités, mais il s'agit simplement de demander que les originaires des D.O.M. soient reconnus dans les instances et les listes du Parti, non seulement en fonction de l'importance et de la spécificité de leur communauté, mais aussi en raison d'une cohérence nécessaire entre les thèmes porteurs dont se réclame le Parti socialiste, et sa pratique politique.

Il conviendrait dans l'avenir que la compétence de la Commission D.O.M.-T.O.M. soit statutairement étendue à la situation des originaires d'outre-mer en métropole.

Par ailleurs, pour permettre au travail effectué par la délégation nationale d'avoir son plein effet, il conviendrait que celle-ci soit transformée en un secrétariat national aux D.O.M. et aux originaires des D.O.M., afin qu'elle puisse disposer des moyens nécessaires à son action.

Pour un outre-mer responsable

Contribution présentée par Jean-Yves DALLEAU, Dominique LARIFLA, Michel YOYO et Robert LE FOLL

Les départements d'outre-mer vivent une situation politique, économique, sociale et culturelle qui caractérise, malgré un niveau de vie plus élevé et plus opulent, les pays sous-développés.

Les lois de décentralisation ont permis un progrès notable dans la prise de conscience de notre situation. Elles s'inscrivent dans le sens de l'Histoire. Elles sont un élément de désaliénation culturelle et politique.

François Mitterrand déclarait le 24 janvier 1981 à Créteil : « Les Français n'ont plus à craindre de voir la nation éclater sous la pression des forces centrifuges. Ils ont au contraire à se défendre contre un État omniprésent et tracassier. La décentralisation c'est le droit à la différence. »

A nous, socialistes, de contribuer à traduire ces paroles, justes, bien actuelles et fortes, dans notre réalité quotidienne et ce à tous les niveaux et dans tous les domaines.

Cette contribution se veut vision des D.O.M. par des acteurs des D.O.M.

Nous ne pouvons affirmer la responsabilisation de l'outre-mer et accepter que l'on parle, même dans notre Parti, à notre place. Ce serait illogique et inconscient.

Nous voulons militer pour une rupture avec une logique qui va au-delà d'un modèle économique et social, hérité du pacte colonial et dont les séquelles sont encore hélas trop présentes dans nos sociétés, dans les mentalités des représentants de l'État.

Dans la définition de notre développement, nous subissons une logique qui s'apparente aux politiques d'aide au développement concédé ou octroyé au tiers monde. Aides qui au lieu de libérer, soumettent bien souvent. Triste constat d'une générosité (?) mal conçue et mal orientée.

Dans notre Parti, par le rôle que nous devons jouer dans la détermination de la politique pour l'outre-mer. Il nous faut réfléchir à d'autres modes de

relation. Donner à nos fédérations plus d'autonomie dans le domaine programmatique et aussi dans le domaine administratif.

Il ne s'agit pas de rupture avec le Parti socialiste mais de contribuer à renforcer son action en responsabilisant davantage nos fédérations, en leur donnant les moyens d'une action plus large et plus autonome.

Les socialistes dans les D.O.M. et les instances nationales

La départementalisation de 1946 a laissé la place en 1982 à la décentralisation, une nouvelle logique est née. Le président de la République a très bien traduit ce profond changement en déclarant lors de son dernier voyage aux Antilles : « Nous avons trouvé un cadre où nous pourrions durablement inscrire de nouvelles actions, affirmer les identités et assurer le développement. »

Ce nouveau cadre a certainement pour les D.O.M. davantage de signification et de résonance qu'en France métropolitaine.

« Affirmer notre identité », ce n'est plus un vœu, c'est l'expression d'une volonté collective de toutes les populations des D.O.M.

Il serait curieux et incompréhensible qu'une telle évolution ne touchât pas les structures de notre Parti, n'entraînant pas des modifications profondes et salutaires de nos modes de fonctionnement et de nos relations avec les instances nationales.

Une double exigence s'impose :

- Exigence d'une autonomie programmatique véritable.
- Exigence d'une autonomie administrative de nos Fédérations.



Exigence d'une autonomie programmatique

La nature même des problèmes économiques, sociaux et culturels rencontrés dans les D.O.M. implique des analyses différentes.

Nos sociétés subissent des contraintes différentes de la société métropolitaine. Ce serait une vue de l'esprit de vouloir assimiler ces problèmes à ceux que rencontre la société française en métropole.

Notre histoire, nos origines nous rappellent sans cesse à l'ordre. La Guadeloupe, la Martinique ou la Réunion et bien sûr les autres D.O.M.-T.O.M. rencontrent des problèmes spécifiques dus à leur situation géographique, mais le développement de l'ensemble des D.O.M. participe d'une même problématique.

Nos identités culturelles sont fortes, et même si elle représentent un enrichissement de la culture nationale (enrichissement qui est loin d'être accepté par les représentants officiels ou officieux de cette culture française), elles se distinguent et s'affirment davantage dans leur environnement géographique naturel, ici la Caraïbe, là l'océan Indien.

Utiliser le terme « développement » implique une démarche. Il s'agit pour nous d'un processus de responsabilisation d'une communauté lui permettant de participer à la transformation de son économie et de sa société, dans le sens de la réduction des déséquilibres et des inégalités.

Une politique de développement doit être inventée, imaginée et conçue dans les D.O.M. par des acteurs politiques des D.O.M. Il en va de la crédibilité même de tout projet politique.

Exigence d'une autonomie administrative des Fédérations socialistes des D.O.M.

Dans le même sens que dans le chapitre précédent, la vie interne des Fédérations doit bénéficier de la même démarche : c'est-à-dire atteindre une plus grande autonomie de décision, une plus grande responsabilisation des dirigeants locaux.

Les contraintes, les aspects particuliers de la vie politique locale nous conduisent bien trop souvent à prendre certaines libertés avec les circulaires nationales. Cette indiscipline relative s'impose à nous, si nous voulons agir de manière efficace dans l'intérêt de notre Parti pour augmenter son influence.

Respecter les calendriers nationaux pour la désignation de nos candidats aux élections locales (municipales, cantonales et régionales) est bien souvent une gageure.

Bien des interventions inutiles auraient pu être évitées, bien des échos irresponsables dans la presse locale (n'oublions pas qu'elle est aux mains de nos adversaires politiques) nous auraient été épargnés si certains dirigeants de courant de pensée nationaux étaient mieux informés sur la réalité de l'influence de leurs protégés.

Il ne s'agit ni de remettre en cause le processus démocratique de désignation de nos candidats que prévoient les statuts nationaux mais d'en corriger les effets pervers et aberrants au plan local, ni de contester l'existence des courants de pensée, une nécessité dans notre Parti si l'on veut éviter le fractionnisme.

Sur un autre plan, cette autonomie de nos fédérations d'outre-mer est indispensable quand on traite du problème des alliances politiques.

Les autres partis politiques de Gauche n'ont aucune filiation directe avec des partis nationaux, même si l'on peut supposer que des contacts existent entre les partis communistes de l'outre-mer et le parti communiste français et que des stratégies communes sont établies.

Nous avons à gérer d'une manière autonome nos alliances respectives et ce dans l'intérêt de nos populations. Ainsi l'Union de la Gauche est une réalité bien vivante en Guadeloupe et se vérifie par l'existence de majorités de Gauche nous permettant à nous, socialistes, d'assurer la présidence des exécutifs départementaux et régionaux.

Renforcement des pouvoirs de la délégation nationale aux D.O.M.-T.O.M. transformée en Secrétariat national

La satisfaction des deux exigences précédentes, autonomie programmatique et administrative, conduit naturellement, rend nécessaire une redéfinition du rôle et des compétences de la délégation nationale aux D.O.M.-T.O.M.

Le schéma à retenir devant tendre à ce qu'aucune mesure de portée générale en particulier, aucune politique affectant les D.O.M.-T.O.M. ne puisse être arrêtée sans qu'elle ait fait l'objet d'un examen préalable et d'un avis de cette structure.

Participations des fédérations d'outre-mer à la définition des options nationales

La responsabilisation de l'outre-mer dans la définition de sa propre politique de développement est une exigence qui doit enrichir la réflexion de notre Parti.

Elle apporte son point de vue, son originalité, elle force le Parti à penser la notion de développement, à réactualiser le dialogue Nord-Sud et sa politique pour le tiers monde.

Notre dernier congrès de Toulouse n'a pas accordé à ces problèmes la place qui doit leur revenir. Bien des évolutions après mars 1986 montrent qu'il y a dans ce domaine des exigences politiques, économiques et morales qui s'imposent au mouvement socialiste.

La jeunesse a su manifester à cet égard davantage de clairvoyance, de solidarité en s'exprimant clairement sur certains sujets qui, pour cause d'élections législatives, ont été esquivés ou escamotés.

L'émergence d'une Droite musclée et raciste exige des positions claires, affirmées avec force. La pesanteur de certaines mentalités est encore forte, même dans nos rangs !

Il est indispensable que l'outre-mer soit prise en compte dans la définition de toutes les politiques. Notre spécificité, notre particularisme ne doit pas servir d'alibi pour nous exclure de domaines essentiels comme la politique de l'emploi, l'Europe, la formation.

Nos économies participent à tous les domaines de la vie économique nationale. Et trop souvent l'aspect D.O.M.-T.O.M. est oublié comme par exemple en matière de politique agricole ou politique européenne.

L'outre-mer, ce sont trois fédérations puissantes et ambitieuses, soucieuses de promouvoir les valeurs socialistes.

L'outre-mer, c'est aussi une Gauche conquérante qui assure des responsabilités importantes dans les quatre régions d'outre-mer et dans deux départements sur quatre.

L'élection présidentielle de 1974 nous a valu une courte défaite. Faisons tout pour faire de 1988 un prolongement de notre succès de 1981. La France et l'outre-mer voudront renouveler ce bail si déterminant pour assurer une politique de progrès.

Une politique de développement pour les D.O.M.

Qui ne se souvient du discours prononcé par le président Mitterrand à Mexico quelques heures avant l'ouverture du sommet de Cancun les 22 et 23 octobre 1981. Ce que disait alors François Mitterrand fait partie de notre présent.

Notre développement, le développement des D.O.M.-T.O.M. s'inscrit dans le même cadre. Que nous le voulions ou non, nos économies souffrent des mêmes maux, des mêmes handicaps que celles des pays en voie de développement.

Notre appartenance à l'ensemble français masque seulement cette cruelle réalité. La liste est longue de ceux qui luttent pour plus de justice, plus de liberté, plus d'égalité et qui ont un besoin vital de solidarité.

Cette solidarité doit-elle s'exprimer à notre égard par un programme de développement octroyé, décidé ailleurs. La loi-programme et sa nouvelle logique ont été à juste titre condamnés par la Gauche.

Avec la décentralisation les communautés d'outre-mer avaient recommencé à reprendre espoir, à retrouver une dignité. Les D.O.M.-T.O.M. avaient entamé leur marche pour la construction d'une société nouvelle, moins dépendante, moins déséquilibrée, plus harmonieuse.

Il est clair qu'il faut s'en prendre aux causes mêmes du désordre et du sous-développement si l'on veut briser les mécanismes qui les engendrent.



Tableau de la situation économique dans les D.O.M.

D'apparence prospère par rapport aux pays environnants, les D.O.M. ont une économie à caractère artificiel et connaissent divers handicaps : distances, faible importance du marché local, dépendance alimentaire, secteur productif faible, sur représentation du tertiaire, manque de capitaux propres. Ceux-ci repartant massivement au gré du système de l'import-export.

Le taux de chômage dans les D.O.M. est très élevé et provoque de nombreux départs forcés.

Critique d'un modèle néo-libéral aggravant notre dépendance : la loi-programme

La décentralisation a été une décision historique très attendue. Une loi a été mise en place : celle des contrats de plan qui donne le pouvoir aux populations.

La Droite recule en prenant un certain nombre de décisions telles que la défiscalisation, la création de zones franches, la mise en place de la parité sociale globale. C'est le retour à l'ancien régime.

La Droite ignore volontairement les besoins et la réalité du terrain : sa politique est vouée à l'échec.

Une politique de développement autocentré : les conditions

L'absence de préférence communautaire, l'existence des barrières douanières avec les pays A.C.P., l'impossibilité de protéger les productions locales, sont les principaux obstacles au développement.

Les populations et les élus peuvent seuls définir une politique de développement économique à partir de principes simples :

- préserver les secteurs traditionnels : agriculture, pêche ;
- réaliser la réforme foncière et diversifier les productions ;
- promouvoir un secteur agro-alimentaire ;
- permettre la création d'entreprises en fournissant les moyens financiers ;
- développer la politique des contrats de plan.

Le dialogue Nord-Sud et les D.O.M.

Le développement de nos économies est tributaire de cette coopération internationale.

Dans la Caraïbe, comme dans l'océan Indien, tous les États sont concernés. Lorsque le président Mitterrand affirmait que « La France est profondément convaincue de l'interdépendance Nord-Sud. Notre prospérité et celle du tiers monde sont liées », ces paroles soulignent encore davantage que la stagnation économique et le chômage persistent dans les pays industrialisés. Le sous-développement et la misère dans le tiers monde sont les deux faces d'une même crise.

Pour apaiser les revendications du tiers monde, des crédits fabuleux lui furent alloués sans qu'ils puissent jamais être remboursés. Ils eurent cependant le mérite de permettre à nombre des pays sous-développés dont nous sommes aussi, de rester d'honnêtes clients des pays industrialisés, atténuant ou différant ainsi les effets de la crise en Occident.

Les politiques de réduction drastique des importations pour équilibrer les comptes des pays en voie de développement laisseraient ces pays exsangues et priverent le Nord de ses clients du Sud.

Les profits réalisés dans le tiers monde par les grandes banques ont triplé en dix ans : c'est là que réside en partie, l'explication de la crise de l'endettement.

Les fuites de capitaux et les facilités accordées aux investisseurs permettent de constater que le tiers monde est devenu exportateur net de capitaux vers les pays du Nord.

Ce transfert de ressources, moralement inacceptable, débouche sur une impasse.

Certains mécanismes qui ont produit ces effets immoraux et inéquitables se produisent dans les D.O.M. Il suffit d'analyser l'endettement de nos communes, le trajet effectué par les transferts publics, le commerce à sens unique de nos régions, la baisse relative des prix de nos produits exportés.

Notre niveau de vie apparemment acceptable nous masque les problèmes de plus en plus graves engendrés par l'aggravation de notre dépendance.

Dépendance qui force notre jeunesse à s'expatrier ou à subir l'humiliation du chômage ou l'acceptation d'un partage du travail disponible qui dépasse l'acceptable masquant une proportion plus importante de chômeurs.

Les liens sont étroits entre développement économique, sécurité régionale et démocratie véritable.

Haiti et son difficile retour à la démocratie, nous interpelle. Qui pouvait croire qu'après près de trente années de dictature des Duvalier, la situation allait évoluer sans heurt vers la démocratie.

Notre solidarité doit être mise en œuvre si l'on ne veut pas voir s'éteindre rapidement l'espoir qui s'est levé après tant d'années de désespoir.

Le développement de luttes menées en Afrique du Sud même contre l'apartheid constitue l'un des événements majeurs de notre histoire.

Le racisme immonde et abject dont sont victimes les peuples noirs ne peut nous laisser indifférents. Notre indignation doit être entendue et notre solidarité va à ce peuple frère.

Nos pensées sont pour Nelson Mandela et son épouse dont le combat, le courage imposent notre respect. Nous devons refuser un ordre établi qui nie l'homme, le rabaisse.

Ce combat contre le racisme, la jeunesse le revendique, refusant ainsi toutes les compromissions, tous les calculs politiques les plus opportunistes. Ses réactions nous montrent la voie à suivre : « nous voulons vivre et vivre libres ».

L'identité culturelle dans les D.O.M.

La culture, l'action culturelle méritent plus que jamais d'être au cœur de tous les débats concernant les D.O.M.

En effet, si pour des peuples lésés d'un héritage historique conséquent la culture peut être le témoignage d'un épanouissement ou d'un approfondissement d'un système de valeurs éprouvées, la culture dans notre espace fracturé – où chaque île surgit comme un moignon douloureux – ne peut être qu'une problématique : celle de l'identité longtemps menacée, souvent végétative et parfois érodée en ses pointes les plus vives.

À la fois entassement de lambeaux de peuples (Africains/Hindous/Syriens/Libanais/Français/Dominicains/Haïtiens), à la fois dérivé du choc de deux continents en terre américaine (l'Europe et l'Afrique), à la fois échappés des forceps de la modernité occidentale, les D.O.M. en sont à recenser leur singularité, leurs miettes de différence afin d'ériger leurs briques en valeurs référentielles.

Enjeu de la politique culturelle

Il faut sortir ces peuples de la dépendance, de l'irresponsabilité pour les conduire à la maîtrise de leur histoire et de leur identité.

Les missions du pouvoir culturel dans les D.O.M. sont multiples : stimuler la création et aider les artistes, développer la formation, négocier avec les organismes culturels des pays environnants. Appliquer les thèmes de la décentralisation : authenticité et identité, favorisera l'émergence d'une action culturelle au profit des populations d'outre-mer et mise en place par elles.

La naissance de ce pouvoir culturel passe par la refonte des manuels scolaires, l'adaptation de l'école, la création de musées et l'élaboration de films, documents de toutes sortes retraçant l'histoire spécifique de ces populations.

Les repères essentiels de l'identité culturelle

a) promotion du patrimoine artistique et culturel. Cela suppose d'ailleurs une réelle volonté de la France hexagonale de s'ouvrir à nos productions les plus significatives : orchestres, écrivains, échanges avec les régions ou les mairies.

b) Intégration de la vie culturelle dans le bassin caribéen. Des opérations semblables à celles qui ont été organisées autour du bassin méditerranéen s'imposent.

c) Formation de formateurs qualifiés à partir de stages organisés sur place.



d) Développement de l'enseignement artistique en relation avec l'économie du pays : artisanat d'art, maison du bois, fabrication d'instruments, etc. en vue d'apprendre à mieux utiliser le milieu.

e) Création d'instances de réflexion et de contrôle de l'exécution du plan de développement culturel.

f) Création d'agences techniques à finalité artistique et culturelle.

g) Mise en place d'une banque d'information sur toutes les possibilités qu'offre la législation française en matière artistique et culturelle.

Conclusion

La décentralisation véritable et son approfondissement, seule voie pour échapper aux affrontements entre les extrêmes, l'aventure ou l'immobilisme.

Respecter notre spécificité, notre identité culturelle ne veut pas dire loi d'exception ou mise sous tutelle.

Responsabilisation et ce dans tous les domaines, voilà notre mot d'ordre.

L'évolution des mentalités dans les D.O.M., l'émergence d'une nouvelle génération d'hommes et de femmes qui refusent de se soumettre à une quelconque forme de tutelle, qui entend prendre ses responsabilités, commande une nouvelle stratégie.

Notre revendication de définir notre politique s'inscrit dans ce mouvement.

L'attachement des D.O.M. et de leurs populations à la personne même du Président de la République est l'expression de notre volonté de voir sa politique se poursuivre. Aucun domien, expression barbare mais qui recouvre bien une réalité culturelle commune, ne saurait oublier le discours de Cancun, sa volonté de progrès et de dialogue.

Notre développement ne peut ignorer notre environnement, nos origines, notre situation au carrefour du dialogue Nord-Sud.

Nous sommes impliqués dans les deux sociétés, nous en subissons les contradictions quotidiennes.

L'échéance de 1988 est pour l'outre-mer un objectif déterminant, la période 86-88 est pour nous une période de résistance à toutes les atteintes contre notre dignité, contre les acquis de la décentralisation.

Une Gauche forte avec un Parti Socialiste conscient de son identité ici dans l'outre-mer doit nous permettre d'affronter cette échéance dans les meilleures conditions.

La responsabilisation du mouvement socialiste à travers une autonomie d'action véritable doit conduire nos fédérations à envisager dans les années à venir une évolution plus conforme à leur démarche et à leur identité profonde.

La santé au cœur

Contribution présentée par Michel DEBOUT

Nous sommes aujourd'hui plus loin de 1968 que nous ne sommes près de l'an 2000 : ceux qui, sur les barricades du printemps de Paris, dénonçaient la société de consommation, arrivent ainsi à l'âge des responsabilités mais dans une société caractérisée par la crise et le chômage.

On nous a dit de toute part – et encore récemment – que ce à quoi nous avions cru, est devenu désuet, archaïque : que le socialisme serait déjà aux oubliettes de l'histoire. Quant aux valeurs d'égalité et de justice, ce seraient de vieilles rengaines qui n'ont plus cours face à l'ardente nécessité de promouvoir l'individu et d'assurer l'avenir en suivant une nouvelle élite éclairée.

C'est vrai que ceux qui aspirent (depuis des décennies) à une transformation de la société, s'interrogent aujourd'hui. La Gauche est venue aux affaires de 1981 à 1986 : on attendait beaucoup d'elle – trop ? – et peut-être cette attente n'a-t-elle pas été suffisamment comblée ; le chômage n'a pas régressé pendant cette période et les jeunes notamment, malgré les efforts évidents mis en œuvre – T.U.C., formation professionnelle, aides diverses aux entreprises – sont restés trop nombreux en recherche difficile d'un emploi.

C'est, entre autres, pourquoi, en mars 1986 les Français ont choisi – du bout des lèvres – d'en revenir aux recettes de la Droite réactionnaire, qui c'est vrai, s'était parée pour l'occasion du visage nouveau du « tout libéralisme ».

Il faut dire qu'elle n'avait pas été avare de promesses : 600 000 emplois en 6 mois, devaient être créés par la seule grâce de la « confiance » retrouvée.

En fait de confiance, c'est une politique de privilège qui se développe : on rend aux riches en expliquant aux salariés – auxquels on demande toujours plus de sacrifices – que c'est là la seule manière de faire « repartir les affaires ». On facilite le licenciement toujours en expliquant que c'est pour créer des emplois et, en fait de liberté, il n'y a que l'or qui ait retrouvé une facilité de circulation. Les citoyens, eux, sont sous surveillance, la presse sous contrôle, quant aux étrangers, ils connaissent le régime de la suspicion généralisée.

La générosité, elle-même, est devenue suspecte dans ce monde dur, où le seul credo qui vaille est celui de la compétitivité. Générosité rime à l'évidence avec naïveté. Il faut être fort, il faut savoir faire face aux difficultés du

monde et tant pis pour les « laissés pour compte », ceux-là même qui justement un jour se soulèveront et mettront à mal nos nouveaux édiles et leurs « vieilles idées neuves ».

Les jeunes l'ont montré de façon aussi exemplaire qu'inattendue à propos du projet de loi Devaquet sur l'université. Beaucoup de choses ont été dites sur ce mouvement : à l'évidence il s'agissait pour les étudiants de refuser un système qui privilégie la sélection (au détriment de la chance donnée à tous d'une formation) qui met l'accent uniquement sur les meilleurs ! En somme une vision étroitement élitiste et individualiste là où – contre toute attente des idéologues libéraux – la jeunesse reste attachée au principe d'égalité, ce qui n'a jamais signifié pour elle (ni pour nous) uniformité.

La Gauche a perdu en partie sur le terrain des libertés et ce à la suite d'un malentendu à propos de l'école. La Droite peut perdre, elle, sur le terrain de l'égalité et de la solidarité, mais il ne s'agira pas là de paradoxe mais bien du refus de la politique qu'elle veut réellement mettre en œuvre.

Ainsi, il est remarquable d'observer combien ces questions essentielles et d'actualité se trouvent posées avec la même pertinence dans le domaine de la santé : liberté, égalité, solidarité ; et aussi, à travers les évolutions de la biologie, toutes les interrogations sur le futur.

Le secteur sanitaire et social : un gisement d'emploi pour demain.

Les questions de santé prennent une place croissante dans notre société et ne peuvent plus se poser en termes purement techniques : leurs enjeux sont devenus tels que des choix politiques s'imposent et font la différence.

La croissance nécessaire se constituera en partie grâce à un gain de productivité, et ne sera donc pas en mesure de créer suffisamment de nouveaux emplois dans le seul secteur lié à l'industrie. Bien plus, une industrie forte et compétitive devra dégager des ressources à investir nécessairement dans d'autres domaines d'activité comme celui de l'action sanitaire et sociale.

Aujourd'hui, déjà 1,5 millions de personnes ont un travail qui dépend directement ou de façon induite de la santé (médical, paramédical, pharmacie, industrie biomédicale).

Le secteur social, quant à lui, recouvre un vaste champ d'interventions et qui ne peut que croître, notamment si l'on se réfère aux problèmes que



poseront les personnes âgées et leur proportion grandissante dans la population nationale. Quelle qualité de vie pourrons-nous leur offrir ? Cela suppose évidemment des ressources nouvelles et un développement suffisant d'activités très variées (maintien à domicile, animation, hébergement transitoire).

Par ailleurs, il nous faudra – et sûrement dans le cadre européen – nous renforcer dans le domaine du génie biologique. La France en a les capacités scientifiques. Sûrement lui manque-t-il encore celle de la technologie industrielle. Aussi, nous devons faire un effort de formation en faveur des filières du génie biologique, en invitant entre autres, les ingénieurs de haut niveau à s'investir dans cette branche professionnelle.

Il s'agit là de questions concrètes et, pour les années qui viennent, nous devons savoir où prendre l'argent pour mener à bien cette politique. Se trouve ainsi posée la question du financement de la Sécurité sociale : niveau de prélèvement, mais surtout modification de l'assiette de prélèvement.

L'avenir de la Sécurité sociale et de son financement sera au cœur du débat d'ici la fin de ce siècle.

Tous les sondages prouvent que les Français sont très attachés à cette institution ainsi qu'à l'égalité d'accès aux soins pour tous qu'elle représente. Jusqu'à aujourd'hui, aucun mouvement d'ampleur ne s'est développé pour la défense de l'assurance maladie. Mais, rien ne dit que demain – si les gens ont une conviction claire des risques encourus – ce thème ne soit pas capable de les rassembler, y compris dans la rue. Chez nombre de citoyens – notamment les plus modestes – on sent monter une inquiétude qui reste larvée : les mesures actuelles prises par le gouvernement – préoccupantes – ne sont pas encore de nature à convaincre les Français que la Droite veut en fait mettre en place un système de protection à deux vitesses (notons que la « dualité » n'est peut-être pas de mise et qu'il vaudrait mieux parler d'éclatement de la protection sociale).

Notre choix bien sûr est de nature toute différente.

Distribution des soins

Nous connaissons dans ce domaine une des illustrations de la société d'économie mixte : double secteur sanitaire public et privé auquel les Français sont attachés. Mais, nous avons, nous, dans le respect de cette mixité, à défendre la qualité du service public.

Il est de fait que les hôpitaux publics connaissent aujourd'hui des difficultés même si tout n'est pas à mettre sur le seul compte de ressources insuffisantes.

Nous devons mener une grande politique de l'hospitalisation avec comme enjeu l'hôpital de l'an 2000. Pour cela, nous avons proposé entre 1981 et 1986, une démarche : la départementalisation qui devait permettre une réflexion de l'hôpital sur lui-même, ses objectifs, ses moyens, et sa place nouvelle dans le système de soins. Nous n'avons pu la mettre en œuvre, il nous faudra la réactiver. Mais, nous ne pourrions la mener à bien que si, à l'intérieur de l'hôpital, beaucoup se sentent concernés, à l'intérieur mais aussi à l'extérieur.

Le gouvernement actuel mène, lui, une politique de pur clientélisme : il veut faire plaisir aux seuls « patrons », y compris par le retour à l'**hospitalisation** privée dans l'hôpital public.

Il s'agit là d'une politique de privilèges inacceptable.

Mais d'un autre côté, avons-nous suffisamment amélioré la qualité (globalement mauvaise) des **consultations publiques** qui amène beaucoup à choisir la consultation privée. N'oublions pas, que même les plus modestes, veulent conserver un accès direct à ceux qu'ils considèrent (à tort ou à raison) comme les « grands patrons » et que, dans la pratique actuelle, la consultation privée leur apparaît comme la seule voie possible.

La « médecine de cabinet » s'interroge elle aussi sur son avenir : de plus en plus nombreux sont les jeunes médecins qui n'arrivent plus à vivre aisément de leur métier, la démographie médicale connaît une croissance sans liens avec l'augmentation plus réduite du nombre d'actes nécessaires pour soigner la population. De nouveaux modes d'exercice apparaissent, parfois porteurs de progrès, ils camouflent aussi l'impasse financière de la médecine traditionnelle d'autant qu'ils « échappent » souvent au remboursement par la Sécurité sociale.

Il faudra maintenir une politique de soins permettant de concilier liberté de choix, égalité d'accès, qualité des prestations, en développant à côté du secteur privé un secteur plus organisé, notamment le mutuel, permettant

à la population un véritable choix parmi différents types de structures sanitaires.

La encore deux politiques s'opposent :

– ou bien, ce sera le chacun pour soi – et comme toujours au détriment des plus défavorisés : le développement du secteur 2 de la convention médecins-Sécurité sociale (prônée par le gouvernement actuel) en est la prémice : de plus en plus de médecins ne trouveront qu'une partie de leurs actes remboursés par la Sécurité sociale, l'autre restant à la charge du malade ; on veut régler ainsi les difficultés financières de la Sécurité sociale, en faisant plaisir au corps médical, mais c'est bien d'une régression dont il s'agit ;
– ou bien, nous pourrions convaincre la profession d'accepter un meilleur partage du travail des uns et des autres, en ouvrant aussi de nouvelles perspectives professionnelles.

Morale médicale, la fin des certitudes

Aujourd'hui les questions de santé ne se posent plus uniquement en termes de structures ou de financement : la « morale médicale » et tout ce qui s'y rattache est aussi à l'avant-scène, et nous avons à poursuivre notre réflexion dans ce domaine par une large concertation qui doit dépasser à l'évidence nos strictes frontières de Parti.

A travers les problèmes de filiation, de fécondation artificielle, c'est bien la question de l'homme, de son rapport aux autres et à son histoire qui est maintenant posée. Saurons-nous progresser, sans glisser pour autant vers « le meilleur des mondes » ?

A l'autre bout de la chaîne, les problèmes liés à la fin de la vie, au droit de mourir dans la dignité, à la tolérance de la société vis-à-vis des personnes âgées dépendantes sont également révélateurs d'une capacité collective à assumer le vieillissement et la mort plutôt que de se cacher le problème en laissant chacun confronté à sa solitude.

Enfin, il faudra – contrairement à ce que fait le gouvernement actuel – éviter les politiques de flatterie de l'opinion publique, qui ne font que parer au plus pressé. Il en est ainsi des questions liées à la toxicomanie et aux développements du S.I.D.A. (notons d'ailleurs que les deux sont très liés puisque les toxicomanes représentent la population la plus exposée au virus anti-immunitaire).

En ce qui concerne les toxicomanes, chacun a pu percevoir la différence d'approche, là encore, entre nous mêmes et la Droite. Nous avons eu raison de mettre l'accent sur la prévention, mais avons-nous été suffisamment compris dans la politique menée ? Ne faut-il pas reconnaître des situations d'urgence et de détresse dans lesquelles sont placées ces personnes et aussi leur famille et qui peuvent nécessiter l'intervention même autoritaire des structures de soins ; il doit en être des toxicomanes comme de l'ensemble des citoyens : aucune loi d'exception. Chaque fois qu'ils se trouvent en danger la même loi que celle qui régit l'ensemble des malades doit s'appliquer à eux. Mais la loi qui a toujours cours aujourd'hui, concernant les personnes en danger, date de 1838... Il sera sûrement utile d'en repenser les modalités même si on peut estimer que sur le fond elle reste acceptable.

Quant au S.I.D.A., pourrions-nous éviter les réactions de peur, voire même de panique faisant le lit au retour de « l'ordre moral », en développant les mesures qui s'imposent face à une maladie qui prend l'allure d'un fléau moderne. Il est à craindre que les solutions de facilité – c'est-à-dire de rejet – pourraient prendre le pas sur le nécessaire respect de la liberté et de la dignité humaine si nous ne savons pas à temps mettre en œuvre les moyens d'information, de prévention, de soins, qui s'imposent.

Notre vision des problèmes de santé est claire, même si nous sommes toujours en recherche sur certains points. Les Français, eux, sont en attente parce que ces questions les touchent au plus profond d'eux-mêmes, et qu'à travers elles, il s'agit de défendre des valeurs sociales très fortes qui se sont inscrites dans l'histoire de notre pays et pour lesquelles tout retour en arrière serait vécu comme une véritable régression.

Il paraît donc utile de poursuivre notre réflexion sur ce sujet (comme nous l'avons introduite à travers le colloque sur l'éthique médicale et celui à venir sur la toxicomanie) en consacrant peut-être une de nos prochaines conventions au thème « Santé et Protection sociale », ces deux aspects ne pouvant être séparés l'un de l'autre.

A côté de graves sujets de préoccupation comme l'emploi, l'éducation, la recherche, la construction européenne, la paix, nous avons aussi la santé au cœur.



Socialisme et République : une mutation pour les socialistes de la Guadeloupe

Contribution présentée par Jean-Louis DIEUX et Isidore CANOPE, Sully CLAUDE, Pierre LENCREROT.

Introduction

Dès le lendemain du 16 mars 1986, les militants socialistes de la Guadeloupe ont, dans toutes les sections du département, repris leur « bâton de pèlerin » à la recherche d'une nouvelle stratégie. Cette contribution fédérale à la reconquête de la confiance populaire pour le P.S. en général a été facilitée par les deux grandes victoires dont la Gauche locale a été créditée au détriment de la Droite : le Conseil général en 1985 et le Conseil régional présidés respectivement par Dominique Larifla et Félix Proto, deux militants de notre Parti.

L'échec de mars 1986 n'est pas sans appel à condition que soient très rapidement mobilisées toutes les forces vives du Parti. A l'horizon se profile une bataille décisive : la prochaine élection présidentielle qui fixera pour longtemps et l'avenir du pays et le devenir du P.S. Nous devons absolument la gagner si nous voulons donner un sens à notre combat des années passées. Il est donc temps de réagir...

Cette « trêve du pouvoir » doit être aussi mise à profit par notre fédération pour donner plus de cohérence à nos comportements de militants socialistes dans le respect de nos règles statutaires pour une plus grande clarification de nos relations avec la Direction nationale du Parti.

Si, d'une manière générale, l'œuvre de la Gauche au pouvoir a été considérable, elle aura cependant laissé la plupart des socialistes de la Guadeloupe « sur leur faim »... nous attendions mieux..., nous attendions qu'il soit davantage fait cas de nos propositions..., nous attendions surtout une participation plus effective de nos militants aux instances nationales du Parti (et au gouvernement socialiste) et ce, dans l'esprit de l'objectif fixé par le Congrès qui a suivi l'avènement de la Gauche au pouvoir (Valencé) : « **Que dans les D.O.M. le Parti fasse entendre sa voix avec clarté et responsabilité.** »

Notre relative déception d'aujourd'hui est consécutive au trop grand espoir qui était le nôtre à l'arrivée de la Gauche au pouvoir. Cette arrivée présageait pour nous la disparition totale des séquelles d'un passé auquel on nous avait obligés à faire référence plus souvent que nous ne le souhaitions.

Une délégation « D.O.M.-T.O.M. » pour quoi faire ?

La spécificité des départements français des Antilles - Guyane et de la Réunion est désormais admise et reconnue à tous les niveaux du Parti : ces quatre départements sont à plus de 7 000 km de l'Hexagone. Cette spécificité ne doit cependant pas être la justification d'un quelconque laxisme de nos instances locales quant au respect des statuts du Parti ; elle ne peut expliquer le refus, pour ces fédérations, d'appliquer les décisions du bureau exécutif, du Comité Directeur et des congrès du Parti.

Le Congrès de Lille doit être mis à profit pour clarifier cette situation pour les militants de base et pour le Parti. De deux choses l'une, ou bien il y a incompatibilité entre les conceptions locales et la réglementation du P.S. pour ces départements lointains et, dans ce cas, il faut envisager la création du « Parti-frère » en Guadeloupe, ou bien on s'en tient à des dispositions compatibles avec les statuts du Parti et il ne saurait y avoir des discriminations dans l'application des règles statutaires. D'ailleurs les Guadeloupéens s'accrochent très mal des « **différences institutionnalisées** » : la délégation du P.S. aux D.O.M.-T.O.M., par exemple, véritable écran « structurel » entre ces fédérations et le Secrétariat national aux fédérations est aujourd'hui perçue par les militants socialistes de la Guadeloupe comme une conception anachronique, en tout cas pas plus justifiée que pour les fédérations de la Corse, de l'Aveyron ou des Bouches-du-Rhône.

Les socialistes de la Guadeloupe attendent du Congrès de Lille une réponse moderne à leur détermination de se « prendre en charge » et ce dans l'esprit de l'appel de Lionel Jospin qui, dans son discours d'ouverture au Comité Directeur du 15 novembre 1986, rappelle ce que les militants peuvent attendre du Congrès du Parti.

« On fait un congrès pour résoudre des problèmes si on en a, pour poser des questions lorsqu'elles se posent et pour y apporter des réponses... » précise-t-il.

Les turbulences réitérées au niveau de notre fédération, les irrégularités reconnues au Bureau Exécutif national et à la Direction nationale du Parti, le refus d'obtempérer à la décision de l'Exécutif du Parti sans la moindre inquiétude au niveau de la direction fédérale ne sont pas sans nous inquiéter pour l'avenir.

Nous refusons cette « spécificité » qui discrédite le P.S. en Guadeloupe.

Ce fut le cas pour la désignation des candidats aux élections législatives et régionales de mars 1986 ; c'était le cas pour les sénatoriales de septembre 1986 ; en sera-t-il de même pour les prochaines échéances électorales ?

Les militants socialistes de la Guadeloupe attendent une réponse et cette interrogation nous donne l'occasion de rappeler les termes de notre contribution au Congrès de Valence sur le fonctionnement du Parti démontrant par là même que cette préoccupation des socialistes de la Guadeloupe n'est pas nouvelle :

« ... Il y a lieu, disions-nous, d'œuvrer pour l'amélioration de la qualité des relations entre les responsables fédéraux et le délégué du P.S. aux D.O.M.-T.O.M. dont la mission doit être clairement définie pour que les militants de base et les membres des commissions exécutives fédérales n'aient pas l'impression d'être sous tutelle. » Au vocable D.O.M.-T.O.M. formulation coloniale par excellence devrait se substituer une dénomination moins « floue » de ces régions françaises d'outre-mer, celles-ci regroupant des entités géographiques et culturelles trop différentes pour continuer à être ainsi dénommées. On peut d'ailleurs s'interroger sur la signification du jumelage « D.O.M. » et « T.O.M. » alors que chacun sait qu'il n'y a pas de fédérations socialistes dans les « T.O.M. » : nous exigeons un peu plus de rigueur dans la prise en compte de nos spécificités que nous voudrions voir établir sur les bases définies à la résolution du Congrès de Valence : « **mêmes devoirs ; mêmes droits** pour les fédérations des DOM ».

Vers la création d'un Secrétariat national aux fédérations extra-métropolitaines

Notre souhait continue à être la transformation de la délégation « D.O.M.-T.O.M. » en un véritable Secrétariat national doté de deux délégations dont les missions seraient plus localisées géographiquement (Délégation P.S.-Antilles-Guyane et Délégation P.S. de la Réunion).

Enfin, nous appelons de nos vœux que la responsabilité de ce **Secrétariat national des fédérations extra-métropolitaines** (et non des D.O.M. !) soit confiée à un militant de ces départements (des Antilles ou de la Réunion).

Une telle démarche ne peut que contribuer à l'amélioration des relations « Amont-Aval » du P.S. si, par ailleurs, un effort de réorganisation administrative est engagé (structure d'accueil, secrétariat, budget...).

Il faut en finir avec les pesanteurs qui sont à l'origine de faux débats et de bien des incompréhensions : l'inconvénient de l'éloignement peut et doit être atténué par une intensification de l'information dans les fédérations lointaines que sont celles des départements français de la Caraïbe.



Il faut mettre un terme à la contradiction chronique entre l'appartenance politique de la Guadeloupe à la France d'une part, et la culpabilisation des Guadeloupéens étouffés dans une dépendance économique insupportable d'autre part.

Le P.S. se doit d'être l'artisan d'une véritable intégration des Guadeloupéens à la vie active de leur région et il ne peut s'agir que d'une **volonté politique** qu'il faut clairement afficher sous peine de marginaliser une partie importante de la jeunesse.

Il faut en finir avec la bataille des mots (parité globale contre égalité sociale) pour aborder de plain-pied ce que sera la Guadeloupe de l'après-2000 : un département français (avec ses droits et ses devoirs) ou non ! telles sont les vraies questions que se posent désormais les Guadeloupéens.

Quelle place réserver à la jeunesse : le P.S. force de proposition locale

La jeunesse guadeloupéenne est à l'écoute, mais elle ne nous rejoindra que si elle a la conviction profonde qu'elle ne sera pas absorbée par un certain mandarinate local.

Le Mouvement de la Jeunesse Socialiste (M.J.S.) reste la seule voie susceptible de susciter des vocations socialistes au sein de la jeunesse compte tenu de l'important conflit de génération qui existe dans notre département.

Le vieillissement de notre fédération avec une moyenne d'âge de plus de trente-cinq ans nous recommande un important investissement dans la jeunesse par le M.J.S. interposé.

Cette jeunesse est la principale victime de l'important taux de chômage de la Guadeloupe (plus de 30 %) dont la conséquence directe est une certaine marginalisation de ces jeunes. Ce chômage intéresse plus de la moitié des jeunes de 18 à 25 ans et ne cesse d'augmenter depuis 1980 (plus de 60 % en moins de six ans).

Il en résulte que, malgré une affinité naturelle pour le P.S., la jeunesse guadeloupéenne, se sent « **laissée pour compte** » et juge assez sévèrement l'inefficacité des partis politiques traditionnels dans la recherche d'une solution à cet épineux problème de chômage.

Leur désarroi bien compréhensible est une des raisons de leur marginalisation et c'est souvent dans les perspectives révolutionnaires des nationalistes que ces jeunes retrouvent une réponse à leurs troubles internes.

Il convient donc de s'orienter de façon urgente vers la modernisation de notre industrie locale (industrie sucrière et artisanat) sans laquelle l'effort de formation de cette jeunesse serait sans signification pratique.

Les socialistes et les autres courants de la Gauche guadeloupéenne

La Guadeloupe est d'essence socialiste... elle le démontre à chaque échéance électorale : deux de nos camarades sont à la tête des deux exécutifs de la région et du Conseil général. Une réserve importante de militants potentiels attendent cependant un assainissement idéologique de notre fédération et une affirmation des valeurs socialistes débattues dans les conventions et congrès. Nous donnons trop souvent l'impression aux sympathisants socialistes de la Guadeloupe d'une image déformée de la réalité socialiste laissant croire qu'il s'agit dans notre fédération d'une approche différente des valeurs généralement admises et reconnues au P.S. Cette confusion ne peut que nous desservir à terme.

Nous réaffirmons qu'une fédération **forte**, bien structurée, respectant les règles du jeu (congrès, convention) peut et doit servir de pôle d'attraction des hésitants si la force électorale des uns (clientélisme), la rigueur et la force militante des autres sont mises au service du Parti.

La Fédération socialiste de la Guadeloupe, toutes tendances confondues, a les moyens humains pour développer une stratégie de rassemblement autour d'un projet **mobilisateur et attrayant** pour la jeunesse. Elle peut jouer un rôle de « fédérateur » des « républicains » satellites de notre Parti et contribuer ainsi à réduire le décalage qui existe entre l'influence électorale du P.S. en Guadeloupe et le nombre de ses adhérents (1 700 militants répartis en vingt-trois sections).

La force attractive du P.S. d'avant 1981 doit être recherchée dans la capacité qui était la sienne de **débattre, d'argumenter** et de **décider** sur

tous les grands problèmes d'actualité : un Parti socialiste moderne ne peut se borner au rôle de simple machine électorale ; la trêve du « pouvoir » que nous vivons actuellement doit être mise à profit pour qu'à tous les niveaux du Parti (fédérations, sections, comités de quartier, etc.) les débats au sein du P.S. retrouvent, **même en Guadeloupe**, leur raison d'être.

On ne regrettera jamais assez l'aversion pour le débat de nos camarades « majoritaires » de la fédération socialiste de la Guadeloupe qui semblent préférer les « **courants de pensée** » qui ne pensent pas. La fédération, émanation des sections du département, à une place de choix dans la dynamique du Parti. Elle doit comprendre le monde qui l'entoure et se donner les moyens de sa politique avec des perspectives réalistes et crédibles. Tout se passe ici comme si nous étions en retard d'un « congrès ». Quand admettra-t-on qu'il ne peut y avoir de démocratie vraie sans une fédération organisée respectueuse des règles qu'elle s'est fixée ? C'est ce qui ressortait de nos conclusions du congrès de Valence qui soulignaient que la tentation de certains de « **discrediter ou de démoraliser** » les militants du Parti avait pour corollaire un affaiblissement de la Gauche.

Ce même Congrès soulignait aussi que la « réaffirmation du Parti sur les élus ne suffit pas à régler les difficultés éventuelles » et que la seule réponse, indépendamment de la nécessaire concertation, consisterait à faire en sorte que les militants élus et non élus se retrouvent dans les instances de la fédération.

S'agissant du fonctionnement proprement dit, il faut rappeler ce qui est l'essence même de notre Parti, **le débat d'idées**. C'est ce que nous rappelle le Congrès de Bourg-en-Bresse en précisant :

1. Que le Parti socialiste est un parti de synthèse et non un parti de monopole idéologique ou d'exclusive. Il est au confluent de plusieurs traditions et de plusieurs courants historiques de la pensée socialiste.
2. « Que la direction du Parti (ou des fédérations) doit résulter de choix politiques » clairement identifiés, ce qui **interdit** la composition des commissions fédérales (C.E.F., C.F.C. et C.C.) par anticipation sans que la discussion politique ait eu lieu.
3. Que le Parti doit retrouver le sens de la règle chacun devant se persuader qu'il faut tout faire pour intégrer les données régionales dans les orientations générales du Parti.
4. Que le Parti a besoin **d'autorité, mais pas d'autoritarisme** - étant entendu que ceux qui réclament de l'autorité doivent naturellement la respecter : il ne peut être question de « caporaliser » notre fédération. Elle ne le supporterait pas.

Nous sommes obligés de croire que le « décret d'application » de cette résolution du congrès de Bourg-en-Bresse n'a pas encore cours dans notre fédération après les hésitations de la Délégation D.O.M.-T.O.M. du Parti à les faire appliquer.

Là encore, les militants de la fédération attendent du Congrès de Lille une réponse claire à cette situation trop particulière de la fédération socialiste de la Guadeloupe. Nous attendons en particulier une réaffirmation du congrès sur le respect, en Guadeloupe, des minorités composant la fédération quant à la représentation des sensibilités (courants de pensée) au sein des délégations du Parti, dans les commissions d'études, les stages et les séminaires organisés par le Parti.

Le Conseil national de la Gauche récemment mis en place doit avoir sa résonance au niveau de la fédération socialiste de la Guadeloupe. Nous nous devons de mettre en place un **Conseil régional de la Gauche**, véritable Conseil guadeloupéen de la Gauche, ouvert non seulement aux milieux politiques de la Gauche traditionnelle mais aussi aux personnalités guadeloupéennes qui dépassent ces frontières.

Ainsi serait définie, en Guadeloupe, à l'initiative de la fédération socialiste de la Guadeloupe, une entité politique proche de notre idéologie qui pourrait être un groupe que nous dénommerons :

« **Perspectives socialistes de la Guadeloupe** » (P.S.G.)

Quelle doit être notre référence politique pour les deux ans à venir ?

La mouvance politique dans laquelle la Guadeloupe est placée nous recommande beaucoup de prudence, notre Parti nous a appris à ne considérer aucune situation entièrement **figée** puisque statutairement nous refaisons le point tous les deux ans.

Il nous paraît désormais indispensable d'engager le congrès du Parti sur



des revendications plus sélectives quant à notre préoccupation sur l'avenir de la Guadeloupe et sa place dans la Caraïbe.

Notre conception n'a pas évolué sur ce dernier aspect du problème : l'avenir de la Guadeloupe doit être pensé dans son environnement caribéen. Nous reconnaissons volontiers les acquis du statut qui est aujourd'hui le nôtre (à porter au crédit de notre appartenance à la nation française), mais ces avantages n'ont pas toujours encouragé l'initiative et la créativité de nos compatriotes antillais, ni favorisé l'intégration réelle de nos jeunes diplômés de l'enseignement supérieur revenant au pays.

Quoi qu'il en soit, après le correctif apporté par la Gauche à la trop grande centralisation des années passées, la nation reste encore pour les socialistes de la Guadeloupe le cadre privilégié d'une certaine démocratie. Il reste cependant à conforter cette décentralisation en affichant plus clairement le cadre et les limites de nature à éviter une dilution des responsabilités entre l'État, la région, le département et la commune.

Conclusion

Cette contribution traduit le désarroi des minoritaires (30 %) de la fédération socialiste de la Guadeloupe et leur volonté de participer pleinement à la vie militante du Parti.

Elle est aussi un cri d'alarme des militants qui, depuis plus de quinze ans, ont investi dans le Parti et qui attendent que soient respectées les règles

démocratiques du P.S. qui font que les décisions du Parti émanent obligatoirement des militants de base (vote dans les sections).

On voudrait nous persuader qu'une « certaine indiscipline relative » (aux dispositions et décisions arrêtées par le Comité Directeur ou autres instances nationales) « s'impose à nous » en Guadeloupe, « si nous voulons agir de manière efficace »... : il s'agit là d'une curieuse conception de la démocratie dans un parti de Gauche.

Les signatures de cette contribution ne peuvent accepter cette forme de « spécificité » car « l'autonomie de décision » fédérale fait partie des dispositions réglementaires du Parti. Cette autonomie n'est mise en cause que si les décisions arrêtées sont entachées d'irrégularités par le non-respect des principes votés majoritairement dans les conventions et congrès nationaux et si, par ailleurs, le Parti est saisi par un militant de la fédération en question.

Saluons cependant la résolution nouvelle des camarades majoritaires de la Guadeloupe d'une prise en compte réelle et effective des courants de pensée dont ils reconnaissent, pour la première fois, « la nécessité... si on veut éviter le fractionnisme... »

Les signataires de cette contribution font du fonctionnement démocratique de la fédération socialiste de la Guadeloupe leur priorité numéro un et considèrent une telle évolution comme le préalable à la **crédibilité attendue** des éventuelles propositions fédérales quant à notre politique de développement et l'action culturelle que nous souhaitons conduire en Guadeloupe.

Congrès de Lille : congrès de la reconquête

Contribution présentée par Yves DURAND

Lille recevra, au mois d'avril prochain, le congrès du Parti socialiste. Pour un militant du Nord, il est hautement symbolique que la région qui fut l'un des berceaux du mouvement ouvrier français, que la ville où, pour la première fois dans l'histoire, fut chantée l'Internationale, que la cité dirigée par Pierre Mauroy, premier chef de gouvernement de François Mitterrand, soit le lieu du congrès qui doit marquer la reconquête de l'opinion par les socialistes.

Car tel est bien l'enjeu des débats qui s'ouvrent maintenant au sein de notre Parti. Il n'est plus question de revenir sur les raisons qui ont conduit à l'échec du 16 mars 1986 : notre tâche de modernisation de la France était rude ; elle le demeure encore aujourd'hui. Elle a sans doute nécessité un tribut trop lourd pour ceux-là mêmes qui voyaient dans notre accession au pouvoir l'espoir d'un légitime allègement du poids de leurs contraintes. C'est vrai que nous avons demandé beaucoup d'efforts, mais encore avons-nous toujours tenté de les répartir équitablement. Par contre, il aura suffi à M. Chirac de l'année séparant les élections législatives de notre congrès pour se lancer dans la politique socialement la plus réactionnaire depuis longtemps, politiquement mue par le seul clientélisme, le tout couronné par l'indécision, l'improvisation et la reprise en main brutale des organes d'opinion. **Cependant, cette sorte d'autoritarisme tempéré d'anarchie cache mal une politique de classe. La lutte des classes que la Droite agite tant comme un épouvantail, c'est elle qui l'incarne aujourd'hui.**

Pour autant l'opinion, et particulièrement celle de Gauche ne rejoint pas encore le Parti Socialiste. Dans tous les récents sondages d'opinion, la Gauche reste minoritaire face à la Droite et toutes les élections partielles qui se sont déroulées depuis le 16 mars ont montré que nous restions, au mieux, au niveau des élections législatives de 1986.

Aussi, dégager les moyens pour reconquérir la confiance et l'adhésion des Français, tel est bien l'objet du débat du congrès. Les socialistes doivent débattre de tout cela, mais rien que de cela : **La désignation du candidat à l'élection présidentielle n'est pas à l'ordre du jour du congrès de Lille** (dont la date fut d'ailleurs avancée, à juste titre, par le premier secrétaire).

Reconquérir la confiance et l'adhésion des Français exige que nous répondions clairement aux interrogations qu'a fait naître l'évolution du pays depuis un an. Parmi elles :

- 1) Comment analyser les mouvements sociaux récents (étudiants, chemi-nots...) et comment y répondre ?
- 2) Quelle conception du socialisme avons-nous à proposer pour la fin du XX^e siècle. A quelles valeurs se réfère aujourd'hui le socialisme démocratique que nous voulons théoriser ?
- 3) Quelle place voulons-nous donner au Parti Socialiste dans la société française et dans la Gauche. Avec qui construire ce socialisme démocratique ?

Si ces trois questions posées, parmi d'autres, pourront apparaître à certains comme lancinantes dans leur répétition ; tant il est vrai qu'à chaque moment de l'évolution de l'histoire, et notamment lors de chacun de leur congrès, les socialistes débattent un peu toujours à leur sujet, c'est simplement parce qu'il s'agit des vrais problèmes pour ceux qui veulent transformer une société qu'ils continuent à juger injuste.

**Que signifient
les récents mouvements sociaux ?
Comment être à l'écoute ?**

**La recherche d'un véritable
contrat social**

Il faut nous demander pourquoi ces mouvements spontanés ont pu aller si loin, en faisant reculer un gouvernement qui avait fait de la fermeté sa seule déclaration de principes. C'est, sans doute en grande partie, parce que



l'appel à la rigueur pour les uns s'accompagne trop de cadeaux pour les autres (déblocage des prix de détails, augmentation importante d'honoraires de certaines professions libérales, notamment les médecins au moment où on demande un effort accru pour assainir la situation financière de la Sécurité sociale, deux milliards distribués sans aucune négociation ni hésitation aux agriculteurs qui d'ailleurs n'en attendaient pas tant eux-mêmes, etc.).

Mais c'est peut-être aussi parce que le gouvernement n'ayant aucune politique sociale n'a rien à négocier. Ne voulant céder sur rien, il doit, si le rapport de forces ou la rue l'exige, céder sur tout. Tournant ainsi le dos à l'esprit même de toute la politique contractuelle que nous avons menée pendant 5 ans, il met en péril non seulement la paix sociale mais les résultats économiques des efforts que nous avons accomplis de 1981 à 1986 : fermeté du franc, désinflation, amélioration sensible du commerce extérieur grâce à l'amorce de la modernisation de notre appareil productif. Chacun sait, aujourd'hui, que les solutions aux problèmes économiques et de société posés par la mutation que connaît notre pays, comme d'autres, demanderont encore beaucoup d'efforts. Le temps des « y à qu'à » est révolu, s'il a, un jour, pu exister. Il s'agit donc d'organiser cet effort en le répartissant équitablement. Si, comme cela est nécessaire, nous voulons développer un effort véritablement collectif, chaque catégorie sociale doit s'en sentir comptable. Or, comment y parvenir si ce n'est en engageant une large rencontre permettant à tous les partenaires sociaux, éventuellement par branche, de discuter ensemble de la nature et du rythme possible des avancées sociales. Certes, la division syndicale propre à la France et le conservatisme tout particulier d'une grande partie du patronat français rendent difficile la recherche d'un tel contrat social. Mais en tout cas, l'initiative permettrait à chacun, cartes sur table, de prendre ses responsabilités. L'impossibilité que nous avons eue d'y parvenir aussi nettement (mais qu'avons-nous fait d'autre que de le rechercher par notre politique contractuelle pendant 5 ans ?) ne doit pas nous cacher que l'état d'esprit a changé depuis 1981, tant dans le milieu syndical que dans l'opinion publique elle-même. La difficulté de maîtriser et de gérer les mouvements sociaux de la fin 86 et du début 87, de la part non seulement du gouvernement mais aussi des organisations syndicales représentatives montrent encore davantage la nécessité de la recherche d'une telle démarche.

Le gouvernement de M. Chirac montre, par son refus d'ouvrir ce dialogue social qu'il y a bien une différence de nature entre sa gestion et la nôtre. A nous d'établir les modalités et les formes du « contrat social » que nous proposerons aux Français. Mais également la réticence que ces mouvements ont eue à notre égard doit nous poser question.

Pourquoi la méfiance à notre égard ?

Les récents mouvements sociaux se sont déclenchés et développés en dehors de nous et, parfois, avec une méfiance certaine. Leur organisation, souvent éphémère et refusant toute installation de structure définitive (qu'on se souvienne de la coordination étudiante se dissolvant d'elle-même) n'en a pas moins été efficace et politiquement responsable. **Il nous faut répondre à la désaffection profonde qu'ils montrent pour les organisations politiques.** Il faut nous demander au fond pourquoi, toute une génération notamment, ne voit souvent dans les partis politiques, y compris le nôtre qu'un enjeu de pouvoir pour politiciens professionnels déconnectés des vrais problèmes et surtout des vraies valeurs. Car les étudiants, au-delà de leurs revendications propres, défendaient bien un certain nombre de valeurs qu'ils auraient dû trouver dans notre discours. Ceux-là même que l'on nommait la « bof » génération et dans laquelle on ne voyait, un peu trop rapidement, qu'une accumulation d'égoïsmes, refusant toute idée générale et généreuse, repoussant toute façon de peser sur la marche de la société, évitant tout engagement social ont fait éclater, en quelques manifestations, leur attachement à des principes auxquels ils s'affirment ainsi attachés. Nous mêmes avons sans doute pensé trop vite que les Français et notamment les plus jeunes, refusaient la confrontation des idées. L'apparente anesthésie intellectuelle, le refus affiché des idéologies, dû aux désillusions apportées par les systèmes politiques en place nous ont amenés trop souvent à négliger la mise en évidence de notre identité de socialistes. Les socialistes se devaient de prouver qu'ils savaient gérer un pays hautement industrialisé comme le nôtre.

Certes, ils avaient fait la preuve de leurs qualités de gestionnaires dans les collectivités nombreuses qu'ils dirigent (et ce n'est pas dans le Nord où les socialistes sont à la tête de la région, des 2 départements, des 2 communautés urbaines et de la métropole régionale sans compter un bon nombre de communes que l'on pourra avancer le contraire). Mais aujourd'hui,

nous devons peut-être surtout prouver que nous sommes capables de transformer la société et de construire le socialisme démocratique. C'est, à n'en pas douter, l'un des messages implicites du mouvement récent de la jeunesse se réclamant par ses banderoles, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

Quel socialisme pour la fin du XX^e siècle

Il est certes normal que les socialistes parce qu'ils veulent transformer la société, rencontrent, au premier abord, une certaine incompréhension, voire une sorte d'ironie méfiante quand ce n'est pas une franche désapprobation devant leurs projets jugés utopiques. Il faudra certainement beaucoup de temps aux socialistes pour que des idées comme le minimum social garanti et le partage des revenus ne choquent plus bien de nos concitoyens, y compris de gauche. Mais que d'années pour que le suffrage universel n'apparaisse plus comme une aberration mortelle pour la société. Il y aura fallu presque tout le XIX^e siècle ; l'histoire progresse lentement et souvent de façon cahotique. Et c'est pourtant l'application des valeurs de la démocratie qui a permis à la société française de bénéficier d'un progrès tant matériel qu'intellectuel pour chacun d'entre nous. Les utopies d'hier sont devenues les évidences d'aujourd'hui. Notre société a besoin qu'une utopie constructive guide notre gestion. N'ayons pas peur d'affronter la prétendue mode libérale actuelle, même si elle nous surprend et paraît séduire une majorité de Français.

Analysons-la plutôt, en tentant d'expliquer son impact sur nos concitoyens. N'est-elle pas un des fruits d'erreurs que nous avons nous-mêmes condamnées par avance ?

L'après-guerre a été marqué successivement par la pression idéologique du communisme puis du gauchisme avant 1968. Certains ont cru trouver dans l'un puis dans l'autre l'héritage des grandes aspirations de liberté et d'égalité dont est né le socialisme.

Le choc de 1968 en fut d'autant plus terrible. 1968 dégonfle l'illusion gauchiste comme une baudruche. 1968 dévoila aussi la nature du régime soviétique par l'interruption, armée, du « printemps de Prague ». Le gauchisme ne devenait plus qu'un rêve pour intellectuels en mal de frissons révolutionnaires et personne ne pouvait plus associer le communisme à la liberté.

Aux élections présidentielles de 1969, la France, orpheline de la Gauche, n'avait plus le choix qu'entre MM. Pompidou et Poher. Les socialistes étaient condamnés à choisir le moindre mal. C'est alors que nous avons su faire face, reprendre l'offensive, incarner à nouveau l'espoir, retrouver la volonté de « changer de vie ». C'est ainsi que nous avons collectivement gagné en 1981.

Les difficultés rencontrées pendant les 5 ans de gouvernement ne peuvent pas nous arrêter sur ce chemin. Alors qu'au sein de la Gauche, les valeurs du socialisme démocratique apparaissent ainsi comme les seules porteuses d'espoir, ce n'est pas le moment de nous abandonner au libéralisme ambiant en nous laissant imprégner par ce qui peut paraître, bien à tort à certains, comme le label d'une gestion efficace.

Il n'y a pas de libéralisme de gauche

Au moment où certains hommes de Droite, plus attirés par le retour à l'idéologie de « Travail, Famille, Patrie » que par celle de la République, vont jusqu'à condamner l'apport de la Révolution française de 1789, **les socialistes doivent reprendre l'offensive des idées.**

Affirmons et incarnons clairement les valeurs de Gauche

Pour cela :

– Les socialistes doivent faire des propositions face aux problèmes que pose la société duale qui engendre de plus en plus misère et inégalité sociale. Ils ne peuvent le faire qu'en développant la solidarité et l'idée de partage et non en laissant faire la loi de la jungle même teintée de charité.



CONTRIBUTIONS PRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU C.D.

– Nous ne sortirons pas de la crise actuelle sans partage de la richesse collective, sans partager le savoir et sans donner à chacun des chances égales d'aller au bout de soi-même, ce qui n'a rien à voir avec un nivellement égalitariste.

– Pour cela aussi, il nous faudra défendre tout le réseau du mouvement associatif qui fait, aujourd'hui, malgré ses faiblesses et quelquefois son ambiguïté, partie de la démocratie. L'importance de la manifestation du 23 novembre dernier a montré combien cet aspect de l'engagement était sensible aux Français, et ce à juste titre.

– Mais comment peut-on préserver les libertés et conquérir la solidarité sans la puissance d'un État rendu à la nation tout entière.

Défendre l'État pour le rendre à la nation

Les tenants du libéralisme actuel ont en partie réussi à montrer dans l'État, la cause de tous nos maux. Il est vrai que, jusqu'en 1982 et la décentralisation, l'État se confondait avec la centralisation parisienne, administrative et tatillonne. Aux yeux des Français, l'État devenait ainsi facilement, ce qui entravait les libertés.

Or, à l'inverse, l'État rendu à la nation, doit être le garant de ces libertés, et en particulier de celles des plus démunis ou des plus faibles. C'est par la puissance de l'État que la France a su faire disparaître les privilèges féodaux des seigneurs ; c'est par la volonté de la puissance publique que les grandes libertés politiques ont pu être garanties pour tous au XIX^e siècle. Nier ce rôle nécessaire de garant qu'est l'État serait à la fois revenir sur ces conquêtes séculaires mais aussi s'interdire le moyen d'ajouter à la liberté politique, la liberté économique ouverte à tous, qui n'a, bien sûr, rien à voir avec le libéralisme, masquant les privilèges de quelques-uns. La volonté de garder son caractère national à l'attribution des diplômes universitaires et le danger pour l'égalité des chances que faisait planer l'autonomie de chaque université dans ce domaine, rendent un hommage nouveau à l'importance du rôle de l'État. L'appel comme recours à celui qui l'incarne quand les difficultés s'amoncellent nous prouve combien il serait dangereux d'enfourcher sans réflexion la mode anti-État et de suivre, en fait, ceux qui voudraient que, parce que l'État ne doit pas s'occuper de tout, il ne s'occupe plus de rien. « Supprimer l'État pour être libre », tel était le slogan de la Droite quand nous étions au gouvernement et c'est ainsi que nous nous sommes laissés piéger par le mot de liberté : liberté d'enseignement, liberté d'entreprendre, liberté des prix... Il y avait sous-tendue derrière la défense de ces privilèges (et non de ces libertés) la volonté de remettre en cause toute idée de puissance et d'organisations publiques.

À ce sujet, les régions de reconversion (comme celle où nous tiendrons notre congrès) seront dans l'incapacité de conduire leur renouveau économique et humain sans un véritable aménagement du territoire. Il ne s'agit pas là de lancer, je ne sais quel appel bêlant à la charité, mais de concevoir collectivement, au niveau national, la place et le rôle de chaque région, en contrat avec les conseils régionaux issus du suffrage universel. C'était là aussi tout le sens de la politique des contrats de plan État/région que nous n'avons sans doute pas suffisamment mis en avant.

L'offensive des idées contre le libéralisme et pour un socialisme démocratique passe aussi par une affirmation et la redéfinition du rôle de l'État. **Dans ce cadre, nous ne pourrions longtemps encore différer le débat nécessaire sur les institutions en tirant des conséquences précises.**

Pour mener efficacement cette offensive, il nous faut rassembler. Quel rassemblement voulons-nous ? Avec qui construire le socialisme démocratique ?

Quelle place pour le Parti socialiste dans la société française et dans la Gauche ?

Si le Parti socialiste a progressé pour obtenir en mars dernier un des meilleurs scores de son histoire, il est loin de représenter la majorité absolue des Français. Or, les prochaines échéances électorales se dérouleront

au scrutin majoritaire à deux tours. Faut-il pour autant susciter la création d'une nouvelle fédération d'hommes de progrès sur le modèle de la F.G.D.S. des années 65, ce qui aboutirait à terme à la création d'un nouveau Parti socialiste comme ce fut le cas en 1971. Je ne le pense pas. Les socialistes étaient alors dispersés ; ils sont aujourd'hui réunis dans un même parti ; la Gauche était dominée politiquement et idéologiquement par le Parti communiste français, le rapport de force avec le Parti socialiste s'est inversé. Rien donc ne conduit à la répétition d'une telle démarche qui aboutirait alors à une transformation de la nature et du rôle du Parti socialiste. Un tel élargissement du Parti socialiste le conduirait en effet à diluer l'expression de ses valeurs propres à d'autres, sans aucun doute tout aussi respectables mais trop différentes pour représenter un ensemble d'idées cohérent. Ce mélange idéologique pourrait, certes, permettre la naissance en France d'un grand parti de progrès, comparable au parti démocrate américain, mais il est douteux que les Français n'y retrouvent la clarté et la vérité qui leur rendront confiance dans le débat et l'action politiques.

Si nous sommes socialistes, restons-le et disons-le

Cependant, nombreux sont ceux qui peuvent, avec nous et à nos côtés, participer d'une manière déterminante au combat pour le socialisme démocratique. L'adhésion à un parti politique est en France un phénomène minoritaire. Sur des millions d'électeurs français, combien sont adhérents à une organisation politique ? Il ne s'agit en rien de nier ou même de diminuer l'importance des partis politiques sans lesquels ne peut exister de vie démocratique véritable mais simplement de constater que l'engagement individuel ne passe plus uniquement par l'adhésion partisane. Le syndicalisme lui-même tend à subir aujourd'hui la même évolution. Par contre, les associations, dont le ciment réside moins dans une idéologie que dans l'espoir de résultats immédiats et palpables se développent, même si leur pragmatisme cache souvent, aux yeux de leurs adhérents une forme d'engagement politique : défendre le cadre de vie, manifester contre la pollution de l'atmosphère, tenter d'améliorer les conditions de vie scolaire de ses enfants, c'est ne pas savoir que l'on « fait de la politique ». Qu'importe, il y a là souvent une prise en compte de valeurs qui, souvent, sont les nôtres.

C'est par la confrontation franche et, à chaque fois que cela est possible, par l'action commune avec ce réseau associatif que nous provoquerons un sursaut majoritaire. Mettre le Parti à l'écoute de tous ceux qui sont engagés d'une manière ou d'une autre dans la vie associative, culturelle et économique est sans doute le meilleur moyen pour qu'ils nous entendent un jour à leur tour. Telle devrait être là la mission du Conseil national de la Gauche qui gagnerait en conséquence à se diversifier et à s'élargir.

Mais, en même temps, l'affirmation des principes et des structures du Parti en devient encore plus importante. Il ne doit pas y avoir sur ce point, de faux débats entre nous. Ne laissons pas se développer la vaine querelle des anciens et des modernes. Si nous sommes tous convaincus que l'évolution actuelle du capitalisme nous montre davantage encore la voie de la transformation de la société ; si nous sommes convaincus également que cette transformation ne se fera que par et avec l'assentiment conscient et grandissant des Français, la tâche nous est toute tracée : **il nous faut mettre en évidence les raisons que nous avons d'être socialistes.** Chassons cet autre faux problème, que serait celui de l'identité du Parti socialiste ! C'est en restant nous-mêmes que nous saurons d'abord réunir la Gauche ; notion bien vivante en France. Il est dépassé, pour l'instant, de se poser le problème de l'Union de la Gauche : la direction du P.C.F. a rendu le problème caduc, mais il faut peut-être désormais construire, avec les militants communistes (et d'autres à gauche) la véritable unité de la Gauche. Quel attrait aurait alors la Gauche enfin réunifiée, non par des accords électoraux ou stratégiques mais par la volonté commune de l'édification d'une société nouvelle. Ne doutons pas qu'alors, bien des hommes de progrès, encore aujourd'hui loin de nous, verraient dans cette gauche le moyen de leur espérance.

Ainsi, un Parti socialiste, fier de son identité et donc sans état d'âme, mettant en évidence ses valeurs de référence, peut constituer le moteur d'un mouvement populaire qui, autour de lui, doit revenir majoritaire.

L'échéance est à la fois proche et cruciale.

Nous avons su placer les idées du socialisme démocratique au cœur de la Gauche, sachons placer la Gauche au cœur de la France. Mais ce travail en commun et cette conjonction d'efforts ne pourront se développer que si le Parti socialiste sait d'abord se montrer lui-même.



Les immigrés et la société française un objectif : l'intégration

Contribution présentée par Philippe FARINE et Alain PARMENTIER

« La France est une société plurielle... et elle l'est depuis des siècles. »
François Mitterrand (23 octobre 1985)

En s'exprimant ainsi devant le Haut Conseil de la Famille et de la Population, le président de la République réfutait fermement la vision réductrice et mutilante que donnent de la France et de son Histoire les tenants, avoués ou honteux, d'une soi-disant « préférence nationale » et prenait clairement position dans un débat qui, bien entendu, ne concerne pas seulement la manière dont notre pays s'est construit dans le passé, mais, tout autant, celle dont il entend vivre son présent et bâtir son avenir.

Ce débat vient d'être relancé par l'initiative prise par le gouvernement Chirac sous la pression de l'Extrême-Droite et de la fraction « dure » de sa majorité, de réformer, pour des raisons purement idéologiques, les conditions d'accès à la nationalité française.

En situant ce projet de réforme-verrou dans le prolongement de la loi Pasqua-Pandraud « sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers » qui place l'immigration sous surveillance et fait de tout étranger un suspect présumé, en inscrivant ainsi toute sa politique à l'égard de l'immigration dans une logique de méfiance et d'exclusion, le gouvernement Chirac souligne – bien involontairement sans doute – combien la réponse apportée à ce que certains appellent « la question immigrée » ne peut être séparée de l'idée que l'on se fait de la France.

La réponse des socialistes est claire : elle s'appelle l'intégration

S'inscrivant dans la continuité du processus de reconnaissance juridique et d'insertion sociale des immigrés mis en œuvre de 1981 à 1986, aujourd'hui remis en cause, cette réponse s'enracine au plus profond de la **tradition historique de la France**, qui s'est faite tout au long des siècles, ces dernières décennies comprises, par l'intégration successive d'apports extérieurs, faisant d'« étrangers », d'abord rejetés et dénoncés comme inassimilables, des éléments constitutifs, à part entière, de la nation française, contribuant ainsi à façonner son identité, politiquement une et culturellement plurielle.

Elle se fonde également sur un **double constat** qui, au-delà de toute référence idéologique, devrait s'imposer à quiconque regarde en face la réalité sociale d'aujourd'hui : la plupart des immigrés vivant actuellement en France ne regagneront pas leur pays d'origine et feront souche dans notre pays comme ont fait souche ceux qui les ont précédés : dix-huit millions de Français n'ont-ils pas, au moins, un ascendant étranger, à la première, deuxième et troisième génération ?... Quant aux jeunes issus de l'immigration (ceux que l'on désigne habituellement sous le vocable impropre de « deuxième génération »), ne sont-ils pas déjà « d'ici » et ne l'ont-ils pas prouvé encore récemment en participant, à part entière, au mouvement étudiants et lycéens ?

Elle se fonde enfin sur l'**intérêt public**, car l'immigration est une chance pour la France. Non seulement, en effet, elle a déjà largement contribué à la marche de notre économie, mais elle est aussi facteur de notre redressement démographique, cause d'enrichissement culturel, ouverture sur de grands « espaces » mondiaux (monde de culture arabe, ibérique, asiatique...). Mais si cette chance est refusée, si au lieu d'être accueilli, l'étranger est rejeté, alors cette exclusion ne lui donne pour issue que le repli qui répond au rejet, l'enfermement dans le ghetto qui répond à l'exclusion, la radicalisation qui répond à la marginalisation. Oui, vraiment... l'intégration est d'intérêt public !

La réponse des socialistes doit donc clairement affirmer l'objectif poursuivi. Elle doit le faire sans ambiguïté, sans réticences : il s'agit de **permettre et de réussir l'intégration dans la société française des populations étrangères ou d'origine étrangère se trouvant sur notre sol en situation régulière et souhaitant y demeurer.**

Cet objectif doit, selon nous, être reconnu comme constituant une **priorité nationale** – y compris, bien entendu au niveau des moyens – tant sont grands les risques qu'un processus de marginalisation et de précarisation des populations étrangères ou d'origine étrangère ferait courir à l'ensemble du corps social de notre pays... C'est non seulement toute la Gauche, mais tous les Français qui refusent de céder aux pressions xénophobes ou racistes ou de couvrir les pratiques qui en découlent, fut-ce indirectement, qu'il nous appartient d'appeler à contribuer à sa réalisation.

Une politique d'intégration suppose la **maîtrise des flux migratoires**. Aussi bien, l'immigration est suspendue en France depuis 1974 et toutes les forcés sociales et politiques sont, aujourd'hui, d'accord là-dessus : il n'est pas possible, dans la conjoncture actuelle, d'accueillir en France à demeure de nouveaux étrangers, hormis les cas de regroupement familial ou d'asile politique.

Il convient ici de rappeler que la « régularisation » des immigrés en situation irrégulière (accomplie en 1981-1982) loin de conduire à une réouverture des frontières, comme on l'a prétendu à droite, n'avait pour objet que de prendre acte d'une immigration « clandestine » – mais en réalité tolérée, voire encouragée par les gouvernements de Droite et le patronat dans les années précédentes – et de faciliter l'insertion sociale d'étrangers résidant et travaillant depuis longtemps déjà sur le territoire national.

Cette régularisation accomplie, l'immigration clandestine a d'ailleurs été combattue avec efficacité : depuis 1982, le solde migratoire de la France est à peu près nul... et ce résultat a été obtenu, dans le respect des Droits de l'Homme, avec toutes les garanties judiciaires et sans recourir aux procédés brutaux et aux pratiques arbitraires illustrés par la méthode Pasqua.

Pour l'avenir, une remarque s'impose : le déséquilibre qui s'aggrave entre le Nord et le Sud, l'expansion démographique en Afrique du Nord, la persistance de la faim et du sous-développement ne peuvent que renforcer d'ici la fin du siècle, les pressions migratoires. Vouloir tarir les sources de l'immigration clandestine implique donc de faire reculer la misère, de créer du travail, bref, d'aider au développement des pays d'où partent les migrants. **Le renforcement de l'aide au tiers monde** – prioritairement, vers les pays d'où proviennent les flux migratoires – **est, à moyen terme, une condition de maîtrise de ces flux.**

Bien entendu, une politique d'intégration se doit de laisser ouverte la possibilité concrète d'un exercice volontaire du **droit au retour.**

La politique d'aide au « retour-réinsertion » mise en œuvre par la Gauche doit donc être maintenue. Mais on doit se souvenir que ces aides n'ont guère touché que quelques dizaines de milliers de personnes. L'immense majorité des immigrés n'en usera pas. **Le « retour » volontaire ne constitue pas une alternative à l'intégration. Celle-ci est la seule voie.**

La politique d'intégration n'a de sens et de chance que si on l'inscrit dans la durée. L'intégration exige du temps, elle est affaire de deux, de trois, parfois de plusieurs générations. Elle se vit à travers un processus progressif d'insertion sociale qui peut se développer à un rythme différent selon les personnes et les groupes concernés et implique un engagement de tous les acteurs sociaux. Elle appelle une action permanente au niveau notamment de l'école et de la formation, du logement et des quartiers, du développe-



ment des relations interculturelles, de la reconnaissance du mouvement associatif comme partenaire... Sans nier les différences, en sachant les prendre en compte sans les absolutiser, c'est sur les ressemblances que cette politique met l'accent, afin – dans l'égalité des droits et des obligations – de solidariser les différentes composantes ethniques et culturelles de la nation et de donner à chacun, quelle que soit son origine, la possibilité de devenir un citoyen à part entière.

Sans doute cette politique d'intégration comprend-elle des aspects spécifiques concernant les populations étrangères ou d'origine étrangère, mais ce serait une erreur et une faute de croire qu'elle se limite à ceux-ci. Bien au contraire, pour lui donner sa pleine portée, il convient de bien la situer – ce qui n'a pas suffisamment été fait jusqu'ici – dans le cadre d'une politique plus globale d'insertion sociale, visant à intégrer ou à réintégrer dans la société tous ceux qu'une évolution dite « naturelle » de celle-ci, tend à rejeter sur les marges ou à laisser à la traîne. Cette politique qui devrait être, tout à la fois, volontariste (action des pouvoirs publics y compris des collectivités locales) et participative (engagement et coopération des intéressés sans lesquels rien ne peut être fait de sérieux ni de durable) pourrait être menée sous l'impulsion d'un ministère de la Solidarité nationale dont ce serait la tâche essentielle et qui devrait être « pilote » en ce domaine. Quant à la politique spécifique d'intégration des populations étrangères, elle appelle notamment :

- le rétablissement de la législation adoptée de 1981 à 1986 et aujourd'hui démantelée par l'actuelle majorité ; la cessation des pratiques arbitraires ; l'expression du champ d'application de la loi de 1973 contre le racisme afin notamment d'interdire toute réglementation ou pratique discriminatoire, particulièrement en matière sociale ou scolaire ;
- le développement de l'effort entrepris en matière scolaire : **l'école est un lieu décisif**. Les efforts entrepris (« zone d'éducation prioritaire ») doivent être poursuivis ; de même que doivent être appliquées et prolongées les mesures prises en 1985 tant pour faciliter l'apprentissage de la langue française que pour initier tous les élèves aux cultures d'apport des immigrants ;

– l'intensification d'une politique « déségrégative » du logement : poursuite des « contrats d'agglomération »... et des travaux de la commission du développement social des quartiers ;

– la **péréquation des charges entre collectivités locales** : il n'est pas juste que le coût de l'immigration pèse davantage sur les communes qui accueillent des immigrés que sur celles qui les rejettent ;

– l'octroi du **droit de vote** aux élections municipales des étrangers ayant au moins cinq années de résidence (revendication juste... qui s'inscrit inéluctablement dans nos lois, soulignait le président de la République), cette réforme étant considérée comme un élément du processus d'intégration, et un apprentissage de la citoyenneté pleine et entière...

– le **maintien des articles 23 et 44 du Code de la Nationalité** (« le droit du sol »), mais aussi, à l'inverse des positions du gouvernement actuel, la simplification et la facilitation des conditions de naturalisation qui se situent dans le droit fil de toute politique d'intégration, et dont l'entrée en citoyenneté est, en quelque sorte, l'aboutissement normal. C'est pourquoi il n'est évidemment pas d'accommodement possible avec le projet Chalandon de réforme du Code de la Nationalité.

S'appuyant sur son expérience gouvernementale, le Parti doit aujourd'hui affirmer clairement que **l'intégration est la seule réponse possible** aux questions posées par la présence d'étrangers sur notre sol. Elle est conforme à nos traditions historiques, aux exigences concrètes de la réalité sociale d'aujourd'hui, à l'intérêt public. Elle est conforme aux valeurs de la Gauche : solidarité, égalité, fraternité. Il n'y a que deux logiques : celle de l'avenir et de l'intégration ; celle du rejet et de la marginalisation... et il n'y a pas de compromis possible.

Bien entendu, c'est aussi dans notre Parti que doit être mise en œuvre cette logique de l'accueil et de l'intégration. L'engagement politique a toujours été un facteur intégrateur puissant. Il le demeure. Il y a là pour les socialistes une responsabilité à assumer, une chance à saisir, un espoir à incarner.

Après le printemps...

Contribution présentée par Stéphane FOUKS, Alain BAUER, Manuel VALLS, Vincent BACULARD, Jean-Marc BENOIT, Stéphane ELSHOUD, Vincent WARNERY, Thierry COURSIN, Jérôme CRÉPIN, David HABIB, Thierry HAUDRY, Frédéric PLANCHAUD, Étienne SÉGUIER, Nathalie SOULIÉ, Stéphane WAHNICH.

Les signataires de cette contribution, une de plus, auraient pu reprendre celle déposée lors du Congrès de Toulouse sur les problèmes de la jeunesse (« Câblés ? » *Poing et Rose* n° 112 page 72).

Il nous paraît nécessaire de faire part à nouveau de notre réflexion et de nos analyses à la lumière du mouvement étudiant et lycéen de décembre 1986.

Acteurs dans les événements, nous souhaitons que le Parti socialiste tire toutes les conséquences de ce mouvement social, non seulement dans son expression par rapport à la jeunesse, mais aussi dans les thèmes et les valeurs qu'il défend en général.

En effet, l'enjeu du combat contre la Droite va être de l'ordre de l'éthique politique et de l'ordre culturel, surtout vis-à-vis des jeunes, beaucoup plus que sur la gestion des marges économiques.

Une nouvelle génération politique ?

Le printemps politique de décembre 1986 a provoqué bien plus qu'un échec du gouvernement et de son idéologie, bien plus que le réveil d'une jeunesse supposée amorphe ; on peut se demander si décembre 1986 prendra la même place que la lutte contre la guerre d'Algérie et mai 1968, comme point de référence d'une nouvelle génération politique ?

Bien des éléments créditent cette thèse et personne ne saurait regarder la jeunesse de ce pays de la même manière aujourd'hui qu'avant. Il convient cependant de chercher des éléments d'analyse de la situation.

Dans la contribution pour le Congrès de Toulouse il avait été noté divers points qui trouvent toute leur actualité, en particulier sur ce qu'on appelle les nouvelles valeurs, dont la caractéristique principale est qu'elles ne sont pas directement politiques.

Elles s'expriment par un état d'esprit, des comportements, des objectifs sociaux qui ne cadrent plus avec le modèle de réflexion antérieur.

Cette jeunesse qui bouge, grosse consommatrice de loisirs et d'évasion, sensible au mouvement plus rapide que par le passé de la mode, exprime à la fois un certain refus non de la société, mais de ses blocages socio-culturels, et de nouvelles attentes. En effet, le rejet global de la « société », considérée comme « monde adulte », a fait place à des conduites d'intégration autres. Le besoin de légitimation des modes d'expression, spécifique aux nouvelles générations, témoigne de cette volonté nouvelle d'intégration.

Ainsi, le succès de la politique culturelle de Jack Lang s'explique parce qu'elle a su donner à chacun l'occasion de s'épanouir avec ses propres moyens et ses différences.

Contrairement aux analyses complaisamment colportées par la Droite, le déclin des grandes structures de solidarité classiques ne signifie pas une atomisation du corps social, pas plus qu'une montée de l'individualisme. En réalité, c'est à une recomposition que nous invitent les nouvelles générations. La prolifération des associations, des clubs de réflexion, des réseaux répondant à des préoccupations multiples correspond à la diversification des centres d'intérêt. C'est un des effets de l'entrée dans une société de communication. Les sources d'information, les banques de données, les



radios de la bande FM, l'explosion de la presse spécialisée élargissent sans cesse notre horizon.

Les manifestations de masse contre les projets Devaquet-Monory ont permis aux jeunes de renouer avec les modes d'expression plus traditionnels mais sur des thèmes touchant directement leur avenir et permettant l'expression de revendications claires.

Redéfinir des valeurs qui correspondent à ce nouvel état des choses ne signifie pas **qu'il suffit de passer un coup de badigeon sur les mots « liberté, égalité, fraternité »** pour trouver un écho favorable dans la jeunesse. En réaffirmant, dans leur démarche, l'exigence morale en politique, les jeunes ont redonné un sens à la devise de la République :

1. La liberté aujourd'hui, c'est la volonté d'autonomie de l'individu, de performance (dans les sports comme dans l'entreprise), de responsabilité face à l'anonymat des grands systèmes collectifs, comme le sont devenus la plupart des services publics. La liberté, c'est de ne pas être simplement un numéro ou un code, c'est la reconnaissance de l'individu par les institutions qu'il a contribué à façonner.

Mais, c'est aussi, face à la crise qui nourrit la montée des intolérances et des exclusions, redonner tout son sens à la **laïcité** comme valeur avec ce qu'elle implique de tolérance, de pluralisme et de respect de l'autre.

2. L'égalité, c'est moins que jamais l'idée que tout le monde doit passer par le même moule. C'est moins que jamais l'égalitarisme, le nivellement des individus. C'est surtout **l'égalité des chances**, la possibilité du plus haut niveau de formation possible, tout au long d'un cursus scolaire intégrant l'enseignement supérieur.

C'est aussi la possibilité pour chacun, afin de compenser les sorties prématurées du système éducatif, de bénéficier d'une alternance entre période de travail et de formation. Si l'État n'est pas fait pour produire, il a en revanche une responsabilité centrale d'intervention et d'accompagnement dans la vie sociale.

3. La générosité, expression nouvelle de la **fraternité**, c'est une forme de solidarité qui rejette tout ce qui s'apparente à l'assistance, à la prise en charge ou à la tutelle. C'est le retour à certaines formes de désintéressement, d'engagement, qui touchent profondément les jeunes. De l'aide au Tiers-Monde à la mobilisation contre le racisme en passant par les « Restaurants du Cœur », les faits sont éloquentes.

Le souci, minutieux, du respect des formes démocratiques, le respect du mandat, l'apparition à la direction du mouvement de nombreuses femmes, la présence naturelle de jeunes immigrés, ont constitué des facteurs déterminants pour l'avenir. La jeunesse a d'elle-même tranché les débats actuels de notre société et rejeté tous les facteurs d'exclusion et de division. Même si les problèmes quotidiens, pratiques, quantitatifs n'ont pas trouvé encore de solutions – il faudra que les propositions du Parti tiennent compte de cet aspect – personne ne pourra ignorer désormais qu'une frontière de l'inacceptable a été édiflée par la jeunesse. Tenter de la franchir amènera automatiquement une réaction de rejet d'autant plus ferme et déterminée que le dialogue entre l'État et la société civile est faible et que le compromis social reste difficile.

Il nous reste à nous interroger sur la place des grandes structures syndicales et politiques dans cette nouvelle situation.

Engagez-vous, rengagez-vous...

Personne n'a osé exprimer ce mot d'ordre, éculé dans l'expression mais bien présent dans les esprits, au cours du mouvement étudiant et lycéen. Et à juste titre d'ailleurs puisque les formations politiques n'ont pas véritablement trouvé de place tout au long des événements. Certaines ont été carrément exclues : U.D.F., R.P.R. et F.N., pour des raisons évidentes, P.C.F. toujours en retard d'une analyse et en avance d'une manipulation (ratée par ailleurs), Extrême-Gauche moins présente qu'on ne l'a dit et beaucoup plus représentée par ses cadres syndicaux que par ses leaders politiques. Quant à notre Parti, s'il a été en phase avec les événements et si les valeurs défendues par les jeunes étaient plutôt les siennes, il n'a pas bénéficié d'un mouvement d'adhésion ou de soutien de leur part. **Peut-être d'ailleurs n'était-il pas prêt à accueillir toute une génération vivant une démocratie directe et peu sensible aux nuances d'appareils...**

Les organisations syndicales traditionnelles n'ont ni pu ni su apparaître en meilleure posture. A l'exception des parents de la F.C.P.E. à qui la proximité

de fait avec les protagonistes et le style d'apparition permettait une intégration plus aisée et plus acceptée. Comme d'ailleurs le syndicat étudiant à l'origine du mouvement, l'U.N.E.F.-I.D., seule organisation à s'être fondue dans les structures auto-organisées par la base, sans aucun phénomène de rejet, apportant une pratique nouvelle du syndicalisme, rendant service au mouvement sans prétendre le remplacer, ce qui lui a permis d'ailleurs de bénéficier d'un afflux notable d'adhésions.

D'autre part, S.O.S. Racisme a démontré son implantation dans la jeunesse et plus particulièrement dans les lycées déjà sensibilisés par les campagnes anti-racistes des dernières années et a élargi peu à peu le mouvement à d'autres thèmes comme le Code de la Nationalité. Du seul retrait d'un projet de loi, les jeunes sont passés à l'affirmation de l'égalité des chances pour tous et pas seulement à l'école.

Pourquoi ces organisations ont-elles bénéficié directement du mouvement ?

Sans doute pour des raisons de structure et de méthode.

... De structure d'abord

Les militants des organisations, et parmi eux de nombreux jeunes socialistes, ont trouvé leur place comme représentants élus des assemblées générales, porteurs d'un mandat clair. Il n'y avait pas de circuits intermédiaires complexes entre la base et la coordination nationale, « sommet » très proche. Les étudiants pouvaient constater qu'entre leurs votes et les actions entreprises, tout pouvait être contrôlé, discuté, éventuellement remis en cause. Ils participaient directement à l'organisation et à la structuration d'un mouvement de masse qui a su trouver l'équilibre entre les expressions d'une démocratie directe et l'organisation d'un appareil indispensable à sa réussite (commissions de réflexion, bureau représentatif, service d'ordre, etc.).

La meilleure démonstration de cet équilibre est la dissolution unanime de la coordination nationale après le retrait du texte et la manifestation de deuil.

De méthode ensuite...

Ces organisations n'ont pas essayé de remplacer le mouvement ou de le diriger. Elles n'ont pas mis de préalable à leur intégration dans celui-ci composé majoritairement de non-syndiqués fiers de leur apolitisme proclamé. Parce qu'elles ont su s'effacer devant un processus démocratique qui, en contrepartie, ne les excluait pas d'office.

Mais également parce que les jeunes dans leur diversité avaient su trouver des comportements enthousiastes, généreux, mais aussi responsables, consciencieux, tolérants. Soucieux de leur image et des issues à donner à la grève et aux manifestations, ils avaient accepté les organisations qu'ils sentaient leur être proches et dont ils savaient qu'elles ne pourraient se dérober à leurs aspirations. Et rejetant celles lointaines par leur emplacement ou leur fonctionnement dont ils savaient qu'elles avaient d'autres objectifs.

Le message de la jeunesse doit être compris par notre Parti

Le Parti socialiste doit bien comprendre le message de la jeunesse, à la lumière des événements de décembre 1986. Son rôle est d'être à l'écoute et au centre de la société civile. Reconnaissons que sa tâche n'est pas évidente.

En effet, il faut admettre que le fonctionnement même de notre système politique est en cause. Que le rejet par les jeunes des organisations politiques n'est pas un simple phénomène d'indépendance dans la direction de leur mouvement, mais un réflexe profondément ancré.

De multiples sondages se recourent pour établir que les quatre cinquièmes des 14-20 ans ne s'intéressent pas à la politique ; que sept sur dix au moins la trouve « inquiétante » ; que plus de la moitié des 18-30 ans n'aiment pas les partis politiques et que 40 % d'entre eux « ne se prononcent pas » lorsqu'il s'agit de dire s'ils préfèrent un parti aux autres.

La politique de la langue de bois, des batailles d'appareils et des combats tacticiens est condamnée et la jeunesse ne peut définitivement plus se reconnaître dans certaines formes actuelles du combat politique. C'est leur rapport même au pouvoir qui est changé.



L'horizon de la Gauche, c'est la démocratie, mais il nous reste à en imaginer de nouvelles formes, de nouvelles pratiques politiques en nous inspirant du mouvement des jeunes.

Les socialistes ont montré qu'ils pouvaient se battre contre la logique d'exclusion du gouvernement au travers de sa trop longue succession de mesures sur l'immigration, la drogue, l'école, la protection sociale, la nationalité. Prouvons qu'ils peuvent parler à la jeunesse.

Ouvrons notre Parti aux jeunes, cessons de leur parler de la jeunesse comme une sorte de maladie qui passera avec une loi ou une réforme.

Soit nous faisons comme si rien ne s'était passé, soit nous faisons preuve

de courage en ouvrant la discussion, en confrontant nos analyses à partir de faits. Cela à l'occasion d'une **Conférence nationale Jeunesse** qui permettra à l'ensemble du Parti – et pas seulement à ses jeunes – de participer au débat.

Seul le Parti socialiste, parce que les valeurs de la jeunesse sont nôtres, peut répondre à l'interrogation de Coluche :

« Quand les hommes politiques seront-ils assez intelligents pour ne pas prendre les jeunes pour des cons ? »

Pourquoi pas dès maintenant camarades !

Lille 87 : le congrès de l'espoir

Contribution présentée par Robert GILLY

Un avenir ouvert

Neuf mois après le 16 mars 1986, les Français commencent à mesurer l'ampleur des dégâts causés par la gestion ultralibérale. Déjà les ouvriers des chantiers navals et ceux de l'industrie de la machine-outil, les fonctionnaires en général et les enseignants en particulier, les étudiants et les lycéens, les agriculteurs, les cheminots et les employés de la R.A.T.P. tour à tour se sont levés en masse contre une politique et une idéologie qui font violence à la grande majorité de nos concitoyens.

Comment en sommes-nous arrivés là ?

Comment la Droite est-elle revenue au pouvoir et pour quoi faire ? Jusqu'où la France risque-t-elle d'être entraînée par le délire ultralibéral ?

C'est ce qu'il importe d'analyser dans un premier temps afin de prendre la mesure la plus exacte possible de la situation et des risques qu'elle comporte. Afin de les expliquer aux Français. Afin d'élaborer en conséquence le projet politique alternatif qu'ils attendent.

Une constatation liminaire s'impose : lorsqu'en 1981 une majorité de l'électorat a élu François Mitterrand, d'aucuns jusque dans nos rangs en conclurent hâtivement que la France était devenue socialiste ; de même en 1986 quand une nouvelle majorité opta pour la Droite et l'Extrême Droite, d'autres en déduisirent avec précipitation que notre pays s'était converti à l'ultralibéralisme. Or il n'est que de considérer les reculs que durent concéder dans le domaine de l'enseignement les gouvernements Mauroy en 1984 et Chirac en 1986 pour s'apercevoir du caractère erroné de ces jugements.

Il importe de s'en souvenir si l'on veut comprendre ce qu'attendent véritablement les Français des organisations politiques et notamment du Parti socialiste dans la perspective de l'élection présidentielle de 1988. Il n'est pas indifférent à cet égard de remarquer que les électeurs ont voté majoritairement socialiste le 10 mai 1981 après avoir constaté que le P.C.F. était très affaibli par son score du 1^{er} tour de l'élection présidentielle et qu'ils ont ramené la Droite au pouvoir le 16 mars dernier en sachant que François Mitterrand resterait président et en plébiscitant dans les sondages sa coexistence avec Chirac.

Dans un cas comme dans l'autre ils ont exprimé qu'ils étaient prêts à prendre le risque d'un changement de politique parce que ce risque était à leurs yeux mesuré, mais ils n'avaient pas pour autant adhéré majoritairement à l'idéologie de ceux qu'ils portaient aux responsabilités. En tout état de cause ils ont manifesté leur rejet des idéologies extrémistes qui prônent un changement brutal de notre société : le communisme comme l'ultralibéralisme. Le pouvoir actuel serait bien avisé d'en prendre acte.

Deuxième constatation : le score réalisé le 16 mars par le Parti socialiste montre que l'action menée entre 1981 et 1986 par les gouvernements Mauroy et Fabius a conforté l'image de marque du socialisme et lui a donné une nouvelle dimension : la **crédibilité**. Une crédibilité certes insuffisante pour conserver dans l'immédiat le pouvoir, mais qui constitue un atout important dans la perspective de sa reconquête.

Il ne suffit pas cependant que l'électorat ne craigne pas les conséquences d'une gestion socialiste. Il faut encore qu'il la souhaite. Or un tel souhait ne s'est pas jusqu'à présent exprimé majoritairement lors des élections partielles récentes. Par contre les mouvements revendicatifs de cet automne ont montré que certaines catégories sociales, ainsi que la jeunesse, commencent à manifester un rejet de l'ultralibéralisme.

Dans le même temps, la cote du président Mitterrand dans l'opinion n'a jamais été aussi haute. C'est pourquoi l'avenir reste ouvert.

Mais rien n'est gagné à l'avance. D'autant que la Droite au pouvoir a engagé une formidable offensive contre la Gauche, offensive dont le pays tout entier risque de faire rapidement les frais.

L'offensive ultralibérale

Après sa défaite de 1981 la Droite s'est vite ressaisie et mise en quête d'une stratégie devant lui permettre dans un premier temps de reconquérir le pouvoir, dans un deuxième temps d'y pérenniser sa présence.

Dès juillet 1981, elle suscite une floraison de clubs de réflexion comme la Gauche socialiste en avait connu dans les années 60. On y observa une nette et rapide **radicalisation** des idées et la remise à l'honneur de théories éculées fleurant le racisme. On y concoctait le nouveau *look* idéologique...

Mais comment faire du neuf avec des idées vieilles d'un ou deux siècles ?

Certains Français, il est vrai, ont la mémoire historique courte. Il suffisait donc de rompre avec la pratique politique des cinquante dernières années pendant lesquelles l'État a joué un rôle économique et social de plus en plus important, initié par le Front populaire. C'est ainsi que la Droite résolut de se refaire une virginité politique en renonçant officiellement au principe du dirigisme, c'est-à-dire de l'**intervention de l'État dans la vie économique et sociale**, principe qu'elle avait elle-même constamment mis en pratique jusqu'en 1981.

Pour gagner à cette politique un maximum d'électeurs, une grande campagne de propagande a été orchestrée, exploitant à la fois l'ambiguïté du mot libéralisme et la fibre antiétatique, le poujadisme qui sommeille dans l'inconscient de certaines catégories. Les appels à plus de liberté ne concernaient bien sûr que le patronat et les détenteurs de capitaux. Les autres classes sociales devaient comme d'habitude se contenter de rêver à des lendemains meilleurs : « Vivement demain avec le R.P.R. »...

L'aggiornamento de la Droite n'allait pas nécessairement de soi pour toutes ses composantes. S'il se fit naturellement au P.R. de Léotard, il provoqua quelques réactions dans un C.D.S. qui avait jusque-là prétendu jouer le rôle de conscience sociale des conservateurs. Quant au R.P.R., l'adaptation des thèses ultralibérales a remis en cause la quasi-totalité des valeurs gaullistes qui ont marqué depuis 1958, voire 1945 pour certaines, la vie politique française :



- une conception assez dirigiste du rôle de l'État qui allait jusqu'à considérer le Plan comme « une ardente obligation » ; or Chirac vient d'abroger le Plan ;
- le respect du train de nationalisations réalisé sous De Gaulle en 1945 ; or Chirac a fait voter la privatisation des banques et des compagnies d'assurances nationalisées dans ce cadre ;
- le consensus national sur le principe de la solidarité devant les atteintes de la maladie et de la vieillesse, principe incarné par la Sécurité sociale depuis 1945, est menacé par les projets du gouvernement d'ouvrir aux sociétés privées le marché de la protection sociale ;
- le respect des grandes institutions de la V^e République que sont le Conseil d'état et le Conseil constitutionnel, récemment pris pour cibles par Toubon et Chalandon ;
- le rejet de la confusion des responsabilités partisans et gouvernementales ; or Chirac, Méhaignerie, Léotard et Rossinot siègent au gouvernement en tant que chefs de parti ;
- le caractère tabou de l'idée de Défense européenne, une idée que Chirac considère aujourd'hui comme banale ;
- la prédominance absolue du concept stratégique de dissuasion nucléaire dans notre système de défense, remise en cause par le projet de Chirac d'équiper notre armée de missiles tactiques de faible portée ;
- l'attachement à la règle de l'unanimité en matière de construction européenne, règle abrogée avec l'appui de Chirac lors de la ratification par le Parlement de l'acte unique qui complète le Traité de Rome ;
- le refus sourcilieux de l'atlantisme, battu en brèche par l'adhésion de Chirac à l'initiative de Défense stratégique de Reagan ;
- la conception gaullienne du rôle du président de la République faisant de celui-ci le chef de l'exécutif, remise en question par la coexistence entre le Premier ministre Chirac et un président de la République d'opinions politiques opposées...

Cette énumération qui ne prétend pas à l'exhaustivité est significative du **caractère opportuniste** de l'attachement aux valeurs gaullistes de Chirac et de la plupart des dirigeants du R.P.R. qui aujourd'hui, suivant leur pente naturelle, n'hésitent pas à changer d'échelle de valeurs dans le seul but de reconquérir le pouvoir et de s'y maintenir. Avec l'enthousiasme des néophytes d'une nouvelle religion, ils se livrent même à une véritable surenchère avec leurs alliés selon la devise : « Plus libéral que moi, tu meurs... »

Cette concurrence effrénée, qu'il faut resituer dans le contexte de la proximité de l'élection présidentielle, explique le caractère dogmatique d'une action gouvernementale à sens unique, **tout entière orientée dans le sens de la satisfaction des exigences patronales**, la dureté accrue des débats au Parlement, l'absence de concertation avec les organisations syndicales. Elle explique également le cynisme d'une politique fiscale qui privilégie... les privilégiés, la précipitation avec laquelle a été supprimée l'autorisation administrative de licenciement ou le démantèlement forcené des moyens d'intervention de l'État dans l'économie.

En se privant volontairement des moyens de mener une autre politique économique, Chirac veut faire croire qu'il mise tout sur l'ultralibéralisme et joue à quitte ou double. C'est ce que Seguin a d'ailleurs déclaré au patronat pour le convaincre d'embaucher et d'investir : « Le gouvernement a brûlé ses vaisseaux ; il ne peut revenir en arrière et son échec serait l'échec du libéralisme que réclament les patrons. »

Ce que Seguin aurait pu ajouter, c'est que **le choix ultralibéral fait courir de graves risques à la France**. Pourquoi Chirac a-t-il choisi de prendre ces risques ?

Pour une série de raisons tactiques et stratégiques.

Tactiquement il lui fallait s'imposer face à ses rivaux potentiels dans la course à la présidence de la République : Giscard, Barre et même Léotard. En rompant avec la politique pratiquée avant 1981, il déclassait du même coup les deux premiers avec l'espoir que son premier passage à Matignon serait oublié. En faisant le forcing libéral, il évitait de se faire déclasser par le troisième qu'il espère tenir à bonne distance grâce au prestige de la fonction de Premier ministre. Enfin le choix libéral lui permettait de s'assurer le soutien du patronat, des professions libérales et des commerçants. Bien entendu son langage sait encore retrouver des accents bien peu libéraux face aux agriculteurs : les subventions de l'État, honnies en matière d'industrie, sont le fondement même de sa politique agricole...

Stratégiquement, le choix libéral permit à Chirac de réaliser sous son obédience l'unité idéologique de la Droite. Cette dernière, traumatisée par la défaite de 1981, a vite compris l'absolue nécessité de cette unité, première condition à remplir pour envisager à nouveau le succès.

La seconde raison stratégique était que l'option libérale lui permettait de **se différencier avec le maximum de netteté de la Gauche**, donc d'acquérir

par contraste un profil politique non seulement renouvelé, mais surtout très démarqué d'une gestion qui, selon la Droite, discréditerait pour longtemps les socialistes. Ainsi Chirac pensait rebondir sur l'un des thèmes favoris de la Droite : l'incompétence congénitale de la Gauche.

Mais les faits lui donnaient tort : non seulement la Gauche durait au pouvoir, mais elle amorçait avec succès le redressement économique de la France. L'argument de l'incompétence s'émoissait au fur et à mesure que la crédibilité de la Gauche s'affirmait. Or la crise s'éternisait et le risque qu'elle mît en difficulté, comme en 1976, le propre gouvernement de Chirac, une fois les législatives gagnées, devenait de plus en plus probable. Et l'éventualité d'un retour rapide de la Gauche au pouvoir à l'occasion de l'élection présidentielle de plus en plus plausible et menaçante. Or le président du R.P.R. a fait de la victoire à cette élection son objectif suprême.

Pour l'atteindre, Chirac résolu d'entreprendre, dès son retour au pouvoir, **une vaste offensive** contre tout ce qui, de près ou de loin, est apparenté à la Gauche afin de la déstabiliser et de réduire son influence.

D'abord **sur le plan idéologique** - cela va de soi. L'arsenal des thèses libérales a été littéralement pillé pour matraquer quotidiennement l'opinion. « Il s'agit, a déclaré Chirac, de changer l'échelle des valeurs de la France avant la fin de l'année 1986. » Et pour cela, foin de scrupules démocratiques, il n'a pas hésité à faire marcher l'Assemblée au canon, calibre 49-3.

Mais les mentalités n'évoluent pas au rythme des débats ou non-débats de l'Assemblée. Aussi Chirac ne se contente pas de modifier la législation en vigueur, **mais s'attaque également chaque fois qu'il le peut aux infrastructures réelles ou supposées de l'adversaire de Gauche** : la mutualité, le monde associatif, en particulier l'Éducation populaire et les organisations gravitant autour de l'Éducation nationale, l'École publique elle-même, le monde culturel, les syndicats...

En clair, **Chirac** veut assécher ce qu'il considère comme le vivier des sympathisants et des militants de la Gauche. D'abord en réduisant brutalement et massivement les crédits et les subventions qu'il recevait de l'État, puis en supprimant les postes d'enseignants mis à disposition de mutuelles, coopératives et mouvements d'Éducation populaire.

Sur le plan électoral, Chirac n'a eu de cesse, à peine revenu au pouvoir, que de restaurer l'injuste mode de scrutin majoritaire pour les élections législatives en l'assortissant d'un découpage des circonscriptions qui favorise la Droite et en son sein le R.P.R.

Sur le plan médiatique, Chirac, qui ne supporte pas la liberté journalistique, en particulier à la radio et à la télévision, a tenu à reprendre rapidement le contrôle de l'audiovisuel en supprimant la Haute Autorité, garante de l'indépendance de ce secteur vis-à-vis du gouvernement, et en la remplaçant par une commission dont les premières décisions ont déjà trahi son inféodation au chef du R.P.R. A cela s'ajoutent la privatisation de T.F.1 et l'annulation des contrats de concession des 5^e et 6^e chaînes qui permettront à ce dernier de satisfaire les lobbies qui le soutiennent sous couvert de libéralisme.

Enfin, sur le plan économique et financier, l'ensemble des dispositions prises à un rythme accéléré par Chirac et Balladur ne vise pas seulement à utiliser au mieux le court délai les séparant des présidentielles pour mettre en œuvre les thèses libérales, mais aussi à **prévenir, voire à gêner le retour au pouvoir de la Gauche** :

- en favorisant une éventuelle fuite de capitaux par la libération totale des changes ;
- en démantelant les principaux instruments de pilotage de l'économie dont dispose l'État (Plan, ministère de l'Industrie, fonds industriel de modernisation, services de la répression des fraudes...)
- en réduisant par la privatisation progressive le secteur public et nationalisé, moteur de l'investissement et de la croissance ;
- en donnant la possibilité au patronat de licencier plus facilement et donc de peser davantage sur les salariés et le marché du travail...

Menacé constamment d'être débordé en matière de libéralisme par la « bande à Léo », harcelé par un patronat résolu à tirer le maximum d'un gouvernement qui lui est tout acquis, mais dont il n'est pas sûr qu'il reste longtemps en place, houspillé incessamment par une Extrême-Droite dont les électeurs lui sont nécessaires pour gagner l'élection présidentielle, Chirac pratique la **fuite en avant ultralibérale** dans la plupart des domaines, même au **prix d'une régression** dont les répercussions seront graves pour l'avenir de la France. Régression sociale, régression de l'éducation, de la formation, de la recherche, régression de l'innovation technologique par la pratique des coupes sombres dans les budgets de l'État. C'est le développement de l'économie et de l'emploi des 10 ou 15 prochaines années qui est ainsi gravement compromis. Déjà le ministère du Commerce extérieur doit reconnaître que la dégradation de nos échanges industriels devient inquiétante et les prévisions de



l'O.C.D.E. pour 1987 laissent craindre de nouvelles pertes de parts du marché mondial. La France sous Chirac et Balladur se révèle incapable de profiter de l'éclaircie dans la crise que constitue la baisse du cours du dollar et du prix du pétrole pour assainir son commerce extérieur dont l'évolution nous éloigne des pays industrialisés de pointe. En d'autres termes, **notre dépendance économique et donc politique vis-à-vis de ces pays va aller en s'amplifiant du fait de la politique ultralibérale en vigueur.** Menacée dans son indépendance, la France l'est aussi **dans ses équilibres sociaux** par une politique qui exacerbe les antagonismes entre classes sociales : **la Droite a réactivé la lutte des classes** en accentuant les inégalités par le biais d'une politique sociale et fiscale inique, dénoncée par l'ensemble des organisations syndicales, en modifiant les rapports de forces en faveur du patronat dans l'entreprise et des bailleurs dans le secteur du logement locatif. La vie sociale en France est de nouveau et chaque jour davantage marquée par le développement des tensions, des conflits sociaux, des grèves, des manifestations, des bavures politiques.

- **L'individualisme** est érigé en vertu suprême par l'idéologie du pouvoir : chacun pour soi et Chirac pour tous...

Comment les Français réagissent-ils face à cette évolution ?

Les Français face à l'offensive ultralibérale

L'opinion n'a pas adhéré, c'est évident, à l'ultralibéralisme de la nouvelle majorité parlementaire. Si elle n'en manifeste pas encore majoritairement et globalement le rejet, elle n'a, par contre, pas attendu, les sondages l'ont montré, pour en condamner les aspects qui la choquent le plus comme la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes par exemple.

La première protestation de masse est venue des milieux de l'éducation ; elle s'est traduite par une grande manifestation nationale à Paris le 23 novembre à la mobilisation de laquelle le Parti socialiste a grandement contribué. Cette manifestation qui avait pour thème l'avenir de la jeunesse a marqué le réveil de la Gauche.

Et presque simultanément la jeunesse déclencha un ample mouvement de grève serein et responsable. D'abord alertée par les syndicats étudiants, elle a étudié les projets de loi Devaquet-Monory, puis elle s'est mise à en contester les principes et à affirmer, avec une force tranquille qu'on ne lui soupçonnait pas, dans un premier temps, les valeurs d'égalité des chances, de liberté, de justice sociale, dans un deuxième temps celles de fraternité et de non-violence lorsque le gouvernement tente avec l'aide de provocateurs de dénaturer et de discréditer le mouvement.

La mort de l'étudiant Malik Oussekin a provoqué un choc profond dans cette jeunesse que la presse de Droite a flétrie comme la lie de la société et atteinte de S.I.D.A. mental. Cette mort, les violences qu'elle a tragiquement illustrées et la scandaleuse campagne de presse du groupe Hersant ont montré une fois de plus **le vrai visage de cette Droite.** Ce visage, la jeunesse française et nombre d'adultes ne l'oublieront pas de sitôt.

Ce mouvement, venant après la mobilisation de nombreux jeunes derrière S.O.S.-Racisme, dans les Restaurants du Cœur ou les actions du type Band Aid, confirme que **les valeurs socialistes sont et restent les valeurs de l'avenir.**

Dans l'immédiat ce mouvement a porté **le premier coup d'arrêt à la politique ultralibérale** et a valeur de symbole pour toutes les catégories de Français qui ont des griefs sérieux contre le gouvernement Chirac et qui n'avaient pas encore exprimé ouvertement le refus de sa politique.

Sans plus attendre, cheminots, marins, employés de la R.A.T.P. ont spontanément démarré d'importants mouvements revendicatifs à la veille des fêtes de fin d'année et on peut s'attendre à ce que d'autres leur emboîtent le pas.

Dans le même temps, les associations de défense des droits des femmes ont réagi promptement aux menaces de suppression du remboursement de l'interruption volontaire de grossesse et sont intervenues avec succès auprès des parlementaires et du gouvernement.

Les agriculteurs, dont les plus modestes, lourdement endettés, sont gravement touchés par la désinflation et la chute de leurs revenus, ont également manifesté leur inquiétude au lendemain de la réunion du Conseil des ministres de l'Agriculture de la C.E.E. qui a dû prendre des décisions drastiques de résorption des montagnes d'excédents agricoles. Ils commencent à se rendre compte à quel point l'ex-président de la F.N.S.E.A., Guillaume, **les a bercés d'illusions** et que les lendemains déchantent durement. Chirac, qui tient à conserver cet électorat particulièrement fidèle, mais aussi singulièrement dé-

terminé lorsqu'il se révolte, a immédiatement lâché du lest. Cependant la rapidité avec laquelle il a cédé aux exigences des exploitants agricoles et la facilité avec laquelle il a mis de côté ses principes ultra-libéraux ne peuvent qu'encourager la montée des revendications.

Or, une telle agitation sociale a pour conséquence immédiate **de faire plonger le franc.** Car la confiance des spéculateurs en Chirac, déjà ébranlée par une dévaluation que rien n'imposait, est plus que limitée.

Que le franc vienne à faiblir (depuis le printemps il s'est déjà effrité par rapport au deutschemark) et c'est **l'inflation** qui risque de repartir, alors que, sur la lancée de l'action des gouvernements socialistes et grâce aux baisses conjuguées du cours du dollar et du prix du pétrole, Balladur a pu maintenir la tendance à la désinflation. L'inflation pourrait d'autant plus facilement repartir que le gouvernement a libéré, avec sa précipitation coutumière, la quasi-totalité des prix. Or une telle reprise de l'inflation ne pourrait **qu'augmenter encore le déficit de notre balance commerciale et accroître le nombre des chômeurs.**

Les socialistes ne souhaitent pas à la France qu'un tel scénario devienne réalité, car les conséquences en seraient dramatiques pour notre pays et pour les Français les plus défavorisés qui seraient une fois de plus les premiers touchés. Mais ils mesurent les risques que la Droite fait courir au pays alors même qu'ils l'avaient engagé sur la voie du redressement par une politique qui non seulement visait à **rétablir les grands équilibres économiques** rompus par la crise (en modernisant notre appareil productif, en investissant dans la recherche, la formation et le progrès technologique), mais qui osait **établir dans la société française des rapports de force plus équilibrés :**

- entre l'État et les collectivités locales grâce à la décentralisation et à la régionalisation auxquelles Chirac s'est empressé d'imposer une pause, préférant reconstituer l'État-R.P.R. qui lui permet de reprendre le contrôle de l'administration ;
- entre le secteur public et le secteur privé par le moyen des nationalisations sur lesquelles Chirac revient avec son programme de privatisations ;
- entre les partenaires sociaux par l'attribution de nouveaux droits aux travailleurs (lois Auroux, démocratisation du secteur et de la fonction publics), nouveaux droits dont l'exercice est remis en cause par Chirac, notamment par la suppression de l'autorisation administrative de licenciement ;
- entre l'État et l'audiovisuel par la mise en place de la Haute Autorité de l'audiovisuel supprimée par Chirac et remplacée par une commission à sa botte ;
- entre le service public et les sociétés privées de radio et de télévision par l'ouverture organisée des ondes à ces dernières, équilibre rompu par la privatisation de T.F.1 et les nouvelles règles d'émission radio favorisant les stations les plus puissantes ;
- entre les groupes de presse grâce à la loi limitant les concentrations, loi abrogée par Chirac ;
- entre l'enseignement public et l'enseignement privé par l'abolition des privilèges dont jouissait ce dernier et par la revalorisation et la rénovation du premier, politique dont Chirac et Monory ont pris le contre-pied (aide accrue à l'enseignement privé, suppression de milliers de postes dans l'enseignement public) ;
- entre les bailleurs et les locataires grâce aux dispositions de la loi Quilliot, à laquelle Chirac a substitué la loi Méhaignerie qui redonne l'avantage aux bailleurs ;
- entre les femmes et les hommes à travers les lois Roudy établissant l'égalité professionnelle et juridique entre les sexes ;
- entre électeurs minoritaires et électeurs majoritaires par l'instauration de l'élection au suffrage universel et à la proportionnelle des conseillers régionaux et par l'introduction de la proportionnelle dans le mode d'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 3 500 habitants et dans celui des députés ; pour ces derniers Chirac a restauré le scrutin majoritaire ;
- entre la capitale et la province dans le domaine culturel par une politique de subventionnement plus équitable qui a permis une renaissance et un foisonnement culturels que Léotard s'est hâté de réfréner dès sa nomination au ministère de la Culture.

L'établissement par la Gauche de ces nouveaux et divers équilibres n'était rien d'autre que la réalisation de l'objectif que nous nous sommes fixé au congrès de Valence : **la mise en œuvre d'un nouveau compromis social** prenant en compte les évolutions de la société française depuis... les accords de Grenelle de 1968.

C'est sur la base de ce nouveau compromis que la paix sociale a dominé pendant la législature socialiste, que la France a accepté - et ce ne fut pas facile - de faire l'effort de rigueur nécessaire pour faire face à la crise avec succès et quitter **la voie du déclin pour celle du redressement.** Ce n'est pas en le **rompant** comme le fait avec cynisme et brutalité Chirac que notre pays



poursuivre ce redressement. C'est pourquoi il importe que nous proposons au plus tôt une **alternative**.

La contre-offensive socialiste

Face à la stratégie ultralibérale de phagocytage de la Gauche et de transformation de la société française, le Parti socialiste doit développer une **stratégie de riposte claire, offensive et mobilisatrice**.

L'axe central de cette stratégie a été défini par le congrès de Toulouse : c'est le **rassemblement autour du Parti socialiste** de toutes les organisations et de toutes les personnes qui se reconnaissent dans le projet d'une société dont la devise « **Liberté, Égalité, Fraternité** », doit inspirer toujours plus l'organisation et le fonctionnement.

Un tel rassemblement se réalise et se cimente dans une **dynamique de lutte**. Lutte pour nos valeurs, lutte contre les valeurs qui leur sont opposées. Notre combat contre la politique ultralibérale doit se poursuivre avec détermination et dans la clarté sur tous les terrains. Cela implique pour les militants un engagement accru, à la mesure de l'importance de l'enjeu, pour les responsables et pour les élus un soutien et une présence constants aux côtés des citoyens en lutte.

A ces luttes nous devons offrir **des perspectives mobilisatrices**.

Expliquons aux Français en quoi la politique gouvernementale est néfaste pour le pays, vers quoi elle tend à faire évoluer notre société : les exemples de la Grande-Bretagne, des États-Unis ou du Japon, pays dominés actuellement par l'ultralibéralisme, sont à cet égard très édifiants.

Expliquons aux Français qu'on ne construit pas la prospérité d'une nation aux dépens de l'immense majorité de ses citoyens et que **le libéralisme ne libère en réalité que l'action des possédants**. Expliquons que les progrès d'une nation ne peuvent être durables que s'ils permettent au plus grand nombre de progresser. Qu'ils ne sont obtenus qu'avec et par l'adhésion d'une large majorité de citoyens à un **contrat clair et juste**, qui prend en compte **les équilibres nécessaires à la cohésion de la société**, qui précise les devoirs et les efforts que doivent en consentir les composantes et qui garantit à chacune d'elles la juste récompense de ses efforts.

Et proposons un tel contrat au peuple de France

Ce contrat sera basé sur **les valeurs socialistes**, réaffirmées par notre Convention nationale des 28 et 29 juin derniers et plébiscitées, pour un certain nombre d'entre elles, par la jeunesse cet automne.

Il s'appuiera sur l'expérience que nous avons tirée des cinq années de législature socialiste ; il proposera de **reprendre et de prolonger l'œuvre de redressement national** alors entamée en la corrigeant des insuffisances dont elle fut marquée, de **rétablir la cohésion sociale et les équilibres rompus par la majorité ultralibérale actuelle**.

Il devra mobiliser la Gauche, **toute la Gauche**, en particulier celle qui depuis 1982 ne vote plus. Mais au-delà il devra emporter l'adhésion **d'une large majorité** et concerner les femmes, les jeunes et les personnes âgées.

Les femmes parce qu'elles constituent la **majorité** de l'électorat et surtout parce qu'elles forment depuis 1986 la majorité de **notre** électorat. Parce que les mesures prises par la Gauche sous l'impulsion d'Yvette Roudy ont éveillé **des attentes à notre égard** chez elles et parce que leur émancipation est l'un des principaux facteurs de transformation de notre société.

Les jeunes, car ils sont l'avenir et hériteront de la société que nous bâtissons. Car leurs valeurs sont souvent les nôtres ou proches des nôtres pour le plus grand nombre d'entre eux. Car ils veulent participer dès maintenant à l'exercice des responsabilités.

Les personnes âgées, parce que leur poids respectif dans l'électorat ne cesse de croître en raison de la faiblesse de notre taux de natalité et de l'allongement de l'espérance de vie. Parce que l'idéologie libérale ne leur accorde pas la **reconnaissance sociale** à laquelle elles ont droit et que toute société a besoin de l'expérience et de la mémoire de ses anciens.

Ces trois groupes sociaux qui s'interpénètrent ont jusqu'à présent été largement **exclus de l'exercice des responsabilités** dans notre société. Ni eux, ni elle n'y ont gagné. Aussi notre contrat doit se référer à une conception de la société qui non seulement prenne en compte concrètement les besoins et les aspirations de ces groupes, mais consacre leur utilité sociale en leur proposant des responsabilités.

Cette conception de la société qui vise à **intégrer le maximum de groupes et de personnes** ne serait pas cohérente si elle laissait de côté un groupe aussi important sur le plan du nombre comme du symbole que celui **des immigrés**. Ce groupe est partie prenante de notre société. Il est aussi pour elle

une **chance** comme l'Histoire de notre pays l'a toujours montré. Et il convient de faciliter son intégration par l'association de ses membres à l'exercice de nouvelles responsabilités.

Cette volonté d'intégration du plus grand nombre, **ce refus d'une société éclatée** impliquent pour le Parti socialiste de structurer ses propositions selon trois axes prioritaires :

- le développement de l'emploi,
- le renforcement de la solidarité nationale,
- la promotion de l'initiative collective.

Le développement de l'emploi est primordial parce que l'emploi est le facteur d'intégration sociale le plus important, la base de l'indépendance économique, le moyen d'accéder à l'exercice de responsabilités et à un niveau supérieur de bien-être matériel et moral pour l'individu et pour le groupe familial.

La politique de redressement économique engagée par les gouvernements socialistes a recréé **les conditions nécessaires au développement de l'emploi** malgré les effets de la crise : une inflation enfin maîtrisée, l'épargne réorientée vers l'investissement productif qui repart, la trésorerie d'un grand nombre d'entreprises assainie, une modernisation des industries traditionnelles largement engagée, un secteur nationalisé renforcé et dynamique, la création d'entreprises facilitée et encouragée, l'exportation soutenue, la recherche revigorée, la coopération européenne relancée, la paix sociale assurée, une monnaie stabilisée, un endettement modéré, des réserves de devises reconstituées, une balance des paiements équilibrée...

Que de chemin parcouru depuis 1981, que d'efforts pour en arriver là, pour empêcher que le nombre des demandeurs d'emploi, en attendant, ne s'envole. Et pour parvenir à le stabiliser dès 1985. Ce résultat n'aurait pas pu être atteint si ces efforts n'avaient été accompagnés du lancement d'un **grand programme de formation** en direction des jeunes, des femmes et des victimes de restructurations qu'il n'a pas été possible d'éviter.

Or la politique ultralibérale menée depuis le 16 mars a eu pour effet entre autres de **relancer la croissance du chômage** à défaut de relancer celle du Produit Intérieur Brut. Compte tenu de cette situation le contrat que le Parti socialiste soumettra à l'appréciation des Français comprendra, outre **les mesures économiques et sociales nécessaires pour rétablir la paix sociale et le consensus national pour le redressement** rompu par la Droite, des propositions visant à **développer et à renouveler l'effort de formation** initiale et continue consenti par le pays.

L'action de revalorisation et de rénovation de l'école publique devra être relancée d'urgence avec pour objectif prioritaire **l'obtention d'une formation professionnelle pour tout jeune** qui en sort. Un **crédit-formation incitatif** sera instauré en direction de tous les jeunes déjà sortis sans formation de l'école, des chômeurs de longue durée, des femmes et des hommes qui veulent entamer ou reprendre une activité professionnelle après avoir élevé des enfants.

Cette action sera conduite avec le souci permanent d'améliorer l'adéquation des formations aux besoins du marché du travail et pas seulement aux besoins à court terme. Une telle orientation passe par **la revalorisation du travail manuel** dans l'échelle des valeurs de notre société afin qu'il ne fasse plus l'objet d'un rejet de la part des jeunes. Un tel rejet pénalise les jeunes, pour qui le travail manuel est le seul débouché possible, et les entreprises qui ne trouvent pas sur le marché du travail les personnels compétents.

Le renforcement de la solidarité nationale devra conduire notre société à ne plus connaître les cas de dénuement extrême que l'on peut encore rencontrer dans notre pays grâce à l'instauration d'un revenu minimal garanti. Celui-ci pourra être assorti d'une contrepartie sous forme d'un travail utile à la collectivité afin de ne pas maintenir les bénéficiaires dans un statut d'assistés. La solidarité nationale devra également jouer en faveur des jeunes en situation de carence affective, d'échec scolaire, menacés par la drogue, la délinquance et la marginalisation, en **développant la prévention et en renforçant le soutien de la collectivité aux associations d'Éducation populaire**. D'autre part, un effort particulier sera consacré à **l'accueil et aux soins des personnes âgées non autonomes** dont le nombre croît régulièrement. Le financement des efforts nouveaux de solidarité sera assuré par **la restauration de l'imposition sur les grandes fortunes et le déplaçonnement des cotisations sociales**. Enfin le renforcement de la solidarité se traduira par le **rapprochement des conditions d'imposition des revenus du capital et du travail**, ainsi que par **la modification de la base de calcul de la taxe d'habitation**, celle-ci devant être assise sur les revenus.

La construction d'une société nouvelle, plus solidaire, plus conviviale, ne se fait pas par décret, ni même par une loi. Elle passe par **un changement des mentalités** qui imprègne progressivement les rapports sociaux et les modifie. Elle suppose la **liberté** pour le citoyen et son éducation à l'exercice de la



responsabilité individuelle et collective. Elle prend des formes **autogestionnaires** et se nourrit de l'**initiative** d'une multitude de citoyens dans une foule de domaines les plus variés. Lorsque l'initiative est formalisée dans la constitution d'un groupe régi par des règles, elle prend un caractère associatif ou syndical. Mais elle peut très bien rester informelle ou être éphémère : groupe d'amis, de voisins, ou coordination nationale d'étudiants en lutte...

Une société dans laquelle le monde associatif est dynamique, dans laquelle les initiatives fleurissent, les gens se rencontrent, se parlent et font des choses ensemble librement, est non seulement une société vivante, mais aussi une **société ouverte au changement, tolérante, responsable et dotée de sens critique.** C'est un type de société où les valeurs collectives ne s'opposent pas aux valeurs individuelles, mais les complètent. Ce n'est certes pas la société ultralibérale, sinon le gouvernement ne se serait pas empressé de réduire les aides que l'État accordait au monde associatif, mutualiste et coopératif. Sinon Chirac n'aurait pas traité par le mépris le mouvement étudiant de l'automne et ses représentants. Mais la Gauche au pouvoir entre 1981 et 1986 a-t-elle répondu aux attentes du monde associatif ? Qu'est devenu le projet Henry sur le **statut de l'élu social** ? Il a disparu dans on ne sait quelles oubliettes, sans gloire. N'est-ce pas une des raisons qui fit qu'avant le 16 mars le monde associatif ne se mobilise pas en faveur de la Gauche ?

D'autre part, comment le « changement » a-t-il été vécu par les Français entre 1981 et 1986 ? Ceux qui étaient partisans **ont attendu passivement** que les décisions soient prises par le gouvernement et le Parlement. Mais ils ne se sont qu'exceptionnellement mobilisés lorsque ce gouvernement était attaqué violemment sur sa droite ou pour que les lois votées soient appliquées. Par contre les opposants se sont organisés résolument, ont dénigré, calomnié l'action de la Gauche, organisé des manifestations, pour finir, ils ont remporté l'élection du 16 mars.

Et la Gauche a prouvé qu'elle sait gérer la France, elle n'a pas pour autant entraîné les Français dans le sillage de sa victoire comme elle avait su le faire en 1936. Sans doute est-il plus difficile de « changer la vie » dans la seconde moitié du siècle que dans la première. Mais il appartient aux socialistes d'expliquer aux citoyens de ce pays que le « **changement** » est **l'affaire de chacun et de tous**, de donner l'exemple en prenant les initiatives les plus diverses et en y associant au maximum le plus grand nombre de personnes. Comme il leur appartient de soutenir sans pour autant chercher à les récupérer toutes les initiatives venant de non-socialistes, mais inspirées de valeurs socialistes ou proches.

C'est dans cet esprit que le contrat qu'ils proposeront à la France devra comporter des dispositions de nature à **promouvoir l'initiative collective.**

Le parti de l'espoir

A l'heure où la Droite française tend à imposer à notre peuple la version ultralibérale de la lutte des classes et à transformer notre société en une sorte de **jungle** où tous les coups sont permis aux fauves des classes possédantes, le Parti Socialiste apparaît comme le pôle du **rassemblement** des Français autour des valeurs qui font la grandeur de l'homme et du socialisme : **la liberté, l'égalité et la fraternité.** L'affirmation de ces valeurs a contribué au rayonnement universel de la France depuis deux siècles, comme elle a guidé son évolution à travers les aléas de l'histoire. Demain à travers le contrat que le Congrès de Lille proposera au peuple de France pour reprendre sa marche en avant, ce seront encore ces valeurs qui éclaireront le chemin.

Pour une politique de développement et de justice sociale outre-mer

Contribution présentée par Marie-André JAUBERT et Wilfrid BERTILE, Jean CRUSOL, Claude EVIN, Oculi ITALIQUE, Jean-Paul JOUANELLE, Joseph LAW-YEE, Mariène MÉLISSE, Nicolas NELSON, José PENTROSCOPE, Pierre PLAISANCE, Alex RANLIN, Dominique RIVIÈRE.

Quel sort attend les départements et les territoires d'outre-mer à l'horizon de l'an 2000 ? Seront-ils l'image d'une France déclinante, privée de compétitivité, lourde de plus de chômage et, partant, de plus d'inégalités ? Ou bien participeront-ils d'une France créative, offrant plus largement travail et dignité, capable au surplus de promouvoir l'espérance là où elle est la plus nécessaire, notamment dans le tiers monde ?

La vérité oblige à dire que la situation actuelle des D.O.M.-T.O.M. relève déjà de la première hypothèse : elle augure mal, à cet égard, de l'avenir de la France.

Avec des taux de chômage plus de trois fois supérieurs à ceux de l'Hexagone (37 % officiellement recensé à La Réunion) et des inégalités sociales qui, en matière de revenus, de logement ou d'éducation, s'apparente à celles du tiers monde, l'état des sociétés d'outre-mer qui représentent près de 5 % de la population française, est à plus d'un titre alarmant. La **misère** y frappe près de 20 % de la population, alors que nombre de prestations sociales destinées à protéger les plus faibles demeurent inappliquées. Les logements précaires et insalubres sont encore si répandus, qu'une famille sur deux aux Antilles, deux familles sur trois à La Réunion peuvent être considérées comme mal logées.

Cette situation, plus encore que l'actuelle politique de la Droite, pose aux socialistes, comme au pays tout entier, un véritable défi.

Elle nécessite plus que jamais de trouver les voies d'une politique d'outre-mer qui soit à la hauteur des enjeux.

Rien, en effet, ne saurait justifier à nos yeux l'indifférence qui, au-delà de l'opinion publique, se retrouve trop souvent au niveau des responsables politiques, concernant les problèmes intéressant les départements et territoires d'outre-mer.

Au moment où les élections se gagnent aux « marges », à l'heure de l'exploitation des mers patrimoniales, de la guerre économique et des nouveaux rapports Nord-Sud, l'importance politique, stratégique et économique des D.O.M. doit être reconnue. Pour eux-mêmes d'abord. Et pour ce qu'ils représentent dans leur diversité pour l'ensemble français.

Le mal développement des D.O.M.

L'analyse des causes économiques et historiques de la situation actuelle des départements et territoires d'outre-mer est désormais classique.

Pour ne s'en tenir qu'aux D.O.M., rappelons que la loi de départementalisation votée en 1946 sous l'impulsion de la Gauche, leur a permis de bénéficier de la solidarité nationale après trois siècles d'histoire coloniale. Mais la logique institutionnelle de la loi de 1946 a conduit à **une croissance sans développement.**

En effet, sur les structures traditionnelles dominées par l'exploitation coloniale et l'économie de plantation, les transferts publics induits par la départementalisation ont longtemps soutenu une forte croissance. Celle-ci s'est tra-



duite par un essor remarquable des infrastructures et par un accroissement extraordinaire du secteur des services.

En revanche, cette forte croissance n'a pas profité à la production locale, mais à l'importation de biens et services, conduisant ainsi à de graves déséquilibres et à une dramatique poussée du chômage, liée d'une part à l'effondrement des productions traditionnelles et, d'autre part, à l'essor démographique d'après-guerre.

Ainsi, les économies des D.O.M. sont-elles devenues des plus artificielles et extraverties. Les D.O.M. importent donc l'essentiel de ce qui est nécessaire à leur consommation et à leur équipement. De colonies de productions, elles sont, en quelque sorte, devenues « colonies de consommation ». Leurs balances commerciales accusent des déficits de plus en plus larges, puisque le taux de couverture des importations par les exportations ne dépasse guère aujourd'hui 10 à 15 % seulement.

Dans ce contexte, la Droite a longtemps maintenu une forte emprise outre-mer. Au fil des ans, s'est en effet consolidée une coalition d'intérêts entre, d'une part, le pouvoir central, dominé par la Droite et essentiellement préoccupé du « bon vote » des populations et, d'autre part, les intérêts économiques issus de l'ère coloniale et principalement motivés par l'accroissement cumulatif de leurs profits.

Se bomant le plus souvent à écraser les réalités des D.O.M. et leurs contradictions sous une affirmation de « francitude » qui tenait lieu de doctrine politique, la Droite savait organiser à son profit le jeu des intérêts et, au besoin, user de la répression et de la fraude pour se maintenir.

Les acquis de la Gauche

Aussi bien, l'arrivée de la Gauche au pouvoir, en 1981, a-t-elle suscité outre-mer, comme dans l'Hexagone, de nombreux espoirs.

Cependant, s'il est vrai – et cela doit être souligné – que la Gauche avait produit des analyses de la situation, elle était loin d'être porteuse d'un véritable projet. L'affirmation de notre anticolonialisme de principe semblait dispenser d'articuler plus précisément des propositions, notamment dans l'ordre économique et social.

Il est d'autant plus remarquable, dans ces conditions, que la Gauche au pouvoir soit parvenue, chemin faisant, et sur ses propres valeurs, à construire les éléments d'un assez large consensus, qui forment aujourd'hui le socle nécessaire pour une véritable politique de développement des D.O.M.

Ces éléments, qui constituent les acquis essentiels de la Gauche, sont connus :

- la réforme fondamentale de la décentralisation et de la régionalisation ;
- la reconnaissance et la promotion des spécificités et des identités culturelles ;
- l'affirmation du principe de l'égalité sociale à travers les premières mesures de solidarité et de rattrapage prises en matière de prestations sociales ;
- enfin, le primat de la question du développement sur celle du statut, résultant des trois acquis précédents.

Il est désormais largement admis pour les D.O.M., qu'il n'est pas d'autre décolonisation qui vaille que celle qu'implique un véritable développement.

« L'aggiornamento » de la Droite

Il est remarquable que la Droite, revenant au pouvoir, n'ait pas osé s'attaquer de front à ces acquis, même si elle tente insidieusement de les remettre en cause.

Nul doute, en effet, que le succès des thèses que nous avons ainsi mises en pratique soit à l'origine de la forte volonté, concernant l'outre-mer, affichée par la majorité actuelle, et singulièrement le R.P.R. qui a toujours considéré les départements et territoires d'outre-mer comme une chasse gardée.

De fait, la Droite ne peut plus, comme avant 1981, asseoir son influence outre-mer sur le chantage aux allocations et la menace du largage. La politique menée par la Gauche pendant cinq ans, malgré ses inévitables insuffisances, a définitivement ruiné cette propagande.

Aussi Chirac tente-t-il de faire croire que les D.O.M. constituent sa priorité : création d'un ministère de plein exercice, nomination de deux originaires d'outre-mer au Gouvernement, loi-programme, traduisent au moins cette volonté.

Mais « l'aggiornamento » du R.P.R. à caractère essentiellement électoral montre aussitôt ses limites. Outre qu'elle porte atteinte à la décentralisation, la loi-programme votée à grand bruit est surtout marquée par son inefficacité : elle ne s'attaque pas aux mécanismes du mal développement des D.O.M. Elle s'inscrit au contraire dans une logique traditionnelle où les transferts publics accroissent l'assistance sans susciter de nouvelles sources de créativité. La Droite a d'ailleurs si peu confiance dans les résultats de cette loi, en matière d'emplois, qu'elle relance vigoureusement la politique d'émigration des jeunes travailleurs des D.O.M.-T.O.M. vers l'Hexagone.

Quant à la défiscalisation des investissements, outre qu'elle constitue d'abord un cadeau aux nantis, elle risque d'avoir des effets pervers : des promoteurs extérieurs aux D.O.M., attirés par ces facilités, peuvent, par leur puissance et leurs méthodes, désorganiser certains secteurs économiques déjà fragiles des D.O.M. Ainsi se trouverait accentuée la mainmise extérieure sur le marché des D.O.M. et accélérée la dépossession des habitants d'outre-mer à l'égard des instruments de leur développement.

Dans une situation de mal-développement où les minorités privilégiées profitent naturellement des mécanismes existants, le libéralisme ne peut que favoriser le fonctionnement de ces mécanismes et aggraver la situation.

Par ailleurs, la propagande gouvernementale masque mal un recul accentué de la vie démocratique dans les D.O.M. : reprise en mains de l'information radio télévisée qui redevient aussi caricaturale qu'avant le 10 mai 1981, prises de positions partisans des préfets comme à la Réunion et à la Guadeloupe, manœuvres policières et judiciaires...

Une telle situation ne peut durer. Les jeunes, qui constituent la moitié de la population, mieux formés, ne supporteront pas longtemps une société qui leur refuse toute dignité et toute perspective d'avenir.

Une ambition pour l'outre-mer

Au-delà des avancées remarquables conduites par les gouvernements de Gauche, de 1981 à 1986, ce serait une grave erreur de croire que la décentralisation étant faite, le développement local en résultera comme une conséquence nécessaire.

Si le développement exige la responsabilité et l'initiative locale, l'État, comme il est normal, conserve des pouvoirs et des compétences propres qui en font un partenaire sans lequel aucune politique d'ensemble ne sera possible.

Il est donc indispensable de fixer des objectifs nationaux. Pour faire prévaloir les priorités du développement, encore faut-il les définir clairement afin qu'elles s'imposent à tous, notamment dans le cadre des arbitrages budgétaires.

C'est pourquoi, avant même que la Droite lance sa « loi-programme », les parlementaires socialistes d'outre-mer avaient préconisé, à la fin de la dernière législature, une « loi d'orientation ». L'expérience montre que les socialistes ne peuvent plus, comme avant 1981, s'en tenir au seul principe d'autodétermination. L'absence de projet politique les mettrait en position de faiblesse par rapport à une Droite qui dit en avoir un. La gravité de la situation dans les D.O.M., la nécessité d'ouvrir les perspectives de l'avenir, tout impose la définition d'un projet socialiste, pour l'outre-mer.

Ce projet doit s'attaquer aux causes du sous-développement économique, en préconisant les mesures susceptibles de relancer l'économie de production. Il importe notamment de développer les interactions entre les branches de l'économie en vue de provoquer un effet cumulatif et le décollage économique. Il faut aussi tendre à satisfaire davantage le marché local afin de rendre l'économie des D.O.M. moins dépendante.

Cela exigera prioritairement de favoriser l'émergence d'une nouvelle génération d'acteurs locaux dans tous les domaines du champ social en démocratisant l'accès aux moyens de production, techniques et financiers, ainsi qu'à la formation sous toutes ses formes.

On ne pourra, par ailleurs, faire l'économie d'une remise en cause des facteurs d'inégalités sociales, tant dans le monde rural par les structures agraires, que plus globalement par les modes de rémunération et de redistribution des revenus.



En matière sociale, le but est d'aller vers l'égalité des prestations entre l'Hexagone et les D.O.M. Il ne saurait, en effet, y avoir deux catégories de Français. Des actions spécifiques sont à entreprendre pour régler des situations sociales, culturelles ou démographiques qui ne se rencontreraient pas dans l'Hexagone avec l'extension qu'elles présentent outre-mer.

L'instauration d'un minimum social garanti faisant au besoin expressément apparaître la rémunération économique du facteur travail et le salaire social, pourrait à cet égard, contribuer au nécessaire abaissement des coûts de production, tout en assurant l'indispensable effort de solidarité et de justice.

La mise en œuvre d'une nouvelle politique impliquera la coordination de l'action de l'État et des collectivités locales. En cas de besoin, les pouvoirs des régions d'outre-mer devront être étendus, notamment dans le but de leur donner les moyens politiques de la réalisation d'un projet de développement.

Notre projet devra prendre en considération l'importance des D.O.M. avec leurs mers patrimoniales. Il devra s'inscrire dans une perspective européenne, car les D.O.M. sont parties prenantes de la construction de l'Europe, mais aussi dans le cadre d'une coopération régionale adaptée, où les D.O.M. joueront le rôle naturel qui leur revient dans les relations avec les pays A.C.P. de leur environnement géographique.

Au seuil du XXI^e siècle qui pour les trois quarts de l'humanité sera celui du combat pour le développement, il s'agira en définitive de faire en sorte que les citoyens des D.O.M., devenant acteurs de leur devenir, servent un grand dessein : celui d'ouvrir « une voie française du développement ».

Ici et maintenant

Dès à présent, face à l'offensive de la Droite, qui va tenter de capitaliser les effets à court terme de la loi-programme, le Parti doit se mobiliser, en s'appuyant notamment sur l'ensemble des forces, qui, outre-mer comme dans l'Hexagone, sont en mesure de mener le même combat.

Il appartiendra en particulier aux socialistes de rappeler qu'en matière de

développement, rien de durable ne saurait se faire hors de la responsabilité des intéressés eux-mêmes.

De même, convient-il d'organiser concrètement une solidarité plus effective avec les originaires d'outre-mer vivant dans l'Hexagone, notamment dans la lutte contre le racisme.

Il nous faut, en effet, dénoncer tout particulièrement la contradiction capitale qui anime le discours actuel de la Droite, dès lors que les mêmes hommes, qui vont, outre-mer afficher leur « amour » de nos compatriotes, se montrent disposés dans l'Hexagone à s'allier avec les racistes du Front National.

Il s'agira, le moment venu, d'être en mesure de sommer la Droite de choisir : ou bien les voix du Front National ou bien celles de l'outre-mer.

Au total, si le développement de l'outre-mer doit devenir l'affaire de toute la Nation, cette priorité doit, dès à présent, devenir l'affaire de tout le Parti.

Cela exige, chacun le pressent, que, dans le Parti comme dans le pays, la responsabilité, l'initiative et, pour tout dire, la dignité de nos compatriotes d'outre-mer soient pleinement reconnues.

A ce titre, nous pensons qu'il est aujourd'hui légitime et nécessaire de s'interroger sur la place faite aux citoyens des D.O.M. dans le Parti et dans la perspective d'un retour au pouvoir, sur leur participation aux instances de décision.

Le Front populaire, en son temps, nomma Gaston Monnerville, secrétaire d'État aux Colonies, et Félix Eboué, gouverneur en Guadeloupe. A cinquante ans de distance, force est de constater que notre Parti n'a pas eu l'occasion, jusqu'à présent, de mesurer à la même aune la confiance et la solidarité.

En toute hypothèse, dans les circonstances politiques actuelles et alors que la propagande de la Droite va vraisemblablement s'intensifier, il importe de marquer clairement **la volonté stratégique du Parti socialiste de promouvoir comme priorité nationale le développement des D.O.M.**

C'est pourquoi, la création, dans le cadre des instances dirigeantes du Parti, d'un **Secrétariat national aux D.O.M.-T.O.M. et aux originaires d'outre-mer** nous paraît désormais s'imposer.

Pour une stratégie d'ancrage à gauche

Contribution présentée par Martine LIGNIÈRES

Cette contribution se veut être un témoignage du trouble que ressentent bon nombre de militants devant une absence de stratégie de notre parti – un témoignage et une tentative de réponse.

Tous les militants et, au-delà du P.S., une bonne partie de notre électorat, ont bien conscience du fait que la politique de division, de dénigrement, menée par le Parti communiste rend aujourd'hui tout accord au sommet, tel que nous l'avons pratiqué pendant plus de **dix ans, impossible**.

Cependant, **la majorité des militants** reste aujourd'hui **unitaire – unitaire et ancrée à gauche** – c'est-à-dire que, si les militants acceptent la nécessité de la modernisation, ils demandent, en contrepartie, que la répartition **salaires-profit** se fasse dans un équilibre plus favorable aux **travailleurs**.

Mais un sentiment de trouble s'installe car nos déclarations ne sont pas toujours claires !

Lionel Jospin, lors du comité directeur du 15 novembre 1986, sur les problèmes de stratégie, énumérant les hypothèses qui s'offrent à nous, avait déclaré notamment : « Nous pouvons affirmer que nous allons **rassembler** au-delà de la **Gauche** par le ralliement de forces situées actuellement à Droite. Mais ces forces ne sont pas disponibles – il n'y a pas eu de dislocation du camp de la **Droite** – dire cela, ce serait donc créer au sein de notre propre **parti** un trouble, et le faire gratuitement. »

Domage que son appel ne soit pas entendu par l'ensemble des diri-

geants du **parti**, notamment par Pierre Joxe, dont les récentes déclarations provoquent un certain malaise, quand, par exemple, il dit : « Des convergences sont possibles avec Mme Veil ou Mme Pelletier, M. Stasi ou M. Barrot », ou bien : « Je suis convaincu qu'un certain nombre de responsables de l'U.D.F. pourront nous rejoindre bientôt au sein d'une **large union** contre les pratiques antidémocratiques et les méthodes insupportables du R.P.R. », « une fois François Mitterrand réélu, la porte du gouvernement qu'il appellera ne sera fermée à aucun de ceux qui, à l'U.D.F., comme Jacques Barrot, souhaite une vraie démocratie ».

Ces sortes de déclarations, même si l'on pense qu'elles ne constituent pas une stratégie d'alliance, choquent la majorité du parti qui se demande, elle, comment **rassembler à gauche**, comment **regagner** une partie de notre électorat, qui, ces dernières années, s'est détachée de nous, s'est détournée de la politique en se réfugiant dans l'**abstention** ou dans un vote « **Front National** ».

L'examen des mouvements sociaux de ces dernières semaines, montre combien l'opinion supporte mal le climat de division, notamment syndicale, et combien toute initiative « convergente » est stimulante et porteuse de succès.

Ce désir de convergence peut se traduire sur le plan politique là où les conditions de rencontre sont les plus faciles, c'est-à-dire à un niveau local ou départemental.



Nous avons créé au mois de novembre, un **Conseil national de la Gauche**. Si nous voulons que cette démarche de **rassemblement** soit vivante, il nous faut la **démultiplier** à l'échelle locale, voire départementale. Nous pouvons à ce niveau-là, sur des thèmes précis trouver des personnalités susceptibles de se **retrouver, de travailler, de mener ensemble des actions ou des réflexions**.

Je ne crois pas qu'il faille réduire le rôle de ces **conseils** à de simples comités de soutien en vue de l'élection présidentielle, car nous avons besoin de **travailler** pour **élaborer** des **propositions** nouvelles issues d'une analyse qui concrétiserait des aspirations **variées mais convergentes**.

Il faut **recréer une dynamique**, non seulement pour gagner les prochaines échéances, mais d'abord pour défendre nos conquêtes, nos **valeurs** : la manifestation du 23 novembre sur l'École a montré que nous savons **mobiliser autour de nous**, avec succès.

Nous avons aussi besoin de réfléchir – notamment à ce que sera la Société française de 1987 car notre projet repose encore globalement sur l'analyse de la Société des années 70 – il nous faut réfléchir à ces différentes composantes, notamment aux aspirations de la **Jeunesse** – génération de la crise, qui l'a d'emblée, dans son mouvement, intégrée comme donnée.

Pour élargir notre réflexion, la confrontation est nécessaire. Elle peut nous permettre d'acquérir une vision globale de la société. Si nous ne mettons pas sur pied ce type d'initiative, nous pouvons craindre que le trouble des militants ne grandisse devant l'absence de stratégie.

Si nous voulons que le **rassemblement à Gauche** soit une **réalité**, il nous faut **travailler en ce sens**, sinon nous nous exposons, une fois de plus, à décevoir les hommes et les femmes qui croient encore, et à juste titre, **aux valeurs socialistes**.

Précarité et droits de l'homme

Contribution présentée par Norbert METAIRIE

Le dualisme dans notre société ne constitue plus le risque que nous redoutions, il est devenu aujourd'hui réalité. Sous nos yeux, avec la crise, le fossé s'est progressivement creusé entre deux mondes : d'un côté, celui de la France qui gagne et la France de ceux qu'un statut social protège ; de l'autre, celui des éliminés de la compétition, des laissés pour compte de la modernisation, progressivement exclus et abandonnés au bord du chemin. Les mesures de régression sociale appliquées depuis le 16 mars dernier ne peuvent qu'accélérer dangereusement le processus

L'urgence de solutions durables...

La France compterait 8 millions de personnes ayant des ressources inférieures au S.M.I.C. et classées « pauvres » selon les normes de la C.E.E. avec un « noyau dur » de grande pauvreté (2 millions de personnes)... D'autres chiffres rendent mieux compte de la réalité : plus d'un million de chômeurs aujourd'hui non indemnisés, plus d'un million de personnes ne bénéficiant d'aucune protection sociale et se trouvant administrativement exclues de l'hôpital.

Si la pauvreté s'est étendue à toute l'Europe, elle a rajeuni avec la crise (1/4 de la population active jeune, au chômage, en France). Force est de constater une accélération du phénomène et plus particulièrement du fait de l'allongement de la durée du chômage (333 jours de moyenne, en France, en septembre), tendance que l'entreprise démantèlement du droit du travail menée depuis le 16 mars ne peut qu'aggraver.

Pourrait-il en être autrement alors que le gouvernement consacre aux pauvres vingt-cinq fois moins que ce qu'il a consenti aux privilégiés dans le domaine fiscal ? Ainsi, la France située économiquement au rang des pays les plus développés du monde maintient, de fait, plusieurs centaines de milliers de citoyens dans une situation où le nécessaire pour vivre quotidiennement se gagne après une course d'obstacles créée par les incohérences et les contradictions du fonctionnement social.

Il est temps de tirer la sonnette d'alarme.

Le rappel de ces chiffres montre à l'évidence la gravité de la situation et l'urgence de solutions durables. Il rend indispensable une réflexion en profondeur sur les mécanismes qui conduisent un nombre de plus en plus important de nos concitoyens aux limites de la mort sociale.

L'engrenage de la pauvreté

L'engrenage de la pauvreté correspond toujours à un phénomène graduel alliant absence de revenus, précarité, exclusions...

Séparation, endettement, perte d'emploi, chômage prolongé... la fragilité mène à la précarité qui fait progressivement basculer dans la misère.

L'absence du « nécessaire » est ressentie par le chômeur comme une amputation, une perte de dignité, celui-ci préférant dissimuler sa nouvelle situation de marginalisation progressive.

L'obligation d'attendre, par exemple, une dégradation sociale ou physique pour proposer des solutions permettant la mise en place d'un processus de réinsertion est coûteuse financièrement et socialement. Cette dégradation est parfois irréversible et installe l'individu dans une situation d'assistance totale. Un handicap entraîne d'autres handicaps, des accumulations dramatiques.

La banalisation du chômage dans notre société aggrave le processus d'exclusion notamment chez les jeunes. Le travail constitue une carte d'identité sociale, indispensable pour vivre, pour exister. La perte entraîne l'**insécurité** et la **marginalisation**.

Des droits inséparables des droits de l'homme...

Dans une société de plus en plus complexe, le « pauvre » subit toutes les frustrations du système que sa situation amplifie débouchant parfois sur des violences individuelles ou collectives : délinquance, drogue..., etc. Sans travail, sans ressources... Que reste-t-il aux individus ? Quelles libertés ? Quels droits ?

Lorsque des centaines de milliers d'hommes et de femmes n'ont d'espoir de survie que dans la charité, ce sont les droits élémentaires du citoyen qui sont en cause. Se vêtir correctement, se nourrir, se loger décemment, comme avoir accès à l'éducation, à la formation, au travail et à la protection sociale, représentent pour les socialistes, **des droits inséparables des droits de l'homme**.

Si nous devons rappeler les efforts incontestables accomplis par la Gauche entre 1981 et 1986 en faveur de la justice sociale et en direction de catégories défavorisées : personnes âgées, handicapés, femmes seules..., etc. Nous devons aussi savoir reconnaître nos insuffisances dans le domaine de la lutte contre la pauvreté. Nous ne pouvons ainsi nous satisfaire de programmes d'urgence, renouvelés chaque année, qui maintiennent nos concitoyens dans une situation d'**assistance** et de **dépendance** sans réelles solutions de réinsertion.



Des réponses souvent inadaptées...

La pauvreté recouvre une réalité globale, nouvelle, que l'État n'a pas jusque-là suffisamment prise en compte.

Son développement récent est certes la conséquence de l'évolution économique mais aussi, de l'inadaptation des structures et de leur incapacité à répondre rapidement aux processus de précarité, les associations caritatives devant suppléer aux carences de l'État. La situation des « S.C.S. » (sans couverture sociale) n'est-elle pas due, par exemple, à l'incroyable complexité, sur le plan administratif, de l'aide médicale gratuite et au fonctionnement des structures d'accueil ?

Si la France possède l'un des systèmes de protection sociale le plus perfectionné pour ses salariés, ce système apparaît inadapté pour traiter la grande pauvreté... Elle apparaît en retard sur ses principaux partenaires européens pour ce qui est d'un revenu social minimum.

Du courage politique...

On ne peut faire face aux mutations de la société sans solidarité. La précarité qui touche aujourd'hui des millions de jeunes et de « fins de droits » menace la cohésion sociale de notre pays et constitue une offense à nos idéaux de justice sociale. Elle est intolérable au nom des principes moraux et inacceptable au nom de l'efficacité économique. Dans le contexte actuel, on ne peut parler de priorité donnée à l'emploi et à la formation sans parler en même temps d'égalité des chances, de remise en cause de privilèges scandaleux, de partage du travail, de nouvelles formes et d'une autre répartition du temps de travail, dans le cadre d'un dialogue social rénové (et non sur les décombres du droit du travail).

Tous ces **risques** liés aux mutations ne pourront être acceptés que si, en contrepartie, une **solidarité réelle** joue à plein, d'abord à l'égard des plus exposés.

Cette responsabilité est du ressort de la collectivité.

Cet objectif exige du courage politique.

Au Congrès de Toulouse, les socialistes ont posé le principe d'un **minimum social**. Ce principe doit être réaffirmé avec force dans nos propositions lors du prochain Congrès.

Il est urgent de s'orienter vers la mise en place d'un tel revenu minimum stable et **durable et d'en définir le contenu** et les modalités.

Cette modeste contribution n'a pas la prétention d'aborder tous les aspects du problème. Sa seule ambition est de participer à la réflexion collective sur l'une des questions qui doivent, en 1987, rester essentielles pour les socialistes.

Le débat pourrait être utilement enrichi par les apports des fédérations, des militants confrontés aux réalités de la pauvreté sur le terrain, des initiatives diverses prises par les collectivités locales en particulier dans les municipalités socialistes.

Quelques pistes de réflexion

D'abord un minimum vital...

La proposition serait d'inscrire le principe d'un **droit** permettant à chacun de disposer des moyens d'existence élémentaires, stables et durables : un **minimum vital** qui éviterait aux familles défavorisées, aux individus, de vivre dans un climat d'insécurité provoqué par l'incertitude du revenu et leur permettrait de consacrer leurs efforts à la recherche d'un emploi, la formation, l'éducation des enfants...

• Le minimum social aurait pour fonction d'assurer un revenu de base aux adultes de plus de 18 ans et pourrait ainsi être attribué sur la base d'un système différentiel prenant en compte, pour chaque famille, les ressources existantes.

• Le minimum social, pourrait progressivement évoluer vers un revenu social minimum, conçu comme une action globale, prenant comme base les besoins élémentaires : nourriture, logement, vêtements, soins médicaux...

• Ce droit à insérer dans le cadre de la famille et de l'aide sociale devrait être dissocié du travail social afin de laisser aux travailleurs sociaux plus de temps pour se consacrer aux interventions de soutien et de développement.

... concrétisé par un contrat

Le minimum social devrait également permettre de limiter les dépendances, les assistances, les prises en charge lourdes (médicales, psychiatriques, incarcérations...).

Il est par conséquent indispensable d'accompagner une telle mesure d'un projet d'insertion sociale et professionnelle concrétisé par un contrat. Ce qui suppose par exemple la mise en place sur un territoire adapté (circonscription sociale, cantons, collectivités locales...) d'un **comité de régulation du minimum social** composé des partenaires socio-économiques ayant mission d'assurer le suivi des contrats locaux et des relations sociales. Ce qui éviterait une nouvelle structure et permettrait d'utiliser au maximum les compétences des différents organismes existant sur le terrain et de mieux maîtriser les applications.

Coût exorbitant ou investissement social !

Pour envisager le financement d'une telle mesure, il est indispensable de se référer à ce qui existe en matière d'intervention sociale. Le constat est simple : la confusion des aides, les cloisonnements, les intérêts corporatistes entraînent un gaspillage difficilement quantifiable. L'obligation, aujourd'hui, d'une dégradation pour bénéficier d'une aide légale ou extra-légale est significative. Quelques chiffres : une hospitalisation psychiatrique coûte environ 30 000 F par mois, le placement d'un enfant en établissement à caractère social : 13 500 F, une incarcération : 32 000 F, un clochard à réinsérer : 5 100 F...

Le minimum social doit être conçu comme un investissement à long terme car il éviterait nombre de bouleversements dramatiques. Il peut être économique, à court terme, en coordonnant mieux le foisonnement d'aides et allocations diverses (il en existe près d'une trentaine), les secours et les aides financières attribués par plusieurs dizaines d'organismes... Tout cela fonctionnant dans le cadre d'une réglementation complexe avec ses critères, ses coefficients, ses justifications et ses exceptions...

On peut estimer, en outre, qu'une telle mesure entraînerait des économies importantes sur les dépenses d'hospitalisation, d'aide sociale, de justice, de sécurité et permettrait, à coup sûr, une meilleure adaptation des réponses aux difficultés vécues par nombre de nos concitoyens.

Cette question mérite un large débat.

Les socialistes, à Lille, passeraient à côté des attentes du pays s'ils ne considéraient pas la solidarité à l'égard des plus exposés comme une priorité nationale.

Le combat pour l'emploi et la formation des hommes sera long, difficile. Il exige la durée. Aussi, il ne peut y avoir pour nous de redressement économique et de progrès social sans solidarité. Le combat contre la pauvreté est aussi celui des droits de l'homme.

C'est dans notre capacité à le mener avec détermination, courage et lucidité que nous pourrions retrouver et rassembler les Français.

LE POING ET LA ROSE

Directeur politique : Lionel Jospin

Rédacteur en chef : Françoise Seligmann

Administration : Société éditrice :
« Les Nouvelles Éditions l'An 2000 »
10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07
N° C.P.P. 53 321.

Directeur de la publication : Henry Pradeaux

Imprimerie L'Avenir Graphique
Z.I. Torcy-Sud
77200 Torcy - Tél. : 005-92-05.



Pour la mémoire et l'histoire du Parti

Contribution présentée par Louis MEXANDEAU

L'histoire du Parti socialiste est immense. Intimement lié, depuis plus d'un siècle, au développement économique, aux transformations sociales, à la création et au débat d'idées qui composent l'histoire de la France, le mouvement socialiste représente une composante essentielle de l'histoire de notre peuple. Dans les cinquante dernières années il a été associé à plusieurs reprises aux responsabilités du pouvoir. Il l'a exercé directement, en situation dominante, pendant deux périodes qui comptent et compteront dans le processus historique de notre pays : 1936-1937, 1981-1986.

Cependant le risque est grand de voir l'histoire de notre Parti, des hommes et des femmes qui le composent, illustres ou anonymes, échapper à lui-même. Absorbé depuis 1971 par les tâches simultanées de sa rénovation interne et de l'occupation progressive des centres de responsabilité et de pouvoir, le Parti n'a pu consacrer suffisamment de temps et de moyens à rassembler, organiser et présenter les éléments de sa propre action et de sa part de vérité. Certes, des organismes aux caractères différents tels que l'I.S.E.R. ou l'O.U.R.S. ont contribué à colmater des brèches

mais sans pouvoir traiter toutes les périodes ni décrire la réalité diverse de la vie des fédérations, des sections, des militants. Chaque mois des témoins disparaissent, des archives sont dispersées.

Or, un grand parti qui unit action et pensée doit être aussi une mémoire, élément indispensable d'une conscience et d'une culture collectives. Au moment où disparaît notre hebdomadaire, si l'on veut éviter ou atténuer les vertiges de l'émiettement éditorial, si l'on ne se contente pas que l'histoire de notre Parti ne devienne l'apanage de l'éphémère, du sensationnel ou de l'anecdotique, il faut que la conservation, la publication des écrits du Parti, la relation et le commentaire des actions et déclarations de ses responsables et de ses militants **procèdent d'une volonté commune et soient placés sous la responsabilité de la direction du Parti tout entier.**

C'est pourquoi je propose au vote du Congrès national la création d'un **Centre de documentation et d'édition** qui soit doté des moyens humains et techniques indispensables au rayonnement du socialisme français.

Militants, prenons nos responsabilités !

Contribution présentée par Marie-Thérèse MUTIN

Si la République se proclame, le socialisme, lui, se construit. Quotidiennement. « Le socialisme pour nous est au moins autant le mouvement qu'une fin sur laquelle nous n'avons pas de certitude... Ce mouvement socialiste, nous devons le poursuivre. » Nous sommes d'accord avec les propos de Lionel Jospin. Nous savons, après ces cinq ans de pouvoir, que le mouvement n'est pas linéaire. Si, sous la contrainte des faits, il a connu des arrêts, les louvoisements, pour autant nous ne saurions consentir à le voir reculer. C'est pourquoi, nous insisterons dans cette contribution, sur ce qui nous semble être fondamental dans la période actuelle.

1) Ne pas se tromper sur le message des jeunes, des cheminots

Le mouvement « étudiants-lycéens » de l'automne 86 a montré à quel point les jeunes étaient méfiants à l'égard de tous les partis politiques, y compris le nôtre. Nous nous sommes félicités de constater que les jeunes reprenaient nos valeurs. Mais, sont-ce ces valeurs que nous avons mises en avant lors de la campagne des législatives 86 ?

La grève des cheminots (avec le débordement des organisations syndicales) comporte la même leçon : méfiance des travailleurs à l'égard des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier. Mais elle montre, par l'absurde, la nécessité pour le patronat, pour le gouvernement – quel qu'il soit – de forces syndicales fortes et représentatives, capables de négocier au nom des travailleurs.

Est-ce notre problème ? Doit-on attendre, l'arme au pied, la problématique recomposition ? Si les salariés ne sentent pas, à Gauche, un projet politique clair de **changement de société**, peuvent-ils faire autre chose que du corporatisme ?

Pourquoi cette méfiance des jeunes, des salariés à l'égard des politiques ? N'avons-nous pas brouillé les cartes avec la notion de « culture de gouvernement », avec l'abandon d'un langage résolument de Gauche, pour bien marquer la différence avec ce gouvernement profondément réactionnaire.

2) Le « compromis social » peut-il être un mot d'ordre unificateur ?

Les mouvements sociaux de ces dernières semaines ont démontré la force du mouvement collectif, oubliée depuis quelques années, mais sur des mots d'ordre négatifs. La notion de « compromis social » inscrite dans notre motion de Toulouse ne peut-elle servir de théorie unificatrice et dynamique pour transformer ces forces contestatrices, ces forces du refus, en forces de propositions, de négociations face au patronat ?

3) Pour cela, il faut un Parti résolument ancré à Gauche

Au travers de prises de positions publiques de certains de nos camarades se trouve posé le problème essentiel des alliances : le président de la République réélu en 1988 dissoudra-t-il l'Assemblée actuelle ou cherchera-t-il une nouvelle majorité au sein de cette assemblée issue des élections de mars 1986 ? Doit-on recommencer comme en 1981 ? Doit-on l'annoncer au risque de lier le Président ? Toutes choses risquées bien sûr !

Mais, a contrario, pense-t-on mobiliser les forces de gauche en annonçant une alliance P.S.-U.D.F. après 1988 ? Car, si certains hommes de Droite ont des états d'âme, lesquels se sont désolidarisés, au moment du vote, des mesures d'Extrême Droite, des pratiques antidémocratiques du gouvernement Chirac ? Pense-t-on, par exemple, gagner la confiance des jeunes en envisageant une alliance avec le C.D.S. dont Monory fait partie ?

Majoritaires à nous seuls à l'Assemblée de 1981 à 1986, nous n'avons pas réussi à transformer profondément la société, faute souvent du soutien populaire. Faut-il alors revenir à des alliances type troisième force dont nous avons déjà constaté les résultats dans les années 60 ? Faut-il donner cette victoire à la direction actuelle du P.C.F. qui se renforcerait rapidement sur les décombres de l'union de la Gauche ?

Alors que les Français découvrent les dangers de blocage du système dus à la « cohabitation » c'est-à-dire à l'application des institutions de la V^e République, alors que depuis le 16 mars commence à émerger la prise de

conscience de ce qui différencie la Gauche de la Droite, allons-nous tuer dans l'œuf cette dynamique en nous reniant ?

Ainsi que l'écrit André Laignel : « La coexistence, ou cohabitation, n'est pas l'annonce d'un progrès des mœurs politiques françaises, elle est un mal, nécessaire sans doute, inévitable à l'évidence, mais un mal. N'ajoutons pas au trouble du fonctionnement de l'État, au frein de l'adaptation du pays que constitue la situation présente, la confusion des idées. »

Comme lui, souhaitons que le Congrès de Lille soit dans la lignée d'Épinay et de Metz.

4) Pour cela, il faut un Parti fort, vivant, qui retrouve le goût du débat.

Il faut des militants qui s'expriment et non de simples exécutants d'une politique pensée par quelques hommes, si prestigieux soient-ils.

Le Parti ne doit pas être une simple machine électorale mais un outil de transformation de la société.

Chaque militant doit être convaincu de sa responsabilité historique. De chacun, de chacune d'entre nous, dépendra l'orientation du Parti en 1987 ! Soit nous resterons résolument ancrés à Gauche, soit nous perdrons notre identité dans un amalgame centriste de circonstance.

Responsabilité historique pour notre pays mais aussi pour l'ensemble du mouvement socialiste. Rappelons-nous l'enthousiasme suscité par la victoire du 10 mai 1981 chez les travailleurs du monde entier. Notre socialisme ne peut être seulement aux couleurs de la France, il est exemplaire pour nombre d'autres peuples. Ayons toujours présente à l'esprit cette dimension internationale de notre combat.

Pour un renouveau de la contractualisation des rapports sociaux

Contribution présentée par Janine PARENT et Pascal BEAU

Les difficultés rencontrées en matière de politique contractuelle depuis la crise économique s'expliquent par la volonté du patronat conforté parfois par l'État dans son souci de préserver « les grands équilibres ». Plus directement, celui-ci agit comme un relais des intérêts économiques des classes possédantes revenues au pouvoir depuis peu afin de maîtriser le prix de revient de la négociation collective.

Le résultat prend la forme d'un blocage du fonctionnement du processus de contractualisation de l'économie et du social. Le constat d'un affaiblissement du mouvement syndical est patent. Il s'opère au profit d'une technocratie d'État toute puissante diluant, en fait, la capacité d'arbitrage et l'autorité de la puissance publique.

Le Parti socialiste se doit d'analyser cette situation et en tirer les conclusions nécessaires pour réaffirmer sa méthode politique et sociale.

Un constat de blocage largement ressenti

Les événements sociaux récents semblent confirmer le diagnostic formulé depuis plusieurs années d'un certain affaiblissement des organisations syndicales qui dépasse la simple régression de leurs effectifs. Il y a par-delà la dispersion des organisations, leur division idéologique, leur hétérogénéité professionnelle et sociale, quasi-impossibilité d'établir aujourd'hui une conscience collective unitaire appuyée sur un effet de masse.

Cet affaiblissement est dangereux pour la vie du pays car la démocratie de délégation qu'est le syndicalisme reste un pilier de la République et du fonctionnement de l'économie.

Le Parti socialiste se doit de considérer cette situation avec la gravité qu'elle requiert. Nul plus que lui n'a autant besoin de partenaires forts, représentatifs, capables de discuter, de négocier, de contracter à tous les niveaux, particulièrement sur un plan national.

L'erreur que nous avons pu commettre a été de considérer, en 1981, comme acquis le soutien inconditionnel du mouvement syndical à l'œuvre réformatrice annoncée par le gouvernement de la Gauche, faisant fi par là même de la complexité des rapports entre l'État et les partenaires sociaux d'une part, et entre notre Parti et ces derniers, d'autre part.

Notre logique politique a souffert de cette situation. Pis, elle a engendré une illusion, celle d'une seule capacité de transformation économique et sociale initiée par une technocratie d'État, omniprésente dans l'action politique aux dépens d'un équilibre des pouvoirs parlementaires et sociaux.

Contrairement à une idée reçue, les conquêtes sociales acquises par une seule majorité politique et parlementaire sont parfois plus faibles dans leur implication que si elles sont le produit de l'action du mouvement social et syndical. La concertation sociale ne se réduit pas à une succession d'auditions de partenaires dans les ministères mais d'abord par une saine et loyale répartition des responsabilités, le respect d'une règle du jeu convenue entre les acteurs économiques et sociaux.

On a vu les conséquences néfastes du blocage des négociations sur le plan salarial lorsque l'État donne le ton, en décidant une augmentation des masses des salaires du secteur public (gonflées par le trop fameux glissement, vieillesse, technicité) calquée sur l'évolution prévisionnelle des prix. La lutte contre l'inflation, cet « impôt des pauvres », fut un succès de la Gauche. Il reste que le problème d'une relance salariale dans sa logique est posé également pour le secteur privé où le patronat se complait à relayer les choix de la puissance publique accompagnés d'une politique d'individualisation des rémunérations.

Désormais, notre pays vit une formidable mutation technique dont nous connaissons le prix présentement, à savoir : un chômage massif, une déstabilisation du droit du travail

Cette évolution est lourde de menaces pour les travailleurs. Il convient de prendre la mesure des défis à affronter et de proposer des objectifs à atteindre, une méthode pour les réaliser.

L'instauration d'accords en vue de définir de nouvelles règles de fonctionnement de l'économie et du social est pour nous indispensable pour le retour à une croissance au profit de tous.

La politique contractuelle ne saurait, toutefois, se satisfaire d'une multiplication d'accords d'entreprise mais doit viser également à embrasser des questions plus vastes.

Le mouvement syndical n'est jamais resté à l'écart de tout ce qui touche à la négociation de la répartition. Cependant, nous savons qu'une certaine logique du contractuel à la base peut aboutir à la déstructuration des organisations. Faudrait-il sous prétexte de complexité de la situation des entreprises retomber dans l'impuissance contractuelle globale en laissant faire les choses au risque de menacer les acquis et les équilibres sociaux ? L'emploi, la durée et les conditions de travail, les problèmes de formation et d'éducation, le devenir de la protection sociale (santé et retraite) sont des enjeux collectifs.

Centrer sur la contractualisation

Le Parti socialiste revendique comme méthode politique la contractualisation des rapports sociaux. Cette méthode a sa logique propre car elle nourrit le processus démocratique. Mieux partager les rôles, responsabiliser les acteurs, inspirent notre orientation profonde. L'État doit assurer une fonction d'arbitrage, de cadrage économique et social, notamment en établissant les garde-fous, les règles nécessaires à l'égalité et à la dignité pour les droits des salariés. Le reste, correspond au champ de la négociation collective.

C'est en cela que nous parlons de compromis social. La politique contractuelle constitue un point d'équilibre, de concrétisation du mouvement prati-

que des forces sociales, à un moment donné et pour des objectifs limités ou globaux.

Ce compromis n'a pas vocation à dépasser, à éteindre l'antagonisme social, ni ne cherche à intégrer les intérêts particuliers et généraux des salariés dans une logique étatique. L'indépendance syndicale assure la permanence de ces intérêts et renforce le processus collectif.

La dimension européenne fait partie de notre champ d'action. La notion « d'espace social européen » contient des potentialités importantes pour l'avenir de la politique contractuelle à une échelle plus large.

Le Parti socialiste ne peut s'engager pour les prochaines échéances politiques sans avoir fait la clarté sur la conception des rapports sociaux.

Les valeurs socialistes

Contribution présentée par Jacques PIETTE et Charles DEPOORTER

Dans la phase actuelle de la préparation du Congrès, cet amendement n'est soumis à aucun vote. Il n'est donc ni une ruse, ni un moyen tactique. Il vise à préciser certaines valeurs socialistes dont la référence publique et répétée sous une forme générale peut cacher quelques confusions.

Les signataires et ceux au nom desquels ils s'expriment, affirment par ailleurs leur adhésion à la contribution du Premier secrétaire. Ils souhaitent que leurs préoccupations soient prises en compte dans la motion soumise au Congrès de Lille.

L'adhésion au Parti socialiste n'est pas un acte conjoncturel et gratuit. Elle n'est pas l'adhésion à un quelconque Parti démocratique, opportuniste ou circonstanciel. Elle implique l'acceptation de ses règles de fonctionnement, de son histoire, de sa vision du monde et de ses objectifs.

Né de la volonté des travailleurs d'être reconnus en classe organisée, notre Parti a pour but final de faire cesser l'exploitation de l'homme par l'homme.

Porteur de la triple synthèse jaurésienne, entre matérialisme et idéalisme, réformisme et révolution, patriotisme et internationalisme, il a pour objectif de transformer la société à cette fin. Naturellement, cette volonté de transformation se heurte aux impératifs de la lutte politique et à des circonstances historiques mouvantes. Les socialistes ont été confrontés à de rudes débats tout au long de leur histoire. Guesde et Jaurès devant l'affaire Dreyfus. Millerand et la participation au gouvernement bourgeois. La Révolution d'octobre 1917. La stratégie de l'Union de la Gauche, le marché et l'économie publique (Congrès de Metz). Aujourd'hui, l'exercice du pouvoir en régime capitaliste, ouvert sur l'extérieur.

Dans aucun de ces débats, parfois suivis de ruptures, nos valeurs n'ont été absentes. Raison de plus pour les évoquer, les préciser quand la Droite nous somme d'y renoncer au nom de la mort des idéologies, au moment même où elle nous inflige la sienne.

Il nous semble qu'aucun socialiste ne peut renoncer à la richesse de notre culture spécifique, tout entière faite de nos luttes, de nos expériences, de nos sacrifices, de nos illusions, et plus généralement de l'activité des hommes et du progrès de leur pensée.

L'ensemble, volontairement schématisé, nous livre une morale dont l'abandon sanctionnerait notre existence en tant que Parti socialiste.

1) L'épanouissement de la personne humaine dans son milieu réclame l'obéissance à la nature, la lutte contre le conformisme et l'accès au savoir. Par nature nous entendons le catalogue des ressources naturelles et la manière de les mettre en valeur, et donc la prise en compte des techniques qui à la fois les économisent et les valorisent, au-delà de toute approche techniciste et réductrice.

La lutte contre tous les conformismes pour une libération des conditionnements sociaux, imposés par une classe dominante, sans les remplacer par d'autres. L'accès au savoir qui ne saurait être soumis au rapport d'offre et de demande.

2) La dignité de l'homme. Au plan collectif le passage au socialisme condamne l'économie de rareté et la soumission aux modes.

Au plan individuel, les libres choix des styles de vie et de consommation en sont le fondement.

3) Un humanisme basé sur les flux de communication et d'échange entre les individus et non sur les défis des taux de croissance entre États.

4) La solidarité, c'est-à-dire la réparation des inégalités inévitables et la recherche de l'égalité des chances pour chacun - hommes et peuples.

5) Une éthique considérée comme une école de participation de l'homme à son destin, quelle que soit la nature de la société du moment. Elle implique ainsi la laïcité de l'État, l'apprentissage des franchises communales, la transformation du statut du travailleur dans l'entreprise, et le refus de l'absolutisme d'État.

6) La tradition qui, sans être essentielle, est un élément de culture, un lien de communication et de compréhension entre le passé et l'avenir, et marque notre adhésion au sens des luttes menées par nos aînés.

7) Un refus du fixisme social et culturel, défini comme l'ambition des hommes d'une génération de définir les cadres de vie des générations suivantes.

Le devenir de l'espèce humaine et les conditions de sa reproduction ne sauraient être enfermés dans des choix individuels soumis aux critères scientifiques et marchands du moment.

Les sociétés évoluent. La référence à la modernisation est un leurre dans la mesure où celle-ci n'est qu'un état transitoire.

8) Une adhésion au perfectionnisme de l'homme, sans illusions mais sans découragement. Même dans ses erreurs, la dialectique de l'histoire plaide pour lui.

9) L'acceptation d'une société ouverte, interdite aux interdits et aux préjugés. Une société d'expression qui n'accepte pas de se laisser condamner sans combattre. C'est dans cet esprit que les socialistes ont pu concilier la Résistance et l'Internationalisme.

Les socialistes d'aujourd'hui privilégient la construction de l'Europe dans cette perspective et la coopération avec les pays en voie de développement.

Dans le même esprit, la Nation doit être préservée et prémunie, précisément parce que la tentation de l'alignement, militaire, policier, est une tentation permanente pour les masses soumises à des rapports de force contraignants.

10) L'acceptation de la critique et de la contestation qui est une garantie de la liberté.

Au-delà de ces principes, nous revendiquons le droit au rêve, à l'utopie, à l'imaginaire, même si nous entendons sans en être épouvantés, le langage de la rigueur, car sur eux reposent les bases d'une création mobilisatrice synonyme du mouvement contre l'ordre imposé.



Planifier, c'est gouverner

Contribution présentée par Jean-Paul PLANCHOU et Didier MOTCHANE

Le Plan est passé de mode en France. Il n'y a pas lieu de s'en étonner. Cette désaffection est un symptôme. Celui d'un malaise social qui permet à l'idéologie libérale d'identifier l'État à l'arbitraire, et le Plan – avec le renfort du contre-exemple soviétique – à la bureaucratie.

En cinq ans de gouvernement, les socialistes n'ont malheureusement pas remis le Plan à sa place. Celle de la démocratie. C'est pourtant en cela que le Plan est irremplaçable. Il est l'expression – et l'instrument – du « vouloir vivre ensemble » de la collectivité.

On sait à quel point le sempiternel débat entre le Plan et le marché trouve rarement les termes justes. Les choix individuels ne peuvent pas – et par définition – ne doivent pas être prévus. Mais ils sont tributaires de contraintes dont il dépend de nous qu'elles soient orientées et modifiées par une volonté collective.

Le Plan : conscience des causes, ignorance des résultats. Le marché : inconscience des causes, expérience des résultats. Il est temps de prendre congé de ces simplismes. Conscience (et donc responsabilité des causes), expérience des résultats (donc épreuve de la liberté) sont les exigences de la raison, de la responsabilité et de la démocratie. Entre le Plan et le marché, longtemps avant qu'il y ait un jour le socialisme, il y a le sens et le bon sens.

S'efforcer de maîtriser l'avenir est le seul moyen de prendre conscience de soi. Le Plan est la mise en forme et la mise en œuvre d'un projet. Il doit donc assurer l'organisation – l'institution du débat social...

Pour dire les choses autrement : dans le monde d'aujourd'hui, en particulier dans la France d'aujourd'hui, planifier, c'est gouverner. La planification démocratique est coextensive – consubstantielle – à une société d'économie mixte. Dans une société de ce type, toutes les entreprises publiques sont et doivent être des entreprises pilotes : d'une part, en ce qui concerne les « relations industrielles », d'autre part, en ce qui concerne leur environnement économique. L'existence d'un secteur nationalisé n'a pas d'autre sens, cette responsabilité le rend, pour une démocratie, irremplaçable. Les nationalisations ne sont pas une cotisation idéologique dont les socialistes se sont acquittés envers leur passé. Ce sont les instruments nécessaires d'une politique industrielle. Mais non pas les seuls.

Le Plan doit tout envisager, mais non pas tout contraindre. Il sera donc sélectif, dans un double sens ; choisir des objectifs, et des actions prioritaires, c'est, non pas exclure, mais leur en subordonner d'autres. Le débat de la planification démocratique qui affronte l'individuel et surtout le corporatif au collectif sera donc fédératif et, dans le double va-et-vient de l'élaboration et de la réalisation, décentralisé.

Plutôt que de la tutelle d'un ministre, les services du Plan doivent relever du Premier ministre, chef du gouvernement. Mais le plus décisif, au niveau de la réforme de l'État, consiste à briser la dictature du budget. Le respect du dogme de l'annualité budgétaire est incompatible avec la planification. Les lois de finances doivent être subordonnées au Plan, ce qui veut dire que les engagements des lois de programmation et de certains grands projets doivent être considérés comme des services votés.

Rassembler à Gauche

Contribution présentée par Sylvain RENARD, Jean-Luc MELENCHON, Didier MATHUS, Bernard FERRAND, Claude PIOU, Michel VERNUS, Jean-Claude DUCHALARD, Charles GAUTHIER, Julien DRAY, Isabelle THOMAS, Renée FREGOSI, Jean-Pierre JULLIARD, Guillaume DUVAL, Gérard VINCENT, Gérard KERFORN.

Ça a craqué aux Philippines et en Haïti, la grande muraille se lézarde, ça bouge à Paris et ça s'étend dans toute l'Europe.

Nous voulions changer la vie et aujourd'hui les vieux mondes sont prêts à changer. Des peuples s'emparent de nouvelles conquêtes sociales pour plus de démocratie et exigent plus de démocratie pour conquérir de nouvelles avancées sociales.

Dans une France que certains croyaient résignée, sinon ralliée au libéralisme, le mouvement étudiant et lycéen a révélé le caractère archaïque et réactionnaire des idées « modernistes ». En faisant reculer le gouvernement, il a réveillé dans d'autres secteurs la volonté d'agir, c'est une chance et un défi pour la Gauche.

La proximité de l'élection présidentielle et les problèmes que pose en permanence la coexistence d'un Premier ministre de Droite avec un président de Gauche font que les ripostes aux mesures de la Droite peuvent s'inscrire comme autant d'offensives participant à la reconquête du pouvoir à Gauche.

Le Parti socialiste qui recueille 80 % des suffrages de Gauche porte la responsabilité d'ouvrir un débouché politique aux luttes sociales. Ce devrait être l'objet du congrès.

Notre contribution ne prétend pas s'exprimer sur tous les sujets qui concernent le parti ; expression collective, elle veut seulement engager le débat dans le parti sur les points qui lui paraissent essentiels dans la perspective d'une victoire aux élections présidentielles.

- la liaison de notre parti avec les mouvements sociaux ;
- une stratégie claire de rassemblement face à la droite ;
- le bilan n'est pas le programme ;
- le socialisme : une idée qui doit faire son chemin.

Le parti des mouvements sociaux

Toutes nos chances de reconquête du pouvoir et de transformations sociales reposent sur notre capacité à nous lier au mouvement social. Dans cette perspective, la bataille parlementaire, quelle que soit la majorité, ne peut suffire.

Elle-même n'est d'ailleurs jamais aussi efficace que lorsqu'elle s'adosse aux luttes sociales.

Le rôle du parti ne peut donc être seulement de produire un commentaire sur l'actualité.



Par milliers, nous sommes, en tant que militants socialistes présents dans l'action et nous y retrouvons une majorité d'électeurs du P.S.

Aussi le souci d'éviter l'accusation de récupération, ne doit pas conduire à abandonner toute expression sur le terrain.

Acteurs et non spectateurs nous devons d'abord être des militants actifs en faveur de l'unité syndicale, qui est le plus souvent la garantie du succès de l'action.

Nous devons être partie prenante des nouvelles exigences se manifestant dans des structures telles que les assemblées générales qui expriment la volonté des travailleurs d'organiser eux-mêmes leur unité et de contrôler les formes et les débouchés du mouvement.

Sans exprimer la remise en cause du syndicalisme, ces structures traduisent la volonté d'associer démocratiquement tous ceux, syndiqués ou non, qui sont partie prenante du mouvement.

Pour les socialistes, l'Europe n'est pas un thème de discours, elle est entre autre un espace de luttes. Déjà, dans d'autres pays d'Europe, des actions ont été engagées pour les 35 heures, elles doivent être reprises par l'ensemble du mouvement européen.

L'Europe des gauches, de ses partis, de ses syndicats doit peser sur l'Europe des nations pour la réduction massive du temps de travail.

Face à la Droite : la clarté

Le président Mitterrand a montré que la coexistence n'est pas la collaboration avec la Droite. Continuons à faire de même.

La reconquête d'une majorité de gauche est notre objectif et l'union des forces populaires notre méthode pour y parvenir. Bien sûr il faut une nouvelle fois contraindre la direction du Parti communiste à être dans le camp de la Gauche. Mais il s'agit surtout de savoir agir pour être les représentants politiques reconnus des acteurs des mouvements sociaux. Il faut faire corresponsabilité majorité sociologique et politique dans le pays.

Il est donc essentiel que nul ne puisse douter de notre détermination. Cela exclut toute alliance avec l'une quelconque des variétés de nos adversaires de droite.

Imagions l'effet sur la jeunesse d'une alliance entre notre parti et le C.D.S. de Monory !

Au lendemain d'une victoire électorale, comme en 1981, l'Assemblée nationale devra être dissoute pour marquer notre volonté de rompre avec la politique de l'actuelle majorité.

Revenus au pouvoir, nous devons aussi démocratiser les institutions et notamment rétablir un scrutin proportionnel équitable.

Le bilan n'est pas le programme

Notre excellent score aux législatives ne doit pas nous faire oublier que le 16 mars fut une grave défaite de la Gauche. Il ne doit pas masquer notre part de responsabilité dans la déception provoquée par la Gauche au pouvoir.

Il est donc indispensable pour le parti de faire l'examen détaillé de la politique que nous avons menée lorsque nous étions au pouvoir. Il faut en tirer les leçons pour la période où nous retournerons au gouvernement du pays. **Pour nous le bilan n'est pas le programme.**

Notre solidarité avec le gouvernement de gauche hier ne valait pas approbation des compromis que notre incapacité à évaluer correctement et à inverser le rapport de force avec la Droite, lui imposait.

Le socialisme : une idée qui fait son chemin

Le rapport de force défavorable à la Gauche, la pression des idées libérales à la mode ont conduit à trop de concessions de langage et d'idées. Renouons avec une conception socialiste de la société, plus globale, plus soucieuse des principes qui fondent notre identité.

Les mouvements de cet automne ont montré que les exigences d'égalité des droits, de solidarité, sont profondément ancrées dans la vie quotidienne

et la culture de notre peuple. Disons clairement qu'elles induisent un modèle de société qui tourne le dos à la logique du profit.

Être socialiste aujourd'hui, c'est lutter pour la justice sociale et l'extension de la démocratie.

La justice sociale est une aspiration profonde des travailleurs et une valeur fondamentale de toute la Gauche. La plus forte croissance possible est nécessaire car, elle seule, peut permettre d'améliorer d'une manière décisive la situation de l'emploi et donner des moyens substantiels de réduire les inégalités sociales. Pour autant, une croissance faible ne saurait servir d'alibi au maintien des privilèges. N'oublions pas non plus que la croissance que nous souhaitons est une croissance différente de celle que le capitalisme a conduite dans les années 60. Nous refusons le saccage de l'environnement, l'utilisation irréfléchie des matières premières et l'exploitation sans vergogne du tiers monde. La prospérité de notre pays ne saurait se construire sur la misère d'autres peuples.

L'extension de la démocratie, c'est l'extension des droits des travailleurs dans l'entreprise mais c'est aussi l'extension des droits de tous les citoyens et donc la priorité donnée à la volonté collective de s'exprimer et d'agir dans tous les domaines de la vie publique et économique du pays. C'est d'ailleurs à cette seule condition que les droits de l'individu et son épanouissement réel peuvent être garantis. Notre exigence morale de la liberté de l'individu ne s'exprime-t-elle pas, en particulier, dans l'engagement collectif et politique.

La planification démocratique, instrument nécessaire de la maîtrise par un gouvernement de gauche de sa politique économique, est aussi et surtout l'affirmation des droits du citoyen dans un domaine où il n'en a aucun dans la logique libérale.

L'indépendance de la France est nécessaire à l'extension de la justice sociale et au développement de la démocratie mais face aux empires qui dominent le monde, la France ne peut résister seule. La construction d'une Europe indépendante est nécessaire.

L'indépendance de la France n'est pas seulement l'indépendance militaire, c'est aussi la possibilité pour les Français de maîtriser collectivement leurs choix économiques et idéologiques. C'est au fond le refus d'un partage du monde qui placerait la France, pour l'éternité, dans la sphère capitaliste.

Le réalisme aujourd'hui : le socialisme

A l'échelle de la planète comme à celle de la France, le système capitaliste rebaptisé libéral dans notre pays génère dans le même temps la surproduction alimentaire, des zones de pauvreté dans les pays développés, la famine et la guerre dans le tiers monde !

Au lieu de mettre les progrès des sciences et des techniques au service de la collectivité et des hommes qui la composent, il alimente le chômage au fur et à mesure des gains de productivité. Quelle perspective ouvre-t-il à la jeunesse ?

Ce système ne peut durer qu'en exploitant et en excluant toujours davantage au bénéfice d'une minorité.

Les chantres de l'individualisme et les détracteurs du collectif fournissent l'habillage idéologique d'un système qui précisément broie et marginalise les individus.

Le capitalisme a disposé jusqu'à aujourd'hui d'un atout considérable : la perversion stalinienne du socialisme dans les pays de l'Est. Dans ces pays les exigences de démocratie et l'aspiration à un socialisme authentique grandissent ; ceci a des chances de peser lourd dans la prochaine décennie.

Face à ces réalités et après dix mois de pouvoir de droite, il apparaît combien est d'actualité notre déclaration de principes, quand elle affirme :

« Le Parti socialiste affirme sa conviction que la libération de l'homme ne dépend pas seulement de la reconnaissance formelle d'un certain nombre de droits politiques ou sociaux, mais de la réalisation des conditions économiques susceptibles d'en permettre le plein exercice. Parce qu'ils sont des démocrates conséquents, les socialistes estiment qu'il ne peut exister de démocratie réelle dans la société capitaliste. C'est en ce sens que le Parti socialiste est un parti révolutionnaire. »



Quels objectifs pour l'éducation

Contribution présentée par Jean-Pierre SUEUR, Jean-Pierre BOLLE, Gérard COLLOMB, Didier CHOUAT, Daniel CHOLLEY, Michel DAVID, Sylvie FRANÇOIS, Jacques GUYARD, Christian JOIN-LAMBERT, Gérard LINDEPERG et Franck SERUSCLAT.

Le service public d'éducation, qui a rempli des fonctions irremplaçables pour le développement de notre pays doit voir ses missions fondamentales au service de notre société, des citoyens et notamment de la jeunesse, confirmées et adaptées aux nécessités de notre temps et de l'avenir.

La situation

Le problème le plus préoccupant pour la société française est sans doute le chômage. Si ce mal concerne aujourd'hui l'ensemble des pays développés, c'est dans notre pays qu'il touche le plus durement les jeunes et notamment ceux dont la formation est la plus faible. La tendance est de faire travailler les plus performants pour améliorer la compétitivité, comme en témoigne l'élévation des niveaux d'emploi : pour beaucoup d'employeurs, le plus bas niveau d'embauche est maintenant celui de technicien supérieur. De plus, à tout niveau, la sortie se fait moins souvent avec une formation réussie qu'après un échec plus ou moins grave, accompagné d'un sentiment de dévalorisation : cela ne prépare pas les jeunes à croire en leurs chances, à être autonomes, à prendre des responsabilités. On peut craindre qu'on aille vers une société non seulement partagée entre concepteurs et exécutants, mais surtout avec une proportion importante d'assistés sélectionnés négativement au terme de leurs études : une telle évolution présenterait des dangers considérables.

Le fonctionnement actuel de l'école se prête à cette fracture : 12 % d'une tranche d'âge sort sans aucune formation ni capacité d'insertion sociale, 40 à 50 % avec des formations de niveau insuffisant pour les besoins d'un pays moderne et compétitif. L'égalité de tous devant le travail passe à la fois par l'élévation générale du niveau moyen des formations et par une meilleure adaptation de celles-ci. Les programmes et contenus de formation sont en effet pensés davantage en fonction des traditions des disciplines qui cherchent à se renforcer que des besoins de la société. Aux plus hauts niveaux de qualification, la pénurie d'enseignants aujourd'hui constatée dans les secteurs scientifiques et techniques est révélatrice d'un mal plus profond : notre pays manquera prochainement de cadres formés dans ces domaines. Le retard pris en matière de formation par rapport aux autres puissances industrielles, s'il n'est pas rapidement comblé, nous conduira vers la régression sociale et économique.

Les objectifs

Il faut d'abord rééquilibrer quantitativement les niveaux de sortie. De ce point de vue, l'objectif que 80 % d'une classe d'âge atteigne un niveau comparable à celui du baccalauréat est donc nécessaire et raisonnable. Encore faudra-t-il se préoccuper des autres 20 %.

Mais cet objectif est extraordinairement difficile à réaliser : actuellement, moins de 40 % parviennent à ce niveau. Or les bacheliers de l'an 2000 sont déjà entrés à l'école. Il ne s'agit pas seulement du nombre de lycées à construire, du nombre de professeurs à recruter. **Il s'agit de passer d'un système qui trie ceux qui lui conviennent à un système où tous trouveront une formation efficace.** Il est nécessaire, à tous les niveaux d'améliorer le rendement du système éducatif en luttant contre l'échec. Rendre l'Éducation nationale plus efficace c'est surtout diminuer la proportion des « rejetés » et cet effort doit bénéficier en priorité à ceux qui échouent le plus précocement.

Former davantage d'élèves au niveau du baccalauréat doit permettre d'augmenter massivement le nombre des étudiants. Doubler le nombre des diplômés issus de l'enseignement supérieur est le second objectif qui doit permettre à notre pays son maintien au sein des grandes puissances industrielles.

D'autre part, il faut aménager les sorties, en posant trois principes :
– éviter les sorties en cours de cycle ;
– la formation générale (c'est-à-dire sans visée professionnelle directe) doit être suivie d'une formation professionnelle débouchant réellement sur des emplois ;
– aucune formation ne doit être une impasse, c'est-à-dire qu'elle doit permettre une poursuite d'études pour une partie significative de ceux qui l'ont suivie. **immédiatement ou en formation continue.** Il faut en finir avec la logique du tout ou rien qui veut que sortant sans diplôme, l'élève ou l'étudiant est censé sortir sans aucune connaissance du système éducatif et doit reprendre à zéro s'il veut se former à nouveau.

Des données

L'influence de l'origine sociale : dès le cours préparatoire, apparaît un retard des enfants issus de milieux modestes ; au collège, 95 % des enfants de cadres supérieurs entrent en quatrième, mais 57 % de ceux des ouvriers. Ces disparités s'aggravent au cours des orientations successives : trois enfants de cadres supérieurs sur quatre atteignent le niveau du baccalauréat, mais seulement un enfant d'ouvrier sur cinq. Or on sait bien qu'il n'y a pas de fatalité en ce domaine.

Un système qui reste trop exclusivement fondé sur l'élitisme : de la maternelle à l'Université, il est largement organisé pour placer les élèves les mieux adaptés dans les meilleures conditions de progression afin d'assurer non pas la progression de tous, mais la sélection des « meilleurs ».

Des grandes disparités géographiques : au moment où se met en place la décentralisation on observe de très grandes disparités entre les régions. Sans tenir compte de la situation singulière de Paris, le taux de bacheliers par tranche d'âge varie de un à deux entre les académies et la proportion d'étudiants de un à quatre.

Les acquis de la psychologie et de la pédagogie largement ignorés par l'école, par exemple, on ne peut brûler les étapes du développement intellectuel, qui s'effectue à des vitesses différentes selon les individus.

Il en résulte que la précipitation et le gavage provoquent l'échec irrémédiable de ceux qui sont les plus lents dans leur développement et c'est un énorme gâchis humain et financier. D'ailleurs, en s'attaquant aux difficultés qui provoquent l'échec d'un certain nombre de jeunes, on améliorerait en fait la formation de tous, qui est souvent superficielle et mal digérée, même chez ceux qui réussissent.

Une part insuffisante des ressources de l'État consacrée à la formation et à la recherche scientifique : pendant la fin de la période de croissance économique et au début de la crise, la France, contrairement à d'autres pays comparables, n'a pas su donner à sa politique de formation et de recherche la priorité nécessaire. Une politique de redressement a été engagée de 1981 à 1986, sa remise en cause aujourd'hui réduit une politique volontariste en politique incantatoire. Augmentation des moyens et amélioration du rendement du système éducatif doivent être étroitement corrélées dans le cadre d'une **programmation** à moyen terme.

Entre 1981 et 1986

Les gouvernements de gauche ont pris un certain nombre de mesures allant dans le sens des objectifs précédents : zones d'éducation prioritaires, rénovation des collèges, action en faveur des jeunes sans qualification ; évolution du rôle, de la pédagogie et des formations des lycées profession-



nels ; développement des classes passerelles et création du baccalauréat professionnel, élaboration d'une loi programme sur les enseignements techniques et technologiques ; introduction des nouvelles technologies ; professionnalisation de l'enseignement supérieur et efforts sur l'efficacité de son premier cycle ; rapprochement avec les entreprises. De plus, à partir du constat que les nécessaires transformations ne pourraient réussir que par l'initiative locale, a été amorcée une « nouvelle donne », allant vers davantage de responsabilité des établissements et développant les relations contractuelles aux divers niveaux.

Si tout cela était nécessaire, il est évident que cela n'était pas suffisant et que ce qui reste à accomplir est considérable.

Lignes d'action

De nombreuses modifications de structures sont indispensables mais il faut au préalable accentuer l'effort de rénovation lancé en 1981 et mettre en cohérence l'ensemble du système éducatif au profit d'objectifs communs à tous les cycles de formation.

1) Tenir compte de la diversité des élèves, en acceptant que des rythmes différents et des voies différentes puissent conduire aux mêmes objectifs de formation. Car l'uniformité du moule mène à l'échec ceux qui ne peuvent s'y couler, c'est la leçon du collège unique ; mais inversement, la diversification des voies provoque ségrégations et impasses si ces voies ne conduisent pas aux mêmes débouchés, c'est la leçon de l'histoire de l'enseignement professionnel.

Cela signifie par exemple :

- à l'école primaire, lutter contre la précipitation qui provoque l'échec de ceux qui sont les plus lents dans leur développement ; en particulier allonger les cycles où sont acquis les apprentissages fondamentaux ;
- remplacer les redoublements par l'instauration de cycles à durée variable, et d'années raccords à l'articulation de deux cycles ;
- faire un effort spécifique pour les classes qui permettent aux élèves de remédier à un échec préalable (4^e et 3^e technologiques, seconde spéciale, première d'adaptation) ; ainsi, l'enseignement technique et professionnel changerait en partie de but ; il s'agit moins de préparer directement à des professions qui sont en évolution et demandent des niveaux plus élevés que de devenir une voie alternative de réussite ;
- mieux adapter l'enseignement supérieur à la diversité grandissante des jeunes sortant de l'enseignement secondaire. La mise en place de filières nouvelles et évolutives exige des universités véritablement autonomes, bien insérées dans leur environnement et pluridisciplinaires ;
- pour les élèves les plus en difficulté entre 14 et 18 ans étudier une voie moins uniquement scolaire, en s'inspirant des stages 16-18 ans les mieux réussis et de l'opération « nouvelles qualifications ».

2) Clarifier les objectifs de formation des divers cycles et envisager les contenus d'enseignement qui permettent de les atteindre.

Or cette question des contenus, des programmes est véritablement « tabou » ; on n'en parle sérieusement qu'entre spécialistes et on se soucie alors de défendre les disciplines. Il faut avoir le courage de dire :

- que beaucoup de savoirs et de méthodes actuellement enseignés ne sont pas ceux qui sont adaptés au monde d'aujourd'hui ;
- qu'on ne formera pas avec succès la quasi-totalité des jeunes avec les contenus actuels, adaptés à la réussite d'une minorité ;
- qu'il y a une limite à ce qui peut être réellement acquis en un temps donné et qu'il faut sortir de la course actuelle.

Il faut organiser une réflexion sur les objectifs pédagogiques et les contenus des différents niveaux d'enseignement, pour adapter l'école au monde d'aujourd'hui et de demain ; et en attendant le résultat de cette réflexion, diminuer immédiatement les programmes trop lourds (moins d'ambition pour plus d'exigence).

En particulier, on devrait définir un bagage minimal que l'école doit permettre à chacun de posséder, ce qui veut dire que chacun a le droit de revendiquer les moyens d'y parvenir (ainsi serait renversée la notion d'obligation scolaire de l'individu, en termes de durée, en une obligation de l'école en termes de résultat) **et compris par un retour en formation initiale.**

3) Responsabiliser tous les acteurs de la formation

C'est une erreur de croire à la réforme de l'école à partir d'une seule impulsion centrale. Le système éducatif est infiniment trop complexe et trop

long à modifier pour cela. Ce serait pourtant une erreur aussi forte de croire résoudre ces problèmes par une mise en concurrence et une autonomie totale des établissements. Ce qu'il faut au contraire, c'est réussir la décentralisation engagée en favorisant la souplesse nécessaire, en faisant confiance à une démarche contractuelle pour **donner au service public de l'éducation sa vraie dimension locale.**

A cette fin, tous les acteurs de la formation doivent s'en sentir responsables.

Les élèves d'abord. Si les objectifs à atteindre à chaque niveau étaient clarifiés et s'ils étaient accessibles à tout élève, on pourrait en faire un contrat à remplir. Ils doivent progressivement devenir les premiers responsables de leur orientation et de leur formation.

Les parents ensuite qui sont les premiers comptables de l'avenir de leurs enfants. Il faut prioritairement améliorer leur information pour en faire des partenaires à part entière et leur permettre d'être, avec les élèves, véritablement responsables des choix de formation.

Mais les autres acteurs du système éducatif aussi. L'objectif que l'État assigne à tout établissement d'enseignement c'est de faire réussir l'ensemble de la population dont il a la charge. Et ici aussi, il peut y avoir contrat, à condition qu'il existe une marge d'autonomie en termes d'horaires, de contenus, de méthodes.

Enfin, si l'école conserve un rôle majeur dans la scolarisation des jeunes, elle n'est plus l'unique lieu où s'accomplissent éducation et instruction. L'enfant et l'adolescent se forment partout où ils vivent. Les différents lieux de vie des jeunes sont donc complémentaires, les différents partenaires qui interviennent dans ces lieux doivent donc s'associer pour faciliter la formation globale des jeunes. Il convient donc de mieux associer l'école et ses partenaires (associations péri- et post-scolaires, parents, collectivités locales, entreprises, médias, administration...) pour assurer une meilleure complémentarité des activités, tout en préservant l'espace d'autonomie et de liberté nécessaire à chaque jeune.

4) Revoir la formation et les obligations des enseignants

Pour le second degré en tout cas, les enseignants sont d'abord formés et intéressés à une discipline. On ne progressera pas sans introduire dans la formation initiale des notions de didactique ainsi que des connaissances psycho-pédagogiques et sociologiques, ni sans développer dans le même sens leur formation continue, notamment sur les résultats obtenus dans la lutte contre l'échec scolaire (dans les ZEP par exemple).

On ne progressera pas non plus sans revoir les procédures de recrutement, sans redéfinir les obligations de chacun et sans mettre en place un système qui valorise la prise en charge des élèves les plus en difficulté par les enseignants les mieux qualifiés. Cela signifie de profondes réformes dans l'évaluation et la progression des maîtres. La réussite passe par la mobilisation de l'ensemble de la communauté enseignante. Pour cela il faut refuser tout ce qui a tendance à la déchirer et refuser le maintien ou la restauration de pratiques hiérarchiques obsolètes (cela vaut bien évidemment aussi pour l'enseignement supérieur). Les enseignants souhaitent une école plus performante et une revalorisation de ses missions.

5) Repenser les rythmes scolaires.

Les rythmes scolaires constituent un autre « tabou » de l'école. Horaires trop lourds, mauvaise répartition des enseignements, déséquilibre de l'année scolaire amplifient les effets négatifs de contenus inadaptés. Les réformes nécessaires sont profondes, refusant les démagogues, elles doivent obligatoirement s'appuyer sur une analyse sérieuse des capacités de travail des élèves.

6) Promouvoir une véritable politique d'information et d'orientation

Dans l'enseignement secondaire l'orientation doit avoir pour but de permettre la progression de tous et d'éviter au maximum les rejets.

Dans l'enseignement supérieur, si toute forme de sélection sociale est *a priori* intolérable, il faut également refuser certaines pratiques de régulation existantes plus ou moins occultes.

7) Associer l'opinion publique par une information vraie, pour faire comprendre la nécessité de mieux réussir la formation de tous et le caractère indispensable du changement, pour communiquer les acquis sociologiques et psycho-pédagogiques, pour expliquer les contraintes de gestion, en vue de susciter l'effort de tous les acteurs.

D'une manière générale, il faut donc prolonger le débat sur l'école dans l'opinion publique et non le fuir comme la Droite vient d'en faire la démonstration.



Renouer pour inventer

Contribution présentée par Eugène TEISSEIRE, Claude BARBEROUSSE, Paul CORBIER, Bernard FERRAND, Ange PANTALONI, Francis GIOLITTI, Jean EUDES et François REBSANEM.

Un vieux conflit

La longue histoire des partis socialistes est faite de la permanence du conflit entre subordination de la pensée à l'acte et prédominance de la théorie sur l'œuvre. Lutte indécise faisant alterner périodes d'inversion des rapports de forces, d'apparents apaisements et de totales divergences. La chronique en reste à écrire car elle pourra permettre un autre regard sur la mêlée confuse de courants traversés eux-mêmes par ce débat qui souvent occulte l'essentiel, c'est-à-dire que, malgré l'évolution des sociétés et l'apparente progression de leur complexité, ce qui les compose profondément est constant et donc sont durables les idées qui en permettent la compréhension.

Actuellement est inlassablement posée cette question : y a-t-il absence ou réalité de différences entre Gauche et Droite ? Et l'existence des marges, qui ne sont ni le centre ni le marais mais des zones de recouvrement, ne fait que compliquer la réflexion. En outre l'activité d'un gouvernement de Gauche a démontré que ces zones peuvent, à certains moments, envahir la sphère du pouvoir.

Mais il s'agit d'une fausse question car tout n'est que la constante opposition gramscienne du vieux et du neuf, du mouvement et de l'immobilisme. Cependant il arrive parfois que pensées conservatrices et révolutionnaires s'interpénètrent, alors il n'y a pas cassure mais évolution. Cela peut être le signe d'un réel progrès, cela peut être un moyen pour la droite de contenir la pression et d'accepter un recul qui parfois n'est que provisoire.

Il est indispensable d'accroître les droits sociaux, de faire progresser les bas revenus, d'améliorer les conditions de vie. Mais, est-ce un hasard si la reconnaissance tant attendue des bénéficiaires est si décevante ?

La Gauche et l'histoire

La Gauche n'évolue bien que dans l'histoire, car celle-ci ne retient que les ruptures profondes et irréversibles ; on peut inverser le postulat en énonçant que c'est par sa volonté d'être dans l'histoire, en agissant sur le profond et l'irréversible, que la Gauche trouve sa raison d'être.

On doit s'interroger sur ce que la Gauche sut accomplir, entre 1981 et 1986, de profond et d'irréversible, et à quel moment elle entra définitivement dans l'histoire. La réponse risque de se faire attendre mais cette attente est aussi un moyen de comprendre la confusion qui règne à gauche.

En agissant sur le durable, en ne se contentant pas de l'immédiat et du conjoncturel, de l'adaptation de l'existant, la Gauche ne court pas le risque de se perdre en oubliant la vigueur de l'idée et de servir de force d'équilibre à une droite perpétuellement dominante et armée d'une pensée constante.

Terrorisme anti-idéologique

Actuellement règne soit une terreur de l'idéologie, soit un terrorisme anti-idéologique. Le sommet semble atteint quand est évoquée la nécessité de fonder les valeurs sur la réalité, faute de quoi elles pourraient se réduire à une idéologie, vision abstraite et déformée du monde. C'est nier le fait qu'il n'est pas de groupe social, de nation, qui ne doive la permanence de son existence à une philosophie.

La Droite fut élue en mars 1986 sur un programme fort de deux thèmes idéalement conservateurs : la sécurité et l'ultralibéralisme. Il lui a suffi de faire croire qu'il devenait urgent de maintenir l'ordre public et la stabilité de l'économie et, aux turbulences apportées par la Gauche, d'opposer le *statu quo ante*. Ceci n'est pas une nouveauté mais le reflet de la permanence des idées conservatrices et le signe de la persistance de leur force.

Toutefois il est faux de dire que la France a glissé à Droite, qu'elle refuse

tout mouvement. Elle est prête à l'accepter si une pensée s'appuyant d'abord sur une notion d'égalité le structure, l'anime et le justifie.

Pourtant la Gauche, imprégnée d'une vision quasi exclusivement stratégique, se réfugie dans le flou de la pensée et continue de s'enfermer dans le ponctuel et le conjoncturel.

Un autre langage politique

Toute politique se révèle par son discours, mais celui-ci se brouille quand les modalités de la parole sont obscurcies par les glissements sémantiques et la mutation des concepts, soit réellement, soit apparemment. L'ampleur et la rapidité de la communication entraînent un perpétuel bouleversement du langage, l'avalanche des mots et la rapidité de leur transmission frappe tout de vieillissement dans l'instant. Il faut donc procéder à une remise en cause du langage politique, tout en s'adaptant à son évolution ultérieure. Tâche immense mais indispensable car elle doit permettre l'émergence d'un vocabulaire nouveau apte à prendre en compte le réel.

Socialisme et analyse marxiste

Derrière toute idée du socialisme se profilent souvent les erreurs commises au nom du marxisme. Celui-ci est-il adapté à notre temps et à notre espace ?

L'image des sociétés politiquement figées du système soviétique le rend inquiétant, les luttes révolutionnaires du Tiers-Monde effrayent car elles se réclament de lui mais n'ont souvent pas d'autre moyen que la lutte armée, les partis communistes européens s'enfoncent, à l'exception d'un seul, dans l'irréalisme, l'incohérence et le déclin. Cette triple image est le double épouvantail du discours politique, pour la Droite c'est le meilleur des repoussoirs, pour la Gauche la peur de l'assimilation rend tous les reniements justifiables.

Là aussi il convient d'en revenir aux origines. L'analyse faite par Marx est-elle de ces philosophies qui dépassent les lieux et les instants ? La société française contemporaine peut-elle être examinée à travers elle ? Y a-t-il toujours des classes sociales ayant des intérêts antagonistes ? Les processus économiques sont-ils toujours générateurs des déterminations politiques ?

La politique de classe menée par la Droite depuis qu'elle est au pouvoir apporte la meilleure réponse possible à ces questions.

Ruptures et droit

Affirmer que l'idée prime l'action et que seule l'action historique est révolutionnaire suppose de trouver le mode de l'action.

Tout ce qui fut rupture ne le fut véritablement et durablement que sur la base du droit ; droit à la démocratie ou à l'enseignement, droit aux congés ou à la santé furent, plus que des changements, de véritables révolutions.

Mais le droit n'est élément de rupture que s'il s'accompagne d'un environnement économique et social lui permettant d'évoluer de la notion d'autorisation individuelle à celle d'engagement collectif. Les vraies révolutions sont nées du droit mais dans la mesure où furent jointes la possibilité personnelle et l'obligation sociale appuyée par des mesures économiques adaptées et des mécanismes de contrôle. Toujours une régulation et une redistribution par la puissance publique, certes, car il faudrait citer une seule des ruptures qui ait pu s'accomplir autrement, n'en déplaise aux partisans du désengagement de l'État.



Déborder la stratégie

L'accusation va venir aussitôt ; en assurant une primauté aux idées on tombe dans le sectarisme, en pensant d'abord à l'histoire on plonge dans l'utopie. Continuer à privilégier la stratégie c'est soit aller à un échec soit prendre le risque d'un succès ambigu qui ne pourrait, à terme que renforcer la Droite. Déborder la stratégie par l'idéologie ne rendra pas une nouvelle victoire plus difficile mais en permettra une exploitation différente.

Il serait tellement plus facile de rester dans le flou et d'espérer que l'alchimie propre de l'élection présidentielle opérera la recombinaison de l'électorat.

Rien n'est plus dangereux pour un parti, surtout quand il ne peut raisonnablement espérer assurer seul une majorité, que de perpétuer un tel vide. L'allié naturel s'écarte chaque jour un peu plus tandis que l'équivoque laisse planer le doute sur un accord éventuel avec des partis dont rien ne dit qu'ils y sont prêts et qui, si cela était, mettrait le Parti socialiste dans la situation classique d'une fausse dominance prisonnière d'une force d'appoint.

Il convient certes de procéder à la reconquête de l'opinion, mais bien avant les échéances électorales. C'est la vigueur de quelques idées qui créera les réflexes d'inclusion et d'exclusion autour desquels se reconstituera un électorat de gauche, c'est par elles que le Parti socialiste trouvera de nouveaux supports et pourra conclure avec ses seuls alliés possibles de nouveaux accords.

Les phénomènes d'exclusion

Toute société secrète ses phénomènes d'exclusion et la nôtre n'est pas plus innocente, en ce domaine, que celles qui la précèdent ou l'entourent ; or c'est surtout le refus de l'exclusion qui fonde la pensée socialiste.

L'action politique la plus souvent liée à la pression sociale et à l'action syndicale en a fait disparaître certaines et en a diminué d'autres, mais il en demeure et de considérables, variables en intensité et en parts de population qu'elles touchent.

L'exclusion du droit au travail frappe dix pour cent des actifs et elle est absolue car elle met en cause le droit à la survie ; l'exclusion de la participation à la gestion maintient la quasi-totalité des salariés dans un état de dépendance ; la pauvreté culturelle est le sort de la majorité et interdit les grandes mutations que notre temps rend possibles.

Toutes ces exclusions sont inacceptables pour qui se veut socialiste ; elles sont insupportables pour ceux qui les subissent et ne peuvent accepter l'attente de solutions hypothétiques et les promesses d'un avenir d'autant meilleur que lointain.

Quelques lignes directrices

Que faire en l'occurrence ? Deux solutions semblent possibles, soit un vaste projet de société, charte d'un monde futur autorisant toutes les espérances, soit un programme annonçant des mesures précises. On a pu voir comme les projets de société sont vite oubliés et combien les programmes s'entachent plus des promesses non tenues que de celles qui sont respectées.

Ce sont quelques lignes directrices qu'il convient de définir en les appuyant sur la création de droits nouveaux. Parmi eux il est urgent de dire ce que serait un véritable droit au travail.

Le travail est la seule marchandise solvable détenue par la plupart et donc leur seul moyen de survie ; quand ils ne peuvent l'utiliser, par distorsion du marché ou par inadéquation à celui-ci, la société doit assurer cette survie par un moyen qui n'est ni un système d'assurance mutuelle ni une formule d'assistance mais par la mise en place d'une masse financière suffisante à assurer l'existence des exclus du travail en liant exclusivement cette mesure à la formation et à l'insertion dans la production.

L'autogestion est la seule voie permettant de sortir du libéralisme sans tomber dans la rigueur d'une planification bureaucratique, le mot lui-même est le grand oublié de cette période, aucun des mécanismes en rendant l'expérimentation possible n'a été seulement envisagé. C'est pourtant, par excellence, un des droits nouveaux que les socialistes doivent absolument créer.

C'est Malraux qui disait que la culture devrait être, un jour, gratuite comme l'enseignement. Ceci ne signifie nullement la gratuité de l'acte créa-

tif mais le retrait de la plus grande part de la culture du système marchand et son introduction dans un mécanisme qui ne subisse ni la loi de l'argent ni la rigueur d'une culture officielle. C'est certainement une des démarches les plus difficiles qui soit, mais elle est aussi celle qui peu conduire aux transformations les plus importantes.

A cela, trop facilement, on opposera le procès de l'utopie ; c'est ce qui fut énoncé pour toute rupture profonde, au nom de l'équilibre économique et de la stabilité de la société. C'est oublier qu'aucune des grandes mutations ne détruit l'économie.

Notre société est celle d'utopies réalisées, il convient d'en faire naître de nouvelles, sans attendre que la croissance en permette l'usage et sans remettre en cause les acquis sociaux.

Pouvoir politique et révolution

Toute volonté de rupture suppose une appréhension du pouvoir dans sa réalité autant que dans sa complexité, car gouverner pour opérer des changements véritables est un acte complexe qui suppose de refuser l'illusion du compromis entre classes antagonistes tout autant que de s'assurer d'une adhésion rendant tout retour en arrière impossible.

Tout pouvoir est, par essence, politique, mais il n'est pas toujours figé dans le cercle de l'État, il peut se déplacer.

S'agissant de l'enseignement, à deux ans d'écart, l'histoire se répète, le pouvoir sort des ministères et des assemblées pour agir dans la société. Mouvements éminemment politiques, et donc portés par des idées fortes.

En revanche, la Gauche, en nationalisant sans opérer autre chose qu'un transfert du pouvoir de quelques agents économiques à un système administratif, et sans instaurer une notion nouvelle de la propriété des moyens de production ainsi que d'autres conditions de gestion, n'a soulevé aucune adhésion parmi les travailleurs concernés. Les dénationalisations se passent donc sans trouble et sans remous.

Il ne s'agit pas de tomber dans l'illusion dangereuse et peu innocente de la séparation entre société politique et société civile mais de savoir que, au-delà des péripéties électorales, c'est la dialectique entre pouvoir élu et pouvoir des masses qui rend les changements historiques possibles et permet des ruptures irréversibles.

Toutes ruptures se firent par le droit, toutes furent d'abord jugées impossibles et irréalistes. Notre tâche est d'en provoquer de nouvelles mais auparavant d'apporter la preuve du possible et du réalisme.



PS info

LE POING ET LA ROSE/SPECIAL RESPONSABLES

Hebdomadaire officiel du Parti socialiste.

Abonnement annuel ordinaire : 200 F.

Abonnement à prix réduit pour les membres des commissions administratives des sections : 60 F par an.

Les abonnements doivent être souscrits à « PS INFO », 10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07 (chèque à l'ordre des Nouvelles Éditions de l'An 2000).

IMPORTANT : dans chaque section, le secrétaire de section, le responsable de l'Information des Militants et le responsable de la Propagande, ont, tous les trois, droit à un service gratuit de PS INFO. Leurs demandes doivent être adressées à leur fédération (en mentionnant pour chacun, le numéro d'adhérent) qui les regrouperont et les transmettront au National.



Écologie et socialisme en Europe

Contribution présentée par Bernard MORIN, Guy POIRIER, Jacques SALVATORE, Yves TAVERNIER, Philippe BENANT, Laurent COMBAUD, Catherine DEBBUIRE, René DEVOUÉE, Vincent EBLÉ, Henri GRABNER, Richard MASSON, Michel PACHKOFF, Richard POGLIANO, Joël RENOUE et Thierry ROGELET.

De 1981 à 1985, les socialistes ont montré qu'ils savaient prendre en compte les contraintes inhérentes à la gestion d'un grand pays moderne. C'était important. Était-ce suffisant ?

Sur le terrain des idées, la Droite trouvait le champ libre. A Gauche, l'espoir né du 10 mai retombait d'autant plus vite que le P.S., comme embarassé d'être devenu le parti du gouvernement, dégageait peu de perspectives mobilisatrices, réduisant ses militants au rôle de spectateurs d'une gestion sur laquelle ils ne pouvaient avoir de prise.

Depuis la défaite électorale de mars 1986, les choses ne se sont guère améliorées de ce côté. La Gauche n'a toujours pas retrouvé ce souffle, cette détermination, cette espérance qui avait forcé la victoire de 1981.

Les outrances mêmes du gouvernement Chirac, favorisent cette léthargie de la pensée. Il n'est besoin de grands projets pour stigmatiser un tel zèle réactionnaire : prisons privées, code de la Nationalité, agression contre l'enseignement public, coupes sombres dans le budget de l'environnement, réduction des subventions aux associations, mesures pour faciliter les licenciements (y compris en cas de maladie), suppression de la déduction fiscale pour économies d'énergie, privatisation de TFI, restriction de l'accès à l'université par la fortune... Ne suffit-il pas d'égrener et de commenter ses « mauvais coups » pour que les Français fassent la différence entre eux et se mobilisent à nos côtés ?

Non. Si tel était le cas, pourquoi n'assistons-nous pas à un gonflement soudain de nos effectifs, à un retournement de l'électorat dans les élections partielles ?

Les Français attendent de nous autre chose : des choix de société intégrant les réalités de notre pays mais aussi largement tournés vers l'avenir, ouvrant les portes de l'espoir à tous ceux que le monde d'aujourd'hui inquiète. La mobilisation sociale de ces derniers mois le montre assez.

Il nous faut faire des propositions pour un **Socialisme de solidarité internationale** qui prenne en compte les grands problèmes de l'environnement et de l'énergie, de la faim et du développement, qui dépassent nos frontières ; mais aussi pour un **Socialisme d'initiative locale et de responsabilité partagée** qui restitue la place du travail dans le monde de demain, qui réconcilie, à travers la vie associative, l'individualisme et l'action collective, un **Socialisme** enfin qui se fixe l'Europe comme pôle de son action.

Un tel projet vaut pour tous. Mais c'est là une ambition à la mesure d'un Parti qui représente la seule alternative possible à la Droite. Ce projet Toulouse l'a ébauché. C'est à Lille qu'il faudra le développer.

Le socialisme au-delà des nations

Le socialisme français puise une de ses sources dans une longue tradition de jacobinisme républicain qui privilégie l'État en général et la Nation française en particulier comme pôle moteur des transformations sociales. C'est ce vieux chauvinisme étatisant qui nous a fait tenter, seuls, dans un monde en pleine crise déflationniste, de relancer la croissance par la consommation. N'est-ce pas lui qui se dissimulait derrière la prétention, plus stupéfiante encore, que le succès économique du socialisme français entraînerait un mouvement de contagion dans toute l'Europe...

Ces illusions ont été balayées par la pratique gouvernementale. Pourtant la tentation étatiste et nationaliste reste vive au sein du mouvement socialiste français. Or, les catastrophes internationales et les alertes de l'année 1986 devraient faire réfléchir à la fragilité des frontières, à la nécessaire dimension internationale de notre projet.

1986, année de tous les dangers

Rarement ces dernières années des catastrophes technologiques n'avaient menacé l'environnement, mais aussi la santé et la vie humaine sur une aussi vaste échelle. Rarement les Français ne s'étaient sentis aussi menacés dans leur sécurité quotidienne par les répercussions de guerres étrangères jusque sur leur sol.

Les progrès des manipulations génétiques inquiètent les chercheurs eux-mêmes. Une maladie nouvelle, le SIDA, défie la médecine et apparaît comme un danger possible pour chacun, quand elle ne sert pas de prétexte au retour de « l'ordre moral ».

Toutes ces menaces viennent s'ajouter à une situation d'incertitude économique et sociale. Elles suscitent à la fois des interrogations et un grand besoin de sécurité auxquels il nous faut répondre.

Développement : solidarité par-delà les frontières

La vague d'attentats terroristes qui ensanglantent notre pays fournit une illustration tragique de la fragilité des frontières, de la vanité qu'il y a à bâtir des sociétés développées à l'abri des soubresauts qui agitent les peuples les plus déshérités.

Les nations riches ne pourront indéfiniment négliger la vraie misère, celle qui s'étale hors de leur frontière. Le fanatisme religieux, le totalitarisme qui règnent dans certains pays sous-développés s'alimentent de ce sous-développement.

Les éléments internationaux de ces derniers mois devraient nous convaincre qu'il est temps de se préoccuper des problèmes de développement à l'échelle planétaire. C'est beaucoup plus difficile, mais c'est peut-être aussi plus urgent.

Les pistes à privilégier ne sont pas très différentes de ce qu'avait esquissé J.-P. Cot lors de son bref passage au ministère de la Coopération :

- Viser prioritairement l'autosuffisance alimentaire ;
- Utiliser des technologies adaptées aux situations locales, des matériels conçus et réparables sur place ;
- Privilégier les organismes non gouvernementaux, encourager les parrainages et les relations de commune à commune ;
- Assurer l'aide au maximum, sous forme multilatérale (C.E.E. par exemple) en préférant les actions dans le domaine de la santé et de l'éducation plutôt que le financement de bureaucratie pléthoriques.

L'idée du Corps des Volontaires européens pour le Développement (Service Civil) est aussi un grand projet auquel il faut donner toute sa portée.

Environnement : assumer les contraintes écologiques

Préoccupé par la crise, englué à présent dans les problèmes de la cohabitation, confronté à une opinion publique moins mobilisée que dans d'autres pays, le P.S. a tendance à considérer les enjeux écologiques comme un peu extérieurs au champ politique. Pourtant, comme l'économie, l'écologie a ses contraintes que nous devons reconnaître et assumer. Il peut suffire d'un accident grave pour que les inquiétudes latentes explosent et nous prennent au dépourvu.



L'environnement est un problème trop sérieux pour faire l'objet de structures « gadget » ou de tentatives de récupération des personnalités marquantes.

La forêt amazonienne, par exemple, constitue une réserve de végétation et d'oxygène qui intéresse toute la planète. Sa destruction accélérée par le gouvernement brésilien constitue un risque potentiel pour tous les habitants du globe. La souveraineté nationale suffit-elle à tout légitimer ?

La catastrophe de Sandoz-Bale nous en fournit une autre illustration : il est de peu d'intérêt de savoir si les responsables sont de nationalité suisse, allemande ou française. Les dirigeants de l'entreprise ont triché avec les règles de sécurité avant l'incendie, puis caché aux pompiers la nature des produits entraînés dans le fleuve par l'eau des lances : ces logiques n'ont pas plus de patrie que les eaux polluées du fleuve et la vie qui y est morte.

La destruction, au niveau des pôles, de la couche d'ozone qui nous protège des radiations cosmiques dangereuses n'a pas fait jusqu'ici de victime. Quelle serait l'ampleur du phénomène, s'il commençait à en faire ?

De tels exemples sont caractéristiques des risques technologiques modernes et les enjeux écologiques : apparemment dérisoires tant qu'on les maîtrise, brusquement sans commune mesure avec ce qui les a déclenchés quand l'irréparable se produit. Un simple incendie dans une usine chimique, et un fleuve est ravagé sur des centaines de kilomètres, à travers quatre ou cinq pays. La recherche du moindre coût pour l'isolation des transformateurs électriques a conduit à maintenir l'emploi d'un produit dangereux, le pyralène, même une fois les risques connus.

D'autres problèmes ne tarderont pas à se poser, tel le processus de désertification qui semble gagner certaines zones de notre territoire rural. On ne peut pas accepter de vastes zones livrées à l'abandon, surtout dans un pays comme le nôtre marqué par sa ruralité. Cela pose le problème de la réforme des finances locales et de l'utilisation rationnelle de notre potentialité agricole. Il s'agit de savoir si la gestion de l'espace rural doit être à la seule charge des agriculteurs et des petites communes ou de toute la collectivité nationale et européenne.

Dénoncer ces dangers n'est pas vain : c'est ainsi qu'a été réduit l'usage des colorants dans l'alimentation humaine et celui des anabolisants pour le bétail.

Nucléaire : un choix aux retombées planétaires

Le bilan de Tchernobyl est lourd : 31 morts, 200 blessés, « 25 000 Soviétiques susceptibles de développer une maladie cancéreuse » (selon Robert Galle, éminent spécialiste américain), pollution de la chaîne alimentaire à des milliers de kilomètres. Il suffit enfin de voir tous les incidents (genre Saint-Laurent-des-Eaux) « enterrés » par E.D.F. et resurgis à cette occasion pour mesurer la suffisance qu'il y a à prétendre qu'une telle catastrophe est impensable chez nous.

Quel que soit l'avenir de l'énergie nucléaire, il faut dès maintenant promouvoir la transparence de l'information, dissocier les organismes de contrôle des organismes producteurs ; en quelque sorte, créer une haute autorité de l'information et de la sécurité nucléaire avec des personnalités scientifiques reconnues.

Mais l'enseignement majeur, c'est la dimension planétaire des **choix énergétiques** et en particulier du **choix nucléaire**.

Qui n'a pas été frappé en regardant la carte des retombées à quel point la menace s'est ri des frontières. Avec le nucléaire, il y a quelque chose de tragiquement dérisoire à imaginer que des décisions concernant la vie sur de larges pans de la planète peuvent être prises en toute liberté par n'importe quel État souverain.

Ainsi, une fois de plus, l'évolution des technologies précède et rend caduques les évolutions politiques et sociales : c'est à présent la notion même d'« État », de « souveraineté nationale » qui devient obsolète. Ce n'est pas à nous, socialistes, d'en être surpris.

Il serait étonnant par contre que nous n'en tirions pas toutes les conséquences, ne serait-ce qu'au plan de la C.E.E. En matière nucléaire plus qu'ailleurs, la coordination européenne s'impose.

Besoins énergétiques : surestimation constante

Il y a bien sûr le poids des spécificités nationales : avec 26,2 % de son énergie primaire tirée de l'uranium (chiffres 1984), la France est dans une situation fort différente de la R.F.A. (8,9 %) ou du Royaume-Uni (7,6 %). C'est le résultat des orientations « nationalistes » imprimées par De Gaulle, puis amplifiées par V.G.E. Mais à part quelques mesures symboliques comme l'abandon du site de Plogoff, les gouvernements socialistes, devant la pression du lobby nucléaire français n'ont guère remis en cause le gigantisme du programme.

Pourtant, du plan Messmer aux chiffreages plus récents, les prévisions toujours « trop larges » de consommations énergétiques ont été régulièrement démenties par les faits. De 1981 à 1985, la consommation d'énergie finale a baissé de 1,1 million de T.E.P. alors que le P.I.B. augmentait de 5,2 %. Ce qui confirme comme structurelle une dissociation entre consommation d'énergie et croissance économique sensible depuis 1979. A ce rythme, la demande sera, en 1990, inférieure de 20 % à celle qui était prévue en 1981 pour la même échéance.

Quant à l'indépendance énergétique de la France (environ 44 %) elle est due presque autant aux économies d'énergies (34 millions de T.E.P.) qu'au nucléaire (50 millions de T.E.P.). Résultats peu différents pour des investissements sans commune mesure.

Si donc, il y a un particularisme français qui interdit de tirer un trait pur et simplement sur le nucléaire, il y a aussi une nécessité de **réévaluer notre politique énergétique**.

Europe et énergie : unifier les positions des socialistes

Il serait absurde, dans ce domaine plus que d'autres, que les socialistes français continuent à faire cavalier seul au nom de choix antérieurs erronés et des intérêts nationaux spécifiques qui en résultent. Ce serait une voie sans avenir, contraire à la logique communautaire dont nous avons souvent été, ces dernières années, à travers François Mitterrand, les meilleurs défenseurs.

Un premier pas a été fait avec l'adoption par l'Union des Partis socialistes de la C.E. de la déclaration du 5 juin 1986 qui stipule qu'aucune nouvelle autorisation pour construire des centrales de devrait plus être donnée dans la C.E.E.

S'il est impensable de démanteler ce qui existe, on ne peut se contenter non plus de prôner l'achèvement de tous les programmes en cours quand on sait que cela implique des dizaines de nouvelles tranches et l'ouverture de sites nouveaux tels que celui de Nogent-sur-Seine à deux pas de la métropole parisienne... une première mondiale en matière de maximalisation des risques.

Le recours à l'énergie nucléaire doit être conçu comme une transition dont la succession se prépare dès maintenant.

La position du S.P.D. et des socialistes anglais, abandon avec échéances précises de l'énergie nucléaire en Europe au profit d'une politique donnant priorité au charbon, n'est pas pour autant une alternative acceptable.

Énergies renouvelables : le stade expérimental est dépassé

Le bois, la biomasse, la micro-hydraulique, les déchets urbains, la géothermie, les capteurs solaires, les éoliennes, les biocarburants constituent un potentiel important, 15 millions de T.E.P., pour peu que l'effort engagé soit poursuivi ou accentué. Trois secteurs ont déjà atteint un stade industriel ou pré-industriel. **Les biocarburants** permettront de généraliser l'essence sans plomb (prévu pour octobre 1989) et de s'attaquer au nouveau dur d'importation énergétique que représente le développement des transports routiers (2 à 3 % l'an). **La filière photo-voltaïque**, quantitativement négligeable en terme de T.E.P., permet des économies de capital lorsqu'elle se substitue



à des réseaux de ligne basse tension dont le kilomètre revient à 150 000 F. En 1985, la France a produit près de 100 000 **capteurs solaires**, le double de 1983, dont 1/3 de la production est exportée. Mais nous sommes encore loin du million de mètres carrés réalisé au Japon.

Pour que les énergies renouvelables entrent définitivement dans le domaine industriel, il ne manque plus que la volonté politique au niveau européen mais aussi au niveau local. En effet, si les choix écologiques et énergétiques ont une dimension supranationale, ils sont aussi un terrain privilégié pour un socialisme d'initiative locale.

Le socialisme de l'initiative locale et de la responsabilité partagée

Certains enjeux dépassent largement le cadre d'un État comme la France. Dans d'autres cas, c'est peut-être le niveau local qu'il faut privilégier.

Travail : encourager les initiatives

Le problème de l'emploi est caractéristique à cet égard. Le cadre national n'est-il pas trop étroit pour mener une politique macro-économique efficace, et trop vaste pour stimuler les initiatives adaptées aux réalités du terrain ?

Pour répondre au défi économique que nous lancent les Japonais, le cadre européen est le mieux adapté. Il suppose l'existence d'un véritable marché commun avec uniformisation des normes et des taux de T.V.A. ; un effort commun dans le cadre de la recherche et des industries de pointes (biotechnologies, nouveaux matériaux, informatique). C'est la politique qu'avait engagée François Mitterrand et que poursuit Jacques Delors. Devant l'opposition du nouveau gouvernement, il nous faut y gagner l'opinion.

L'importance de l'initiative sur le terrain des entreprises et des collectivités locales est une idée plus neuve par rapport à notre projet de société, même si nous avons ouvert la voie, en particulier par la loi de décentralisation et celle sur l'aménagement du temps de travail.

1) Le travail change. Changeons nos conceptions.

Le problème du chômage apparaît de plus en plus dans sa cruelle simplicité : **un peu moins d'heures de travail chaque année pour un peu plus de travailleurs disponibles.**

La croissance (si elle offre bien des facilités) **accélère encore le processus d'automatisation des tâches.**

On voit bien ici et là utiliser toutes sortes d'expédients pour masquer ou déplacer le phénomène : « retour au foyer » de la main-d'œuvre féminine ou avantages fiscaux pour l'embauche des jeunes qui aboutissent actuellement en France au débauchage déguisé de travailleurs moins jeunes.

Il reste que la quantité de travail nécessaire pour produire les biens et services dont nous avons besoin tend à diminuer rapidement. A moins d'accepter la logique d'une société coupée en deux par l'accès à l'emploi, **le partage du travail** sous une forme ou une autre devient une nécessité incontournable. Ce n'est pas pour autant une solution facile à mettre en œuvre.

Mais la plus grande difficulté réside peut-être dans l'idée que nous nous faisons du travail et plus encore dans la conception, d'ailleurs récente, que nous avons du salariat. Si le socialisme fut d'abord la défense de ceux qui n'avaient pour survivre que la solution de vendre leur force de travail, il se fixait très vite pour objectif **la disparition même du travail contraignant, du salariat.**

Aujourd'hui fort des conquêtes sociales qui ont peu à peu amélioré la condition de la plupart des salariés, cette finalité est bien loin des esprits. C'est tout juste si l'objectif n'est pas d'offrir à tout citoyen un travail salarié de 39 heures... au moment où, précisément, les technologies nécessitent de moins en moins de travail contraignant !

Et si les technologies modernes nous obligeaient à revenir aux sources ? ... Et si l'avenir c'était moins de salariés, ou bien **quelques heures de travail contraignant couplées avec une autre activité** (service, artisanat, vie associative) ?

Un récent sondage S.O.F.R.E.S. montre d'ailleurs que 50 % des Français actifs (55 % parmi les électeurs socialistes) accepteraient de travailler moins en perdant une partie de leur salaire, si cela permettait de résoudre le chômage. En 1983, quand certains d'entre nous commençaient à développer cette thèse, elle ne recueillait que 27 % d'opinions favorables : un signe que l'action pour faire évoluer les mentalités est bien l'un des atouts majeurs d'un parti comme le nôtre.

Reste à trouver la manière de gérer la transition.

2) Jouons à fond la carte de l'initiative locale

C'est le choix du Danemark et des Pays-Bas où les collectivités locales, y compris les communes urbaines, disposent de facilités et de moyens financiers importants pour intervenir sur l'emploi selon les modalités de leur choix. C'est ainsi un vaste champ qui est ouvert à l'innovation et à l'expérimentation économique et sociale.

Or, précisément le taux de population active au chômage y est en baisse depuis un an et les prévisions confirment cette tendance...

Nous avons, au gouvernement, entrouvert la voie par les contrats de plan et les compétences nouvelles offertes aux collectivités locales. La démarche danoise, bien en accord avec nos options décentralisatrices et autogestionnaires doit retenir toute notre attention.

Mesures pour favoriser le travail à mi-temps et plus généralement le « **temps choisi** », incitation à la **rénovation de l'habitat** (qui nécessite une main-d'œuvre plus abondante que la construction neuve), développement des **services de proximité** et même **revenu minimum social**, toutes ces orientations peuvent être (et sont parfois déjà) retenues localement.

Face à des **besoins sociaux nouveaux** (garde d'enfants, repas tout prêts, petits travaux et services d'entretien, extension des loisirs, retraite active, patrimoine naturel...), **l'initiative locale** peut aider à développer les services de proximité. Cela suppose des formules de cofinancement **diversifiées**, alliant collectivités, entreprises, usagers et peut-être surtout associations.

Vie associative : réconcilier individualisme et action collective

L'action des associations a très souvent précédé l'intervention des pouvoirs publics en faisant émerger à la conscience collective des besoins sociaux ignorés ou mal reconnus.

Les expériences menées (maintien à domicile des personnes âgées, missions pour l'insertion des jeunes, développement social des quartiers, unités de vie pour handicapés), nous montrent à quel point les associations sont porteuses d'initiatives et donc du « changer de vie ». Dans bien des cas, ces initiatives ont été **créatrices d'emploi**. A en juger par les statistiques dont nous disposons, les emplois associatifs ont connu, ces dernières années une croissance forte et rapide malgré la crise.

Il est regrettable, en ce sens, que la taxe sur les salaires à laquelle sont soumises les associations représente un prélèvement de plus en plus lourd chaque année.

Il est aussi nécessaire de rendre plus claires et plus efficaces les relations entre les pouvoirs publics et les associations en les fondant sur des contrats véritablement négociés, délimitant concrètement les objectifs et les obligations des contractants. Pour les actions dont la durée dépasse le cadre d'un budget, cela implique des contrats pluriannuels qui donnent à l'association le temps nécessaire à l'accomplissement du projet.

Mais les associations ne sont pas seulement défricheuses de nouveaux espaces et gestionnaires de besoins spécifiques ; elles sont aussi un lieu d'échange et de relations à taille humaine où se combine le besoin d'autonomie individuelle et la nécessité de l'action collective.

Le formidable mouvement des étudiants et des lycéens contre le projet Devaquet est significatif de cette dimension nouvelle comme l'étaient déjà les Restaurants du Cœur ou les opérations en faveur des enfants abandonnés. On est loin du repli sur un individualisme frileux que certains évoquaient encore il y a peu. Mais **l'engagement a cessé d'être global** ; on se méfie des délégations de pouvoir et des organisations qui les incarnent. **De plus en plus, les citoyens veulent voir le bout de leurs actes.**



C'est une leçon qu'il nous faut méditer au niveau de notre propre parti aussi bien en ce qui concerne son fonctionnement interne que ses propositions sur la vie politique.

Si la décentralisation n'est pas apparue aux citoyens comme la grande réforme qu'elle est, c'est sans doute parce qu'elle n'est pas vraiment « descendue » jusqu'à eux. Il est temps, par exemple, d'approfondir l'idée du référendum d'initiative locale.

Notre parti doit aussi, dans son fonctionnement, refléter ces nouvelles aspirations. La suppression de l'Unité, sans débat, sans alternative ne va pas dans ce sens. Il faut au contraire offrir des possibilités nouvelles d'expression aux adhérents en limitant la taille des sections, en créant le référendum d'initiative militante. Il faut établir l'autonomie du Mouvement de la Jeunesse socialiste. Il faut enfin, s'interroger sur la place des sympathisants, sur leur participation à la désignation de nos candidats.

Conclusion

Proposer de réfléchir et d'agir davantage au niveau international et au niveau local, ce n'est pas négliger qu'un grand nombre de problèmes ont encore aujourd'hui leur solution au niveau national. Mais c'est dire que nous avons sans doute, avant 1981, surestimé les possibilités qui existent à ce niveau dans un pays aux dimensions de la France et dans le monde tel qu'il est en cette fin du XX^e siècle.

Certes pour agir efficacement au niveau de l'Europe, il faudrait certaines réformes des institutions communautaires. A nous de les proposer. C'est au Parti socialiste qu'il revient (et à lui seul dans notre pays) d'être le champion de l'Europe et d'y gagner l'opinion : une Europe forte et décentralisée à la mesure du projet qui est le nôtre. Pourquoi pas demain l'Europe socialiste des régions ?

Identité socialiste

Contribution présentée par Philippe LENTSCHENER, Pierre BLANCA, Jean-Christophe DEFLASSIEUX, Bruno LE ROUX, Christelle MARQUAILLE, Philippe ROTY, Franck CONTAT, François HEMEZ, Pascal OLLIVE, Daniel PIERRE-ELIEN, Stéphane SAINT-ANDRÉ et Thibault TELLIER.

« Il n'est de grand peuple sans grand dessein » : tel est ce que nous affirmions dans notre projet en 1980. Force est de constater, depuis le 16 mars 1986, que le monde du travail et celui de la jeunesse ont perdu : une grande ambition pour la France.

Comme s'il fallait à chacun sa rupture, la Droite, enchaînée dans une union factice, déchaînée dans des promesses démagogiques, nous annonçait le printemps libéral ; tandis que les socialistes, confiants en l'appréciation future de leur législature, préparaient l'élection sur les résultats tangibles de leur politique.

Au-delà de la courte victoire de la Droite et de la sévère défaite de la Gauche, le verdict électoral a porté en lui la réussite d'un double pari pour le Parti socialiste :

- en premier lieu, la voie démocratique au socialisme, même si elle suppose des compromis et présente les risques de l'alternance est la seule possible et souhaitable pour la France.
- en second lieu, les socialistes reçoivent confirmation de leur légitimité à gouverner en recueillant les suffrages de près d'un Français sur trois.

La politique menée par la Droite depuis le 17 mars déçoit ceux qui ont pu y croire et inquiète plus encore ceux qui la craignaient déjà. Comment ne pas confondre dans celle-ci, l'intérêt de la France et l'intérêt du Premier ministre, la grande ambition libérale et l'ambition des libéraux.

Une nouvelle dynamique sociale

Leçons d'une expérience

Reconquérir demain le pouvoir politique suppose que soit d'abord créée une dynamique sociale. L'expérience prouve, en effet, qu'elle seule peut faire s'inscrire durablement les changements économiques et sociaux réalisés par la loi et la voie réglementaire. Ainsi, le 10 mai 1981 a apporté au pays d'importantes transformations d'ordre social. Et pourtant, en accordant le pouvoir à la Gauche, une majorité de Français avait voulu, au-delà de l'expression de son refus de la crise et de la politique giscardienne, que ses représentants élus changent la société. C'est pourquoi, dès lors qu'ils semblaient directement toucher à leur vie quotidienne, les changements ayant trait à l'individu ont bien été acceptés et/ou intégrés par la plupart de nos concitoyens, comme s'ils allaient de soi : élargissement des libertés individuelles, suppression des tribunaux d'exception, extension et démocratisation de toutes les formes de communication, responsabilisation et égalité des droits des femmes, renouveau et développement de la culture sans exclusive, décentralisation politique et régionalisation.

Par contre, les « déçus des socialistes » sont nés du malentendu qui sous-tendait notre projet économique et social. Ce n'est, en effet, qu'à l'épreuve de la pratique gouvernementale que nous avons clairement analysé la crise comme une **mutation** impliquant un important effort d'adaptation. Nous avons donc parlé en termes nouveaux : révolution technologique, concurrence internationale, maintien des grands équilibres financiers, stratégies de développement industriel, importance de la politique communautaire, efforts de solidarité nationale. Beaucoup de nos électeurs y ont vu la progression reconnue inévitable du chômage, la stagnation imposée du pouvoir d'achat et, plus généralement, le recul des perspectives pour « changer la vie ».

Du divorce qui s'est instauré entre notre action et ce qu'en percevait l'opinion publique ont découlé l'abstention massive d'une grande partie des électeurs de Gauche (en particulier communistes), une certaine défiance envers les organisations syndicales (suspectes de freiner leur vocation revendicative au profit d'une collaboration partisane avec le gouvernement), les dérives vers les « faux simplismes » de la Droite extrême et, au bout du compte, l'échec de mars 1986.

« Printemps tardif... »

Ainsi, les néolibéraux ont cru en la victoire de leur idéologie : primat de l'individu sur la société, refus de l'État comme garant de la cohésion sociale, retour à l'ordre moral, valorisation du profit comme moteur de la compétition économique, inévitabilité d'une société duale comme résultante d'une sélection naturelle, nécessité d'assurer la sécurité individuelle par la coercition et l'exclusion. Aussi de l'application de la plate-forme R.P.R.-U.D.F. devait naître le « printemps libéral » et s'épanouir, dans la confiance enfin retrouvée, la fine fleur économique et sociale du pays.

La Droite a donc légiféré dans la précipitation, au risque de dévoyer, par l'usage répété des ordonnances et de l'article 49-3 de la Constitution, l'institution parlementaire, transférant ainsi sur un exécutif non issu du suffrage universel la charge de faire la loi. Mais elle a rencontré au moins trois écueils :

- la dynamique qu'elle entendait insuffler n'est toujours pas au rendez-vous ;
- pire, l'inquiétude face à l'accroissement du chômage et des inégalités que sa politique contribue à renforcer va grandissant ;
- enfin, face aux mouvements qu'engendre l'action du gouvernement dans l'opinion publique, le président de la République, François Mitterrand - dont plus personne aujourd'hui ne conteste la légitimité - apparaît non seulement comme le garant de la cohésion nationale mais aussi comme celui de la **cohésion sociale**. Ainsi en a-t-il été lors du mouvement étudiant et lycéen de l'automne 1986.



« ... automne précoce »

Apparu, au départ, comme une revendication des étudiants contre le projet de loi sur l'enseignement supérieur présenté par l'ex-ministre Devaquet, ce mouvement d'une ampleur sans précédent trouve, en fait, ses fondements dans un refus global de la politique du gouvernement dans les domaines les plus sensibles à la jeunesse : éducation, bien sûr, mais aussi liberté, sécurité, culture, immigration. C'est le caractère global de ce refus qui explique en grande partie l'adhésion des lycéens, l'attention bienveillante des parents et le soutien de la majorité du corps enseignant. Mais cette contestation portait en elle aussi des inquiétudes et des questions précises sur l'égalité de tous devant l'accès au savoir, la participation de chacun à la vie et aux choix pédagogiques des établissements d'enseignement, la valeur et les débouchés des diplômés et des qualifications, enfin l'ouverture sur le monde du travail et l'interrogation face à l'avenir.

Dans ses formes, ce mouvement a montré, d'une part, la très grande capacité des jeunes à organiser pacifiquement leur action revendicative, refusant et dénonçant la provocation et la violence, d'autre part, leur désir de s'accaparer la rue par la manifestation collective et par la fête – fantastique pied de nez à la grisaille et la monotonie de la ville – enfin, leur volonté de rester les maîtres de leur action par la délégation démocratique de leurs représentants et le contrôle permanent de l'accomplissement de leur mandat.

De ces événements, il convient de tirer quelques enseignements d'ordre politique. Les jeunes, loin d'être la « bof génération », veulent de plus en plus être des **acteurs des transformations sociales**. Ils ont parfaitement intégré les valeurs de la République. « Liberté, Égalité, Fraternité » pouvait-on lire sur les murs de la Sorbonne : femmes beurs, métis, chacun avait fait sienne cette devise, chacun avait pris sa part de responsabilité dans le mouvement. Il semble enfin que les jeunes s'accordent aujourd'hui sur une autre conception de l'État : un État moins omnipotent, régulateur plus que gestionnaire, garant des libertés individuelles et du droit de chacun à la différence et à l'épanouissement. Cependant, un État présent, usant de ses prérogatives, soucieux de l'égalité des droits, de la répartition la plus équitable, de la protection sociale et de la solidarité nationale.

Mais si la jeunesse s'est réapproprié « le » politique, elle continue à se méfier de « la » politique, ce qui conduit à poser quelques questions : – à l'heure où il convient, en politique, d'être sinon de faire jeune, où le « must » consiste à crier « plus moderne que moi, tu meurs », comment faut-il moderniser nos luttes et nos formes d'organisation sociales pour répondre aux aspirations du plus grand nombre, sans prendre le risque de devenir des « surfeurs » de la politique ? – puisque nous avons changé – ayons le courage de le dire ! – comment moderniser notre langage, comprendre le réel sans tomber dans les cyniques travers du technocratisme, redonner l'espoir et proposer d'aller à l'idéal, au socialisme ? – quoi faire pour que dynamique sociale et changement politique aillent de concert, tant il est vrai que « pour vaincre, l'inévitable, la logique résistance de « ce qui est », des structures, des habitudes – il n'est pas de trop de la dynamique des institutions et de celle du mouvement populaire » (1).

Avec la jeunesse, aller à l'idéal et comprendre le réel

Réaffirmer nos valeurs

Plus que jamais, à l'heure où la Droite au pouvoir s'emploie à restaurer les vieilles valeurs conservatrices sous le couvert de la modernité libérale, il apparaît nécessaire de réaffirmer les valeurs de la Gauche : ce sont **celles de la République, et du socialisme qui la contient**. Liberté, égalité, responsabilité, fraternité, solidarité, qui sont les valeurs de la démocratie ; respect de l'individu, goût du travail, foi en un progrès harmonieux, entretien d'une mémoire collective qui sont des valeurs héritées de la pensée socialiste.

Réaffirmer nos valeurs, c'est aussi dénoncer l'extraordinaire confusion idéologique que la Droite se plaît à entretenir : elle se disait décentralisatrice et freine aujourd'hui la réforme mise en œuvre depuis 1982 ; elle s'annonce libérale mais étouffe le domaine de la communication par son emprise politique ; elle voulait moins d'État mais voici que celui-ci s'insère dans la vie de l'individu ; elle se faisait la championne de la responsabilité économique, mais la voilà qui réduit le pouvoir des travailleurs dans l'entreprise ! Quand nous faisons l'éloge de la différence, c'était parce que nous pensions que la reconnaissance, pour un individu, du droit d'exister servait à son intégration : la manière dont les fils et filles d'étrangers, unis aux autres Français par la

communauté de langue, d'éducation, d'environnement se sont approprié les valeurs de la République lors du mouvement étudiant et lycéen de l'automne 1986, prouve que nous avons raison. Mais le discours de la Droite aujourd'hui, « nouvelle » ou extrême, tend à faire de l'éloge de la différence celui de l'exclusion-ségrégation, il faut donc que les socialistes, sur les terrains de l'antiracisme, soient constamment les premiers.

Mais, contrairement à ce qu'a pu affirmer un ancien ministre de l'agriculture (2), le socialisme, ce n'est pas uniquement des valeurs, c'est aussi un projet.

Propositions pour un consensus post-moderne

Lorsqu'en 1985, certains jeunes socialistes avaient parlé d'un nouveau concept, le **consensus postmoderne**, au service du socialisme, d'autres y avaient vu une franche rigolade d'une bande de jeunes en mal d'expression : quoi, une génération de jeunes adultes aurait une pratique consensuelle du rapport à l'autre (« moi, je, à côté de l'autre » qui peut devenir un « moi, nous » collectif en des occasions délimitées), ne verrait pas d'opposition à ce que l'économie, ce soit la création de la valeur, à condition qu'elle soit bien répartie et que chacun en profite, se méfierait des « Mohicans du socialisme » mais n'attendrait qu'un geste pour faire vibrer le corps social sous le signe de la responsabilité ?

Aujourd'hui, plus personne ne s'étonne. Le consensus sur la modernité est même dépassé et chacun s'accorde à ce que cette dernière doit être une méthode, un ensemble de pratiques au service de nos valeurs. C'est pourquoi le temps est venu de faire des propositions, de lancer le débat autour de celles-ci, pour ne pas être pris de cours à l'aube des échéances électorales.

Réinventer l'école et former la société de demain

Il ne suffit pas d'affirmer qu'il faut que 80 % des jeunes d'une classe d'âges arrivent au baccalauréat pour que cela soit réalisé. Dans une économie de crise et une société en mutations, il convient de réfléchir sur les contenus, les formes et les missions nouvelles de l'Éducation nationale. Certes, l'école doit en priorité apprendre à lire, à écrire, à compter, à obtenir une formation dûment sanctionnée en vue de l'obtention d'un emploi. Elle doit aussi être le lieu par excellence de l'apprentissage de la démocratie, du regard et de l'esprit critiques, de la camaraderie et de la sociabilité.

Dans le domaine des enseignements supérieurs, les socialistes doivent élaborer des propositions concrètes sur les bourses et les aides, le logement étudiant, l'organisation des premiers cycles, le financement des établissements, les liens avec l'entreprise et l'environnement régional.

Une **convention nationale sur l'éducation** où le M.J.S. aurait toute sa place devrait être réunie afin d'élaborer un nouveau projet éducatif du P.S. Elle devrait être précédée par un **colloque sur les universités**.

Dans le **domaine de la formation professionnelle**, il serait souhaitable d'étudier un vaste plan qui aurait l'avantage de regrouper, en allant au-delà, les mesures sectorielles que la Gauche a prises ou que les socialistes ont déjà envisagées, aussi bien en ce qui concerne les formations en alternance que la formation continue des adultes et les stages d'initiation et d'adaptation aux nouvelles technologies. Un dépistage de l'**analphabétisme** et des moyens pour y remédier doivent être mis en place à l'arrivée des jeunes appelés qui effectuent leur service national.

Une publicité et des moyens accrus devraient être proposés pour les congés-formation et l'année sabbatique.

La responsabilité économique

A l'heure où l'on entend parler compétition, innovation, savoir, la France fait peu pour garder le capital d'enthousiasme et d'intelligence que sa jeunesse est prête à mettre au service de son économie. Pour cela, il importe que les rôles respectifs dévolus à l'État, aux organismes publics et à l'entreprise soient mieux définis, ainsi que, à l'intérieur de celles-ci, ceux de différents partenaires sociaux.

Par le Plan, l'État doit impulser, initier, réguler, lorsque les mécanismes du marché font courir de trop grands risques à la cohésion sociale.

Par la nationalisation des grands moyens de production, il doit permettre la démocratisation de la vie économique ; par la socialisation de l'investissement, l'expression des créateurs d'entreprises.

(1) Résolution du Congrès de Valence (1981).

(2) Michel Rocard à l'Heure de Vérité A2 (1986).



Des formes nouvelles de sociétés doivent être développées (élargissement du capital et de la gestion des travailleurs, SCOP, etc.) et il convient de réfléchir sur le rapport entre productivité du travail et intérêt de celui-ci.

Une vie plus libre et plus harmonieuse

Le développement de l'information sur la contraception va de pair avec le libre choix de l'enfant et doit être mené parallèlement avec la mise en place d'un vaste plan pour la famille afin de pallier le déficit démographique (congés de maternité et de paternité, possibilité du travail à mi-temps pendant les trois ans qui suivent la naissance pour l'un ou l'autre des parents, développement de nouvelles architectures intérieures, aide à l'accession à la propriété, etc.).

Dans le souci de l'écologie et de l'environnement, divers remèdes tels que les prélèvements sur les industries polluantes à destination de la lutte contre la pollution ou les plans de lutte contre les nuisances sonores (publicité contre les radios trop fortes, les pots d'échappement trafiqués et surtout nouvelles normes de confort sonore dans les logements) sont à étudier. Mais ils ne peuvent faire oublier les problèmes de confort de vie dans nos banlieues. Il est donc nécessaire dans le cadre d'une nouvelle réflexion que le Parti socialiste réunisse de nouvelles **assises de l'environnement et du cadre de vie**.

Europe et défense

La culture des jeunes, leur désir de paix, leur volonté de responsabilité, transcendent les frontières de l'Europe.

Nous sommes pacifistes et nous refusons la logique des blocs : mais le discours de François Mitterrand au Bundestag en 1983 implique que c'en est fini de l'idée d'une France protégée de la guerre par sa force de dissuasion. La frontière n'est plus sur le Rhin, mais sur l'Elbe (idée de bataille de l'avant). Si nos alliés sont attaqués, en particulier l'Allemagne fédérale, nos forces préstratégiques seront désormais impliquées.

De cela il faut donc :

- promouvoir l'idée **d'une défense européenne**.
- s'interroger sur l'utilité du service national dans ses formes actuelles,
- élargir le champ géopolitique des Français, à l'Europe, culturelle, économique, technologique et **donc politique**.
- construire l'intégration européenne et aussi reconnaître que l'espace d'appropriation, de gestion, de développement de chaque Français et de chaque Européen doit être **la région** et non plus la nation.

Dans ce cadre, il est nécessaire de prévoir la tenue **d'une convention des jeunes sur l'Europe** avec la participation des jeunes socialistes des autres pays de la C.E.E.

Il nous faudra en outre élargir notre réflexion vers le monde méditerranéen et vers le nécessaire soutien aux pays du Tiers-monde.

Vers de nouvelles formes d'organisation

La démocratisation voulue de la vie publique doit entraîner une autre façon de faire de la politique. L'insertion dans nos temps de réflexion mais aussi dans nos temps de décision des socioprofessionnels ainsi que le développement de la vie associative doivent être les premiers pas vers la participation de tous.

De même, ne serait-il pas temps de nous interroger sur l'actualité d'une discussion sur la Charte d'Amiens ? Le désir affiché des divers mouvements derniers de dépasser les syndicats est-il une négation de l'action syndicale catégorielle ou une invitation à aller vers « la réunification », vers un syndicalisme nouveau chez nous, bien connu dans certains pays d'Europe du Nord.

Le Parti de la jeunesse

La génération qui naît à la politique nous a offert une palette militante d'une rare efficacité. Sa responsabilité, son sens de la communication, ses mots d'ordre simples et accessibles à tous et enfin son sens politique ont été remarqués.

Son militantisme moderne et efficace peut rendre jaloux les vieux partis politiques aux mots d'ordre n'intéressant que les militants. Ainsi cette génération en manifestant une telle maturité rend la politique bien différente.

Ceux d'entre eux, et ils sont nombreux, qui, membres du P.S. auront manifesté, seront en droit de nous montrer le chemin, de nous expliquer comment plus simplement, dans le mouvement et le positivisme, aller au devant de la population.

Car de quoi demain sera-t-il fait ? Peut-être encore de luttes. Et si elles ne sont plus sur des terrains catégoriels mais politiques, par exemple le code de la nationalité, que se passera-t-il ?

Hier le Parti socialiste est resté spectateur social d'un mouvement de masse, bien que principal acteur parlementaire. Tout s'est bien passé et le capital d'adhésions et de sympathie est réel.

En 68, tout s'était mal passé.

Le Parti socialiste n'aura peut-être pas toujours la chance d'avoir un Jack Lang, un Lionel Jospin, un Pierre Mauroy, un Pierre Joxe au sommet de leur forme, et le pays un Président comme François Mitterrand.

Dès lors, il devient nécessaire de nous interroger sur la capacité d'un mouvement de jeunes du P.S. à s'intégrer ou à provoquer une action d'une telle ampleur, sur les conditions nécessaires à un mouvement de jeunes du P.S. en marche.

Tout en évitant les enjeux de pouvoir entre sensibilités il faut donner au M.J.S. les moyens d'exister.

Nous avons proposé en 1984, l'idée d'un coordinateur national porte-parole du mouvement et reflet d'une réalité militante. Bien qu'il ne puisse y avoir d'autonomie réelle et complète du M.J.S., il nous faut disposer de structures permettant une capacité rapide à prendre des décisions, à communiquer, à organiser des actions.

L'économie d'une telle réflexion n'est plus envisageable. Le Parti socialiste a vocation à rassembler ceux qui incarnent l'avenir. Pour ce faire, il doit leur offrir l'organisation qui optimisera le formidable potentiel militant de la seule génération qui ait fait reculer un gouvernement de droite.

L'urgence commande d'avoir une nouvelle fois en François Mitterrand le président des Français en 1988. Nous n'avons jamais été aussi proches de cela, la jeunesse ne l'a jamais autant souhaité : elle appelle le plus moderne des socialistes français.

AGENDA

• N'oubliez pas de passer vos commandes d'agendas 1987 :

- format allongé 25 F
- format petit 20 F

Commandes à passer au Secrétariat à la Communication - Chèques à l'ordre de André Laignel.



Une France ouverte et solidaire

Contribution présentée par Marie-Claude VAYSSADE et Christian FAUCHE, Raymond GUILLANEUF, Bernard MATHONNAT.

Depuis un an déjà, ou presque, la Droite est revenue aux affaires. Elle entend gouverner. Elle doit donc en assumer la responsabilité.

Aujourd'hui nous sommes en droit de lui demander en quoi le prestige ou l'autorité de la France sont sortis renforcés du retour de son ambassadeur en Afrique du Sud, de la condamnation par les Nations Unies de la politique suivie en Nouvelle-Calédonie ou encore de l'expulsion de cent-un ressortissants maliens.

Qu'on le comprenne bien. Ceci démontre simplement que la politique internationale n'est pas sur un Olympe protecteur et que l'esprit de système des chevaux légers de la Droite trouve également à s'y appliquer. Même s'il leur faut, pour effacer Cancun, oublier Pnom Penh.

Alors que pendant cinq ans la politique extérieure de la Gauche s'était efforcée de surmonter l'apparente contradiction entre rapports Est-Ouest et relations Nord-Sud, entre sécurité et droits de l'homme, le 16 mars 1986 aboutit à un repli des ambitions internationales de la France même si le Président de la République maintient l'essentiel. Ce qui est déjà beaucoup.

Il appartient désormais aux socialistes de reprendre leur réflexion sur un monde toujours en crise. Non pour se complaire dans la méditation mais pour proposer au pays des lignes de force d'action. Les socialistes ont vocation à rassembler les Français. Un pays comme le nôtre doit avoir une politique extérieure claire, ouverte et solidaire. Proposer pour agir c'est l'enjeu de ce congrès.

Un monde encore en crise

En 1981, lorsque la Gauche a accédé au pouvoir, le monde était en crise. En 1987, la crise n'a pas disparu par enchantement. Est-ce à dire que les deux périodes sont totalement identiques ?

Oui, si l'on considère la crise sous la forme la plus profonde mais aussi la plus féconde, c'est-à-dire la mutation irrisistible de l'économie mondiale avec une accélération sans précédent du progrès technique avec aussi une transformation de la géographie des puissances. Qu'on songe qu'en cinq ans le Japon est devenu le premier pays créancier de la planète et qu'en 1990 il aura sans doute dépassé les États-Unis pour les investissements à l'étranger. A ceci s'ajoute une intense révolution culturelle qui fait de la communication et de l'information des enjeux économiques et politiques mais aussi de nouveaux espaces de liberté.

Non, si on s'arrête aux symptômes souvent dramatiques de cette crise. Contrairement au début des années 80, l'inflation recule, les taux d'intérêt baissent et le dollar aussi. Souvenons-nous que la gauche a subi un choc de la monnaie américaine dont tous les spécialistes s'accordent à penser qu'il n'a eu d'équivalent que les chocs pétroliers. Mais ne nous leurrions pas. Le monde industriel continue de connaître le chômage. Les solidarités s'effritent et la jeunesse en France comme en Chine est inquiète pour son avenir, tandis que les poches de pauvreté s'étendent.

En profondeur, les tensions économiques et sociales sont toujours considérables. Les risques d'affrontement, eux, se sont multipliés. Le monde des années 80 n'est pas plus serein, plus paisible que celui du début de la décennie. Il est plus dangereux car incertain, encore moins prévisible. La division de l'Europe, les inégalités de puissance et de richesse, les antagonismes nationaux, religieux ou idéologiques sont toujours la loi de l'univers international. Il serait vain de le nier. Il serait coupable de s'y résigner.

L'ambition des socialistes est donc d'intégrer la complexité du monde et ses différences pour les ordonner en dégagant les priorités du long terme : le développement et la sécurité.

L'enjeu du développement

Le Tiers-monde c'est 80 % de la population mondiale. A peine 10 % de la production agricole et industrielle. La démographie galope, le revenu, lui, stagne. Le Tiers-monde c'est aussi la famine qui hante un milliard d'hommes. Le Tiers-monde c'est enfin la dette qui étouffe les économies. Son service absorbe souvent près de la moitié des recettes des pays du Sud.

L'origine de cette charge insupportable est multiple. Les erreurs et la démesure de certains gouvernements du Sud sont indiscutables. Comme l'est la responsabilité des pays du Nord qui laissent leurs banques pousser à des consommations de crédit insoutenables.

Mais, il y a plus grave encore, la valeur des échanges Sud-Nord n'a cessé depuis deux ans de se réduire sous le double effet du protectionnisme et d'une baisse tendancielle des prix des matières premières exportées. La Gauche s'était attachée à poser ces problèmes au sein des différentes instances mondiales : F.M.I., Banque mondiale, Organisation mondiale de l'Agriculture, par exemple. Sous la pression des gouvernements dirigés par des socialistes, une meilleure coordination entre la Banque mondiale et le F.M.I., une attention plus soutenue à la notion de stratégie alimentaire avaient été obtenues. Depuis quel recul !

Mais allons plus loin. Les solutions apportées à ces problèmes ne sont finalement que des palliatifs : ni les aides d'urgence, ni les fonds de stabilisation, ni les limitations de restrictions à l'importation ne seront suffisants pour inverser cette tendance à la dégradation des échanges entre le Nord et le Sud.

C'est ce premier défi économique qu'il faut relever.

Le second défi du développement est politique. Partout dans les pays du Sud les peuples se réapproprient l'idée de démocratie. Celle-ci est enfin perçue comme un élément indispensable de toute stratégie économique et industrielle du développement alors que l'incompétence économique se conjugue souvent avec la restriction des libertés.

Les pays du Sud cherchent donc des références. De moins en moins le modèle communiste de développement les séduit. Ni Cuba ni le Viêt-nam ne fascinent.

L'idée fait son chemin lentement que la propriété collective généralisée des moyens de production et d'échange pose plus de problèmes qu'elle n'en résoud. Nul ne sait la gérer.

Simultanément le modèle capitaliste de développement est rejeté. Sa tendance inhérente à l'inégalité est source de tensions, de conflits. Les pays en développement méditent les soubresauts iraniens. Qui peut dire que sans changement social et économique cela demain n'arrivera pas à l'Indonésie ou au Mexique ?

Enfin, certains pays du Sud cherchent à s'affranchir du modèle qui fait de l'État le seul acteur de la vie économique. Plus que nous ils savent que le pouvoir de l'État peut être source de domination, d'arbitraire ou d'illégitimité. Ils connaissent l'oppression de la campagne par la ville, le mépris généralisé dans lequel sont tenus les paysans, les étapes brûlées dans le chemin du développement pour satisfaire au dogme et qui pèsent sur les plus faibles.

Les pays du Sud cherchent donc une réponse politique autant qu'économique au problème du développement. C'est ce second message qu'ils nous envoient. C'est le second défi qu'il nous faudra relever ensemble.

L'enjeu de la sécurité mondiale

Le monde est moins sûr, il échappe de plus en plus aux grandes typologies des années 70. Ce qui est vrai du problème du développement l'est surtout de celui de la sécurité mondiale. Les lignes de fracture s'accroissent tant au niveau central, les relations Est-Ouest, qu'à la périphérie dans les conflits dits localisés.



Au niveau central, à l'euphorie de la détente et l'affolement de la crise succède la reprise du dialogue entre les grands.

Mais ce dialogue et la rencontre entre Soviétiques et Américains à Reykjavik le montre, est fragile. Ces résultats sont incertains. Cette nouvelle coexistence marquée par la volonté d'ouverture de l'Union Soviétique est autant le fruit des faiblesses que des forces des deux grands. La période de vaches grasses des budgets militaires est terminée et si Ronald Reagan accuse les défaites électorales et pâtit de sa politique de ventes d'armes en Iran, Mikael Gorbatchev n'a pas encore réussi à vaincre l'inertie de sa bureaucratie et la méfiance des militaires.

Cette détente minima ne doit donc pas faire oublier les causes profondes de l'échec de la détente des années 70. Elles sont toujours là, Afghanistan, Pologne...

Cette période de transition est une zone de turbulence. L'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl qui montre à l'Ouest et à l'Est que Prométhée peut faillir, l'initiative de défense stratégique et la rencontre de Reykjavik sont autant d'ondes de choc qui ébranlent la structure même de l'équilibre mondial fondé depuis quarante ans sur la dissuasion nucléaire. Les conséquences de ces coups de butoir sont redoutables pour l'Europe et la France s'ils ne sont pas sérieusement analysés et si des réponses rapides n'y sont pas apportées.

Un pays comme le nôtre ne peut analyser la sécurité mondiale sous le seul angle des relations Est-Ouest. Les socialistes ne peuvent accepter que le désir de liberté des militants noirs contre l'apartheid ou les aspirations de l'Amérique Centrale à conduire son destin soient réduites à la lutte entre les super-puissances, comme la Droite la plus réactionnaire essaye de le faire. Nous savons, à Gauche, que l'immense choc entre l'Est et l'Ouest n'explique pas tout. Nous savons aussi qu'enfermer les peuples dans cette seule logique les pousse au désespoir.

Cette analyse lucide nous permet de comprendre que les dangers sont multiples. Nous prenons plus facilement conscience que la sécurité de notre pays et de l'Europe ne se joue pas seulement à Reykjavik mais aussi quelque part dans la plaine de la Beka, dans une banlieue noire de Johannesburg ou dans un maquis salvadorien. Mais si tout nous concerne, les degrés sont différents. Compte tenu de notre géographie et de notre histoire, les drames de la Méditerranée orientale ou les tentatives de déstabilisation du Tchad revêtent une importance considérable. L'expérience nous a montré que des facteurs autres que la lutte entre Washington et Moscou expliquent les tensions de ces régions : le renouveau du fondamentalisme religieux, la persistance des conflits ancestraux... Ce défi de la sécurité et de la paix il nous faudra y répondre d'autant plus rapidement que l'Occident n'est plus le centre de l'économie mondiale. L'équilibre international se joue partout à la fois.

Agir dans un monde en crise

Comprendre est une étape indispensable. Cette démarche faite de patience et d'humilité doit nous conduire à dessiner des lignes de force d'une politique internationale à la fois généreuse et ferme.

Les Français ont le droit que cette politique qu'on dit de nouveau étrangère redevienne l'instrument d'une certaine image de notre pays à l'approche du bicentenaire de la Révolution. Cette image est celle d'un pays solidaire avec le Tiers-monde, avec ses alliés et dynamique en Europe.

Solidarité avec le tiers monde

Le sort de millions d'hommes ne peut laisser indifférents les socialistes. Aujourd'hui, le monde est trop ramassé pour ne pas être solidaire.

Aux raisons morales s'ajoute l'aspect économique. Les régions du Sud sont désormais porteuses d'investissements financiers et d'exportations qui constituent pour nos banques et nos sociétés de service de précieux débouchés.

Mais nos contraintes financières nous obligent à faire des choix, celui de la répartition géographique de notre solidarité notamment.

Elle s'exerce en Afrique principalement. Il est vrai que parmi ces dizaines de millions de francophones du Maghreb ou du sud du Sahel, nous n'avons jamais le sentiment d'être en terre étrangère. L'Afrique est un continent où se confrontent les influences de l'Islam, de la chrétienté, du marxisme et de la démocratie occidentale. Les responsabilités de la France y sont écrasantes. Renoncer à y jouer pleinement notre rôle serait priver d'un atout considérable notre diplomatie.

Cette priorité africaine entraîne une transformation de notre aide publique au développement. Ses mécanismes en sont souvent inefficaces. Elle entraîne aussi la réintégration du ministère de la Coopération dans un ensemble plus vaste. Mais ce choix fondamental ne doit pas nous conduire à ignorer des pays continents comme l'Inde, la Chine, le Brésil qui joueront de plus en plus un rôle déterminant dans les relations mondiales. Avec eux, il faut imaginer d'autres formes de coopération où les entreprises et les organismes internationaux joueraient la première place. Cette coopération passe aussi par un dialogue en profondeur sur les problèmes de la dette. La résolution adoptée lors du Congrès de l'Internationale socialiste à Lima est un élément important.

Il appartiendra à la France de faire prendre conscience aux pays du Nord de l'urgence à traiter sérieusement de cette question et aux pays du Sud à ne pas chercher à s'opposer mais à convaincre au sein des organismes déjà existants.

L'expression de notre solidarité passe aussi par un soutien actif aux gouvernements qui cherchent à échapper aux aventures de la dictature, du libéralisme échevelé ou du modèle communiste. La Gauche ne peut, elle, rester silencieuse aux demandes des peuples car quelque peu elle se renierait. Notre pays dispose d'une grande capacité dans l'ingénierie politique. Il ne doit pas hésiter à la mettre au service de ceux qui le souhaitent. Là aussi, la France a un rôle d'intercesseur à jouer. En faisant comprendre à ses partenaires, en particulier américains, leurs erreurs d'analyse, en appuyant les initiatives régionales lorsque cela est nécessaire, la France remplit son rôle et justifie son statut de membre permanent du Conseil de sécurité. Oublier cette fonction c'est à terme nous affaiblir.

Solidarité avec nos alliés

La réaffirmation de solidarité avec nos alliés va de soi. Mais encore faut-il qu'à ces manifestations dont nous avons donné maintes preuves, ne répondent pas des décisions hâtives ou solitaires, en l'occurrence des États-Unis.

Washington doit comprendre qu'il ne peut à la fois demander le soutien de ses alliés, et donc de la France, lors de la crise des euromissiles et lancer sans préparation ni explication une initiative de défense qui bouscule un ordre qui a donné à l'Europe la paix plus longue de son histoire. Le gouvernement américain doit comprendre également que la lutte contre le terrorisme ne passe pas par les actions spectaculaires et non concertées mais par une diplomatie active et solidaire. Rien n'est plus grave au sein d'une alliance que de commencer à douter de ses amis.

En rappelant cette donnée la France soulignerait seulement que dans cette période de trouble la clarté des positions, l'ouverture et le dialogue valent mieux que les constructions byzantines. Ce message s'adresse aussi à l'Est. Il restera aux Soviétiques à montrer si leur désir de paix en Europe est réel car il est maintenant évident que sans de nouveaux espaces de liberté, la paix en Europe orientale sera fragile.

Solidarité en Europe

Osons le dire. Les débats sur l'Europe ennuient souvent les Européens. Pourtant le besoin d'Europe est immense, surtout chez les jeunes. Cette contradiction s'explique aisément par une image souvent bureaucratique et frileuse des institutions européennes existantes. En outre, cette Europe indispensable est la grande muette des débats internationaux.

Que dit-elle de responsable sur le terrorisme que menace ses populations ? Que dit-elle sur la recherche et la technologie ? Il est vrai que la Droite française a tenté de ralentir la dynamique d'Euréka...

Or, l'Europe n'est pas une figure de rhétorique. Sans la dimension européenne, l'ambition de tisser de nouvelles solidarités internationales sera vaine. L'Europe a seule les moyens d'intervenir pour débloquer le dialogue entre le Nord et le Sud en proposant, par exemple, des contrats de longue durée fixant les objectifs, les moyens et les calendriers du redressement de la balance commerciale des pays du Sud. Ce dispositif prolongerait les efforts déjà considérables de Lome III.

Seule l'Europe peut offrir aux pays en développement un code de valeurs et les moyens de les mettre en œuvre. Ces valeurs sont : la démocratie, la liberté, la solidarité, la primauté du droit, la décentralisation, la maîtrise du progrès technique.

Seule l'Europe a la taille suffisante pour permettre à nos industriels de relever le défi de la construction d'un axe technologique, économique et financier entre Tokyo et Washington.



DECLARATION DE PRINCIPE

Il faut faire une place à part à la lancinante question de sa défense. Là est le vrai problème du statut de l'Europe et de son avenir.

Refuser de se poser cette question serait grave. C'est l'honneur de la Gauche que d'avoir osé lancer le débat en réactivant l'U.E.O. C'est dans cette direction qu'il faut continuer. Au moment où la toile de fond stratégique est en train de se modifier, l'Europe ne peut pas se réfugier dans un silence gêné. Un besoin urgent d'un concept stratégique européen se fait sentir. A terme cela pose inévitablement la question de nos relations avec l'Allemagne. Qui peut dire aujourd'hui sans sourciller que les intérêts vitaux de notre pays ne seraient pas menacés par une agression du territoire allemand ?

En contrepartie nos partenaires doivent accepter l'idée d'assumer un rôle extra européen au Moyen-Orient, par exemple, que la France seule ne pourra tenir longtemps.

Enfin, de nouvelles frontières doivent être proposées à ceux qui rêvent d'initiatives. L'Europe a un effort de productivité générale à accomplir. Des gisements d'entreprises et d'emplois sont en friche, en particulier dans les nouvelles technologies de communication. Il en va de même dans les domaines culturel et éducatif. Cette Europe dialoguant avec elle-même, créatrice, interactive, pourra assurément reveiller l'enthousiasme des européens, les jeunes en particulier.

Voilà, en passant à l'offensive par leurs propositions les socialistes montrent que la politique internationale n'est pas étrangère à la vie des Français. Sans se résigner à un ordre actuel injuste, avec courage et générosité, notre pays peut, avec l'Europe, être un des acteurs de la transformation mondiale. Dans ce secteur, l'abandon c'est à coup sûr la décadence.

PROPOSITION DE RÉÉCRITURE DE LA DÉCLARATION DE PRINCIPES

présentée par le Bureau exécutif unanime

Le groupe de travail, issu du Bureau exécutif, qui a été chargé de préparer la réécriture de la déclaration de principes et les propositions de réforme des statuts et du règlement intérieur était composé de :

Lionel JOSPIN, Jean POPEREN, Jean-Paul BACHY, Jean-Marcel BICHAT, Jean-Claude BOULARD, Nicole BRICQ, Robert CHAPUIS, Michel CHARZAT, Gérard COLLOMB, Marcel DEBARGE, Bertrand DELANOË, Roger FAJARDIE, Daniel FRACHON, Gérard FUCHS, Christian GOUX, Pierre JOXE, André LAIGNEL, Louis MERMAZ, Didier MOTCHANE, Jean-Claude PETITDEMANGE, Bernard ROMAN, Françoise SELIGMANN, Daneil VAILLANT.

Ses propositions ont été ratifiées par le Bureau exécutif unanime qui vous les présente.

Vous trouverez ses propositions de modifications statutaires dans la rubrique correspondante.

1. Le Parti socialiste a la volonté de libérer l'homme de toutes les aliénations qu'il subit. Il entend assurer à l'homme, à la femme, à l'enfant, dans une société fondée sur l'égalité, la fraternité et la solidarité, le libre exercice de leurs droits et le plein épanouissement de leurs facultés. Il agit pour que soient maîtrisées, de manière démocratique, les mutations scientifiques et techniques, afin de mettre leurs bénéfices au service de tous.

2. Le Parti socialiste est un parti démocratique. Il fonde son action et son projet sur le respect des droits de l'homme et du citoyen. Il affirme que toutes les formes de liberté sont indissociables les unes des autres : leur existence est liée à la fois à la démocratie économique et à l'épanouissement des libertés politiques, sociales et culturelles.

3. Le socialisme se fixe pour objectif le bien commun et non le profit privé. La socialisation d'une partie des moyens d'investissement, de production et d'échange est indispensable au pays. Les socialistes sont donc favorables au développement d'une société où existera un puissant secteur public et où les entreprises privées joueront pleinement leur rôle. La planification permettra à la collectivité de dégager les grandes priorités du pays.

4. Le Parti socialiste est un parti de transformation sociale ancré dans le monde du travail. En effet, si la complexité croissante des sociétés capitalistes modernes a provoqué une diversification des couches sociales, elle

n'a pas effacé l'antagonisme entre classes et groupes sociaux. C'est pourquoi les socialistes doivent tendre sans cesse, par les voies multiples de la démocratie politique, syndicale et associative, à obtenir l'adhésion et le consentement du plus grand nombre à leurs objectifs.

5. Le Parti socialiste est fermement attaché à la liberté de conscience et à la laïcité de l'État et de l'école. Il entend regrouper sans distinction de croyances philosophiques et religieuses toutes celles et tous ceux qui souhaitent œuvrer à la réalisation de ses objectifs. Il agit sur les terrains politique, économique, social et culturel en vue de la conquête du pouvoir, condition nécessaire d'une transformation sociale qui doit s'appuyer sur l'extension des pouvoirs démocratiques de contrôle, de gestion et de décision à tous les niveaux.

6. L'action du Parti socialiste se situe à la fois dans le cadre national et international : il n'y a pas d'hommes libres dans une nation asservie ou sujette, et d'autre part les échanges et les rapports de forces économiques ont une dimension mondiale. C'est pourquoi le Parti socialiste participe à l'élargissement et au renforcement de l'organisation internationale des socialistes. Il s'attache à accélérer la construction de l'Europe, indispensable pour desserrer la logique des blocs et pour que s'établissent de nouveaux rapports Nord-Sud, conditions de l'établissement et du maintien d'une paix durable.

PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS STATUTAIRES

NUMÉRO 1

Propositions de modification des statuts nationaux et du règlement intérieur

Présentées par le Bureau exécutif unanime

Ces propositions de modifications statutaires et réglementaires n'entraîneraient pas de nouvelles pratiques dans la vie du Parti.

Il s'agit seulement de proposer la réécriture partielle des statuts et du règlement intérieur, en modifiant les articles ou titres qui ne sont plus adaptés et en précisant le sens de certains autres articles ou titres qui donnent lieu à des interprétations contradictoires.

La nouvelle rédaction proposée est généralement celle des textes et circulaires pris par le Comité Directeur, le Bureau Exécutif, les conventions et les derniers Congrès depuis la dernière mise à jour des statuts et du règlement intérieur.

STATUTS

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 6

Remplacer la première phrase par :

« Les élus titulaires et suppléants de toutes les listes... »

Le reste sans changement.

Exposé des motifs

Le quota est généralement respecté sur les listes de titulaires rarement sur les listes de suppléants.

II. LES MILITANTS

Article 10

Ajouter le point 3 suivant :

« En cas de difficultés d'appréciation et pour les adhésions de membres venant d'autres formations de Gauche, la section ou la fédération saisiront le Comité Directeur. »

Exposé des motifs

Cet article doit tenir compte des nouveaux cas d'adhésions de membres venant de formations de Gauche non citées.

VI. LE CONGRÈS NATIONAL ET LA CONVENTION NATIONALE

Article 25

Remplacer la première phrase par :

« Le Congrès national est convoqué par le Comité Directeur. Il fixe les dates de la procédure et procède... »

Le reste sans changement.

Exposé des motifs

Dans le respect de la procédure définie à l'article 30, le Comité Directeur doit pouvoir fixer les dates de la procédure du Congrès afin de tenir compte des difficultés éventuelles de calendrier (période de congés, sessions parlementaires, etc.). Cette pratique est celle appliquée lors des précédents congrès.

Article 26

Supprimer la phrase suivante :

« Chaque fédération établit elle-même le mode de nomination de ses délégués. »

Exposé des motifs

Cette phrase de l'article 26 n'a plus de sens depuis que le Parti a adopté un mode de nomination unique défini dans le règlement intérieur.

Article 30

Remplacer :

« Trois mois avant le congrès » par : « Trois mois au moins avant le congrès ».

« Deux mois avant le congrès » par : « Deux mois au moins avant le congrès ».

« Un mois avant le congrès » par : « Un mois au moins avant le congrès ».

Exposé des motifs

Il est préférable d'adopter une formule plus souple qui permette de tenir compte des difficultés du calendrier (cf. art. 25). Cette pratique est celle appliquée lors des précédents congrès.



Article 31

Ajouter après la phrase : « Elle veille... décisions du Congrès » la phrase suivante : « Elle débat des questions inscrites à l'ordre du jour par le Comité Directeur. »

Le reste sans changement.

Exposé des motifs

La pratique veut que le Comité Directeur décide parfois d'inscrire un thème de débat à l'ordre du jour des Conventions (Europe, défense, droits des femmes, modernisation et progrès social, emploi, etc.).

VII. LE COMITÉ DIRECTEUR ET LE BUREAU EXÉCUTIF DU PARTI

Article 34

Remplacer la première phrase par : « Le Comité Directeur est composé de 131 membres titulaires et d'un nombre de suppléants fixé par le Congrès et élus dans les conditions... »

Le reste sans changement.

Exposé des motifs

Le Comité Directeur a toujours été composé de 131 membres titulaires, mais le nombre de suppléants a changé à chaque congrès.

Article 39

Remplacer la première phrase par : « Le Comité Directeur élit, en son sein, un Bureau de 27 membres au maximum, parmi... », le reste sans changement.

Ajouter à la fin du premier paragraphe : « le Comité Directeur élit également des suppléants dont il fixe le nombre. »

Exposé des motifs

Le Bureau a toujours été composé de 27 titulaires mais le nombre de suppléants a changé à chaque congrès.

IX. ÉLECTIONS POLITIQUES : DÉSIGNATION DES CANDIDATS ET GROUPE SOCIALISTE AU PARLEMENT

Article 49

Remplacer le deuxième paragraphe par : « Avant chaque élection générale (parlementaire, européenne, régionale, cantonale, municipale), le Comité Directeur fixe la date d'ouverture et de clôture des opérations de désignation, et le détail de la procédure de désignation des candidats conformément au règlement intérieur, applicables par l'ensemble des sections et des fédérations, puis, en dernier ressort, par la Convention nationale et les Conventions fédérales qui ont par ailleurs... »

Le reste sans changement.

Exposé des motifs

Il est important que les garanties d'une procédure démocratique ne concernent pas uniquement le renouvellement parlementaire. C'est pourquoi les dates d'ouverture et de clôture des opérations de désignation et le détail de la procédure ont toujours été fixés par le Comité Directeur pour toutes les élections.

Article 50

(1^{re} phrase)

Remplacer : « pour les villes de plus de 30 000 habitants » par « pour les villes de plus de 3 500 habitants ».

Exposé des motifs

« 30 000 » faisait référence à l'ancienne loi municipale. Il est proposé d'adopter la référence de la nouvelle loi votée par les socialistes (3 500 habitants).

Article 50

(2^e phrase)

Remplacer la deuxième phrase par : « la décision est prise... (le reste sans changement)... par la Convention nationale du Parti pour les élections parlementaires, européennes, régionales et municipales pour les communes de plus de 20 000 habitants... », le reste sans changement.

Exposé des motifs

Il s'agit de tenir compte des nouvelles élections au suffrage universel et de la situation des villes les plus importantes.

Article 52

Supprimer à la fin de la deuxième phrase : « ... désignés par leur fédération. »

Exposé des motifs

Cet élément de phrase est sans projet, les élus du Parti étant désignés par... le Parti.

Article 55

Dans la dernière phrase, remplacer : « ... est fixé par le Congrès fédéral » par « est fixé par le Congrès national et reversé aux fédérations dans le cadre d'une caisse de péréquation. »

Exposé des motifs

C'est à la demande des fédérations en 1979, qu'une caisse nationale de péréquation assure le reversement de cette cotisation fixée au niveau national depuis cette date.

X. LES COMMISSIONS DE CONTRÔLE FINANCIER

Article 59

Remplacer la deuxième phrase par : « Cette commission se compose de 13 titulaires et de suppléants dont le nombre est fixé par le Congrès, élus conformément..., le reste sans changement. »

Exposé des motifs

Le nombre de titulaires est de 13 depuis plusieurs congrès avec l'accord de tous.

XI. LA COMMISSION DES CONFLITS

Article 62

Remplacer la première phrase par : « Le Congrès national ... (sans changement)... statuts, une commission nationale permanente des conflits com-



posée de 13 membres titulaires et de suppléants dont il fixe le nombre. Les membres de cette commission doivent avoir au moins trois années consécutives de présence au Parti et n'appartenir à aucun organisme central ».

Exposé des motifs

Même observation qu'à l'article 59.

Article 80

Remplacer le troisième paragraphe par : « Exceptionnellement, dans le cas d'indiscipline caractérisée survenant après que les instances qualifiées

du Parti ont accordé l'investiture aux candidats, le Comité Directeur ou le Bureau Exécutif, entre deux réunions du Comité Directeur, pourront... (la suite sans changement). »

Exposé des motifs

Il s'agit de permettre au C.D. ou au B.E., entre deux réunions du C.D., qui se réunit chaque semaine, d'intervenir rapidement avant même le début légal des campagnes électorales, dès que les cas d'indiscipline sont constatés.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

II. ÉLECTION DES RESPONSABLES DU PARTI À TOUS LES ÉCHELONS

II. Dans la deuxième phrase, remplacer : « cinq semaines avant le Congrès national » par « dans la semaine qui suit la réunion du C.D. chargée d'établir les propositions de textes de synthèses. »

Exposé des motifs

Il est logique que les candidatures ne soient déposées qu'après la publication des motions et non pas à une date retenue *a priori*.

IV. Ajouter après la 1^{re} phrase : « En cas de contentieux, les membres de la C.E.F. du courant concerné sont saisis pour arbitrage. »

Exposé des motifs

Afin d'aider au règlement des contentieux, il est utile de préciser qui est saisi pour arbitrage.

V. Ajouter à la 1^{re} phrase : « En cas de contentieux, les membres du C.D. du courant concerné sont saisis pour arbitrage. »

Exposé des motifs

Même observation qu'au IV ci-dessus.

IV. MODALITÉ DE DÉSIGNATION DU CANDIDAT DU PARTI À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE ET DES CANDIDATS AUX ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES, CANTONALES, MUNICIPALES ET RÉGIONALES

B. Désignation des candidats du Parti aux Élections parlementaires (Assemblée nationale et Sénat) et régionales.

1. Nouvelle rédaction proposée : « Pour les scrutins uninominaux, les candidats sont désignés, lors d'un vote à bulletin secret, par l'ensemble des adhérents des sections de la circonscription électorale concernée, ayant plus de trois mois de présence dans la section où a lieu le vote. Les suppléants éventuels sont désignés dans les formes précisées par le Comité directeur. Les candidats ont le droit de se présenter devant les sections concernées : une assemblée de circonscription doit être organisée pour leur permettre de se présenter à l'ensemble des militants ».

4. Nouveau. Rédaction proposée : « Pour les scrutins de liste, les C.E.F. se réunissent pour élaborer une proposition de liste.

Après débat entre membres de la C.E.F., une proposition de liste ordonnée et complète est soumise au vote de la C.E.F. par le Secrétariat fédéral. Pour l'adoption de cette liste, la majorité absolue des présents est nécessaire au premier tour de scrutin. Si cette majorité absolue n'a pas été atteinte, la C.E.F. procède à une nouvelle délibération, puis à un nouveau vote. Pour ce second tour de scrutin, seule la majorité relative est requise (c'est la proposition de liste arrivée en tête qui sera présentée au vote des militants au nom de la C.E.F.).

La liste établie, qui servira de bulletin de vote, ainsi que les propositions alternatives éventuellement présentées par des membres de la C.E.F. sont portées à la connaissance des militants dix jours au moins avant les opérations de vote dans les sections.

A une même date, fixée par la fédération, les sections se réunissent en Assemblée générale, les militants votent sur la liste établie par la C.E.F. et sur les éventuelles propositions alternatives résultant des délibérations de la C.E.F.

Le vote est individuel, à bulletins secrets. Prennent part au vote tous les adhérents à jour de leur cotisation et ayant plus de trois mois de présence dans la section. Les résultats sont envoyés à la fédération.

Celle-ci fait le récolement des votes intervenus dans les sections. Une proposition – celle de la C.E.F. ou une proposition alternative – est considérée comme prise en compte dès lors qu'elle obtient au niveau de la fédération, 50 % des voix plus une. La fédération enregistre le vote des militants et transmet le résultat à la Convention nationale. »

5. *Idem* 4 ancien.

Exposé des motifs

Ce titre est à revoir car il faut distinguer les scrutins uninominaux et les scrutins de liste. Il faut également fixer la procédure pour les élections régionales. Il est proposé d'introduire dans le règlement intérieur la pratique fixée par le Parti pour les dernières élections (législatives, régionales, sénatoriales).

C. Dans ce titre supprimer « et municipales » et ajouter après le premier paragraphe : « En ce qui concerne les sections couvrant plusieurs cantons, les camarades votent seulement pour la désignation du candidat dans le canton où ils sont inscrits sur les listes électorales. Ce vote aura lieu avec présentation de la carte d'électeur.

Une exception sera naturellement faite pour les camarades âgés de moins de dix-huit ans, et pour les camarades étrangers, pour lesquels seul le lieu d'habilitation sera pris en compte.

Lors de la réunion de la section pour la désignation du candidat, seuls les camarades inscrits dans la section depuis au moins trois mois auront le droit de vote.

Si un canton ou un candidat aura été désigné est redécoupé, le candidat choisira celui des nouveaux cantons où il décide d'être candidat dès que le redécoupage sera publié au *Journal officiel*. Une nouvelle procédure de désignation sera alors ouverte pour la désignation de candidats dans les nouveaux cantons non pourvus issus de l'ancien canton redécoupé.

Dans le deuxième paragraphe, supprimer : « ou tête de liste pour les villes de plus de 9 000 habitants. »

Exposé des motifs

(Voir nouveau point D pour les municipales)

La procédure de désignation des candidats aux cantonales est précisée par la pratique utilisée lors des dernières élections.

Nouveau point D : « Désignation des candidats aux élections municipales : La tête de liste est désignée par un vote de l'ensemble des adhérents domiciliés dans la commune concernée, puis validée par la C.E.F. pour les communes dont la population est supérieure à 3 500 habitants.

Le travail de préparation de la liste est confié à une commission composée :

- de la commission administrative de la section ou des délégués des C.A. de section dans le cas où plusieurs sections sont concernées ;
- de la tête de liste.

La C.E.F. désigne l'un de ses membres pour assister à ces travaux.



La commission examine les candidatures déposées auprès de la (ou des) section(s), en veillant notamment à la représentation féminine. Elle s'efforcera de parvenir à l'accord le plus large possible en son sein.

La commission rend compte de ses travaux devant une Assemblée générale groupant l'ensemble des adhérents concernés. Elle propose une liste complète des candidats socialistes classés par ordre préférentiel.

Après débat, il est procédé à un vote.

Si la liste n'est pas adoptée telle quelle, l'A.G. formule des propositions sur lesquelles elle vote. La commission doit faire de nouvelles propositions en tenant compte des indications clairement formulées et votées par l'A.G.

La liste adoptée ensuite par l'A.G. est soumise à la validation définitive de la C.E.F.

En cas de désaccord entre une section et une fédération, le Comité Directeur tranche en dernier ressort pour les villes de plus de 20 000 habitants.

Ajouter à la fin du nouveau point D :

« Nul ne peut être tête de liste pour les villes de plus de 3 500 habitants, s'il n'a pas deux années consécutives d'ancienneté dans le Parti, compte tenu de l'art. 10 des statuts, sauf accord de la C.E.F. (pour les villes entre 3 500 et 20 000 hab.) ou du Comité Directeur (pour les villes de plus de 20 000 habitants). »

Exposé des motifs

Il est proposé d'introduire dans le R.I. une procédure pour les élections municipales et de choisir celle qui a été appliquée pour les municipales de 1983.

Nouveau point E : ancien point D.

2. Remplacer « par l'intermédiaire du *Poing et la Rose* » par « l'intermédiaire de l'organe interne du Parti et des fédérations ».

Exposé des motifs

Il s'agit d'assurer l'information des militants la plus large possible.

V. DISPOSITIONS LIMITANT LE CUMUL DES MANDATS

Supprimer les deux premiers paragraphes et commencer à :
« Le P.S. adopte pour lui-même... »

Dans le point 1 supprimer la phrase entre parenthèses après : « conseiller régional ».

Point 3 : à remplacer par : « Aucun élu socialiste ne devra exercer un mandat au-delà de deux des mandats énumérés ci-dessus. »

Exposé des motifs

Ces dispositions sont maintenues, mais la rédaction du titre V est à modifier pour tenir compte de la nouvelle loi sur le cumul des mandats.

Point 6 : « dispositions internes »

Dans la première phrase, remplacer : « 9 000 » par « 3 500 » et ajouter à la fin : « sauf accord des instances fédérales ».

Dans la deuxième phrase, ajouter à la fin : « ou délégué régional du parti dans la région où il est élu. »

Supprimer la dernière phrase.

Exposé des motifs

1^{re} phrase : faire référence à la nouvelle loi.

2^e phrase : il est souhaitable que cette mesure s'applique également aux délégués régionaux depuis l'élection des conseils régionaux au suffrage universel.

VIII. RÈGLES CONCERNANT LE FONCTIONNEMENT DES COURANTS DE PENSÉE ET LEUR EXPRESSION À L'INTÉRIEUR ET À L'EXTÉRIEUR DU PARTI

B : Presse

Supprimer les paragraphes 5, 6 et 7.

Exposé des motifs

Ces dispositions n'ont plus lieu d'être depuis la disparition de *L'Unité*.

ANNEXE

Remplacer le 1 par : « Convocation du Congrès par le Comité directeur. »

Remplacer le 2 par : « dépôt des contributions émanant de membres du C.D. et des contributions adoptées par les fédérations. »

Remplacer le 3 par : « publication des contributions dans *Le Poing et la Rose* des textes d'orientation accompagnés des listes de candidatures aux organismes du Parti. »

La suite sans changement.

Exposé des motifs

Les articles 25 et 30 des statuts fixant le calendrier et la procédure. L'annexe est un rappel de celui-ci.

NUMÉRO 2

Propositions présentées par Martine BURON

Article 6

L'alinéa 1 de l'article 6 des statuts est modifié comme suit :

« Les élus de toutes les listes, titulaires et suppléants, doivent obligatoirement comprendre un minimum de 30 % de femmes à tous les degrés de l'organisation » (la suite sans changement).

Exposé des motifs

L'exigence d'un pourcentage minimum de femmes dans les instances de direction du parti a été pendant longtemps une spécificité du Parti socialiste français. Ni recette-miracle, ni fin en soi, cette disposition (parfois mal comprise) traduit la volonté politique des socialistes d'assurer aux femmes l'accès aux responsabilités, et de permettre, par leur présence, une meilleure prise en compte des problèmes et des aspirations de plus de la moitié de la population.

Aujourd'hui, ce système du quota a été adopté par de nombreux partis socialistes européens, ou est en passe de l'être, avec des pourcentages supérieurs à 20 %.

Au sein même du P.S., les femmes représentent près du quart des militants ; le quota de 20 % dans les instances de direction ne présente plus le caractère incitatif qu'il était censé jouer au départ.

Notre parti se doit de répondre à l'attente des femmes, qui ont voté proportionnellement plus que les hommes en sa faveur en mars 1986. Il doit leur montrer qu'il peut être le parti des femmes, et pour cela que les femmes y ont toute leur place.

C'est pourquoi il est urgent de modifier enfin – comme le prévoit d'ailleurs l'article 6 lui-même qui précise que le quota doit être révisé à chaque congrès pour tenir compte de la proportion des femmes au sein du parti – **notre quota actuel et de porter la présence minimale des femmes dans les instances du parti à 30 %**, reflet encore insuffisant de leur place dans la société.

Nous soulignons qu'une fois adoptée au Congrès de Lille, cette disposition sera applicable aux listes de candidats aux C.E. de section ou fédérales, ainsi qu'au Comité Directeur, à l'occasion du Congrès suivant : chaque organe du parti disposera donc d'un délai de deux ans pour intensifier les interventions en direction des femmes, susciter leur adhésion, et encourager des camarades femmes à s'investir dans tous les secteurs d'activité – rendant ainsi possible l'application du quota de 30 %.



NUMÉRO 3

Article 49

L'alinéa 5 de l'article 49 est modifié comme suit :
« Pour les élections au scrutin proportionnel, les listes de candidats doivent comprendre un minimum de 30 % de femmes, régulièrement placées dans la liste. »

Cette modification correspond à celle qui est proposée pour l'article 6 concernant la place des femmes dans les instances de direction du Parti, et répond à la même nécessité politique.

Rappelons que le Parti a déjà assuré cette présence de 30 % de femmes parmi ses élus au Parlement européen en 1979 et 1984, et sur ses listes de candidats aux municipales de 1983 dans les villes de plus de 10 000 habitants.

Il ne devrait donc y avoir aucune difficulté à conformer nos statuts à notre pratique, et à étendre celle-ci à tous les cas d'élection au scrutin proportionnel (communes au-dessus de 3 500, régionales...).

NUMÉRO 4

Proposition présentée par la Fédération de Seine-et-Marne.

Article 49

Ajout à l'article 49 de l'alinéa suivant :

« Pour être candidat à la candidature il faut être à jour de ses cotisations d'adhérent et pour les élus à jour de ses cotisations d'adhérent et d'élu ».

NUMÉRO 5

Propositions présentées par
Patrice FINEL et Patrick RIVIÈRE

Article 15

Nouvelle rédaction de l'article 15.

« Une section doit être divisée en plusieurs sections dès qu'elle atteint un effectif de 250 adhérents ».

Exposé des motifs

L'organisation et le déroulement du débat démocratique au sein des sections deviennent très difficiles en présence d'un trop grand nombre de camarades.

Le travail d'explication des militants du parti dans leur environnement est d'autant plus efficace qu'il est proche du terrain et donc que l'unité géographique dans laquelle il se déroule est réduite.

NUMÉRO 6

Article 31

« La Convention nationale statutaire est préparée par des Conventions départementales où chaque section est représentée par un délégué ».

Exposé des motifs

– L'expérience de la préparation des Conventions nationales montre que certaines fédérations ne réunissent pas de Conventions fédérales, et que parfois celles-ci se confondent avec la C.E.F.

NUMÉRO 7

Article 43

Suppression de l'article et nouvelle rédaction :

« Les responsables du M.J.S. sont élus par l'ensemble des adhérents du M.J.S. selon les mêmes règles statutaires qui président à la désignation des responsables du Parti socialiste ».

Exposé des motifs

Le récent mouvement des étudiants et des lycéens a montré la capacité de la jeunesse à s'auto-organiser de façon sereine et responsable. Pour remédier à la faiblesse actuelle du M.J.S. il faut permettre aux jeunes adhérents du P.S. d'avoir leur propre fonctionnement démocratique au sein du M.J.S.

NUMÉRO 8

**Création
d'un nouvel article**

Nouvel Article 31bis

« Institution d'une procédure de référendum d'initiative militante ».

« Toute proposition signée par un minimum de 5 000 camarades issus d'au moins 20 Fédérations devra être soumise à l'ensemble des militants du Parti dans le cadre d'une Convention nationale statutaire ».

Exposé des motifs

Les adhérents du P.S. ont parfois la désagréable impression de ne pas servir à grand-chose, de ne pas être consultés sur des problèmes fondamentaux, cette proposition vise à rendre possible l'organisation du débat dans le Parti à la demande d'un nombre significatif de militants du P.S.

NUMÉRO 9

Article 68

Ajout à la fin de l'Article.

« Les décisions des Commissions fédérales des Conflits doivent être signifiées aux intéressés et à leur section, mention doit être faite qu'en cas d'appel la décision est suspendue jusqu'à décision de la Commission nationale des Conflits ».

Exposé des motifs

Il s'agit de préciser le fonctionnement de notre procédure interne.

NUMÉRO 10

Proposition présentée par Gérard LINDEPERG

Article 15

– **Premier additif** qui constitue le premier alinéa :

« Une section DOIT être divisée en plusieurs sections dès qu'elle atteint un effectif de 200. »

– **Deuxième additif** à l'actuel premier alinéa qui devient le deuxième alinéa :

« Une section de moins de 200 adhérents PEUT être divisée en plusieurs sections... » (le reste sans changement).



Bulletins de votes sur les propositions de réforme des statuts et du règlement intérieur

Ce bulletin, établi pour faciliter les votes en section regroupe les propositions présentées par le Bureau exécutif unanime. Bien entendu les sections peuvent choisir de les voter article par article.

Section :

Proposition n°	portant sur l'article	signée par	pour	contre	abst.
1	15 articles des statuts 13 articles du règlement intérieur	Bureau exécutif			
2	6	M. Buron			
3	49	M. Buron			
4	49	Fédération de Seine-et-Marne			
5	15	P. Finel et P. Rivière			
6	31	P. Finel et P. Rivière			
7	43	P. Finel et P. Rivière			
8	Nouvel article	P. Finel et P. Rivière			
9	68	P. Finel et P. Rivière			
10	15	G. Lindeperg			

Si vous voulez être informés régulièrement chaque semaine sur la vie et l'action du Parti socialiste, vous pouvez vous abonner à notre journal :



PS info

organe officiel du Parti socialiste

Abonnement annuel ordinaire : 200 F.

Tout membre du Parti peut s'abonner, s'il le désire. Le journal est rédigé le mercredi, achevé à la fin du Bureau Exécutif, tiré le jeudi, expédié par la poste le vendredi matin. Il bénéficie du routage rapide réservé aux hebdomadaires. Il doit donc normalement parvenir au domicile des destinataires le samedi matin.

Tous les secrétaires fédéraux, tous les secrétaires de section et, dans chaque section, le responsable de l'information des militants et le responsable de la propagande sont abonnés d'office à cet hebdomadaire et le reçoivent automatiquement et gratuitement. Si certains d'entre eux ont été oubliés, ils doivent nous prévenir.

Afin de faciliter la circulation de l'information parmi les militants du Parti socialiste qui exercent des responsabilités dans les sections, tous les camarades membres de la Commission administrative de leur section peuvent bénéficier d'un

Abonnement réduit de 70 % sur le montant de cet abonnement, soit : 60 F.

Si ceux-ci désirent souscrire cet abonnement à prix réduit, il leur suffit d'adresser la somme de 60 F à « P.S. Info », 10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07. Chèque à libeller à l'ordre des « Nouvelles Éditions de l'An 2000 ».